

Le Monde

idées

Amérique latine

L'Amérique latine vit, dans beaucoup de ses parties, dans le drame permanent. Daniel Pézeril évoque la mort, il y a deux ans, de Mgr Romero, évêque de San-Salvador, et la nécessité de poursuivre son combat pour faire de son pays un peuple solidaire et pacifique. Jean-Claude Bajoux et Laënnec Hurbon répliquent avec vigueur à un article qui recommandait de poursuivre la coopération avec le régime haïtien. Miguel Angel Estrella dénonce l'exportation par l'Argentine de son modèle répressif. Arturo Montes, enfin, montre en quoi les événements de France se répercutent dans son pays, le Chili.

... Mais que va devenir le peuple du Salvador ?

par Mgr DANIEL PEZERIL (*)

Mais que va devenir ce peuple ? C'est sans aucun doute le cas de conscience que Mgr Romero imposait aujourd'hui à l'attention internationale, alors que les deux plus grandes puissances se disputent par hommes de chair et de sang, diplomates et partis interposés, la maîtrise définitive, ce qu'on appelle « la paix » du Salvador.

Qui donc, lorsqu'il fut assassiné, présageait que cet insupportable rabâchage des droits d'un si petit pays aurait si tôt, et à ce point, raison ? Il apparaissait à bon nombre de politiques et de prêtres aussi irresponsable que chimérique. Devant le développement du terrorisme communiste que sa naïveté lui masquait et que, pratiquement, il finissait par protéger, il a bien fallu en arriver à interrompre son prétendu ministère. Il a recruté lui-même ses assassins. On a dû l'abattre.

Il y a deux ans, des balles l'ont soudain couché, en vêtements liturgiques, sur le sol de la chapelle, où il célébrait l'Eucharistie du soir. Son exécution a bouleversé le monde entier. Mgr Romero est mort. Mais il parle encore. C'est sa voix que j'entendais aussi, quand, le 28 février dernier, Jean-Paul II demandait qu'on laisse les Salvadoriens résoudre leurs problèmes « de façon pacifique et sans ingérence extérieure ».

Son message, plus utile que jamais, tient en ces mots : il existe un peuple salvadorien. Rien d'idéologique dans cette conviction, rien qu'un vaillances à un constat socio-politique. Elle relevait, avant tout, dans son cas, d'une expérience simple : il se sentait indissolublement évêque et fils de la part d'humanité qui lui était confiée.

Bien que le cardinal Wojtyla fût déjà élu pape depuis dix-huit mois quand Mgr Romero a été tué, cette identité appartenant à un pasteur

à son Eglise et à son pays n'était pas encore redevenue chose familière pour l'esprit public. L'histoire avait beau en présenter des exemples innombrables, et les plus dignes de respect, la modernité semblait l'avoir exclue un fois pour toutes. Il faudra les récents événements de Pologne pour nous en faire comprendre à nouveau l'impératif et en confirmer la légitimité.

D'après des données dignes de foi, c'est à partir de sa nomination à l'évêché de San-Salvador, en février 1977, que Mgr Romero prit irrésistiblement acte du sort intolérable de l'ensemble de la population. Sa nouvelle responsabilité épiscopale l'amena à interdire de manière décisive son lien avec elle. Cela devint pour lui une question d'évangile que ce peuple, lui aussi, accède à l'existence. Il se fixa pour mission de le révéler à lui-même, et d'éduquer, d'affirmer ses dispositions chrétiennes fondamentales, de le conduire à prendre, comme il convient, son destin en main.

On put constater alors, comme il arrive plus d'une fois quand il s'agit de peuples, qu'à son tour ce peuple « faisait » son évêque. Celui-ci n'avait qu'à ouvrir les yeux et les oreilles, à ne pas se dérober, à prendre vraiment en charge le poids écrasant qui lui tombait chaque jour sur les épaules, pour devenir peu à peu ce qu'il avait à être.

On a reproché à Mgr Romero d'être tombé dans des anticipations fatales et d'avoir gravement péché par manque de réalisme : comment pouvait-il appeler à décider eux-mêmes de leur sort une multitude misérable de peuples plus ou moins analphabètes ? Comment aurait-il obtenu la libéralisation du régime de

la part d'une oligarchie qui, pour minuscule qu'elle fût, n'en restait pas moins nationale, réputée inébranlable, compétente et active ? Il me semble qu'à ces objections l'archevêque de San-Salvador a effectivement répondu de deux manières.

Il s'agissait tout d'abord le pasteur de tous et voulait se conduire comme tel. Il n'excluait pas, par loyauté sacerdotale et esprit évangélique, d'être éventuellement entendu des uns et des autres - au moins comme recours extrême. Il a même en des paroles qui ne sont pas si fréquentes dans un climat de guerre civile. Il a stigmatisé le despotisme à l'encontre duquel pourtant, « ni la haine ni la vengeance ne sont des chemins de libération ». Constatant l'épuisement des plus pauvres, dom, enseignait-il, la cause est celle du Seigneur, il avait assez d'intimité avec eux pour leur avertir fraternellement que « l'impudence peut rendre aussi coupable et injuste que l'oppression ». Qui donc en pareilles circonstances s'est exprimé publiquement ainsi ? Plus d'un l'e sans doute désiré, mais l'a craint. Mgr Romero, lui, l'a pu.

Son assurance et son dynamisme venaient, en second lieu, des ressources intérieures qu'il décelait et vérifiait chaque jour dans ses contacts avec tant d'hommes et de femmes considérés comme incapables aux responsabilités. Outre des qualités universellement appréciées, et même de leurs exploités - telle la passion du travail, - il leur attribuait ce qui fonde un peuple et ce par quoi celui-ci mérite au plus haut point d'exister aujourd'hui : être solidaires et pacifiques ; plus encore, d'être chrétiens.

C'est pourquoi il s'appliquait toujours chaque semaine à former ce peuple à sa tâche. Il incitait chacun à la réflexion indispensable. Ses lettres et sermons demeurent des modèles de pédagogie pastorale. Ce qui ne le dispensait pas de soutenir immédiatement, et avec vigueur, l'effort des paysans pour s'organiser, autrement dit pour prendre leur place ensemble dans la nation.

Ce que Mgr Romero redoutait par-dessus tout pour le Salvador, ce qu'il a dénoncé par avance plus que personne, arrive aujourd'hui : des étrangers s'installent arbitrairement dans la situation intérieure. Le temps de rémission sur lequel, envers et contre tout, comptait l'archevêque - et qui aurait permis au peuple de prendre corps, - n'a pas été accordé. Sa propre disparition n'y est d'ailleurs pas pour rien. Les antagonismes idéologiques, économiques et militaires sont devenus implacables. Les menaces d'extermination, dirigées par l'Etat répressif du gouvernement, des forces armées et des guérilleros, ont été considérablement renforcées. Une fois de plus, proteste Mgr Rivera-Damas, son successeur, la population fournira les morts...

(*) Evêque auxiliaire de Paris.

RÉPLIQUE A... LÉON CANI ET ALAIN BENTOLILA

Pas de coopération avec M. Duvalier

par JEAN-CLAUDE BAJOUX (*) et LAËNNEC HURBON (**)

L'article de Léon Cani et Alain Bentolila « Faut-il coopérer avec M. Duvalier ? » (Le Monde du 10 février) nous a valu la réplique suivante :

DANS la lutte que mène le peuple haïtien depuis le 22 septembre 1957 pour se débarrasser de la mafia duvaliériste, il est plus facile d'avoir à répondre aux discours de nos ennemis qu'aux sophismes de prétendus amis.

Le malaise provoqué par l'article ne vient pas des détails. C'est l'ensemble où s'inscrivent ces détails qui sonne faux. Ce sont les présupposés implicites qui font question.

C'est vrai que la France fait payer durement à Haïti son indépendance. C'est vrai que l'influence de la France pourrait être bénéfique pour contrebalancer le poids du géant américain. Mais ce que l'article cache, c'est la nécessité de réviser une politique de coopération, mise en place à Haïti pendant le septennat de Giscard d'Estaing et qui a culminé dans les effarantes déclarations de l'ex-ministre Galley en octobre 1980. Cette politique, indifférente, en apparence, à la politique et visant à promouvoir des projets d'assistance et de prétendus projets de développement, a abouti au coup du 28 novembre 1980, quand, jetant bas le masque, le gouvernement de M. Duvalier a expulsé plus d'une trentaine de journalistes, syndicalistes et hommes politiques, et réduit au silence la faible section « indépendante » de la presse et de la radio.

L'assistance technique, surtout au niveau où elle veut s'exercer à Haïti, n'est pas innocente. Le technicien qui croit pouvoir partager son savoir-faire - en dehors de la politique - ne fait, dans la pratique, que renforcer le système existant. Passe encore de distribuer de la farine. Mais particulièrement dans le domaine des deux auteurs, la linguistique, l'exercice des discours ne peut avoir lieu sans un minimum de liberté et d'espoir de changement. Parler de « transformation profonde des contenus de l'enseignement » dans le cadre actuel de la dictature duvaliériste est une sinistre plaisanterie. Le défi des auteurs de commenter librement dans la salle de l'Institut français un proverbe créole comme celui-ci : « Tout moun se moun » (Chaque être humain est une personne), alors qu'il est devenu subversif de commenter même les articles de la Constitution haïtienne actuelle, et alors que la directrice de la revue de l'Institut français,

Mme Michel Montas, a été expulsée d'Haïti depuis le 28 novembre 1980.

Certes, nous sommes en faveur de la coopération, comme nous sommes en faveur de l'aide au développement. Mais l'assistance technique ne doit pas servir à renforcer le pouvoir d'une dictature à vie, incomplète et corrompue, comme cela a été le cas dans la dernière décennie. Les projets de développement ne doivent pas servir à augmenter la paye et à alimenter les comptes suisses de la mafia duvaliériste. Nous sommes étonnés de l'empressement de nos deux coopérateurs à défendre le budget de la coopération à Haïti, alors que le Canada vient de supprimer son projet de Petit-Goâve et alors que tous les organismes internationaux ont publié des rapports alarmants sur les résultats désastreux d'une aide qui ne s'attaque pas au problème fondamental du pays : la dictature duvaliériste. Le peuple haïtien lui-même n'est pas dupe : quatre-vingt mille paysans haïtiens ont préféré traverser la mer plutôt que de rester dans « le paradis de la coopération ».

S'il faut aider le peuple haïtien, messieurs, c'est d'abord à se débarrasser du carcan de cette dictature. Il ne s'agit pas, comme semblent le croire les auteurs, de tolérer des petits accords aux « droits de l'homme ». Il s'agit d'une lutte désespérée d'un peuple contre un gang qui l'étouffe depuis vingt-cinq ans.

Dire que « le bénéfice historique de ces échanges revient toujours au peuple », c'est pratiquer le cynisme des experts qui peuplent les villas du haut Port-au-Prince. Serait-il indifférent, que, en d'autres temps, un gouvernement étranger pratique une politique de coopération aux autorités nazies établies en France ?

Il ne s'agit pas de supprimer la coopération. Mais dans le cas d'Haïti, après le désastre de la dernière décennie, aucune politique de coopération ne saurait s'exercer sans mettre en question la dictature qui a été imposée au peuple haïtien. Aucune politique de coopération ne saurait éviter d'aider le peuple haïtien à se libérer. Sinon, elle ne servirait qu'à une seule chose : aider M. Duvalier. Elle ne servirait qu'à une seule chose : punir le peuple haïtien.

(*) Professeur à l'université de Puerto-Rico, coordonnateur du Conseil inter-régional pour réfugiés haïtiens.

(**) Chargé de recherches au C.N.R.S.

Modération et cohérence

par ARTURO MONTES (*)

« La France n'est pas le Chili. » Nous avons entendu mille fois cette phrase, depuis notre arrivée en France, en 1974. Elle voulait dire : « Les erreurs que vous avez commises ne seront pas commises ici », ainsi que « Nous sommes plus forts que vous ». Nous le souhaitons - nous le souhaitons - vivement.

« La France n'est pas le Chili » : du point de vue du capitalisme international, la France est un enjeu autrement plus important que le Chili. Si la tentative de la gauche chilienne connaît tant d'agressions une fois que cela devient nécessaire pour les compagnies multinationales et pour la bourgeoisie, il est à craindre que, devant la même nécessité, ces forces réagissent en France avec une vigueur accrue.

Il est indispensable d'éviter cette nécessité. Cela suppose, dans un pays où la perspective révolutionnaire paraît assez irréaliste, de la modération politique. Mais la modération, à elle seule, ne suffit pas. Il faut en même temps que le gouvernement français fasse preuve d'une grande cohérence dans ses actes et ses paroles. Sans cohérence, la modération ne peut être qu'un échec doublé de renoncement.

À défaut, les choses allaient bien. Il y avait des signes qui nous rassu-

raient. Ainsi, François Mitterrand n'avait pas dit comme Salvador Allende qu'il n'était pas le président de tous les citoyens mais des travailleurs - il avait dit au contraire qu'il était le président de tous les Français et non pas celui des socialistes. De même, après le 10 mai, Michel Rocard disait qu'il n'était pas question de faire de la France un laboratoire - au Chili, Salvador Allende avait dit qu'il fallait faire de son pays un laboratoire.

En dehors de cette adresse lénacale évidente, il y a pourtant en France des indices de maladresse politique qui commencent à se faire sentir de manière moins évidente dans la vie sociale. Tout il ne pas le dire au moment où tout est encore possible ?

Il y a dans le gouvernement une certaine tendance à cultiver le doute qui nous paraît très dangereuse. On le reconnaît en privé. Par là même, on reproduit le mouvement du doute, on en devient le complice « prudent ». Il est nécessaire de dire ces choses-là au grand jour.

Même si elle n'est pas voulue, la diffusion de l'incertitude est un moyen infailible pour perdre de la respectabilité auprès du pays. Les

Français qui rentrent fatigués le soir de leur travail n'aiment pas se reconnaître dans des rhétoriques hésitantes, imprécises, illuminées. C'est en silence qu'on perd le respect de quelqu'un. Une fois que le silence est fini, c'est qu'on ne le respecte plus. D'où l'importance d'agir maintenant qu'il est encore temps. Le problème de la représentation du pouvoir est actuellement une question de vie ou de mort. Pour que cette représentation ne s'écroule pas, il faut (comme il le fallait au Chili) qu'un effort soit fait. Un effort réalisable pour se débarrasser de ce qui enlève de sa cohérence au gouvernement de la gauche.

Lorsqu'un gouvernement perd de sa respectabilité auprès du pays, l'intelligence bascule et les étres sages de manière se comportent en soit dont la sottise est occultée par le fait même du pouvoir qui leur permet de parler. L'ensemble du pays peut alors être disposé à aller comme un automate dans le sens de l'autodestruction. A la fin, il n'est même pas capable de sauver les meubles et de plus à des solutions idéologiques dont la dimension grandiose est directement proportionnelle au long temps de souffrances qui en découlent.

Il faut éviter cela à la France. Il faut aussi éviter cela à mon pays, le Chili, qui a tant souffert. Il faut que mes compatriotes sachent à travers vous, Français, que leur souffrance n'a pas été inutile. Il est encore temps de corriger aujourd'hui les erreurs qui se présentent en France. Le socialisme français a la possibilité et la responsabilité historiques de ne pas échouer. Tant de choses en dépendent dans le monde. Pour ne pas échouer, il lui faut, en un sens, ne pas gagner. Ne vieille idéologie à notre temps, nous ne voulons que la vie consiste, uniquement, à « se battre ». La crise actuelle du parti communiste français contient probablement un refus de cette mystification de la lutte des classes. Les gens simples font savoir dans ce refus que l'enjeu majeur de notre époque est celui de la paix, ainsi que d'une certaine modestie dans les attentes sociales. Il faut protéger ce qu'on a obtenu, pour nous et pour nos enfants. C'est beaucoup. Il faut aussi ne pas se payer de mots. Ne pas dire par exemple, après les élections cantonales, que rien d'important ne s'est produit en France. Ce type d'affirmation fait perdre au gouvernement de sa crédibilité, de son autorité.

Si le gouvernement français réussit, c'est-à-dire s'il n'échoue pas, ce siècle aura moins été celui de 1917 que celui de 1981. Vous, Français, l'ignorez peut-être, car votre action a du sens dans la mesure même où elle est modeste. Et, de ce point de vue, s'ignore. Sachez-le pourtant au fond de vous-mêmes. Il en va d'un nouveau type de rapports entre les hommes. L'année 1981 marquera peut-être la date où nous avons commencé à comprendre que nous pouvions sortir de notre préhistoire et nous réconcilier en partie avec nous-mêmes. Cela dépend, dès à présent, de nous tous.

(*) Exilé politique chilien, enseignant à l'Institut d'études politiques de Grenoble.

L'exportation du modèle répressif

par MIGUEL ANGEL ESTRELLA (*)

Pour l'opinion publique mondiale, l'Argentine de ces dernières années, c'est surtout : la terreur, les camps de concentration, des assassinats, des disparitions, des « services mutuels » rendus aux dictatures du sud, l'oppression, la censure syndicale, politique et intellectuelle.

On connaît moins la « philosophie » de ce que la dictature appelle la « processus ». La justice, prenant prétexte de ce qu'elle nomme menaçamment la « lutte antisubversive », a employé la terreur pour démanteler les structures productives du pays. De fait, la politique néo-fasciste instaurée a pour but la création d'un Etat dépendant du pouvoir transnational : privatisation d'entreprises d'Etat stratégiques, alignement sur les schémas de défense des Etats-Unis, licenciements massifs de travailleurs, blocage des salaires, etc. Le pays est aujourd'hui plongé dans la pire décadence socio-économique du siècle.

On connaît peu aussi au niveau international l'incroyable dégradation morale des dirigeants actuels de l'Argentine : fraudes scandaleuses, népotisme, corruption et trafic de drogue. Aujourd'hui, en Argentine, tout le monde est au courant de cet état de chose. L'échec de ceux qui se présentent comme les « moralisateurs » du pays est total sur tous les plans.

Il y a un autre élément peu connu en Europe : la dictature argentine joue un rôle prépondérant dans l'exportation de son modèle répressif et agit dans plusieurs pays d'Amérique latine. Déjà en 1980, elle est intervenue pour rompre le processus démocratique en Bolivie en faisant tomber le gouvernement de Lidie Gueiler. Il y a un mois au Nicaragua,

on a dénoncé la participation de militaires argentins à un complot contre le gouvernement sandinista. Le Herald Tribune du 15 février parle d'un plan secret de la C.I.A. pour former des commandos paramilitaires et des services de renseignements, afin d'agir au Nicaragua et dans d'autres pays d'Amérique latine. Selon ce journal, les militaires argentins formeraient une force de cent mille hommes pour atteindre ces objectifs.

D'autre part, l'opposition salvadorienne a dénoncé à plusieurs reprises la présence de conseillers militaires argentins à l'envoi de matériel de guerre à la junte du Salvador. Le peuple salvadorien est aujourd'hui soumis à une répression sanguinaire pour oser aspirer à la démocratie. Il y a quelques jours, le commandant en chef de l'armée salvadorienne se trouvait en Argentine ; une visite qui confirme la recommandation de l'administration Reagan de « ne pas envoyer de troupes nord-américaines pour le moment » en Amérique centrale, faisant appel plutôt à ses collègues les plus efficaces sur la continent.

Camma Argentins, nous condamnons cette exportation de la terreur qui est aux antipodes des sentiments de notre peuple. Nous avons une vieille tradition de solidarité avec les luttes de libération des peuples latino-américains, tradition qui remonte à San Martín. Dans cette lignée s'est inscrite l'action des deux personnalités qui ont marqué la politique argentine durant les soixante dernières années : les présidents Irigoyen et Peron. La résistance argentine, la

solidarité de tous les peuples qui luttent pour la justice, l'action concrète de gouvernements tels que ceux du Mexique et de la France, les dénonciations faites par les organisations de défense des droits de l'homme, tout cela est essentiel pour conquérir la démocratie à laquelle aspirent les Argentins.

Le peuple français, qui a démontré par des faits importants sa solidarité face au drame argentin, sait bien, et chaque jour plus clairement, que ce n'est qu'en faisant disparaître définitivement les dictatures militaires qu'on garantira la reconstruction dans la paix, la justice, la liberté et la souveraineté. Heureusement, il commence à s'user, le slogan de Reagan et de ses laquais latino-américains selon lequel les dictatures militaires défendent les valeurs occidentales. L'opinion mondiale sait mieux maintenant que ce qui dans le monde d'aujourd'hui ; cette conscience est une partie de l'espérance qui unit tous les peuples du monde. Les responsables des drames qui vit l'humanité doivent craindre le pouvoir que nous représenterons quand nous nous serons sereinement et sans trêve la lutte contre la haine, la discrimination, la faim, la guerre, l'injustice, le racisme... lorsque nous rejeterons cette fausse option qui nous fait nous enliser sur l'une ou l'autre des avarices puissances et qui nous refuse l'indépendance pour construire notre démocratie.

La paix réelle et la société de frères à laquelle aspire la majorité de l'humanité, nous la construirons par l'organisation, l'unité et la foi passionnée dans notre lutte.

(*) Pianiste argentin, ancien prisonnier politique en Uruguay.

POUR LA SCIENCE

édition française de SCIENTIFIC AMERICAN

LES PREMIERES EMPREINTES HUMAINES

L'HISTOIRE DES SERPENTS L'INFECTION VIRALE LES QUASARS DU DÉBUT DE L'UNIVERS

Avril 1982 - n° 54 - chez votre marchand de journaux.

Le Monde

AMÉRIQUES

Il ne s'agit pas

accompagne M.

de M. Jacques...



Un patriote international

De notre correspondant

La répression de la gauche en Argentine a été dénoncée par les organisations de défense des droits de l'homme, tout cela est essentiel pour conquérir la démocratie à laquelle aspirent les Argentins. Le peuple français, qui a démontré par des faits importants sa solidarité face au drame argentin, sait bien, et chaque jour plus clairement, que ce n'est qu'en faisant disparaître définitivement les dictatures militaires qu'on garantira la reconstruction dans la paix, la justice, la liberté et la souveraineté. Heureusement, il commence à s'user, le slogan de Reagan et de ses laquais latino-américains selon lequel les dictatures militaires défendent les valeurs occidentales. L'opinion mondiale sait mieux maintenant que ce qui dans le monde d'aujourd'hui ; cette conscience est une partie de l'espérance qui unit tous les peuples du monde. Les responsables des drames qui vit l'humanité doivent craindre le pouvoir que nous représenterons quand nous nous serons sereinement et sans trêve la lutte contre la haine, la discrimination, la faim, la guerre, l'injustice, le racisme... lorsque nous rejeterons cette fausse option qui nous fait nous enliser sur l'une ou l'autre des avarices puissances et qui nous refuse l'indépendance pour construire notre démocratie. La paix réelle et la société de frères à laquelle aspire la majorité de l'humanité, nous la construirons par l'organisation, l'unité et la foi passionnée dans notre lutte. (*) Pianiste argentin, ancien prisonnier politique en Uruguay.

Le Monde

étranger

AMÉRIQUES

« Il ne saurait être question qu'un ministre fédéral accompagne M. Mauroy dans sa visite au Québec », fin avril nous déclare M. Jacques-Yvan Morin, ministre québécois des affaires intergouvernementales

Le gouvernement québécois, affaibli par sa récente défaite constitutionnelle, accorde une grande importance à la visite officielle que M. Pierre Mauroy doit entreprendre au Québec à la fin avril. « Tout ce que nous pouvons faire pour sortir psychologiquement et mentalement de notre état de tubelle — nous sommes encore un protecteur du Canada anglais — fait

avancer le Québec et fait envisager l'avenir un peu plus d'espoir », nous a notamment déclaré dans l'interview qu'on lira ci-dessous, le nouveau ministre québécois des affaires intergouvernementales, M. Jacques-Yvan Morin. Le chef de la « diplomatie » québécoise commence ce lundi 29 mars un voyage officiel en France.

De notre correspondant

Montréal. — Pour M. Morin, qui a succédé en février à son prédécesseur, M. Claude Morin, le principe, institué en 1977, d'une rencontre annuelle des chefs de gouvernement français et québécois (M. René Lévesque s'est déplacé à Paris en 1977 et en 1980, et M. Raymond Barre est venu au Québec en 1979) doit être maintenu, car ces visites ont un aspect symbolique très important pour le Québec.

« Nous souhaitons que le voyage de M. Mauroy se déroule de façon exemplaire, affirme M. Morin, et nous voulons donc éviter tout accrochage avec les fédéralistes. Ce n'est en effet de l'intérêt de personne — ni du Canada — ni de la France, ni du Québec qu'il y ait quelque incident qui se soit. Le Québec n'a aucune objection à ce que M. Mauroy aille au Canada. A vrai dire, sans le Québec, il ne viendrait sans doute pas au Canada. Vous savez qu'il existe en dehors du Québec des groupes francophones, et notamment ceux des Acadiens, du Nouveau-Brunswick et des francophones de l'Ontario, qui ne peuvent qu'être stimulés par une telle visite. M. Morin, le ministre fédéral des affaires intergouvernementales, en amène le premier ministre en Acadie (le programme de la visite, actuellement en préparation, prévoit une étape à Saint-Jean-de-la-Rivière, à 100 kilomètres à l'est de la capitale, et s'empare de l'aéroport d'un autre, il est occupé plus de vingt-cinq agglomérations de moindre importance.

Ne pas humilier le Québec

Les escarmouches protocolaires qui accompagnent systématiquement la préparation des visites officielles de personnalités françaises, a fortiori lorsqu'il s'agit du premier ministre, ne risquent-elles pas à la longue de lasser le gouvernement français et de l'induire à réduire les déplacements de ministres au Québec afin de ne pas compromettre ses relations avec le gouvernement fédéral ? M. Morin reconnaît qu'il s'agit là d'un problème réel, récemment aggravé par la décision d'Ottawa de faire systématiquement accompagner par un fonctionnaire fédéral les personnalités étrangères en déplacement au Québec. Cette exigence a déjà provoqué l'annulation de plusieurs visites officielles au Québec, dont en ce qui concerne la France, celle du secrétaire d'Etat aux personnes âgées, M. Joseph Francèschi. « Je ferai cependant une mise en garde aux fédéralistes. Il ne faut

pas que notre querelle interne compromette le voyage de M. Mauroy. Nous souhaitons que la partie québécoise de cette visite se fasse selon les règles qui ont été convenues dans le passé, à l'occasion notamment du voyage de M. Barre. S'il s'agit d'empêcher tout ministre français de venir au Québec sans être accompagné par un fonctionnaire fédéral, nous serons obligés de refuser, et nous préférons dans ce cas aller nous-mêmes en France, plutôt que d'humilier nos collègues français ou de prendre le risque d'humilier le Québec. Il ne saurait donc être question qu'un ministre fédéral accompagne M. Mauroy dans sa visite au Québec. »

Les inquiétudes manifestées dans certains milieux à propos de la visite de M. Mauroy, depuis l'arrivée des socialistes au pouvoir sont-elles justifiées ? Si jamais y est fidèlement, répond M. Morin, le crois maintenant que nous avons tout lieu d'être rassurés. Plusieurs ministres français nous ont rendu visite et ont souligné de façon très franche que nous plus satisfaits entre la France et le Québec. »

M. Morin reconnaît cependant que la coopération franco-québécoise sur le plan économique ne répond pas encore à toutes les attentes des deux partenaires. « La France est notre porte d'entrée en Europe, dit-il, comme nous pensons être la porte de l'Amérique pour la France. Les Québécois ne doivent donc pas négliger la France, comme ils ont eu tendance à le faire dans le passé. De même, les Français ne perçoivent peut-être pas le Québec pour ce qu'il est, c'est-à-dire une partie caractéristique de l'Amérique du Nord, et ce qu'ils le découvrent de plus en plus, et la visite que vient de faire à Paris M. Bernard Landry (ministre d'Etat au développement économique) devrait porter ses fruits sous peu, puisque, je crois, qu'il a négocié des projets assez importants. » Il s'agit essentiellement du projet de l'acier, Uguine-Kilmann qui pourrait annoncer, lors de la visite de M. Mauroy, la construction d'une usine pour la fabrication de 200 000 à 300 000 tonnes d'acier annuellement par un PUK investissant environ 1 milliard de dollars (5 milliards de francs) dans ce projet.

En tant que ministre des affaires intergouvernementales, M. Morin est également chargé des relations avec Ottawa, qui se sont sensiblement dégradées depuis le début du mandat du gouvernement fédéral. M. Morin a déclaré de « rapatrier » la Constitution canadienne vers l'accord du Québec. « La bataille constitutionnelle est une bataille qui se joue, affirme M. Morin. Cette Constitu-

Un patriote internationaliste

De notre correspondant

Montréal. — La nomination de M. Jacques-Yvan Morin à la tête du ministère des affaires intergouvernementales allie de soi, et il le fit personnellement avoir à la presse lorsque le poste devint vacant à la suite de la démission de son prédécesseur, en janvier dernier. M. Morin est en effet un des très rares hommes politiques québécois qui aient mené une partie de leur carrière professionnelle à l'étranger. Il fut membre de la Cour internationale de justice de La Haye de 1964 à 1968, avant de diriger en 1969 l'Institut européen des hautes études internationales de Nice.

Simultanément, il joue un rôle important dans le mouvement nationaliste, notamment en présidant de 1966 à 1969 les États généraux du Canada français, puis de 1971 à 1973 le mouvement national des Québécois. En 1973, il fut élu député dans la circonscription montréalaise de Saint-Jacques et dirigea l'opposition à l'Assemblée nationale jusqu'à la victoire du parti québécois en 1976. Ses trois années à la tête de cette opposition lui valurent l'estime et la reconnaissance du chef du parti québécois, M. René Lévesque, qui avait été battu aux élections de 1973. Pour le remercier de ses bons et loyaux services, M. Lévesque le nomma, après la

victoire de 1976, vice-premier ministre (il conserve encore aujourd'hui cette fonction) et ministre de l'éducation. Malgré ses manières affectées et son comportement austère, cet universitaire spécialiste du droit international et de droit constitutionnel se révèle un redoutable homme politique et un député incontestablement populaire dans sa circonscription. En revanche, sa gestion du ministère de l'éducation n'a guère laissé de bons souvenirs à ses collègues, qui lui reprochent d'être mal entouré.

M. Morin, qui est né à Québec le 15 juillet 1931, et qui a épousé la fille d'un ancien consul de France en poste au Canada pendant de longues années, est volontiers les propos tenus par un universitaire étranger selon lequel « être québécois, c'est une façon française d'être nord-américain ». « J'ai toujours conçu, dit-il, l'avenir du Québec comme un projet économique et culturel entre l'Europe et l'Amérique. » Il croit le moment venu pour le Québec de développer de façon plus équilibrée ses relations avec ces deux grandes zones géographiques. Ce n'est donc pas un hasard si il a fait son premier voyage officiel aux États-Unis, avant même d'aller en France. — B. G.

El Salvador

Les Etats-Unis se préparent à l'éventualité d'une victoire de la droite

(Suite de la première page.)

Images bouleversantes, comme à Appa, au nord de la capitale, où l'on a vu sous les balles les soldats des forces de l'ordre, les guérilleros embusqués alentour, et, profitant de la moindre accalmie, des groupes de civils qui sortent des maisons, des écoles, des portes où ils se sont cachés, pour franchir en courant les grilles du centre de vote.

La pression de la campagne en faveur des élections a été considérable. Les risques que court l'abstentionnisme dans ce pays où la carte d'identité sert de carte d'électeur (elle a été marquée cette fois à l'encre « invisible ») sont connus.

Comme au Guatemala, il y a trois semaines, le petit nombre de centres de vote explique en partie la longueur des queues. Mais le premier événement de cette journée est que des centaines de milliers de Salvadoriens ont fait l'impossible pour aller voter. Comme d'habitude, ils se sont rassemblés quand il pleut. Or s'agissait ici d'une pluie de balles. Les responsables de six partis concourant à ces élections pour une Assemblée constituante, ainsi que l'ambassadeur des États-Unis, ont été contents de répondre à un groupe de journalistes qui leur demandaient ce qu'il pensait de la situation. « C'est une victoire de la démocratie », a dit pour sa part, M. Napton, l'ancien chef de la démocratie chrétienne et président de la junte de gouvernement. Enfin, le major Roberto d'Auburn, son principal adversaire, a déclaré : « Le Salvador, qui vient de donner un coup d'or-

ret aux forces castro-terroristes, va sauver l'Amérique. »

Cuscatancingo, autre faubourg de la capitale, 11 heures du matin. De chaque côté de la rue déserte, le long de maisons plus pauvres qu'à Soyapango, des soldats, l'arme au poing, rentrent la tête dans les épaules sous les tirs des guérilleros. Ceux-ci sont postés là depuis 2 heures du matin à 5 heures, ils ont tendu une embuscade à une patrouille de la garde nationale : un tué, deux blessés. Depuis lors, les gens se terrent chez eux.

La poussée de la guérilla

A 11 heures, une unité du 1^{er} régiment d'infanterie arrive, sous les ordres d'un jeune officier visiblement désireux d'en découdre. Les fusils lance-grenades aboient. Deux blindés s'arrêtent dans un halo de poussière noire. Ils précèdent un peloton de gardes nationaux. Soudain, tout s'arrête. Les guérilleros se sont évanouis dans la nature. L'armée fait demi-tour. Prudemment, les familles ressortent sur le pas de leurs portes.

« Ils étaient une douzaine, et ont passé de longues heures au pied de la maison, raconte une jeune fille. Ils ont été très corrects avec nous et n'ont rien demandé. Ils s'agitaient des citrons. Quand ils ont entendu les blindés, ils sont partis en courant et je ne crois pas qu'on les retrouvera », dit-elle en souriant. Des infirmiers sortent d'une maison le corps d'un civil qui a reçu une balle perdue. Un peu plus haut, un étourpement se forme autour du corps d'une jeune combattante

qui a été tuée dans l'affrontement. Silence tendu, chuchotements. « Pourrait-on aller voter », dit un monsieur d'âge mûr. Puis il s'éloigne... pour aller voter.

Sur la route déserte de San-Vicente, à l'est de San-Salvador, des combattants du Front Farabundo Martí de libération nationale ont établi un poste de contrôle à moins d'un kilomètre de celui de l'armée. Seul les journaux et les ambulances, ils ne laissent passer personne. « Nous sommes ici pour courir l'opération menée par d'autres contre la ville voisine, explique un guérillero appuyé sur son fusil. Que pense-t-il de la participation électorale ? Nous sommes bien que toute la population n'est pas encore venue nous, sans quoi nous aurions déjà gagné. Mais sans elle nous ne serions pas là. Nous sommes allés aux paysans de la région qu'aucun des candidats ne représente leurs intérêts. Mais ils veulent avant tout une carte d'identité la preuve qu'ils ont voté. Il faut les comprendre... »

Le dimanche a vu une impressionnante démonstration de forces militaires de la guérilla. Malgré l'omni-présence de l'armée dans la capitale, les insurgés peuvent se flatter d'avoir paralysé totalement les transports. Ils ont, ainsi, arrêté un convoi de trente-deux camions-citernes, protégés par deux automitrailleuses, qui se rendaient à San-Miguel où le combustible fait totalement défaut depuis plusieurs jours. Ils ont fait des incursions dans la plupart des quartiers de San-Salvador. Ils ont, en outre, lancé des attaques simultanées contre au moins cinq chefs-lieux départementaux sur quatorze, empêchant le vote dans l'un d'eux, Guastan, à 100 kilomètres à l'est de la capitale, et s'emparant de l'aéroport d'un autre. Ils ont occupé plus de vingt-cinq agglomérations de moindre importance.

La volonté de voter

L'événement de ce dimanche reste, cependant, la volonté de voter manifestée par des centaines de milliers de personnes dans des conditions souvent lointaines. C'est une victoire pour le système (partis politiques traditionnels et forces armées) et pour les États-Unis surtout au niveau de l'opinion publique mondiale, qui joue dans cette guerre un rôle déterminant.

La prudence est cependant de mise pour deux raisons. Militairement, les guérilleros, qui ne pourraient pas résister à l'offensive des forces armées, ont sans doute gagné du terrain. Leur avance, ces derniers mois, les a menés au bord des deux grands axes routiers qui sillonnent le pays, la route panaméricaine et la « littorale », et en bordure des villes importantes de la moitié orientale du pays, ainsi que, de façon plus sporadique, dans les quartiers périphériques de la capitale. Au plan politique, d'autre part, les élections confirment que les Salvadoriens qui ont voté ne partagent pas la même vision de l'avenir. Au vu des premiers résultats, il est probable que l'ensemble de la droite et de l'extrême droite disposera d'une majorité absolue à l'Assemblée constituante — même si la démocratie chrétienne a la majorité relative.

L'administration Reagan et le major d'Auburn, fédérateur logique de toute coalition d'extrême droite, semblent disposés à faire des efforts pour s'entendre. Mais il serait difficile de faire accepter à l'opinion publique l'homme que l'on a souvent représenté comme le symbole du mal. Une certaine discrétion de sa part, quelques preuves de bonne volonté, telle la constitution d'un gouvernement d'unité nationale, et un geste apaisant, comme une proposition d'amnistie, voire de négociation avec la guérilla, pourraient permettre au « major Bob » de gagner du terrain, en tout cas, au Congrès américain.

Ces élections, qui ont permis à l'extrême droite de relever la tête et de montrer sa force populaire, ont rendu plus manifestes les contradictions du système. Des accusations de fraude peuvent être lancées. Les rancœurs violentes qui opposent les hommes politiques trouveront facilement écho, demain, au sein de forces armées qui ne sont guère unies que par l'hostilité à la guérilla. L'ambassade américaine pourra peser de tout son poids pour que la machine n'explose. L'influence de son habileté face à cette situation délicate dépend de la sagesse de l'ensemble de la politique du président Reagan dans la région. L'espoir marqué aujourd'hui devra encore être transformé dans des conditions difficiles.

MANUEL LUCBERT.

FRANCIS PISANI.

DIPLOMATIE

MALGRÉ LES MISES EN GARDE CHINOISES

M. Reagan va soumettre au Congrès son projet de vente d'armes à Taiwan

Le président Reagan s'apprête à demander dans les jours prochains au Congrès d'approuver son projet de livrer à Taiwan des fournitures militaires d'une valeur de près de 100 millions de dollars.

Cette décision risque d'entraîner une détérioration sensible des relations sino-américaines, au moins sur le plan diplomatique. Elle semble marquer l'échec des négociations en cours depuis le mois de janvier sur le même sujet entre la Chine et les États-Unis. Une tension diplomatique américaine sans doute conduite par M. John Holdridge, secrétaire d'Etat adjoint

pour l'Asie orientale et le Pacifique, envisagerait cependant de se rendre à Pékin pour tenter de rassurer les dirigeants chinois — qui ont récemment multiplié les mises en garde sur les conséquences qu'entraîneraient de nouvelles ventes d'armes américaines à Taiwan.

L'altération des rapports entre Pékin et Washington donne un sens particulier aux récentes propositions de négociation faites à la Chine par M. Brejnev. Les commentateurs chinois reprochent au dirigeant soviétique d'avoir voulu exploiter le différend sino-américain et jugent peu adroite cette opération.

Pékin juge maladroites les ouvertures de M. Brejnev

De notre correspondant

Pékin. — Les divers commentateurs que la Chine a consacrés au discours prononcé le 25 mars dernier à Tachkent par M. Brejnev (le Monde du 25 mars) montrent clairement que si les dirigeants soviétiques désirent vraiment améliorer les rapports entre les deux pays, le meilleur moyen d'y parvenir n'est sans doute pas celui utilisé par le président de l'U.R.S.S. Un grand nombre de chinois, M. Brejnev a commis, dans son discours de Tachkent, au moins deux erreurs. La première est d'avoir accusé la Chine d'être une puissance particulièrement en matière de principes et de normes socialistes.

En adoptant un tel langage, le numéro un soviétique est passé en défaveur de la vérité en matière de socialisme. C'est un péché auquel les dirigeants de Moscou succombent bien volontiers. Mais c'est aussi une attitude que les Chinois ne pourront jamais accepter, car ils la jugent « paternaliste » et elle ne peut, à leurs yeux, que débiter sur le même type de politique que celle des années 60.

Le fait que M. Brejnev ait adressé ses reproches à Pékin publiquement n'est pas pour ranger les choses. Aussi n'est-il pas étonnant que l'agence Chine nouvelle ait saisi l'occasion, le 26 mars, pour réaffirmer que la Chine, tant qu'elle sera souveraine, a parfaitement le droit de poursuivre des politiques indépendantes, tant sur le plan intérieur qu'extérieur.

La deuxième maladresse de M. Brejnev, selon Pékin, tient apparemment dans le moment choisi pour faire des avances aux dirigeants chinois. Chacun sait, en effet, que les relations sino-américaines sont actuellement quelque peu troublées en raison de l'attitude de l'administration Reagan sur la question de Taiwan. Que Moscou manifeste de bonnes intentions envers la Chine n'est pas en soi une nouveauté, mais la réaffirmation d'une théorie des deux Chines — précisément à cet instant donne bien

sûr, pour reprendre l'expression de « mauvaise pensée ». En fait, c'est la mauvaise pensée. Et sans doute les dirigeants chinois sont-ils un peu gênés qu'elle soit montrée aussi ouvertement. En dénonçant cette maladresse, les Chinois font en même temps comprendre aux Américains qu'ils ne souhaitent pas jouer contre eux la carte soviétique — même si leur revêt éventuellement d'encalcastrer, sans bousillage, les bénéfices d'une plus grande fluidité dans la relation triangulaire existant entre Washington, Pékin et Moscou.

Progrès du commerce sino-américain

Les difficultés qui obscurcissent actuellement les relations sino-américaines sur le plan diplomatique n'empêchent pas en tout cas les deux parties de faire de substantielles affaires sur le plan commercial, comme le montre l'accorde de coopération signé à Pékin avec Island Creek Coal Company, une filiale d'Occidental Petroleum, pour l'exploitation d'une des plus importantes mines de charbon à ciel ouvert du monde (le Monde du 22 mars). M. Armand Hammer, le président d'Occidental Petroleum, qui fut l'un des pionniers du commerce avec l'Union soviétique, M. Kang Shien, vice-présier ministre, a exprimé l'espoir que la coopération entre les deux parties puisse s'étendre au Pérou, à l'industrie chimique, à l'agriculture et à d'autres domaines. L'an dernier, les échanges sino-américains se sont élevés à 5,8 milliards de dollars, en augmentation d'environ 15 % par rapport à 1980. Cette année, le seul des 7 milliards devrait être atteint.

Cette évolution favorable contraste avec la stagnation, voire la régression du commerce sino-soviétique dont le volume, selon des sources russes,

aurait été en 1981 de l'ordre de 340 millions de dollars contre 440 millions de dollars l'année précédente. L'accord annuel d'échanges auquel travaillent en ce moment des experts des deux pays à Pékin devrait permettre de revenir à la normale, mais cela a été le cas récemment avec la Pologne, la Tchécoslovaquie, et maintenant avec la Hongrie. Avec ces derniers pays, les échanges devraient marquer cette année une progression de 15 %, après avoir subi une baisse l'an dernier d'environ 50 %.

Toutefois, la prolongation des conversations entre Russes et Chinois, alors que la signature du protocole paraissait imminente le mois dernier, semblerait indiquer que la négociation est assez laborieuse, malgré un désir réel d'amélioration des deux côtés. Le cheminement de cette affaire illustre finalement assez bien la complexité des relations sino-soviétiques. Trop de méfiance a été accumulée depuis une vingtaine d'années entre les deux capitales et quelques propos apaisants ne suffisent pas à la faire disparaître du jour au lendemain. A cet égard, l'un des points du discours de M. Brejnev qui ont certainement le plus retenu l'attention des Chinois est celui où il se déclare disposé à discuter avec les dirigeants de Pékin de « mesures possibles pour renforcer la confiance mutuelle dans la zone de la frontière sino-soviétique », et c'est sans doute là-dessus que les Chinois attendent de leurs voisins des « actes concrets » en priorité.

Un geste de Moscou serait sans doute de nature à débloquer la situation. Pékin tendrait en particulier à faire exploiter une condition à la réouverture des conversations sur les frontières, pas plus qu'il ne réclame préalablement un changement de la politique soviétique concernant l'Afghanistan ou le Cambodge. La Chine ne ferme donc pas la porte, mais ne se précipite pas non plus, redoutant plutôt d'être en position d'attente.

EUROPE

Luxembourg

Les syndicats ont organisé la plus importante manifestation depuis les années 30

De notre correspondant

Luxembourg. — Entre trente et quarante mille personnes ont manifesté samedi 27 mars dans les rues de la capitale luxembourgeoise pour protester contre la politique d'austérité du gouvernement. Pour la première fois dans l'histoire sociale, toutes les organisations syndicales ont appelé à manifester. Leur appel a été très largement suivi, même si le grand nombre n'avait connu aucune manifestation de cette ampleur depuis les années 30. Au vu des syndicats, il s'agissait de donner un avertissement au gouvernement de M. Werner, dont la politique est trop laxiste et risque, selon eux, d'aboutir au démantèlement des avantages sociaux acquis au cours des deux dernières décennies, lorsque l'industrie sidérurgique était en plein essor.

Cette manifestation a eu lieu à peine quinze jours après la présentation du programme d'austérité, grâce auquel le gouvernement voulait faire passer l'aggravation des difficultés économiques provoquée par la dévaluation du franc belge et du franc luxembourgeois. Les syndicats estiment que les mesures proposées ne frappent que les salariés. Ils considèrent en outre que la limitation de l'indemnité des salariés ne peut qu'accroître la baisse du pouvoir d'achat. Aussi de nombreux Luxembourgeois sont-ils venus au blocage des prix, instauré hier par le gouvernement, pour protester. Ils ont ajouté la peur du chômage. Il y a actuellement deux mille

Espagne

Les sociaux-démocrates ont créé le Parti d'action démocratique

De notre correspondant

Madrid. — Le Parti d'action démocratique (P.A.D.) a tenu du 24 au 26 mars à Madrid son congrès constitutif. L'initiative des dix députés et sept sénateurs sociaux-démocrates, qui avaient quitté en octobre dernier la formation gouvernementale U.C.D. (Union du centre démocratique) suivant ainsi l'ancien ministre de la justice, M. Fernandez Ordóñez. Ce dernier, qui a été élu secrétaire général de la nouvelle formation (1) a affirmé lors du discours de clôture : « Nous voulons un parti d'idéologie sociale démocratique, mais nous refusons que ce concept serve d'excuse à une politique de droite. En revanche, nous ne sommes pas socialistes ». M. Fernandez Ordóñez s'est montré très critique vis-à-vis de son ancien parti et du gouvernement qu'il a accusé d'avoir les époux de la droite, ceux du retour à la dictature ou des dangers à une victoire socialiste pour justifier l'arrêt des réformes.

Les fondateurs du parti considèrent que l'U.C.D. a amorcé un « virage à droite », qui s'accentue lors des élections régionales du 23 mai en Andalousie. Ils espèrent donc remplir l'espace disponible au centre de l'échiquier politique. En citant les classes moyennes urbaines déçues par l'évolution de la formation gouvernementale mais qui ne sont pas disposées pour l'instant à voter pour les socialistes. C'est pourquoi, présente un programme avancé sur les « problèmes de société »

Pologne

Le général Jaruzelski se rend à Berlin-Est

Le général Jaruzelski passe ce lundi 29 mars à Berlin-Est pour montrer, après son voyage à Moscou, que la Pologne, depuis l'instauration de l'état de guerre, le 13 décembre, a bel et bien réintégré le bloc communiste. Dans un proche avenir, le chef de la junte a l'intention de se rendre à Prague.

Berlin-Est a été décoré pour la circonstance de drapeaux polonais, est-allemand et de drapeaux rouges. Des affiches et des banderoles rouges en allemand et en polonais proclamant la force de l'alliance entre les deux pays ainsi que leur loyauté à l'égard de l'Union soviétique. On a demandé aux ouvriers et aux enfants des écoles de cesser le travail pendant deux heures ce lundi matin, afin de se masser le long de l'itinéraire que doit emprunter le général Jaruzelski.

A la veille de ce voyage, Trybuna, dans un vif commentaire, a salué l'acte de l'ancien ministre français des relations extérieures, et de la culture, pour les « encouragements » qu'il ne cessait de prodiguer aux organisateurs de ce voyage du « vrai » polonais qualifié de « véritable force anti-polonaise ».

Le sommet des dix à Bruxelles

(Suite de la première page.) La coopération politique occupera certainement une place importante. Les chefs d'Etat et de gouvernement devraient discuter notamment de l'Amérique centrale (ce qui est pour eux un sujet relativement nouveau), des relations Est-Ouest (et réaffirmer, entre autres, leur position sur la Pologne et l'Afghanistan), de la crise du Sud-Est (plus particulièrement des réfugiés), et surtout du Proche-Orient.

Sur ce dernier point, si les participants de la France ne sont pas toujours satisfaits qu'elle se remette trop souvent à leur vouloir, à faire cavalier seul, leurs positions de fond ne sont pas vraiment éloignées de la sienne. M. Chirac, ministre des relations extérieures, a indiqué vendredi, à une délégation des ambassadeurs arabes, qu'il espérait que les dix pourraient adopter, au sujet de la situation en Cisjordanie, une « position commune satisfaisante », c'est-à-dire réprobatrice notamment des mesures unilatérales prises par Israël dans les territoires occupés.

Israël

Les Arabes israéliens se joignent au mouvement de protestation contre la répression dans les territoires occupés

De notre correspondant

Jérusalem. — Le gouvernement de M. Begin s'inquiète du mouvement de protestation qui commence à se développer maintenant au sein de la minorité arabe en Israël (il y a six cent cinquante mille Arabes en Israël sur une population de quatre millions d'habitants — celle de Cisjordanie et du territoire de Gaza est de un million trois cent cinquante mille). Afin de dénoncer la politique de répression dans les territoires occupés, un appel à une grève de vingt-quatre heures a été lancé pour le mardi 30 mars qui marque la Journée de la terre. Il s'agit du sixième anniversaire des violents affrontements au cours desquels en 1976 six personnes avaient été tuées durant des manifestations organisées dans les villages arabes de Galilée pour s'opposer à la réquisition de terres au profit des exploitations juives de la région.

C'est la première fois qu'un mot d'ordre de grève est donné à cette occasion. Le comité national des présidents des conseils locaux (municipaux), qui représente cinquante-cinq localités arabes, a approuvé l'initiative prise par des organisations politiques de gauche. Cependant, une vingtaine de présidents membres du comité ont fait savoir qu'ils n'approuvaient pas cette initiative. Une telle décision, confirme que parmi les Arabes d'Israël le sentiment de solidarité avec les « frères » des territoires occupés est de plus en plus fort. Pour la première fois aussi, les « frères » d'Israël ont boycotté les cours le 28 mars. Des manifestations violentes ont eu lieu dans l'ouest, à Jérusalem, à Saint-Jean d'Acre, et dans d'autres villes. On a tué deux manifestants et dix blessés, et deux douzaines arrêtés.

En Cisjordanie, la grève générale, qui avait été prolongée jusqu'à mardi, les habitants des territoires occupés répondent ainsi au geste de soutien des Arabes israéliens. Les incidents, samedi et dimanche, ont été assez rares, mais les autorités israéliennes redoutent une nouvelle vague d'agitation mardi, les Cisjordanais ayant toujours les années précédentes participé aux manifestations de la Journée de la terre. Le seul affrontement grave, dimanche, a eu lieu dans un village près de Jenin, dans le nord de la Cisjordanie. Un groupe de jeunes gens a attaqué avec des cocktails Molotov une patrouille

La manifestation contre la politique de M. Begin

Au cours du conseil des ministres hebdomadaire, le 28 mars, M. Begin s'en est très vivement pris aux manifestants du mouvement renouveau. M. Begin a déclaré qu'il avait fait savoir qu'il ne pouvait pas quitter, laissant entendre qu'il s'agissait d'assurer sa protection (depuis l'attentat du 11 et 12 octobre 1980, M. Begin a été victime de deux tentatives de meurtre).

M. Giscard d'Estaing a reporté à Noël la visite de deux semaines qu'il devait effectuer en Israël à l'occasion de Pâques. L'ajournement de cette visite est dû à un problème d'emploi du temps, précise-t-on au secrétariat de l'ancien chef de l'Etat.

PROCHE-ORIENT

Egypte

Le président Mubarak tente de se concilier les intégristes « modérés »

Correspondance

Le Caire. — Le président Mubarak a ordonné, samedi 27 mars, deux cent mille nouvelles libérations parmi les opposants, en majorité intégristes, arrêtés par ordre de Sadate en septembre et qui, s'étant « amendés », ne constituent plus un danger pour l'Etat. En revanche, selon la presse caennaise, trente extrémistes musulmans du groupe Takfir oua Hegra (anathème et retraite), ont été récemment incarcérés. Ces arrestations, qui interviennent peu après la ratification par le rais le 20 mars, du verdict condamnant à mort cinq des vingt-quatre accusés du groupe Takfir oua Hegra, ont été interprétées comme la preuve que la lutte contre le fondamentalisme religieux n'est pas terminée.

Six mois après l'assassinat de Sadate, les autorités égyptiennes paraissent avoir opté pour une formule de compromis à l'égard de l'intégrisme musulman. Tandis que le nouveau ministre de l'Intérieur, le général Hassan Abou Bacha, qui passe pour être le meilleur spécialiste de la lutte contre l'extrémisme religieux, a déclaré que le nouveau programme de la police vise notamment à poursuivre les extrémistes, le général Hassan Abou Bacha, qui passe pour être le meilleur spécialiste de la lutte contre l'extrémisme religieux, a déclaré que le nouveau programme de la police vise notamment à poursuivre les extrémistes.

La lutte engagée par les autorités, a déclaré le général Abou Bacha, vise notamment quatre groupes : l'Avant-garde islamique, le Front islamique, le Front islamique et le Front islamique. — du nom de Sayed Quth, idéologue extrémiste exécuté au temps de Nasser. — et Takfir oua Hegra. Cependant si la détermination du pouvoir à éliminer les intégristes les plus engagés ne fait aucun doute, sa volonté de conciliation à l'égard des autres est tout aussi évidente. C'est ainsi que deux personnalités très connues comme le cheikh Omar Abdelmassah, guide suprême des Frères musulmans, ou le cheikh Khatib, fougueux prédicateur, qui se trouvaient tous deux en prison, il y a peu de temps, ont aujourd'hui régulièrement accès à l'hebdomadaire religieux du parti national démocratique au pouvoir, El-Liwa El-

LA GUERRE DU GOLFE

L'offensive iranienne se poursuit au Khuzistan

Téhéran (A.F.P.). — L'annonce samedi 27 mars par les autorités iraniennes de la prise de Foulad, une importante position stratégique irakienne, est venue confirmer que l'opération « fath » (victoire) constitue la plus importante dans la guerre par l'Iran contre le début de la guerre avec l'Irak, en septembre 1980. Alors que les combats engagés lundi dernier sur le centre du Khuzistan, dans la province de Chahinabad, se poursuivent, plusieurs commandements militaires cités par Radio-Téhéran ont annoncé qu'ils ont pris le contrôle de Foulad, une ville de 40 000 habitants, à 40 km de la frontière irakienne, et qu'ils ont capturé 150 soldats irakiens et 100 véhicules militaires. Les irakiens, qui ont tenté de reprendre la ville, ont été repoussés. L'importance de « fath » est d'autant plus soulignée par l'annonce de la prise de Foulad, que la télévision iranienne a diffusé, à l'occasion de cette opération, des images de soldats irakiens se rendant par centaines, les pays et la capitale vivent au rythme des sirènes d'ambulance et des appels à la radio ou dans la rue pour des collectes de sang, de médicaments et de vivres.

A TRAVERS LE MONDE

Chine

UN JOURNALISTE CHINOIS CONDAMNÉ. — L'ancien rédacteur en chef d'un journal économique chinois, M. Li Guangji, jugé coupable d'avoir divulgué des secrets d'Etat à des étrangers, vient d'être condamné à cinq ans de prison, a révélé le dimanche 28 mars le Quotidien du peuple. M. Li est accusé d'avoir fourni à des étrangers des détails sur les discussions ayant eu lieu lors du plénum du comité central du P.C. chinois en juin dernier et d'une réunion en mars 1981 du comité permanent de l'Assemblée nationale populaire. — (A.F.P., Reuters.)

Irlande du Nord

UN POLICIER NORD-IRLANDAIS. L'inspecteur Norman Duddy, a été tué, dimanche 28 mars, à la sortie de l'office religieux auquel il venait d'assister à Londonderry. L'I.R.A. revendique la responsabilité du meurtre dans la soirée du même jour. — (A.F.P.)

Mauritanie

LE PRESIDENT DE LA MAURITANIE, le colonel Ould Haïdalla, a ouvert, dimanche 28 mars, le sixième sommet des Etats sahariens, auquel participent les chefs d'Etat d'Algérie, de Mauritanie, du Mali et du Tchad, ainsi que le premier ministre libyen et le ministre des affaires étrangères du Niger.

Syrie

PLUSIEURS DIZAINES DE MILLIERS DE PERSONNES, en majorité druzes, ont assisté, dimanche, aux funérailles de Sultan Pacha El Atrache, chef de l'insurrection druze de 1925 contre les Français, décédé vendredi 26 mars à l'âge de quatre-vingt-trois ans. Plusieurs milliers de Druzes libanais, irakiens et syriens ont participé à la cérémonie organisée dans le grand stade municipal de Soueïda avec la participation du premier ministre syrien, M. Abdel Raouf El Kassan, et de M. Yasser Arafat, chef de l'O.L.P. — (A.F.P.)

L'Alternative

Pour les droits et les libertés démocratiques en Europe de l'Est

« L'indispensable instrument d'information pour le lecteur français qui veut en savoir davantage qu'il ne peut en lire dans son quotidien. » Le Monde

Dans le numéro 15, février-mars 1982

U.R.S.S.

Crise de la dissidence ? Deux samizdat

Pologne

Normalisation par A. Smol

Jaruzelski = Kadar ? par M. Haraszi

La résistance

Roumanie

«Etat de guerre» à la roumaine

Hongrie-Tchécoslovaquie - R.D.A.

Chronique des événements courants

«Solidarité» en France

Ce numéro de 72 pages : 28 F

Abonnement 1 an : France, 120 F. Europe, 130 F. Etranger par avion, 160 F

L'Alternative

1 place Paul-Painlevé 75005 Paris

DÉFENSE

Néanmoins pas autorisé les chefs d'état-major de chaque armée à se rendre devant les commissions d'enquête militaires. Ce n'est pas justifié pas. S'il s'agit de la responsabilité ou des actions militaires, elles sont de la compétence du chef d'état-major des armées. S'il s'agit de la compétence des chefs de corps, il est désigné pour l'armement qui a la compétence la plus large. S'il s'agit de la gestion, c'est le rôle du secrétaire général pour les affaires militaires. Les commissions d'enquête militaires sont donc gendarmes est spécifique. Les occasions de rencontres et d'entretiens avec les chefs d'état-major étaient pas si rares et, à travers quelques-uns des exemples suivants (2 000) et correspondances, les parlementaires et spécialement les rapporteurs étaient largement informés, comme les débats l'ont montré, de la situation des armées.

Un bel avenir pour les « préfets »

Il faut-il que les préfets soient-ils intéressés se trouvent en disponibilité, obtiennent le « congé spécial » ou une position de détachement. Plusieurs demandes adressées au gouvernement ont été examinées par un conseil des ministres. La possibilité de mise en « détachement » des préfets ne leur est accordée aux administrateurs et autres fonctionnaires de l'assemblée nationale. Si, pour le moment, ce sont surtout des conseils généraux d'opposition qui tirent les membres du corps électoral, il en ira bientôt de même pour ceux dirigés par la

● L'Association des jeunes électeurs (A.J.E.L.), favorable à l'opposition, a renouvelé son bureau, qui se compose de M. Alain-Victor Marchand, adjoint au maire de Verrières-le-Buisson, président, Mme Anne Meaux, conseiller municipal de Touquet, M. Jean-Jacques Ponce, conseiller général de l'Écluse, Patrice Martin-Lalande, conseiller général de Loir-et-Cher, vice-présidents, et de M. Philippe Motet, conseiller municipal de Roulogne-Bitancourt, secrétaire.

PAR LE PREMIER MINISTRE

M. Roger Frey, président du Conseil constitutionnel, a été reçu vendredi matin 26 mars à l'Élysée par le premier ministre.

Cette visite a caractère protocolaire, à l'issue de laquelle aucune déclaration n'a été faite sur le projet de loi relatif aux élections provinciales et à plusieurs lois mises, selon l'ordre Malinien. Ce reports successifs, explique-t-on dans l'entourage de M. Mauroy, ont été l'occasion pour le premier ministre de se lier avec le président du Conseil constitutionnel, de lui exposer les raisons de la loi et de lui faire connaître les positions des deux parties d'entre toutes interprétations politiques qu'une rencontre entre les deux hommes aurait pu susciter. Le président du Conseil constitutionnel examinait les recours de l'opposition parlementaire concernant les lois de décentralisation.

Evouquant l'échec de la gauche aux cantonales, M. Mermaz a estimé qu'il traduisait « un phénomène de balancier classique » en France, et « une invitation nouvelle faite à la majorité de réaliser les grandes réformes prévues sans pause ni accélération », mais selon le rythme fixé par le président de la République; à la suite du vote du 10 mai « der-

ALL INFORMATION CONTAINED HEREIN IS UNCLASSIFIED

BAC — REVISIO

EN VACANC

casino d'Annecy

POLICE

LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

La Fédération autonome a pâti des tensions récentes

Le dépouillement des élections professionnelles dans la police, qui ont eu lieu les 26 et 28 mars, a confirmé un recul sensible de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP) (le monde - date 28-29 mars), qui, tout en restant majoritaire, perd des voix aussi bien dans le collège des inspecteurs que dans celui des gardiens et gardiens de la paix et dans celui des personnels administratifs. Ce recul s'est fait au profit des autres syndicats F.O., C.G.T., C.F.T.C., C.F.D.T., mais aussi de la Fédération professionnelle et indépendante de la police (FPIP), nettement marquée à droite, qui progresse particulièrement à Paris, chez les gardiens de la paix.

Les résultats qui ne seront proclamés officiellement par le ministre de l'Intérieur que le 8 avril, semblent avoir plusieurs explications.

D'abord les élections aux commissions paritaires, auxquelles étaient appelés 84 000 gardiens et grades, 14 000 inspecteurs, et 10 000 fonctionnaires techniques et administratifs, ont donné lieu à une participation exceptionnelle avec 80 % de votants, soit 10 % de plus environ que lors de la consultation précédente en 1978. Ces indicateurs manifestent que les corps de policiers pour leur représentation dans les commissions paritaires chargées de gérer la vie professionnelle des policiers, ont des préoccupations et des sanctions disciplinaires simplifiées aussi par un « climat » intérieur.

Depuis l'élection présidentielle du 10 mai, des polémiques effrénées ont éclaté. M. Bernard Deleplace, secrétaire général de la FASP, avait été accusé par certains de vouloir tout régenter, tandis que M. Joseph Simon, l'un des représentants du syndicat des commissaires, avait été accusé de vouloir tout régenter. Ces tensions, partiellement vives lors de l'affaire Leclerc, chef de la brigade criminelle à Paris, et marquées encore à la veille du scrutin par le procès en diffamation intenté par M. Bernard Deleplace à M. Joseph Simon, ont pu influencer les décisions du nouveau ministre de l'Intérieur.

Ces tensions, partiellement vives lors de l'affaire Leclerc, chef de la brigade criminelle à Paris, et marquées encore à la veille du scrutin par le procès en diffamation intenté par M. Bernard Deleplace à M. Joseph Simon, ont pu influencer les décisions du nouveau ministre de l'Intérieur. Ces tensions, partiellement vives lors de l'affaire Leclerc, chef de la brigade criminelle à Paris, et marquées encore à la veille du scrutin par le procès en diffamation intenté par M. Bernard Deleplace à M. Joseph Simon, ont pu influencer les décisions du nouveau ministre de l'Intérieur.

M. DEFERRÉ : des incidents expliquent cela.

Invité à commenter les résultats des élections, M. Defferre a déclaré samedi à Radio-Montecarlo : « Cette campagne électorale pour les élections dans la police a été assombrie par des incidents : ceci peut expliquer cela (...). Maintenant que les élections sont passées, les syndicats vont se demander à nouveau : pourquoi ? Je les rassure : comme je l'ai toujours fait depuis que je suis au ministère et comme

ne le faisaient pas mes prédécesseurs... Quant à la progression des syndicats de droite, le ministre de l'Intérieur a répondu : « C'est un fait, mais cela ne signifie pas que la police est en crise... ».

DANS LA PRESSE PARISIENNE

« Malaise »

Le recul de la Fédération autonome des syndicats de police aux élections professionnelles ainsi que la nouvelle — aussitôt démentie — d'une « convention » du directeur central de la police judiciaire chez M. Defferre, font l'objet de commentaires de la presse quotidienne parisienne.

Le *Matin* de Paris déballe dans ses deux éditions le signe d'un « malaise » de la police. Le quotidien que dirige M. Claude Perrier fait état d'une information publiée par le *Journal du Dimanche* du matin selon laquelle M. Michel Guyot, le directeur de la P.J., aurait été menacé par M. Defferre de perdre son poste. Le *Matin* fait état du démenti catégorique du ministère de l'Intérieur mais souligne que ce n'est pas la première « manœuvre » à laquelle M. Defferre doit faire face depuis qu'il dirige la police.

Comme le *Matin*, le *Quotidien* de Paris voit dans ces élections « très politiques » le signe d'un « malaise ». Le *Piccolo* utilise le même terme. Selon lui, le vote des « forces de l'ordre » exprime aussi un « malaise ». Le quotidien de Robert Hersant consacre à l'événement un titre à la une : « Defferre désemparé par sa police ».

France-Soir adopte le même ton. Pour lui, la police est « en crise ». Le *Parisien* libéré et *Libération* ne vont pas si loin. Pour le premier, « on a voté politique », tandis que le second commente les résultats des élections professionnelles sous le titre : « Vent de droite sur la tête des policiers ». Un ton encore en dessous, *l'Express* constate sous le titre : « Verdict chez les policiers », que « bien que majoritaire, la FASP enregistre un recul ».

● *L'affaire d'Algiers*. — M. Claude Mété, directeur de la *romagerie* Bernier-Candel-Roustan, à Algiers (Calvados), a été à son tour inculpé par M. Jean-Pierre Poinssin, chef du dossier de l'affaire d'Algiers, de « détournement de fonds de vingt-quatre heures » pour avoir participé, dans la nuit du 7 au 8 février, à l'opération de récupération d'un stock de camemberts entreposés dans l'usine occupée par des grévistes. — (Correspondant)

ÉDUCATION

Le congrès du syndicat des enseignants FEN du technique

Le « ras-le-bol » des grognards de l'éducation

De notre envoyé spécial

Réuni en congrès national à Fontenay (Puy-de-Dôme) du mardi 23 au vendredi 26 mars, le Syndicat national de l'enseignement technique - Apprentissage autonome (SNET-A.A.), quatrième syndicat de la Fédération de l'éducation nationale (FEN), a décidé de lancer un mot d'ordre de grève le 14 mai prochain si entre-temps le ministre de l'Éducation nationale ne prend pas des mesures d'urgence pour aider les lycées d'enseignement professionnel (LEP) dès la prochaine rentrée. Le SNET-A.A. serait ainsi le premier syndicat de la majorité de la FEN, depuis le 16 mai 1981, à marquer son mécontentement par un mouvement de grève nationale.

Fontenay. — Qu'est-ce qui irrite tant les militants du SNET-A.A. pour que leur syndicat, naguère si sage, adopte une telle position ? Le SNET-A.A. est le syndicat des professeurs de LEP, dont le syndicat est dominé à plus de 90 % par la tendance majoritaire : l'Unité, l'indépendance et la démocratie (U.I.D.), proche des socialistes. L'Unité, l'indépendance et la démocratie (U.I.D.) ont signé une lettre au ministre de l'Éducation nationale lui enjoignant de prendre des mesures d'urgence sous peine de grève ? Comment ont-ils pu se laisser aller à une telle posture ? Comment ont-ils pu se laisser aller à une telle posture ? Comment ont-ils pu se laisser aller à une telle posture ?

Trois éléments expliquent cette attitude de « ras-le-bol » chez les « grognards de l'éducation », comme ils le disent eux-mêmes. Tout d'abord, malgré les espoirs nés le 10 mai, la rentrée 1981 n'est mal passée dans les LEP. Avec onze mille élèves en plus et seulement quatre cents postes créés, avec la mise à disposition de la « préparation à l'emploi » dédoublée, les LEP ont fonctionné avec plus de difficultés que jamais. C'est pire qu'avant, disent les professeurs.

Concurrence

Deuxième motif de grogne : le sentiment, contrairement à toutes les déclarations gouvernementales, de ne pas constituer la priorité au sein même de l'éducation nationale. « Six cents postes sur dix-sept mille créés, ce n'est pas une priorité », dit M. Charpentier. Un autre motif de mécontentement, on note que certains délégués à l'éducation nationale du Syndicat national des instituteurs (S.N.I.) qui lui, a obtenu une revalorisation de 10 % sur les salaires sans être pour autant déclaré prioritaire. « Ce n'est pas la peine d'avoir un ancien secrétaire général du SNET-A.A. à la tête du gouvernement (2) pour être traité de cette façon », proteste un militant.

Troisième grief : la SNET-A.A. ne comprend pas qu'un gouvernement de gauche qui s'est engagé à promouvoir un « grand service public unifié et libre de l'éducation nationale » continue à entretenir un système parallèle et concurrent : les centres de formation d'apprentis (C.F.A.). « Les crédits que nous n'avons pas, on les retrouve mystérieusement dans les C.F.A. grâce au ministère de la formation professionnelle », explique M. Charpentier. La preuve ? Au budget 82, on donne 720 millions de francs pour les 220 000 apprenants en formation et seulement 780 millions pour les 700 000 élèves de LEP. Comme, de plus, le ministre de la formation professionnelle, M. Marcel Rigout, est communiste, les militants du

Se perfectionner en apprenant la langue anglaise...
LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC
Cours avec explications en français.
Documentation gratuite :
EDITIONS DESOUES BSCM
8, rue de Bani - 75008 Paris

MÉDECINE

LES ASSISES NATIONALES DES PROFESSIONS DE SANTÉ

Soulagement et scepticisme

Les membres du gouvernement ne choisissent pas toujours leurs partenaires ni le moment de leurs interventions. C'est ce qu'on a constaté samedi 27 mars Mme Nicole Questiaux, ministre de la Santé nationale, et M. Jack Ralite, ministre de la Santé, en venant affronter, à Paris, les assises du Centre national des professions de santé (C.N.P.S.). Libéralisme, négociation et solidarité, ont répondu les deux ministres, dans une atmosphère d'attention tendue.

« Le gouvernement de la France a maintes fois réaffirmé son attachement au caractère pluraliste de notre société. Les professions de santé ont leur place, dans le respect des principes que nous partageons avec eux », a déclaré Mme Questiaux. C'était rappeler d'emblée les exigences de la politique conventionnelle avec les professions de santé. Sur ce point, le ministre de la Santé nationale a souligné que des « aménagements soient apportés par la négociation » à la convention actuelle, et que des « dispositions » soient prises pour les échelons territoriaux.

Mais les nécessités de la politique contractuelle avec les professionnels de santé s'imposent aussi en raison de l'énormité des fonds qu'elle met en jeu. Actuellement, a rappelé le ministre de la Santé nationale, les transferts sociaux représentent 27 % du produit intérieur brut : « Ils jouent désormais un rôle stratégique dans l'économie ». En outre, à partir de 1983, les dépenses sociales (indemnités de chômage, prestations familiales, retraites et dépenses de santé) croîtront plus vite que les recettes. Il n'est donc plus possible de tolérer dans ce domaine l'obscurité, qui a trop souvent régné : « Le poids des dépenses de santé est, en effet, trop lourd pour que l'on puisse continuer à l'ignorer ». France ou de l'opacité des phénomènes », a ajouté Mme Questiaux.

Sur ce point tout au moins, les membres des professions de santé, réunis samedi, sont en accord avec le gouvernement. Dans son adresse aux deux ministres, M. Jacques Monnot, président du C.N.P.S., a vivement souligné que les professionnels qu'il représente « rejettent tout ce que certains ont pu associer au libéralisme, à son dérivé : exploitation du malade, honoraires excessifs, distorsion des revenus. Nous ne voulons rien que la vraie valeur du libéralisme (...), à savoir le service du malade et de la santé publique. Disponibilité, responsabilité, libre choix, rapports de confiance, compétence, indépendance professionnelle et financière », tels sont, a conclu M. Monnot, les caractéristiques fondamentales de l'exercice libéral. Ce début d'épidémie avait provoqué une certaine inquiétude dans la population locale. Il semble toutefois qu'il n'y ait aucun rapport avec le syndrome local que le C.N.P.S. a communiqué par la direction provinciale de la Santé d'Avila. Les symptômes détectés sont la constipation, une triadose (paralysie provoquée par des larves contenues dans la viande de porc), l'état de santé des malades évoluerait d'ailleurs favorablement. Selon le *Journal* de Paris, l'épidémie serait due à la consommation de charcuterie confectionnée à partir d'animaux qui avaient précédemment été soumis aux contrôles légaux requis. — (T.M.)

NOUVEAU Foyer d'épidémie en Espagne

(De notre correspondant.)

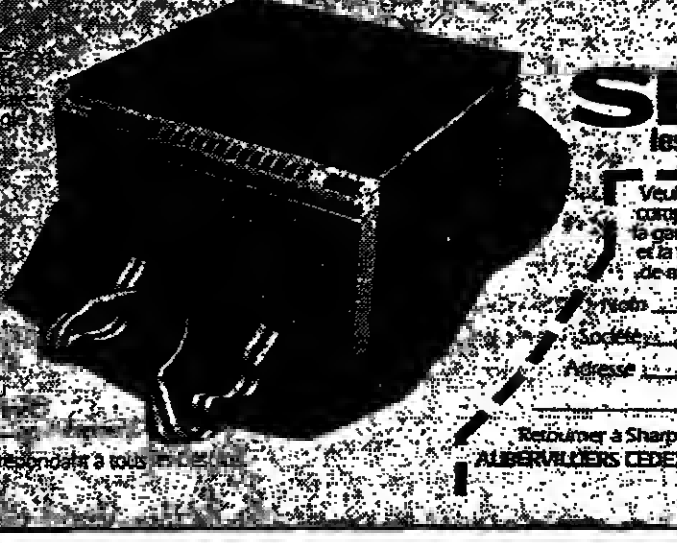
Madrid. — Alors que le « syndrome toxiq » provoqué par l'ingestion d'huile de cuisine rancie a déjà provoqué la mort de deux cent soixante-huit personnes en Espagne, un nouveau foyer d'infections, beaucoup moins grave cependant, a fait son apparition à Avila, à une centaine de kilomètres à l'ouest de Madrid. Depuis la mi-mars, une trentaine de personnes (dont une demi-douzaine ont été hospitalisées) présentent une série de symptômes, qui ne sont pas sans rappeler ceux des victimes du « syndrome toxiq ».

Ce début d'épidémie avait provoqué une certaine inquiétude dans la population locale. Il semble toutefois qu'il n'y ait aucun rapport avec le syndrome local que le C.N.P.S. a communiqué par la direction provinciale de la Santé d'Avila. Les symptômes détectés sont la constipation, une triadose (paralysie provoquée par des larves contenues dans la viande de porc), l'état de santé des malades évoluerait d'ailleurs favorablement. Selon le *Journal* de Paris, l'épidémie serait due à la consommation de charcuterie confectionnée à partir d'animaux qui avaient précédemment été soumis aux contrôles légaux requis. — (T.M.)

prêt à copier.

SE-750

le plus petit photocopieur du monde.



SHARP

les outils du pouvoir

Validez votre droit de copier avec le copieur Sharp SE-750 le plus petit des copieurs Sharp et la liste des distributeurs Sharp de votre région.

Seul distributeur en France : ALBERT WILBERS CEDEX 14 - 9345244 Montreuil (93) - 121746

GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS diversifié (2000 personnes)
RECHERCHE ASSISTANTE DE DIRECTION pour assurer le secrétariat courant du PRÉSIDENT, une fonction de liaison avec les filiales et le suivi général de la partie administrative, juridique et financière du fonctionnement de la société holding.

Ce poste convient à des candidates ayant quelques années d'expérience professionnelle et une formation supérieure. Il demande des qualités de tact et de discrétion, le sens des relations humaines et l'aptitude à organiser son travail de manière autonome et avec méthode. Il peut s'accommoder d'une souplesse dans les horaires et les périodes de congé. L'ambiance de travail est agréable et les bureaux se trouvent dans le 8ème arrondissement.

La rémunération correspond à l'importance de cette fonction dans l'organisation générale et au niveau de qualité recherché.

Aucune réponse ne sera transmise sans l'accord préalable des candidates.

Ecrire à Ph. LESAGE - PA CONSEILLER DE DIRECTION
 8, rue Bellini - 75782 PARIS CEDEX 16 - Réf. A/2105M



Responsable marketing grand public

Rhône-alpes

Photo - cinéma - optique - Une moyenne entreprise française, leader mondial dans la fabrication et la commercialisation de systèmes optiques destinés entre autres à la photo, le cinéma, la télévision et réalisant la majeure partie de son chiffre d'affaires à l'exportation, développe un nouveau département grand public et recherche pour celui-ci son responsable marketing. Il aura, dans un premier temps, pour mission d'élaborer sur les marchés français et allemands une stratégie marketing à court et moyen termes, de définir les différents éléments du mix, de procéder aux études de pré-lancement et de négocier avec les canaux de distribution l'introduction sur le marché des produits nouveaux. La réussite dans cette mission devrait permettre à son titulaire d'évoluer vers une fonction plus globale, soit de marketing international, soit de marketing et de ventes. Cette réelle opportunité de carrière ne s'adresse qu'à un diplômé ESC ou équivalent, âgé de 30 ans au moins et possédant une expérience confirmée du marketing des produits grand public d'au moins 5 ans. Elle aura de préférence été acquise sur le marché photo, cinéma, son... Une bonne pratique de l'anglais est nécessaire. La rémunération sera liée à l'expérience et à la compétence du candidat retenu. Elle saura, en tout état de cause, motiver un élément de premier plan. Ecrire à R. DAUDIN à Villeurbanne. Réf. A/2133M

Directeur département éditions

Paris

Imprimés sur catalogues - Ce groupe d'entreprises à taille humaine, du secteur de l'imprimerie, recherche pour Paris, le Directeur de son département Editions (imprimés de gestion standardisés, formulaires administratifs). Sous l'autorité directe du Président-Directeur Général, il sera responsable de l'animation et de la gestion globale de ce centre de profit : catalogues, tarifs, achats, ventes, politique marketing, résultats financiers. Il définira lui-même les moyens nécessaires pour réaliser le fort développement souhaité. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 30 ans, de formation supérieure, justifiant d'une indéniable compétence marketing (imagination, créativité, perception des marchés...) acquise dans un secteur lui ayant permis d'avoir une bonne vision des problèmes d'éditions (catalogues, VPC, mailings...). Il aura l'initiative et le dynamisme nécessaires à un « patron » de centre de profit. La rémunération annuelle, de l'ordre de 200 à 250.000 francs, tiendra essentiellement compte des compétences offertes. Elle pourra comprendre par la suite une formule d'intéressement sur les résultats du département. Ecrire à J. MOUNIER à Paris. Réf. A/2133M

Chef de produit France (H ou F)

Rhône-alpes

La filiale d'un groupe international spécialisée dans la fabrication et la vente de produits grand public recherche un(e) chef de produit pour le marché français. Dans le cadre d'une stratégie produit internationale (elle définit, propose, met en œuvre et contrôle le plan marketing à 1 et 3 ans d'une ligne de produit. Son action porte également sur la définition des besoins du marché français relatifs à la gamme qu'il s'agit de développer et sur la stratégie de commercialisation. Il (elle) porte aussi assistance à la force de vente. Ce poste s'adresse à un(e) jeune diplômé ESC ou équivalent possédant au moins 2 à 3 ans d'expérience du marketing acquise dans les produits de consommation courante. Une pratique de la vente ou au moins de rapports étroits avec une force de vente serait un atout supplémentaire. La rémunération sera liée à l'acquis professionnel du (de la) candidat(e) retenu(e). Ecrire à R. DAUDIN à Villeurbanne. Réf. A/2133M

Jeune contrôleur de gestion

Nantes

L'Ecole Supérieure de Commerce de Nantes, par le développement de nouveaux programmes d'études et de formation, connaît depuis ces dernières années un accroissement rapide de son audience sur le plan national. Cette évolution l'amène à renforcer sa gestion budgétaire en créant le poste de contrôleur de gestion. Dépendant du Directeur de l'établissement, il assurera la gestion budgétaire, en appliquera les procédures aux nouveaux programmes et supervisera le service comptable. Il conseillera la direction de l'établissement et travaillera en collaboration avec les responsables des études. Progressivement son rôle s'étendra également vers la gestion administrative de l'école. Ce poste convient à un diplômé de l'enseignement supérieur (ESG de préférence) âgé de 25 ans minimum, possédant une bonne connaissance comptable ainsi qu'une expérience de deux à trois ans de contrôle budgétaire. Il aura le motivation de s'intégrer aux objectifs d'une école de gestion engagée dans un programme ambitieux. Le salaire annuel de départ sera fonction des compétences acquises. Ecrire à J.B. FOURNIER à Nantes. Réf. A/2133M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.

Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.

8, rue Bellini - 75782 PARIS - Cedex 16 - Tél. 505.14.30

19, Résidence Strand - 59170 CROIX - Tél. (02) 72.52.25

3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. (88) 22.81.54

1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. (40) 48.48.82

78, Boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (71) 893.90.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg

MÉDECINE

Le corps médical face à M. Ralite

I. - Dans les hôpitaux : une surenchère de changements

Saint-Dié, dans les Vosges : les médecins de l'hôpital Saint-Charles demandent à M. Jeek Ralite, ministre de la santé, l'installation d'un système de pointage dans leur établissement « afin qu'on puisse connaître la durée possible de leurs horaires de travail ». Marseille : deux cents internes en médecine bloquent le départ du « Cevenol » en gare Saint-Charles « pour alerter l'opinion publique ». Paris, avenue de Ségur : des médecins en blouse blanche et en grand papillon manifestent, aux cris de « Ralite au gou-lag, Ralite à Moscou ». Des médecins qui envahissent les bureaux du ministre de la santé, qui brisent la table de son directeur de cabinet et dérobent des documents officiels. Images et situations nouvelles, insolites, choquantes.

Depuis plusieurs semaines, le corps médical hospitalier est en effervescence. Il apprend ou redécouvre les luttes syndicales, accepte au grand jour de parler politique, livre ce spectacle aux médias l'aspect le plus spectaculaire de sa mutation sociologique.

En juin dernier, l'arrivée dans l'équipe gouvernementale de M. Ralite, membre du comité central du parti communiste français, fut-elle perçue par le corps médical dans son ensemble comme une provocation ? Ce fut sans doute plus vrai dans le corps médical libéral que chez les hospitaliers. Neuf mois plus tard, après quelques escarmouches, c'est paradoxalement avec l'hôpital que l'épreuve de force s'engage. Etait-il possible d'en faire l'économie ?

Dans les premières semaines qui suivront sa nomination, M. Ralite surprend par sa volonté manifeste de s'occuper de l'ensemble des dossiers qui le concernaient et par sa manière de programmer un impressionnant train de réformes. L'avenir ne posait guère de problème ; mieux, on ne l'imaginait pas autrement que radical. Le ministre prenait alors pour la première fois contact avec l'ensemble du personnel hospitalier. C'était le « tour de France de la santé ». C'était déjà la fin de l'été, le début de l'automne.

Le mois d'août avait bien été troublé par les polémiques nées de la publication d'une circulaire relative à l'exercice du droit de grève dans les hôpitaux. En définitive, cette mesure fit plus de bruit dans les milieux administratifs que dans les milieux médicaux. Il fallut attendre la fin de l'année 1981 et le mois de janvier pour voir se constituer, né au sein de l'hôpital, un front d'opposition. Il prit le nom de Solidarité médicale.

En moins de trois mois le mouvement de protestation n'a cessé de prendre de l'ampleur. Il a aujourd'hui les apparences d'un phénomène de rejet, manifestation brutale d'une incompatibilité fondamentale entre une profession par nature

conservatrice et un ministère qui prône le changement.

Le 4 mars dernier, au lendemain d'un mouvement de grève de médecins hospitaliers, l'Humanité titrait son éditorial : « Des médecins allergiques », et parlait de « fébrilité de vue » du corps médical hospitalier. Le même jour, dans le même journal, le ministre de la santé royal dans ce premier mouvement de protestation organisée - une opération politique d'opposition au changement ». De la même manière, M. Ralite déclarait tout récemment qu'à Paris les mouvements de protestation et de grève des internes des hôpitaux universitaires étaient souvent « directement encadrés par le R.P.R. ».

Malaise ancien

Faut-il réduire à une simple manipulation politique l'actuel mouvement de mécontentement ? Le malaise que manifestent l'ensemble des quatorze mille médecins hospitaliers à temps plein ne date pas du 10 mai. Les inquiétudes des internes, hospitalo-universitaires et non hospitalo-universitaires, des étudiants en C.E.S., des chefs de clinique, des attachés et des titulaires des hôpitaux généraux - et parfois des hôpitaux universitaires - ne sont pas nées de la seule nomination de M. Ralite au ministère de la santé. Elles ne tiennent pas non plus à la politique générale menée par le gouvernement de M. Pierre Mauroy. C'est, d'ailleurs, un autre paradoxe que de voir apparaître aujourd'hui une telle levée de bouilliers, alors même que pour la première fois un ministre de la santé manifeste publiquement sa volonté de mettre véritablement en œuvre le changement et concertation avec les intéressés.

Or, sur deux points, l'un majeur, l'autre mineur, il n'y a pas eu, au dire des intéressés, de véritable concertation. Le premier, la suppression du secteur privé dans les hôpitaux publics, a fait couler beaucoup d'encre. Puisque le Conseil d'Etat n'a, semble-t-il, opposé aucun obstacle à la réalisation d'une telle mesure, celle-ci devrait être effective au plus tard avant la promulgation de la prochaine loi de réforme hospitalière. Il n'en reste pas moins que la tactique mise en œuvre par le cabinet de M. Ralite a eu comme conséquence principale d'opérer un recentrage des multiples syndicats hospitaliers jusqu'alors essentiellement corporatistes et mal situés sur l'échiquier politique. Plutôt que de couper la « range mandarine » de la base hospitalière, plutôt que de la marginaliser, l'attitude des pouvoirs publics eut pour conséquence de précipiter un regroupement inattendu, qui a aussi eu lieu entre Paris et la province, entre les petits hôpitaux généraux et les

grands centres hospitalo-universitaires.

De la même manière, en mettant en place sans véritable concertation la modification des modalités de l'accès pour les étudiants en médecine à l'exercice d'une spécialité, le ministère de la santé et celui de l'éducation nationale ont considérablement réduit leur marge de manœuvre. Ils ont transformé brutalement le mécontentement latent des internes et des chefs de clinique - qui sont les véritables « chevaliers-virets » des services des centres hospitalo-universitaires - en un mouvement de grève des soins « national et illimité ».

Une telle manière d'agir a paru à beaucoup procéder d'une politique à court terme en opposition complète avec les différents projets avancés par ailleurs. De nombreux médecins hospitaliers partisans d'une politique de changement expliquent aujourd'hui ne pas comprendre que l'on n'ait pas attendu la réforme hospitalière (départementalisation des services, dissociation du statut et de la fonction, création d'un corps national unique de praticiens hospitaliers universitaires et non universitaires) pour mettre au terme à l'exercice privé dans l'hôpital public. Que l'on ait pas non plus attendu la loi sur la réforme des études médicales pour régler les délicats problèmes des étudiants en C.E.S.

Cette précipitation se révèle à l'épreuve maladroite. Elle aboutit en fait à une surenchère de changements difficile à maîtriser. Elle a aussi pour effet indirect de mettre les milieux médicaux les plus conservateurs en situation favorable, puisqu'ils ne proposent - hormis une vague « charte de la santé » - aucun programme précis, refusent à l'avance toute atteinte à leurs privilèges et s'abstiennent pas en fin d'argumentation à invoquer l'intérêt du malade.

Aujourd'hui, M. Ralite commence à s'affronter au réel. Son projet de suppression immédiate et totale du secteur privé s'est progressivement transformé pour aboutir à une situation transitoire équivoque. L'examen par le Parlement de la loi sur la réforme des études médicales est retardé notamment par les divergences qui existent avec l'éducation nationale. D'importantes difficultés surgissent dans l'application concrète de l'ordonnance sur les trente-neuf heures dans les services hospitaliers, et une polémique vient de naître quant au nombre exact et à l'affectation des postes de personnel nouvellement créés. Enfin la circulaire du 4 août 1981 sur l'exercice du droit de grève dans les hôpitaux va être modifiée dans son contenu. Ces difficultés, ces « reculs », auront-ils une incidence sur l'épreuve de force qui s'engage par surcroît aujourd'hui ?

JEAN-YVES NAU.

Prochain article :

Dans le secteur libéral : les pratiques plutôt que la politique

Halte au Vol

1
 sentre à 8 points
 à pompe
LAPERCHE
 (Fabrication Française)
 depuis 1785
 Métallier
GARANTI 5 ANS
 +
 1 blindage acier
 15/10°
 +
 4 goujons d'acier
 anti-dégondage
 +
 renforcement
 du bâti bois par
 1 cornière en acier
 +
 1 cornière anti-pince
 à l'extérieur sur le
 pourtour de la porte
**Offre
 exceptionnelle
 (limitée)**
 au lieu de 2.350 F
3.150 F TTC
 Pose et dépt. compris
 PARIS-BANLIEUE
**Société
 PROTECTION**
 (1 seule adresse)
 55, av. de la Motte Picquet
 75015 PARIS
566.65.20
 CREDIT GRATUIT
 6 MOIS

DES LENTILLES CHEZ OSIRIS
 1^{re} ADAPTATION :
 (offre exceptionnelle)
 - examens : 200 F
 jusqu'au 15 avril
396 F LA PAIRE
 Vos lentilles en 1 heure : satisfait ou remboursé (par contact)
 Compétence technique ; 1^{er} fabricant mondial (Bausch & Lomb)
OSIRIS : LES SPÉCIALISTES FRANÇAIS DES LENTILLES
 5 centres spécialisés
 BORDEAUX - 4 cours d'Alsace-Lorraine (56) 52 94 26
 LILLE - 102 rue du Palais Royal (20) 54 42 78
 LYON - 4 quai de Germain (7) 854 12 46
 PARIS 1^{er} - 20 quai de la Mégisserie (1) 233 00 20
 PARIS 8^e - 21 avenue de Friedland (1) 563 55 99
**Laboratoires
 OSIRIS**

face à M. Ralite

Le seul port naturel de la Côte des Pirates est l'un de ces lieux fabuleux où, parfois, l'or s'amoncelle.



En revanche, aucun risque de voir s'amonceler les DC-10 de Swissair à Dubaï. Pas plus qu'à Abu Dhabi, Dhahran, Djedda ou Koweït. Nos avions décollent de la Suisse, rallient l'une de ces escales et rebrous-sent chemin, étincelants comme des oiseaux d'argent, en direction de la Suisse. D'où ils s'envolent aussi vite pour gagner Paris/Charles de Gaulle, Marseille ou Nice.

swissair

Le Monde

régions

Ile-de-France

LES DÉPARTEMENTS ET LEURS NOUVEAUX PATRONS

Malgré le nombre des « vedettes » politiques élues en Ile-de-France, ce sont « des hommes de terrain » qui, au lendemain des élections cantonales, présideront aux destinées des départements de la région, puisque quatre sur sept

de ceux-ci ont changé de président, alors que, pour l'ensemble du pays, il n'y a qu'un tiers des assemblées départementales à avoir élu de nouveaux « patrons ».

En dehors du cas particulier de Paris, seules

la Seine-et-Marne et le Val-d'Oise ont des conseils généraux présidés par des parlementaires ; encore ceux-ci, tous deux sénateurs C.D.S., MM. Paul Sérany et Pierre Salvi, ont-ils

Les cinq autres seront présidés par de « simples » conseillers généraux qui ne sont même pas maires de grandes villes. Ce seront avant tout des gestionnaires, comme l'expliquent ici les quatre « nouveaux ».

● HAUTS-DE-SEINE : un métier à temps plein

« La nouvelle loi de décentralisation fait de la présidence d'un conseil général un métier à temps plein ». C'est ce qu'a déclaré M. Jacques Baumont, député R.P.R. et maire de Rueil pour expliquer sa décision de ne pas solliciter le renouvellement de son mandat de président du conseil général des Hauts-de-Seine.

Cette formule, son successeur M. Paul Graziani, R.P.R. aussi, la reprend volontiers à son compte. « Jusqu'à présent, on pouvait assumer cette fonction à mi-temps. Mais, dès lors que le président devient le véritable patron du département, le dilettantisme n'est plus permis. » Revers de la médaille, cette présidence si accaparante ne risque-t-elle pas de se transformer en « voie de garage » ? « Ce n'est pas ma préoccupation », répond le nouvel élu. « J'ai toujours été passionné par le travail de conseiller général. Le parlementaire législateur s'en va, mais le travail concret qui permet de juger très rapidement l'efficacité de mon action. C'est bien plus intéressant. »

« J'ai un goût profond pour la gestion locale, que j'ai acquise notamment comme adjoint de M. Gorse, à la mairie de Boulogne-Billancourt », ajoute M. Graziani. Il est vrai que pour ce Corse de cinquante-sept ans,

amateur de tennis et passionné de politique-fiction, qui n'est venu au monde à Barbezieux en Charente que parce que son fonctionnaire de père y était en poste, la rencontre en 1960 avec M. Georges Gorse alors secrétaire d'Etat aux affaires étrangères fut déterminante. Conseil de France à Bamako, M. Paul Graziani continuait une prometteuse carrière dans la fonction publique. C'est aux côtés du futur maire de Boulogne-Billancourt, qu'il a plus qu'oublié depuis vingt-deux ans, qu'il se lance réellement en politique.

« La première étape de ma carrière politique a été mon mandat de conseiller général de Boulogne-Billancourt en 1967 », rappelle M. Graziani, comme pour mieux dire son attachement au canton, sans oublier qu'il fut de 1954 à 1971 conseiller municipal d'Asnières.

Le nouvel élu n'a pas encore, à vrai dire, élaboré son programme, même s'il note qu'il veut « essayer de gérer le département au-delà des clivages politiques. Car lorsqu'il s'agit de faire un pont, que l'on soit communiste ou R.P.R., il faut le faire de la même façon », et surtout donner (enfin) une identité à ce département « pour que l'on puisse un jour être haut-de-seinois comme on est breton ou lorrain ».

FRANÇOIS ROLLIN.

● SEINE-SAINT-DENIS : l'éternel opposant

L'ancien président du conseil général de Seine-Saint-Denis, M. Georges Valbon, taquinait volontiers le goupin en compagnie de M. Georges Ségy ou pourchassait les livres autour des pistes du Bouquet et de Rolley. Le nouveau préfère arpenter la Camargue ou apprécier la charge d'un taureau dans l'arène. M. Jean-Louis Mons a prévu : inutile de chercher à le joindre à Bobigny pendant un week-end de Pentecôte, la « feria » de Mantes a priorité. Enfant du Midi, il n'a pas oublié son pays natal, même si, ommé professeur de mathématiques au lycée technique de Noye-le-Sec, il se consacre à ses racines en région parisienne.

Le parti communiste aime bien que ses élus se consacrent entièrement à leurs activités politiques. Les conseillers généraux en octobre 1978, M. Mons a dû déserter le tableau noir. Il est devenu ensuite premier adjoint au maire de commune, l'ancien député Roger Gouhier, et se voit aujourd'hui en charge d'une fonction particulièrement importante pour son parti puisqu'il est l'un des trois présidents communistes de conseil général dans le seul département où le P.C. détient la majorité absolue.

La tâche n'est pas aisée. Sur les huit départements parisiens, en comptant Paris — la gauche n'en dirige plus que deux, et la droite a renforcé sa majorité au conseil régional, Or, en Ile-de-France, plus qu'ailleurs, les responsabilités des départements et de la région sont étroitement imbriquées. M. Jean-Louis Mons va devoir travailler dans un environnement régional hostile. Cela lui fait peur. D'autant, ajoute-t-il, que le conseil régional actuel n'est en place que pour un an : « Il ne faut pas préjuger de la composition du conseil régional qui sera élu à la proportionnelle ».

De toute façon, M. Jean-Louis Mons n'oublie pas que, depuis le 10 mai, le rapport des forces en présence a changé : « Ce n'est plus la Seine-Saint-Denis mais la région qui est en opposition avec les choix nationaux », et,

s'il ne compte pas faire appel auprès des ministres des décentralisations régionales qui lui déplairaient, il fait remarquer : « Le conseil régional ne pourra pas ignorer les grandes orientations prises au plan national, pas plus que les priorités et les besoins des départements qui le composent ». Ainsi le plan régional « devra tenir compte du plan national », de même qu'il ne pourra pas y avoir « contradiction » entre le plan départemental et le plan régional. En fait, le « patron » de la Seine-Saint-Denis sous-entend que ses rapports avec l'exécutif régional doivent du même ordre que ceux qu'il veut établir avec les maires de son département : « Je suis prêt à les aider, sans rien leur imposer, mais sur les problèmes départementaux, c'est moi qui trancherai ».

En fait, la encore, tout dépendra de la future loi qui définira les compétences respectives de l'Etat, de la région, du département et de la commune : « Chacun devra respecter l'autonomie de l'autre », souligne M. Jean-Louis Mons. En attendant — et y sur surveiller les dossiers de son département — il va siéger au conseil régional : « Il ne faut pas y être simplement l'opposant des communistes perdant la présidence de l'assemblée départementale. Mais au profit de qui ? Le nom de M. Simonin, conseiller général de Evry depuis 1967, était le plus souvent avancé dans les couloirs de la maison départementale. Mais rien n'était acquis. Il a fallu en effet près de trois jours de discussion et de tractations au sein de l'U.P.F. (Union pour l'Essonne), qui rassemble les élus du R.P.R., de l'U.D.F. et des non-inscrits, pour que la candidature de M. Simonin fasse l'unanimité.

« Nous avons discuté entre amis », confie le nouveau président du conseil général. Le bureau qui l'entourera sera « homogène » puisqu'il ne sera composé que de membres de l'U.P.F. Les socialistes, qui ont manifesté quelques velléités pour « décrocher » une vice-présidence, ont finalement renon-

● ESSONNE : les limites du changement

Pour une affaire, c'est une affaire. Afin de comprendre l'ampleur du changement administratif et politique qui vient d'intervenir dans l'Essonne avec l'application de la loi de décentralisation, et après les élections cantonales des 14 et 21 mars dernier, il suffit de se rendre au centre administratif de la ville nouvelle d'Evry.

En façade, le long du boulevard de France, s'élevaient les immenses bâtiments des services préfectoraux et, derrière, légèrement décalé, caché dans une sorte de cul-de-sac, le siège du conseil général du département. Si les urbanistes et les architectes avaient voulu affirmer la toute-puissance de l'administration, ils n'auraient pas agi autrement.

Aujourd'hui, l'exécutif change de mains. Et tous les yeux se portent au-delà de la préfecture vers le conseil général. Le pouvoir départemental est, en effet, désormais incarné par M. Jean Simonin (R.P.R.), qui est devenu le mercredi 24 mars, par 18 voix contre 16 au président sortant M. Robert Lakota (P.C.), le nouveau « patron » de l'Essonne.

Après les élections cantonales, il ne faisait guère de doute que les communistes perdraient la présidence de l'assemblée départementale. Mais au profit de qui ? Le nom de M. Simonin, conseiller général de Evry depuis 1967, était le plus souvent avancé dans les couloirs de la maison départementale. Mais rien n'était acquis. Il a fallu en effet près de trois jours de discussion et de tractations au sein de l'U.P.F. (Union pour l'Essonne), qui rassemble les élus du R.P.R., de l'U.D.F. et des non-inscrits, pour que la candidature de M. Simonin fasse l'unanimité.

« Nous avons discuté entre amis », confie le nouveau président du conseil général. Le bureau qui l'entourera sera « homogène » puisqu'il ne sera composé que de membres de l'U.P.F. Les socialistes, qui ont manifesté quelques velléités pour « décrocher » une vice-présidence, ont finalement renon-

cé et rejoint les communistes dans leur opposition à la nouvelle équipe. Mais, contrairement à la pratique de la gauche, qui lorsqu'elle était majoritaire, refusait que les amis de M. Simonin président des commissions de l'assemblée départementale, l'U.P.F. laisse aujourd'hui deux d'entre elles à l'opposition : l'urbanisme à M. Robert Lakota (P.C.) et la santé à M. Claude Jeanlin (P.S.).

Ainsi, c'est un Lorrain de soixante-cinq ans, retraité de l'industrie chimique et pharmacologique, qui prend en main les destinées de l'Essonne. M. Simonin, ingénieur, son « royaume » s'étend du Val-de-Marne au Loiret, et borde les Yvelines, la Seine-et-Marne et l'Eure-et-Loir : plus d'un million d'habitants répartis sur les plaines et plateaux de la Brie, de la Beauce, du Gâtinais et de l'Orléanais.

« Une illusion »

Contient M. Simonin ? « J'ai l'impression, dit-il, que les auteurs de la loi de décentralisation ont créé une illusion : celle de donner aux élus le pouvoir alors qu'il n'y a en fait qu'un simple transfert de l'exécutif. Aujourd'hui, comme hier, ce sont les conseillers généraux qui décident. » Précisons ? Certainement. « Car on se trouve à la tête d'un département sans savoir qui fait quoi, avec qui et surtout avec quels moyens », répond M. Simonin, qui ajoute : « Le financement de cette réforme va être coûteux pour le contribuable. Le préfet avait, à ses côtés, un personnel de haute valeur et de grande compétence. Or moi, comme tous les nouveaux responsables départementaux, je n'ai rien. Il va falloir, du fait de mes nouvelles responsabilités, que je constitue autour de moi une équipe de haut niveau pour maîtriser toutes les questions que posent ce département. La qualité, ce se paie. Or le département connaît une situation financière très difficile ».

On a pourtant beaucoup de projets dans l'Essonne, et la nouvelle majorité s'attaque immédiatement au chômage, qui, comme partout, gangrène le département. C'est ainsi que le nombre des demandes d'emploi non satisfaites dépasse les trente mille personnes, dont plus de la moitié sont des femmes. « Or nous disposons de plus de 320 hectares de zones disponibles pour développer l'activité économique », affirme M. Simonin.

Mais avant de se lancer dans une tentative de relance industrielle ou artisanale, le nouveau conseil général veut savoir où il va. C'est ainsi qu'un bilan de la situation financière actuelle du département va être dressé. Puis un programme de réalisations sera établi et les priorités définies, tout en sachant que certains équipements qui font défaut à l'Essonne, comme la construction de bureaux de poste ou de commissariats de police, sont du ressort de l'Etat.

Bref, à Evry, « on veut avec les nouvelles responsabilités du conseil général, donner un nouveau souffle au département », et surtout lui donner « une nouvelle image de marque ». L'époque est revenue où les moulins installés à Corbeil, Etampes, Dourdan et Montlhéry ravitaillaient Paris en grain, mais ce département devra pouvoir retrouver un dynamisme économique qui permette à ses habitants de vivre et travailler chez eux.

JEAN PERRIN.

AEROPORT DE PARIS' agrandit ses installations

à partir du 28 mars attention ! vérifiez votre n° de vol sur votre billet et faites-vous confirmer votre aéroport de départ

Aéroport Charles de Gaulle →

AER LINGUS
AITALIA
FINNAIR
LUFTHANSA
SWISSAIR
BRITISH MIDLAND*
(à partir du 2 avril)
quittent Only
et s'installent
aérogare 1

AIR FRANCE
AIR INTER*
(à partir du 1^{er} mars)
quittent l'aérogare 1
et s'installent
aérogare 2

→ Aéroport d'Orly

vois actuels
AIR FRANCE
maintenus à
ONLY SUD

AIR INTER
et compagnies
régionales
ONLY OUEST

AEROPORT DE PARIS

vous souhaitez bon voyage à partir de ses aérogares

● SEINE-ET-MARNE : ville et campagne d'un même pas

« Je n'ai aucune activité privée. Je ne suis qu'un homme public. C'est cette disponibilité totale qui, d'après M. Paul Sérany, lui permet de faire face à toutes ses occupations. Depuis le 24 mars, le sénateur et maire centriste de Fontainebleau, qui occupe aussi les fonctions de président de l'Union des maires du département, peut ajouter sur sa carte de visite le titre de président du conseil général.

Une satisfaction teintée d'émotion non feinte se lisait sur son visage lorsqu'il s'est assis pour la première fois dans le fauteuil aux côtés du foyer de l'Assemblée qui n'était autre que son beau-père, il a dit s'en souvenir à sa juste valeur.

A soixante-deux ans, il se trouve à la tête du plus vaste département de la région parisienne. Avec aussi une préoccupation majeure : comment essayer de réunir dans deux moitiés, l'une citadine l'autre rurale. Tout en reconnaissant que la frange ouest du département est située dans l'orbite parisienne avec tout ce que cela signifie, le président du conseil général souligne qu'une large partie du département est « foncièrement seine-et-marnaise ».

« Quand nous serons parvenus à établir un réseau de transport suffisant dans tout le département, le problème de l'unité ne se posera plus. Mais il est bien certain qu'à partir du moment où il faut passer par Paris pour aller de Nemours à Meaux, ce qui représente près d'une journée de train, des difficultés nombreuses se posent ».

Défavorable à l'origine aux villes nouvelles créées ex nihilo, M. Paul Sérany considère qu'elles peuvent exister concrètement en s'intégrant à l'environnement. Il fait cependant une différence entre Melun-

Sénart et Marne-la-Vallée. « Cette dernière se trouve dans la nouvelle zone d'extension. Des équipements nouveaux y sont installés et l'espère qu'elle sera enfin en majorité. Melun-Sénart, elle, n'est pas vraiment une ville nouvelle mais une fédération de communes qui se sont associées pour se développer harmonieusement. J'ai d'ailleurs déposé une proposition de loi pour faire en sorte que ces communes puissent maintenant sortir de la ville nouvelle et elles le souhaitent et qu'elles retrouvent leur autonomie. Au Mée par exemple, la moitié de la commune est en ville nouvelle et l'autre en ville ancienne, et, en réalité, les habitants de la ville ancienne paient des impôts pour ceux de la ville nouvelle. Cela ne peut pas durer. La même chose pour Essonnes et pour d'autres communes qui souhaitent quitter la ville nouvelle. Pas de fusion brutale mais en gardant des obligations à l'égard de l'ensemble de la collectivité car l'Etat, la ville nouvelle et le syndicat communautaire d'aménagement ont participé à leur évolution ».

S'il ne songe nullement à abandonner l'un de ses mandats électoraux, M. Sérany quittera prochainement l'une de ses présidences : celle du comité départemental du tourisme. Pendant plusieurs années, le premier magistrat de Fontainebleau a été élu à la tête de ce comité, qui consiste avec un certain plaisir le développement du tourisme dans le département. « La seule ville de Fontainebleau reçoit neuf millions de visiteurs par an et elle double sa population en fin de semaine. Fontainebleau continue ainsi à prospérer et c'est ce dynamisme qui fait que l'Essonne-et-Marne, il faut que ce département ne soit pas un simple lieu de passage, mais que l'on soit heureux d'y séjourner. C'est ainsi que nos villages retrouveront leur activité. Il faut faire redécouvrir l'artisanat, éviter la disparition du commerce. Si l'on continue à laisser les grandes surfaces s'installer à proximité des épiceries de petites communes, il est certain que celles-ci disparaîtront. On a déjà vu fermer les épiceries, partir le car, puis l'industriel. Si l'épicerie s'en va, le village mourra ». Cela, M. Sérany ne le veut pas. La Seine-et-Marne est le seul vrai département rural de la région parisienne. Il faut qu'elle garde son originalité.

CHRISTIAN-LUC PARISON.

JEAN PERRIN.

Naviguez vers l'été!

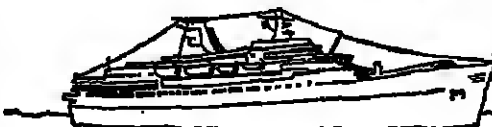
Au Printemps pour vivre l'été avant l'heure.
En Été pour être sûr d'avoir du soleil
En Automne pour prolonger l'été...

Une semaine en Méditerranée
à bord d'Enrico C
Espagne - Baléares - Tunisie - Sicile - Italie
à partir de 3.260 FF

Départs de Cannes tous les samedis du 5 juin au 9 octobre 1982.



Buick
Skyhawk 9 cv
Jean Charles s.a.
28, rue Claude-Tessier, Paris-16, 824.43.33



CROISIÈRES
PAQUET
N°1 de la croisière en France.
Agent général pour l'Europe
42-52-03 - Boulevard de la Chapelle - 94-52-03 - Marseille 70773, rue de la République - 91-91-21 - Nice 2, rue Babey - 83-81-50 - Cannes 42, rue Rothschild - 93-64-40 - Bruxelles 20, rue Ravenstein - 51-63-70

Le Monde

ENVIRONNEMENT

La contamination par deux

La contamination par deux... (Text continues with environmental concerns)

ARDENNES : les habitants peuvent faire du bruit

ARDENNES : les habitants peuvent faire du bruit... (Text discusses noise pollution and local concerns)

De déceptions en déceptions

De déceptions en déceptions... (Text discusses political and social disappointments)

UN NOUVEAU PRÉSIDENT DES ARMÉES

UN NOUVEAU PRÉSIDENT DES ARMÉES... (Text discusses military appointments and changes)

Le Monde

équipement

ENVIRONNEMENT

La contestation antinucléaire a été illustrée par deux manifestations pendant le week-end

Comme chaque dernier samedi du mois, organisée le 27 mars par le Front commun ardennais et le Front d'action wallon, dans les Ardennes, pour s'opposer à la construction de la centrale nucléaire de Chooz. Des affrontements ont eu lieu avec les forces de l'ordre, mais de façon beaucoup moins violente qu'il y a un mois.

Le lendemain matin, dans la région Rhône-Alpes, commençait une marche de protestation organisée par des militants antinucléaires qui s'opposent au surrégénérateur Superphénix. Partis de Montalieu (Isère), les manifestants devaient faire une première étape en fin d'après-midi à Ambérieu, dans l'Ain, et ils com-

ptent arriver à Paris le 17 avril. Une délégation tentera de rencontrer le président de la République, M. Brice Lalonde, secrétaire national des Amis de la Terre, la procédure relative à la déclaration d'utilité publique se poursuit. Mais une commission d'information composée d'élus, de personnalités, de représentants d'associations et de syndicats va être chargée d'étudier les avant-projets pour donner son avis sur les questions d'environnement et les retombées socio-économiques de la centrale.

Enfin, le ministre de l'énergie a démenti les rumeurs selon lesquelles une centrale pourrait être édiflée sur les rives de la Meuse, dans le nord du département.

la Haute-Garonne ont lancé un appel pour tenter de désamorcer le programme gouvernemental de Golfech. A Civray, dans la Vienne, l'insuccès de la procédure relative à la déclaration d'utilité publique se poursuit. Mais une commission d'information composée d'élus, de personnalités, de représentants d'associations et de syndicats va être chargée d'étudier les avant-projets pour donner son avis sur les questions d'environnement et les retombées socio-économiques de la centrale.

Enfin, le ministre de l'énergie a démenti les rumeurs selon lesquelles une centrale pourrait être édiflée sur les rives de la Meuse, dans le nord du département.

• ARDENNES : seuls les Belges peuvent faire échouer Chooz

De notre envoyé spécial

Chooz. — « Nous ne pouvons manifestement pas empêcher la construction de Chooz. »

« La manifestation est interdite, s'il y a violence, je répondrai par la force. »

Impossible dialogue entre ces deux camps manifestants antinucléaires décidés, le samedi 27 mars, à gagner Chooz, au fond des Ardennes, où une centrale nucléaire de 5 500 Mégawatts doit être construite et le représentant des forces de l'ordre, massivement déployées autour du site. Préfète dérisoire sur cette route nationale devant une cinquantaine de photographes et caméramans grimés sur les talons d'un affrontement déformé et ritualisé : chaque dernier samedi du mois, les manifestants antinucléaires les plus ardents se retrouvent en effet, armés de gourdins, de frondes et de cocktails Molotov et sont décidés à en découdre : un mystérieux Front d'action franco-belge appelle à la « résistance populaire ».

Quatre jours avant la manifestation, C.I.R.S. et gardes mobiles étaient en nombre au nombre d'un millier, commençant à gâcher tout autour du paisible village de Chooz, où le maire, favorable au nucléaire, qualifie l'acte de la manifestation de « manifestation de la violence ». Le conseil municipal, interdisant toute manifestation dès le mois dernier, les forces de l'ordre ont même saisi la semaine dernière un campement au château de Vlet à quelques centaines de mètres du site.

« De déceptions en déceptions »

Les éléments naturels furent samedi aux côtés des manifestants. Au pont d'Herfroy où cent cinquante CRS bloquaient la manifestation, le vent jeta un mauvais tour aux forces de l'ordre. Il rabattit vers elles les gaz lacrymogènes qui venaient d'être lancés en direction des antinucléaires, disséminés dans un champ. Crachant, pleurant, les CRS durent dans le désordre battre en retraite dans le royaume des pierres. Les pierres étaient lancées.

Victoire sans suite : les manifestants décidèrent de ne pas gagner le site de Chooz isolé par une boucle de la Meuse, où ils risquaient d'être pris en tenaille. Ils se retirèrent vers les hauteurs qui avaient été appelés en renfort. Un grand feu fut allumé sur la route nationale, dont les glissières de sécurité, bordées par les arbres, étaient illuminées. On y a brûlé les affiches des candidats socialistes aux dernières élections.

Le parti socialiste, pour les manifestants n'était pas un grand ennemi. Le 10 mai, lors de la manifestation de Chooz, Mitterrand promettait par lettre au comité de Chooz qu'un vaste débat et une consultation de toutes les populations touchées auraient lieu. Aujourd'hui, c'est l'armistice : la déclaration d'utilité publique a été signée en décembre par M. Pierre Mauroy. « Nous avons été de déceptions en déceptions », déclare Mme Morfroy, présidente du comité de Chooz, qui donne raison aux nouvelles formes d'action sans pour autant participer elle-même à la manifestation. « Le bilan sur le terrain légal est négatif », admet un responsable du Front ardennais (regroupant P.S.U., C.F.D.T. et groupes écologistes divers) qui se comprend malades plus « radicaux » sans appeler pour autant au rassemblement.

Est-ce la prudence de ses porte-parole ? ou les contrôles de police à 30 ou 40 kilomètres du site qui ont refoulé toute la journée de samedi les voitures un peu trop barbares. Ou est-ce la répression judiciaire qui, après la violente manifestation de février, a été abattue sur les membres du comité local ? En tout cas, les Fran-

La population belge mobilisée

Plus loin, sur les collines, en territoire belge qui domine le site de Chooz, des Belges, ceux du mouvement officiel « Soles », les enfants sur les épaules, lançaient des ballons dénonçant l'implantation d'une centrale nucléaire sans consultation des populations belges. La population de Bruxelles ne veut pas boire l'eau de la Meuse polluée. C'est elle, et elle seule aujourd'hui, qui fera échouer le projet de Chooz. Plus tard dans la soirée, quelques dizaines d'ouvriers de la Chiers, l'entreprise d'acier spécialisé de Villerupt, ont défilé devant le site, armés d'une bannière. « Nous ne voulons rien à Chooz », précisait-elle, « nous ne voulons pas de cette centrale nucléaire ». Les forces de l'ordre, prévenues, furent pourtant utilisées contre les ouvriers dimanche au tout début de la matinée.

NICOLAS BEAU.

• RHONE-ALPES : la longue marche contre le surrégénérateur

De notre correspondant

Malville. — « Notre marche rassemblera tous ceux qui n'ont pas baissé les bras et qui ne se découragent pas », expliquaient, dimanche matin 28 mars, les centaines de militants antinucléaires qui entreprenaient la première des vingt étapes qui mèneront les conducteurs jusqu'à Paris. Ils espèrent rencontrer le 18 avril le président de la République pour réclamer notamment l'arrêt immédiat des travaux du surrégénérateur installé sur les rives de l'Aire à Creys-Malville.

C'est la première fois depuis les graves incidents qui se sont déroulés le 21 juillet 1977 autour du réacteur de construction du surrégénérateur (et qui firent un mort) qu'un rassemblement était organisé à proximité de celui-ci. La veille, huit cents personnes s'étaient retrouvées à Saint-Savin, village situé à une trentaine de kilomètres de Malville pour écouter les discours de M. Brice Lalonde et des représentants des vingt associations organisatrices de la marche, ainsi que les mélodies du groupe breton Tri Yann.

Les militants antinucléaires auraient voulu se réunir à Moresnet, non loin de la centrale ; mais les pressions exercées sur le maire de Moresnet, par le comité de Creys-Malville, ont empêché cela. M. Théodore Durand, les obligent à renoncer à leur projet, la salle qu'ils convoquaient ayant été réservée de longue date.

Le président de l'association des élus opposés au surrégénérateur

et au tout-nucléaire, M. Marcel Fenillet, reconnaissait que le « traumatisme » suscité dans la population locale par les manifestations de 1978 et 1977 était à peine dissipé. D'autre part, l'attentat commis dans la nuit du 18 au 19 juin 1981 avec un lance-roquette contre la centrale nucléaire a provoqué une certaine « nervosité » autour du site. Pour prévenir d'ailleurs toute manifestation contre la centrale lors du départ de la marche, plusieurs escadrons de gendarmes avaient été postés le long des routes et des chemins qui y conduisent.

Après avoir observé une minute de silence à la mémoire de Vital Michalon, qui fut tué le 31 juillet 1977 dans des affrontements avec la police, le cortège s'ébranla. Des chantiers de chantiers se succéderont les uns après les autres. Ils organiseront des débats sur la politique nucléaire française.

Quant à la centrale maltraitée de Creys-Malville, que les manifestants ont appelé « le mont de la réaction nucléaire », est en cours ; enfin le sifflet qui assurera le refroidissement du cœur du réacteur, qui sera mis en service en 1985, est déjà stocké à proximité de la centrale.

CLAUDE FRANCHON.

FAITS ET PROJETS

UN NOUVEAU PRÉSIDENT DES ARMATEURS.

Le Comité central des armateurs de France (C.C.A.F.) a élu le 23 mars à sa présidence M. Georges Thébaud, administrateur-directeur général de la Société maritime Shell de France, vice-président du C.C.A.F. depuis mars 1980, succédant à M. Dominique Boyer, président de la Compagnie maritime des chargeurs réunis. Agé de cinquante-six ans, M. Thébaud est entré à la société Shell en 1967.

En présentant le rapport annuel du Comité en compagnie de M. Pierre de Demandolx Delon, délégué général, le président du C.C.A.F. a souligné le 25 mars que la surcapacité mondiale de tonnage était la source fondamentale de la conjoncture actuelle. Cette surcapacité, qui ne concerne plus seulement le transport du pétrole brut, s'est aggravée en 1981, et le commerce international s'est contracté.

L'armement français a fait face à la crise, mais le nombre des navires est tombé fin 1981 à trois cent soixante-neuf, et le tonnage a diminué. Les commandes n'ont porté que sur huit navires l'an dernier. Au chapitre social, M. Thébaud, après avoir souligné que les relations entre le C.C.A.F. et le ministère étaient placées sous le signe de la confiance, a déclaré : « Nous devons mieux connaître les besoins des armateurs et les besoins du ministère. »

• Au Service national des examens du permis de conduire. — Le « Journal officiel » du 26 mars publie le décret nommant M. Yvan Bouteiller président du conseil d'administration du Service national des examens du permis de conduire.

Le 13 octobre 1980 à Paris, ancien préfet de région (Haute-Normandie), ancien directeur général des affaires postales et de l'administration du territoire au ministère de l'intérieur (de 1973 à 1978), M. Bouteiller est conseiller d'Etat depuis 1978.

LES MAIRES ET L'AMÉNAGEMENT DE LA MONTAGNE.

Les maires des communes de montagne qui présentent des projets immobiliers importants ou qui veulent agrandir les stations de sports d'hiver seront désormais entendus par le comité de montagne de la région Rhône-Alpes (C.M.R.A.) qui analyse les dossiers au ministère de l'urbanisme et du logement. D'autre part, quatre élus siègeront au comité, jusqu'à présent exclusivement de fonctionnaires concernés (tourisme, culture, etc.).

Pour assurer la « transparence de la procédure », un comité interministériel réuni le 26 mars sous la présidence de M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement, a décidé que les maires et le président du conseil général du département concerné présenteraient leurs projets devant une conférence départementale, dont l'avis sera joint au dossier, avant d'être reçus par le comité. A Paris, d'autre part, le public aura accès au dossier, dont le dépôt sera annoncé.

Une « large priorité » au tourisme à vocation sociale (associations, petite et moyenne hôtellerie) sera donnée dans l'examen des dossiers.

40 MILLIONS PERDUS POUR LE P.M.U.

Le mouvement de grève illimité lancé par le Comité interdépartemental des bureaux annexes d'enregistrement du Parti communiste (P.C.M.U.) a eu pour conséquence le dimanche 28 mars une perte de recettes de l'ordre de 40 millions de francs.

Les premières estimations faites par la direction laissent entrevoir une recette de quelque 120 millions de francs pour la journée du Prix du Président de la République contre 163 millions l'an passé.

Cette grève des caisses-tabacs P.C.M.U. a surtout affecté les touristes de la région parisienne et, dans une moindre mesure, ceux de Bourgogne, Franche-Comté et du Sud-Ouest.

On retiendra d'autre part que le Prix du Président de la République, réputé difficile, se sera revêtu d'un caractère d'urgence. Les chevaux « Mon Bélier », victimes d'une chute au « rail-fitch and fence » (1), et « Homelless Ruler », quatrième à l'arrivée, ont trouvé la mort. Les jockeys sont indemnes.

(1) Il s'agit d'un obstacle particulièrement redoutable.

CONSTRUCTION NAVALE

ALORS QUE LEUR SITUATION EST PRÉOCCUPANTE

Les chantiers Dubigeon-Normandie mettent peu d'empressement à se rapprocher de ceux de Saint-Nazaire

Alors qu'il est à la veille d'une nouvelle rupture de charge si aucune commande n'est enregistrée dans les prochains jours le chantier naval nantais Dubigeon-Normandie fait actuellement l'objet d'une attention soutenue des pouvoirs publics et particulièrement du ministre de la mer, M. Louis Le Penec. Cette fois, en effet, contrairement au passé, les difficultés du chantier nantais « embarras de choix », voire d'attermoiement qui traduisent le peu d'empressement de Dubigeon pour le rapprochement souhaité par le gouvernement avec les Chantiers de l'Atlantique, leur voisin de Saint-Nazaire.

De notre correspondant

Nantes. — Depuis le début de la crise de « la navale », le chantier Dubigeon a déjà vu s'écouler plusieurs fois tous les signifiants rouges annonçant la rupture de son plan de charge. Chaque fois une commande de l'Etat est venue lui apporter le soutien d'urgence indispensable. La situation a évolué d'année en année. Au début de l'année 1982, le chantier s'achève ces jours-ci le plus gros car-ferry qu'il ait jamais construit : le *Scandinave*. La livraison du bateau est prévue pour le 15 mai. Le dernier navire inscrit au carnet de commandes, un nouveau transbordeur pour la Corse, est déjà sur cale et sera lancé cet été. La moitié de l'effectif de Dubigeon (mille huit cent cinquante salariés) sera donc sans travail à ce moment-là. A l'été 1983, tout le chantier risque donc d'être arrêté. Les deux petites barges commandées par le ministère de la mer n'a, en effet, pas échappé aux difficultés nantaises. Les commandes de gestion, ce qui est interprété à Nantes comme une critique de la politique industrielle de l'actuelle direction. On comprend, dès lors, sa « réserve ». Après l'échec de sa stratégie, elle va pourtant devoir se retourner aujourd'hui vers l'Etat pour décrocher les commandes de la dernière chance. Trois sont possibles : une drague pour le groupement d'intérêt économique des ports auto-nomes (400 000 heures de travail), un cargo « roulier » (800 000 heures) pour la Compagnie générale maritime (C.G.M.) ; enfin, le car-ferry pour le Manche (1 million d'heures de travail) promis à Calais, fin février, par Pierre Mauroy.

En compensation de cette aide de l'Etat, le ministre de la mer va s'efforcer de faire comprendre aux dirigeants de Dubigeon que le gouvernement est en droit d'attendre de leur part davantage de bonne volonté dans le processus de rapprochement avec les Chantiers de l'Atlantique : un mariage de raison à défaut d'un mariage d'amour.

JEAN-CLAUDE MURGALÉ.

TRANSPORTS

CORRESPONDANCE

Contre la suppression de la première classe dans le métro

Mme Y. Raymond, de Saint-Maurice, dans la Val-de-Marne, nous adresse le double de la lettre qu'elle vient d'envoyer à M. Charles Fiterman, ministre des transports. En voici les passages essentiels.

Des millions de personnes et moi-même habitons la proche banlieue parisienne et travaillons à Paris même. Pour nous rendre de notre domicile à notre lieu de travail et en revenir, nous utilisons le métro. Pour ma part, j'utilise exclusivement ce moyen de transport depuis plus de trente-cinq ans. Je dois dire qu'avec toutes mes activités quotidiennes (professionnelles, familiales et ménagères) mes journées de « travailleuse » sont extrêmement remplies, et parfois bien fatigantes. Mais, jusqu'au 1^{er} mars (lundi dernier), j'avais le droit de m'offrir, après une dure journée, la possibilité d'une piécette assise dans le métro, en rentrant chez moi vers 19 heures ou 19 h 30. Il ne suffisait pour cela de monter en première classe (car je ne trouve rien de mieux dans le fait d'acheter un carnet de tickets de première classe avec l'argent que j'ai gagné).

Je sais que certains individus — qui ne se privent pas pour rien au monde de leur paquet de cigarettes quotidiennes — ou de leur « apéro » rituel — trouvent cette dépense excessive. Je ne leur conteste pas le droit de s'offrir, comme ils l'entendent. Mais je considère tout aussi légitime mon droit de voyager, durant plus d'une heure chaque jour, dans les meilleures conditions possibles. Ce désir semble d'ailleurs partagé par de très nombreuses personnes, toutes celles qui, comme moi, avaient autrefois la liberté du choix.

Ne croyez surtout pas que les

wagons de première classe soient occupés par des gens épris de luxe ? (ceux-là n'ont rien de commun avec les gens qui polluent la capitale. Mais ceci est un autre problème).

Aux heures où je prends le métro, ce ne sont pas quelques personnes laborieuses qui profitent de ce temps de trajet inutilement perdu. Il n'y a pas de train pour se détendre un peu, ou encore — ce n'est pas rare — travailler sur des dossiers tirés d'un porte-documents, afin de ne pas gaspiller tout à fait les heures passées en déplacement.

En définitive, la mesure qui consiste à limiter de 9 heures à 17 heures le temps réservé aux voyageurs munis de tickets de première classe relève de la plus pure démagogie. Car si l'on réfléchit un peu sérieusement à la question, on arrive aussitôt à cette évidence : seules les personnes ayant assez de loisirs pour aller faire du shopping ou prendre le thé chez leurs amis bénéficient de cet horaire (à quelques rares exceptions près, bien entendu).

Edité par le S.A.R.L. Le Monde

Gérants : Jacques Faure, directeur de la publication, Claude Jolly.

Imprimerie de « Le Monde », 1, rue de Valenciennes, PARIS-IX.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57 437

I.S.S.N. : 0395-2037.

SI VOUS AVEZ UN PROBLÈME

« CHEVEUX »

pellentes, démangeaisons, cheveux gras, secs, cassants, etc. n'attendez pas qu'il soit trop tard pour vous faire soigner.

L'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP

spécialiste des soins du cheveu

— plus de 20 ans d'expérience —

vous offre un programme de votre cheveu

Prescriptions validées par :

4, rue de Castiglione, 75001 PARIS, TEL. (1) 280-38-94

EUROCAP : 9, place d'Erton, 57100 REIMS, tél. (26) 88 65-74

BOURBONNE : 40-42, AVENUE DE LA LIBERTÉ (78) 45-21-41 - ULLE (20) 81-24-19

LIMES (33) 34-12-20 - LYON (77) 83-00-78 - MULHOUSE (89) 45-40-48 - NANCY (54) 232-01-08 - NANTES (40) 44-74-47 - NERES (41) 23-23-23 - NIMES (91) 22-22-22 - NORD (59) 22-22-22

LE SALON DU LIVRE

Misère des traducteurs

« Le fait est que le secteur de la traduction ressemble plutôt à une jungle où l'éditeur se comporte comme un prédateur », nous disait un traducteur qui vit de son métier et réussit à gagner la SMIC. L'offre, en effet, est établie de gré à gré, c'est-à-dire que le traducteur a le droit d'accepter la proposition faite unilatéralement par l'éditeur... ou de faire autre chose.

La rémunération du traducteur, juridiquement, apparaît depuis la loi de 1957, comme un droit d'auteur de 1 % en général, plus rarement de 2 ou 3 %. Un à-valoir, calculé sur la base de 30 à 45 F la page dactylographiée, selon les éditeurs, lui est versé en trois tiers et représente, dans 95 % des cas, sa seule rémunération. Car, pour qu'il perçoive 1 ou 2 %, il faudrait que le livre dépasse 30 000 ou 35 000 exemplaires vendus, ce qui n'est pas commun. La plupart des traducteurs professionnels n'ont jamais touché autre chose que l'a-valoir, et le droit d'auteur n'est resté qu'une fiction.

Depuis longtemps, des négociations entre les éditeurs et les représentants des associations de traducteurs (Association des traducteurs littéraires de France et Société française des traducteurs) avaient été engagées afin d'améliorer les conditions matérielles des traducteurs. Ceux-ci demandaient notamment un prix plancher, c'est-à-dire un barème fixe minimum sur la base de 52 F la page dactylographiée de 1 500 signes — 75 F pour la russe ou le polonais —, ainsi qu'un pourcentage sur les droits d'auteur. Mais les éditeurs, « refusant d'aborder les aspects économiques et financiers du problème », les pourparlers ont été rompus en décembre 1980. Et n'ont jamais repris. Le système de la jungle continue de plus belle, d'autant plus qu'il semble, à ce que disent les traducteurs, qu'on assiste à une notable réduction du travail et que beaucoup de traducteurs qui vivaient jusqu'à l'heure actuelle, aucune offre. Devant des difficultés, l'éditeur fait des économies, et c'est la littérature étrangère qui est frappée en premier.

La situation des traducteurs est délicate. On est-ce donc qu'un traducteur professionnel ? Un diplômé d'une école, comme l'ESU (École supé-

On cherchera en vain, cette année, le stand des traducteurs sous la verrière du Grand Palais. Par ailleurs, ils avaient essayé d'exposer leurs difficultés et réclamaient sur une banderole « un statut qui leur permette de vivre décemment ». Ils ont disparu de ce Deuxième Salon du livre. Gommes, effacés les traducteurs ! Revoilà dans les ténèbres extérieures à leurs travaux à domicile, travailleurs indépendants mais payés qu'une femme de ménage, juri-

peurs d'interprètes et de traducteurs de l'université de Paris, qui n'admettent pas que des élèves titulaires d'un DEUG ou d'une licence ? Faut-il exclure les professeurs, qui fournissent souvent, presque gratuitement, le fruit de leurs travaux universitaires, sans intention de concurrence déloyale, mais qui sont également à l'origine de la découverte d'auteurs qu'aucun éditeur n'aurait pris le risque de publier ? Un traducteur professionnel serait-il simplement un « bon » traducteur ? Mais la pratique prouve qu'il n'y a guère de différence entre un bon et un mauvais traducteur en ce qui concerne la rétribution (parfois 1 F ou 2, comme une obole !). Donc un traducteur est quelqu'un qui arrive et dit : « Je suis traducteur ».

C'est pourquoi on trouve le meilleur et le pire, le merveilleux et l'incroyable, le médiocre, l'élégant, la plupart du temps, le lecteur — s'il y en a — ne se rendra pas compte qu'on a assassiné un auteur. S'il trouve le livre mauvais, il se dira qu'il ne fallait pas l'éditer (mais les rapports de lecture et les succès à l'étranger prouvaient le contraire), il ne se dira pas qu'il est mal traduit. Et c'est impardonnable.

On s'est beaucoup gaussé du fameux « général Staff », qui n'avait pas de prénom et qui, dans une traduction d'un livre d'Adam Ulam, apparaissait à la tête des armées de tous les pays belligérants, sans qu'aucun traducteur, relecteur, correcteur, éditeur ait remarqué qu'il s'agissait de « l'état-major général ».

Il y a eu aussi : « les matches de boxe du Jardin Madison » (Madison Square Garden), « le cheval de

quement assimilés à des auteurs, certes, mais à des auteurs sous-payés !

Est-ce en art ? Un métier ? Un moyen de transmission ?... La question ne se pose pas pour les traducteurs du commerce, ou de l'industrie : ils ont une valeur marchande inscrite dans le prix d'un produit qu'on vend. Mais pour celui qui veut faire découvrir un autre Edgar Poe, une autre Virginia Woolf ou un autre Pouchkine (et même Pouchkine,

race) (horse race : course de chevaux) et récemment, au même titre, « absence de malice » ingénue (absence de malice : « sans intention de nuire »).

Le plus, c'est de demander des traductions à des gens qui connaissent peut-être la langue de départ, mais sont incapables de s'exprimer en français : « Quelle belle journée ! sort-elle en dansant ? », « Comment vas-tu, rends-tu ? », « Bien des tentatives de derrière respectables donnaient sur des cours immondes ».

50 F pour un sonnet

Le professeur Elin Etkind, qui est le maître d'œuvre de l'édition de Pouchkine et d'une Anthologie de la poésie russe (à paraître chez Maspéro), publie ce mois-ci un essai fort utile, mais décevant, intitulé sans hypocrisie : *Un art en crise (L'âge d'homme)*. Il s'agit de la traduction des poètes.

« Demandez à un jeune Français, écrit-il, quel est son poète lyrique préféré : Keats ou Lamartine ? Heine ou Mickiewicz ? Akhmatova ou Blok, Schiller ou Rilke ? Pouchkine ou Machado ? Il vous prendra pour un fou ».

Arrivant de Leningrad, il y a moins de dix ans, cet exilé polyglotte a découvert, siérait, que des poètes comme Pétroff, Byron, Pouchkine, Goethe, n'existaient pas à l'école française, parce que nous étions « trop occupés à traduire les vers ». « S'ils ne traduisaient pas les langues étrangères, dit-il encore, comment les Français pourraient-ils savoir que Lermontov ou bien Rilke sont de remarquables poètes lyriques ? On les traduit d'habitude en prose ou en vers si contrefaits qu'il n'est guère possible de les lire, sinon en vue d'un examen ».

Avec un petit groupe d'amateurs, pas seulement universitaires, qui viennent régulièrement chez lui, Etkind organise ce travail qui consiste à retrouver la fonction artistique des œuvres ; ils ont travaillé quatre ans et demi sur Pouchkine, deux ans sur Lermontov.

Pour le plaisir. On prie, prie. Mais là aussi il est question de son. « J'ai constaté avec stupéfaction à mon arrivée en France que l'on fait payer à la page de poésie traduite ; Gallimard payait 30 F ! Maintenant, j'ai obtenu une amélioration : on me paie 250 F, ou même 3 F, le vers. Un sonnet, c'est quatorze vers... A 3 F le vers, cela fait 50 F le sonnet. Quelquefois, il faut un mois pour traduire un sonnet ! ».

René Fallet signe son livre le 30 Mars à partir de 16 H.

denoël

SALON DU LIVRE

STAND M 3

Des bouquins par milliers ! LES CLASSER, LES RANGER ? RAYONNAGES ET AGÈRES. A VOS MESURES. Équipez tout un mur pour un budget INCROYABLEMENT MODÈSTE.

avec la spécialiste LEROY FABRICANT qui a fait ses preuves « Le Monde » du 29-3-1979.

202, avenue du Maine, PARIS-14^e Tél. : 560-57-49 (Métro Alésia).

21 x 29,5, 280 p., nombr. ill. 150 F relié

Salon du Livre, stand G 13

EDITIONS DE LA REUNION DES MUSEES NATIONAUX 10, rue de l'Abbaye 75006 Paris

viens de paraître Collection « Albums »

LA CHRONOLOGIE IMPRESSIONNISTE

21 x 29,5, 280 p., nombr. ill. 150 F relié

Salon du Livre, stand G 13

Le Monde

est présent au Salon du livre

STAND A 19

Rencontrez les auteurs

ROBERT LAFFONT

SALON DU LIVRE DE PARIS

Mardi 30 et mercredi 31 mars

Signeront leurs livres au Stand ROBERT LAFFONT

Bernard Clavel

R. Cannavo

H. Quinquère

Danielle Décaré

Georges Irah

André Rêdros

Charlotte Le Villour

Claude Michelet

(Prix des Libraires 1981)

Henri Noguères

Claude Pailiat

Lionel Poillane

Ariane Randal

Catherine Salles

Poe et Woolf eux-mêmes...), il n'y a guère d'autre solution que de faire œuvre de philanthrope. « C'est déjà un plaisir que de traduire une œuvre que l'on aime », nous ont dit, cyniquement, plusieurs éditeurs que nous ne dénonçons pas.

L'enfer, quand on parle de la traduction, c'est qu'il y a une ambiguïté art/profession, et qu'on discute plus souvent de petits sous que d'art.

ou encore « l'abbé qui (les) sépare est si étroit qu'on pourrait se toucher les doigts d'un bord à l'autre » ! On n'a que l'embaras du choix.

Le bon traducteur, chevronné, consciencieux, rapide, n'a évidemment rien à voir avec ces gougnafiers qui lui font concurrence. Mais, dans l'état actuel, n'ayant pas de statut, il ne peut pas se défendre.

« Je ne suis pas un mécène »

L'éditeur Pierre Belfond ne craint pas de se rendre impopulaire en affirmant que le coût de la traduction grève souvent le prix d'un livre. « Je ne suis pas un mécène, explique-t-il. Supposons un livre de 700 pages (1.400 feuillets dactylographiés), dont la traduction représente 60 000 F. Si le livre était tiré à 10 000 exemplaires, la traduction reviendrait à 6 F par exemplaire... S'il s'agit d'un auteur connu, Graham Greene, Anthony Burgess, Stefan Zweig ou Colleen Mac Culough, on peut s'en sortir. Mais, quand il s'agit d'un premier roman de cinq cents pages, comment voulez-vous que l'éditeur accepte de le traduire, quand on ne peut pas le tirer à plus de 3 000 exemplaires ? »

Les éditeurs étrangers et leurs représentants, les agents, n'ont pas encore suffisamment pris conscience de ce problème. Il serait logique qu'ils établissent une « échelle de droits ». Jusqu'à 10 000 exemplaires, on ne paie rien, par exemple, que 5 % de droits d'auteur (on pourrait remonter à 10 ou 12 % ensuite). S'ils ne veulent pas comprendre, ce sera grave, non pas pour eux, mais pour les auteurs : on ne les traduira

plus et on choisira le best-seller, parce que, là, on amortit les droits de traduction, non pas sur 10 000, mais sur 30 ou 50 000 exemplaires.

« Ou alors il faudrait avoir des aides à la traduction, comme en versent déjà l'Allemagne, les Pays-Bas, la Norvège, l'Albanie, où des organismes parastatutaires donnent à l'éditeur étranger une subvention non remboursable, ce que ne font jamais les Américains ni les Anglais. »

Pierre Belfond oublie-t-il que, lorsque le livre est envoyé tout traduit de son pays d'origine, ce qui se fait de plus en plus, il est indispensable de payer quelqu'un pour le récrire ?

« Les traducteurs, continue-t-il, ne se rendent pas compte qu'on les paie même si on ne vend pas un exemplaire. En plus, la plupart n'acceptent de traduire que des ouvrages du plus haut rayon. Or un éditeur ne peut pas vivre que de chefs-d'œuvre. Il doit publier des livres alimentaires. On s'aperçoit peut-être que ceux-ci ne sont pas si mauvais s'ils étaient mieux traduits. Le pourcentage de bons traducteurs est très faible, croyez-moi. Mes bons traducteurs, je m'efforce de leur donner à tour de rôle des best-sellers, et ils s'enrichissent. Je publie chaque année une vingtaine de livres dont je suis personnellement, en signant le contrat, qu'ils me feront perdre entre 5 000 et 60 000 F par titre. J'accepte de perdre, disons, 1 million de francs par an parce que j'estime de mon devoir de publier certains auteurs. Mais

qu'on ne me demande pas de perdre davantage... »

De telles déclarations feront grincer les dents des traducteurs qui disent, eux : « Les éditeurs sont prêts à verser 300 000 F de droits pour avoir un titre, mais ils négocient avec nous sur 200 F. » L'un d'eux, excellent, et ne vivant que de ses traductions, parle ainsi de son métier : « Certes, je peux travailler chez moi, mais à condition que ce soit vingt heures par jour, dimanche compris, et que j'emporte ma machine à écrire en vacances... Je m'aperçois à la fin de l'année que j'ai difficilement atteint 8 000 F par mois. Et je sais que je suis une exception. »

« Est traducteur celui qui tire la plus grande partie de ses revenus de la traduction », tel devrait être le critère. Pour l'instant, l'inquiétude régnait. Bénéficiant depuis 1977 de la Sécurité sociale des auteurs, mais privés de congés payés, des allocations de chômage ou maladie, les traducteurs sont divisés sur la voie à suivre : créer un syndicat comparable au Syndicat du Livre ? Devenir les salariés des éditeurs ? Recevoir un forfait pour le travail fourni et un pourcentage en fonction des ventes et des droits annexes ? Réclamer un statut de traducteurs dans chaque maison d'édition (afin d'éviter le relecteur-récrivain) ? Etablir une discrimination d'après la qualité ? Etc.

Que faire pour rendre la traduction vivable et pour que vive la littérature traduite ? Car il est évident que, sans traducteurs, il n'existe pas de littérature étrangère, pas de courant pour féconder le génie français. Comme l'écrivait Remy de Gourmont, dans ses *Promenades littéraires* : « La vérité est que la littérature française, qui n'est si vivace parce qu'elle s'est constamment renouvelée, ne s'est jamais renouvelée que sous des souffles venus du dehors, souvent de très loin, et cela depuis les temps les plus anciens... »

NICOLE ZAND.

JEAN DUNS SCOT
ou LA REVOLUTION SUBTILE
CHRISTINE GOEME
Introduction avec
A. Compagnon, F. Gaboriau, J.L. Houdebine,
J.L. Marion, P.L. Mathieu, J. Quillet, Ph. Sollers,
H.J. Sticker, J. Verger, P. Vignaux
Emissions de **FRANCE-CULTURE**
FAC éditions Dimension **CHIRON**
SALON DU LIVRE - STAND P 9

CONRAD DETREZ
la guerre blanche
"Rapide, caustique, doux-amer, un roman plein de sève, une sotte nourrie de naïveté. Detrez a réussi son livre à merveille."
Méduse Garcia/Les Nouvelles Littéraires
"Un brin de Chaut et beaucoup de Tati Jurtuberli... C'est gai à fleur de larmes."
Patrick Grainville/L.S.S.
CALMANN-LÉVY
SALON DU LIVRE - STAND C 23

TWA vers et à l'intérieur des USA
New York: 2 vols quotidiens - 2995 F
Liaison sans escale en gros porteurs. Les vols continuent vers San Francisco, San Antonio, Houston et plus de 50 autres villes à l'intérieur des Etats-Unis.
Tarif Loisirs aller/retour. Deuxième vol à partir du 1^{er} avril 82.
Vous plaire, ça nous plaît
TWA

Le Monde

sports

SKI ALPIN

Phil Mahre détrône Ingemar Stenmark

Rien n'était joué chez les hommes comme chez les dames avant les dernières épreuves de la Coupe du monde de ski alpin qui ont eu lieu dans les stations voisines de Montgenèvre (France) et de San-Sicario (Italie) du 23 au 28 mars : l'Allemande de l'Ouest Irène Epple pouvait encore arithmétiquement battre la Suissesse Erika Hess au classement général, et le Suédois Ingemar Stenmark pouvait garder la maîtrise des disciplines techniques, la victoire générale étant acquise à l'Américain Phil Mahre depuis la mi-février.

En dépit de l'intérêt que ce suspense redonnait à une compétition moins passionnante depuis les Championnats du monde de Schladming (Autriche), la logique sportive a été respectée : l'avènement d'Erika, la nouvelle petite

reine du ski, a été confirmé, tandis que le « roi ingo » a été victime de l'insure du pouvoir.

Pendant que les trophées de cristal étaient remis aux lauréats 1982, les rivalités mesquines recommençaient d'agiter le clan français. Les entraîneurs des filles, qui ont gagné la coupe de descente avec Marie-Cécile Gros-Gaudenier, mais qui n'ont pas eu un seul succès en « spécial », ont en « géant », sont contestés par les responsables fédéraux, qui constatent que les responsables fédéraux, qui constatent que le seul médaillé d'or de la saison a été gagnée par Michel Viou dans le combiné des championnats du monde. La nomination d'un directeur technique national (D.T.N.) devrait être à même de calmer les querelles de personnes dans une fédération en ébullition depuis trop longtemps.

La fin d'un septennat

L'inventeur des piquets de slalom, le Français Steve McKinney, passe deux portes de l'équilibre, il est en pleine action. Il joue la Coupe du monde de slalom, un trophée qu'il a conquis sans discontinuer depuis 1976. Il force à son habitude sur les piquets, il porte d'ailleurs des gants spéciaux, presque des gants de boxe, qui lui permettent de les frapper pour mieux les écarter et prendre ainsi la ligne la plus droite, donc la plus rapide vers l'arrivée. Il ne lui reste plus qu'une dizaine d'obstacles et il aura partie gagnée. C'est alors que le ressort d'un pivot renvoie un piquet sur le visage du champion suédois. Le choc déplace ses lunettes. Il

porte les mains à son visage pour les remettre en place. Il est en perte d'équilibre, passe deux portes comme un funambule, se rétablit. Les lunettes le gênent encore. Il les déplace à nouveau, en perd une dans le virage, le traqueur de justesse mais à l'envers, pointe vers le ciel, comme une rapatriée. Et c'est ainsi qu'il passe la ligne d'arrivée. Battu et un peu ridicule.

La fin d'un règne sans partage de sept ans sur le slalom qui a été marqué par trois titres olympiques et deux titres olympiques aurait peut-être mérité d'être moins farce. Mais il n'est pas mauvais parfois que l'issue d'une grande compétition relève du comique. Ça se dégonfle et se dramatise l'importance. Ainsi, le ski est le plus prestigieux de la décennie, celui qui effaçait les pires difficultés, les plus tristes des parcours de « spécial » et de « géant » avec une insolence facilité, celui qu'on avait comparé à un ordinateur sur ski, se fiche un piquet dans la figure et termine en gesticulant comme un clown sur une peau de banane. Voilà qui ramène la haute compétition à son niveau originel, le jeu. D'ailleurs, il y a bien dans tout cela une morale.

Le moraliste, c'est Phil Mahre qui a gagné. C'est l'Américain de vingt-cinq ans, prématurément chauve, n'en finissant pas de se faire de la chevelure, il y a six ans, il était déjà un des meilleurs éléments de l'équipe américaine. Mais il se cassa deux fois coup sur coup les jambes. Deux ans de plâtre et de rééducation, puis de la suite à la suite, pour finir ses études. En 1976, on le retrouve à la cinquième place en slalom géant des Jeux olympiques. Le premier succès en Coupe du monde arrive l'année suivante. Aux Championnats du monde de 1978, il espère devenir le premier Américain couronné en « géant ». Mais Stenmark est intraitable. C'est échec lui fait prendre une décision capitale pour la suite : rétro, au lieu de se consacrer au slalom, il se consacre à l'« état de Washington », il part s'entraîner dans la sphère sud et s'attaque à la descente.

Dès lors, il va pouvoir mettre à profit le nouveau règlement de la Coupe du monde, qui favorise les concurrents engagés dans les trois disciplines — descente, « spécial », « géant » — un véritable règlement anti-Stenmark. En dépit d'une nouvelle fracture en 1979, Phil Mahre sera troisième de cette épreuve, ainsi que l'année suivante. Aux Jeux de Lake Placid, il compte battre Stenmark sur son terrain, mais une blessure le rend intouchable. Phil Mahre a alors envie de tout abandonner. La longue tournée hivernale du « cirque blanc » en Europe épuise beaucoup de garçon, qui aime vivre

entouré de ses six frères et sœurs. L'automne venu, on le retrouve néanmoins à l'entraînement sur les glaciers italiens. Et en 1981, il commence à être payé de son acharnement : au terme d'une saison très mouvementée, il bat Stenmark dans la dernière épreuve de la Coupe du monde à Laax, et gagne enfin le trophée de cristal. Pourtant son triomphe n'est pas complet. Il a marqué des points dans les combinés pour battre le Suédois, qui reste le meilleur dans les disciplines techniques.

La grande explication doit avoir lieu en 1982 aux Championnats du monde de Schladming. Erika tourne court. C'est pour son frère jumeau, Steve, qu'il tire les marrons du feu lors du slalom géant. Mais dans le spécial, Stenmark les pousse tous les deux au suicide, c'est-à-dire à l'extrême de vitesse, et s'empare de la victoire. Reste la Coupe du monde : cette année Phil Mahre gagne au classement général des 14 mi-février à nouveau grâce à ses places en combiné. Mais peut-il devancer le Suédois dans les disciplines techniques ? La réponse vient d'être donnée. Stenmark n'a pas eu après les Championnats du monde les ressources nerveuses suffisantes pour s'imposer pendant la tournée américaine. On le voit alors commettre des erreurs d'appréciation inhabituelles. On de voit aussi effectuer des sorties de route tout à fait exceptionnelles. Le ski est toujours aussi extraordinaire dans les piquets, mais le chronométré ne lui accorde plus une souveraineté incontestable lors des secondes manches.

Jusqu'aux finales de Montgenèvre, le Suédois peut cependant renverser la situation à son profit. Jusqu'à ce qu'un piquet se mette en travers de sa route. De toutes les façons, Phil Mahre a pris l'ascendant et la chance sourit de préférence au plus fort. En l'occurrence, le plus fort poura désormais servir aussi de modèle à ceux que la rigueur du chronométré agacait : Mahre semble toujours se battre sur la neige, mais en fait il effectue ses déplacements du poids du corps d'un ski sur l'autre à une vitesse prodigieuse qui le maintient en une position permanente. Ça passe ou ça casse. Cette année, Phil Mahre a fini par passer.

ALAIN GIRAUDD.

Les résultats

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE (Trente-deuxième journée)

« Le Mans » b. « Monaco » 94-81
« Limoges » b. « Avignon » 92-83
« Valenciennes » b. « Bourges » 94-78
« Châlons » b. « Antibes » 81-62
« Metz » b. « Poitiers » 85-77
« Mulhouse » b. « Rouen » 76-76

CLASSIFICATION FINALE (par points)

1. Le Mans 70 ; 2. Limoges 68 ; 3. Valenciennes 55 ; 4. Tours 53 ; 5. Antibes 49 ; 6. Avignon 44 ; 7. Mulhouse 44 ; 8. Vichy 43 ; 9. Châlons 42 ; 10. Rouen 40 ; 11. Metz 39 ; 12. Poitiers 38 ; 13. Bourges 37 ; 14. Nancy 36 ; 15. Strasbourg 35 ; 16. Orléans 34 ; 17. Clermont 33 ; 18. Dijon 32 ; 19. Caen 31 ; 20. Pau 30 ; 21. Brest 29 ; 22. Reims 28 ; 23. Montpellier 27 ; 24. Nanterre 26 ; 25. Cholet 25 ; 26. Bourneville 24 ; 27. Evry 23 ; 28. Pau-Lacq 22 ; 29. Dunkerque 21 ; 30. Valenciennes 20 ; 31. Amiens 19 ; 32. Châteauroux 18 ; 33. Limoges 17 ; 34. Pau-Lacq 16 ; 35. Dunkerque 15 ; 36. Valenciennes 14 ; 37. Amiens 13 ; 38. Châteauroux 12 ; 39. Limoges 11 ; 40. Pau-Lacq 10 ; 41. Dunkerque 9 ; 42. Valenciennes 8 ; 43. Amiens 7 ; 44. Châteauroux 6 ; 45. Limoges 5 ; 46. Pau-Lacq 4 ; 47. Dunkerque 3 ; 48. Valenciennes 2 ; 49. Amiens 1 ; 50. Châteauroux 0 ; 51. Limoges 0 ; 52. Pau-Lacq 0 ; 53. Dunkerque 0 ; 54. Valenciennes 0 ; 55. Amiens 0 ; 56. Châteauroux 0 ; 57. Limoges 0 ; 58. Pau-Lacq 0 ; 59. Dunkerque 0 ; 60. Valenciennes 0 ; 61. Amiens 0 ; 62. Châteauroux 0 ; 63. Limoges 0 ; 64. Pau-Lacq 0 ; 65. Dunkerque 0 ; 66. Valenciennes 0 ; 67. Amiens 0 ; 68. Châteauroux 0 ; 69. Limoges 0 ; 70. Pau-Lacq 0 ; 71. Dunkerque 0 ; 72. Valenciennes 0 ; 73. Amiens 0 ; 74. Châteauroux 0 ; 75. Limoges 0 ; 76. Pau-Lacq 0 ; 77. Dunkerque 0 ; 78. Valenciennes 0 ; 79. Amiens 0 ; 80. Châteauroux 0 ; 81. Limoges 0 ; 82. Pau-Lacq 0 ; 83. Dunkerque 0 ; 84. Valenciennes 0 ; 85. Amiens 0 ; 86. Châteauroux 0 ; 87. Limoges 0 ; 88. Pau-Lacq 0 ; 89. Dunkerque 0 ; 90. Valenciennes 0 ; 91. Amiens 0 ; 92. Châteauroux 0 ; 93. Limoges 0 ; 94. Pau-Lacq 0 ; 95. Dunkerque 0 ; 96. Valenciennes 0 ; 97. Amiens 0 ; 98. Châteauroux 0 ; 99. Limoges 0 ; 100. Pau-Lacq 0 ; 101. Dunkerque 0 ; 102. Valenciennes 0 ; 103. Amiens 0 ; 104. Châteauroux 0 ; 105. Limoges 0 ; 106. Pau-Lacq 0 ; 107. Dunkerque 0 ; 108. Valenciennes 0 ; 109. Amiens 0 ; 110. Châteauroux 0 ; 111. Limoges 0 ; 112. Pau-Lacq 0 ; 113. Dunkerque 0 ; 114. Valenciennes 0 ; 115. Amiens 0 ; 116. Châteauroux 0 ; 117. Limoges 0 ; 118. Pau-Lacq 0 ; 119. Dunkerque 0 ; 120. Valenciennes 0 ; 121. Amiens 0 ; 122. Châteauroux 0 ; 123. Limoges 0 ; 124. Pau-Lacq 0 ; 125. Dunkerque 0 ; 126. Valenciennes 0 ; 127. Amiens 0 ; 128. Châteauroux 0 ; 129. Limoges 0 ; 130. Pau-Lacq 0 ; 131. Dunkerque 0 ; 132. Valenciennes 0 ; 133. Amiens 0 ; 134. Châteauroux 0 ; 135. Limoges 0 ; 136. Pau-Lacq 0 ; 137. Dunkerque 0 ; 138. Valenciennes 0 ; 139. Amiens 0 ; 140. Châteauroux 0 ; 141. Limoges 0 ; 142. Pau-Lacq 0 ; 143. Dunkerque 0 ; 144. Valenciennes 0 ; 145. Amiens 0 ; 146. Châteauroux 0 ; 147. Limoges 0 ; 148. Pau-Lacq 0 ; 149. Dunkerque 0 ; 150. Valenciennes 0 ; 151. Amiens 0 ; 152. Châteauroux 0 ; 153. Limoges 0 ; 154. Pau-Lacq 0 ; 155. Dunkerque 0 ; 156. Valenciennes 0 ; 157. Amiens 0 ; 158. Châteauroux 0 ; 159. Limoges 0 ; 160. Pau-Lacq 0 ; 161. Dunkerque 0 ; 162. Valenciennes 0 ; 163. Amiens 0 ; 164. Châteauroux 0 ; 165. Limoges 0 ; 166. Pau-Lacq 0 ; 167. Dunkerque 0 ; 168. Valenciennes 0 ; 169. Amiens 0 ; 170. Châteauroux 0 ; 171. Limoges 0 ; 172. Pau-Lacq 0 ; 173. Dunkerque 0 ; 174. Valenciennes 0 ; 175. Amiens 0 ; 176. Châteauroux 0 ; 177. Limoges 0 ; 178. Pau-Lacq 0 ; 179. Dunkerque 0 ; 180. Valenciennes 0 ; 181. Amiens 0 ; 182. Châteauroux 0 ; 183. Limoges 0 ; 184. Pau-Lacq 0 ; 185. Dunkerque 0 ; 186. Valenciennes 0 ; 187. Amiens 0 ; 188. Châteauroux 0 ; 189. Limoges 0 ; 190. Pau-Lacq 0 ; 191. Dunkerque 0 ; 192. Valenciennes 0 ; 193. Amiens 0 ; 194. Châteauroux 0 ; 195. Limoges 0 ; 196. Pau-Lacq 0 ; 197. Dunkerque 0 ; 198. Valenciennes 0 ; 199. Amiens 0 ; 200. Châteauroux 0 ; 201. Limoges 0 ; 202. Pau-Lacq 0 ; 203. Dunkerque 0 ; 204. Valenciennes 0 ; 205. Amiens 0 ; 206. Châteauroux 0 ; 207. Limoges 0 ; 208. Pau-Lacq 0 ; 209. Dunkerque 0 ; 210. Valenciennes 0 ; 211. Amiens 0 ; 212. Châteauroux 0 ; 213. Limoges 0 ; 214. Pau-Lacq 0 ; 215. Dunkerque 0 ; 216. Valenciennes 0 ; 217. Amiens 0 ; 218. Châteauroux 0 ; 219. Limoges 0 ; 220. Pau-Lacq 0 ; 221. Dunkerque 0 ; 222. Valenciennes 0 ; 223. Amiens 0 ; 224. Châteauroux 0 ; 225. Limoges 0 ; 226. Pau-Lacq 0 ; 227. Dunkerque 0 ; 228. Valenciennes 0 ; 229. Amiens 0 ; 230. Châteauroux 0 ; 231. Limoges 0 ; 232. Pau-Lacq 0 ; 233. Dunkerque 0 ; 234. Valenciennes 0 ; 235. Amiens 0 ; 236. Châteauroux 0 ; 237. Limoges 0 ; 238. Pau-Lacq 0 ; 239. Dunkerque 0 ; 240. Valenciennes 0 ; 241. Amiens 0 ; 242. Châteauroux 0 ; 243. Limoges 0 ; 244. Pau-Lacq 0 ; 245. Dunkerque 0 ; 246. Valenciennes 0 ; 247. Amiens 0 ; 248. Châteauroux 0 ; 249. Limoges 0 ; 250. Pau-Lacq 0 ; 251. Dunkerque 0 ; 252. Valenciennes 0 ; 253. Amiens 0 ; 254. Châteauroux 0 ; 255. Limoges 0 ; 256. Pau-Lacq 0 ; 257. Dunkerque 0 ; 258. Valenciennes 0 ; 259. Amiens 0 ; 260. Châteauroux 0 ; 261. Limoges 0 ; 262. Pau-Lacq 0 ; 263. Dunkerque 0 ; 264. Valenciennes 0 ; 265. Amiens 0 ; 266. Châteauroux 0 ; 267. Limoges 0 ; 268. Pau-Lacq 0 ; 269. Dunkerque 0 ; 270. Valenciennes 0 ; 271. Amiens 0 ; 272. Châteauroux 0 ; 273. Limoges 0 ; 274. Pau-Lacq 0 ; 275. Dunkerque 0 ; 276. Valenciennes 0 ; 277. Amiens 0 ; 278. Châteauroux 0 ; 279. Limoges 0 ; 280. Pau-Lacq 0 ; 281. Dunkerque 0 ; 282. Valenciennes 0 ; 283. Amiens 0 ; 284. Châteauroux 0 ; 285. Limoges 0 ; 286. Pau-Lacq 0 ; 287. Dunkerque 0 ; 288. Valenciennes 0 ; 289. Amiens 0 ; 290. Châteauroux 0 ; 291. Limoges 0 ; 292. Pau-Lacq 0 ; 293. Dunkerque 0 ; 294. Valenciennes 0 ; 295. Amiens 0 ; 296. Châteauroux 0 ; 297. Limoges 0 ; 298. Pau-Lacq 0 ; 299. Dunkerque 0 ; 300. Valenciennes 0 ; 301. Amiens 0 ; 302. Châteauroux 0 ; 303. Limoges 0 ; 304. Pau-Lacq 0 ; 305. Dunkerque 0 ; 306. Valenciennes 0 ; 307. Amiens 0 ; 308. Châteauroux 0 ; 309. Limoges 0 ; 310. Pau-Lacq 0 ; 311. Dunkerque 0 ; 312. Valenciennes 0 ; 313. Amiens 0 ; 314. Châteauroux 0 ; 315. Limoges 0 ; 316. Pau-Lacq 0 ; 317. Dunkerque 0 ; 318. Valenciennes 0 ; 319. Amiens 0 ; 320. Châteauroux 0 ; 321. Limoges 0 ; 322. Pau-Lacq 0 ; 323. Dunkerque 0 ; 324. Valenciennes 0 ; 325. Amiens 0 ; 326. Châteauroux 0 ; 327. Limoges 0 ; 328. Pau-Lacq 0 ; 329. Dunkerque 0 ; 330. Valenciennes 0 ; 331. Amiens 0 ; 332. Châteauroux 0 ; 333. Limoges 0 ; 334. Pau-Lacq 0 ; 335. Dunkerque 0 ; 336. Valenciennes 0 ; 337. Amiens 0 ; 338. Châteauroux 0 ; 339. Limoges 0 ; 340. Pau-Lacq 0 ; 341. Dunkerque 0 ; 342. Valenciennes 0 ; 343. Amiens 0 ; 344. Châteauroux 0 ; 345. Limoges 0 ; 346. Pau-Lacq 0 ; 347. Dunkerque 0 ; 348. Valenciennes 0 ; 349. Amiens 0 ; 350. Châteauroux 0 ; 351. Limoges 0 ; 352. Pau-Lacq 0 ; 353. Dunkerque 0 ; 354. Valenciennes 0 ; 355. Amiens 0 ; 356. Châteauroux 0 ; 357. Limoges 0 ; 358. Pau-Lacq 0 ; 359. Dunkerque 0 ; 360. Valenciennes 0 ; 361. Amiens 0 ; 362. Châteauroux 0 ; 363. Limoges 0 ; 364. Pau-Lacq 0 ; 365. Dunkerque 0 ; 366. Valenciennes 0 ; 367. Amiens 0 ; 368. Châteauroux 0 ; 369. Limoges 0 ; 370. Pau-Lacq 0 ; 371. Dunkerque 0 ; 372. Valenciennes 0 ; 373. Amiens 0 ; 374. Châteauroux 0 ; 375. Limoges 0 ; 376. Pau-Lacq 0 ; 377. Dunkerque 0 ; 378. Valenciennes 0 ; 379. Amiens 0 ; 380. Châteauroux 0 ; 381. Limoges 0 ; 382. Pau-Lacq 0 ; 383. Dunkerque 0 ; 384. Valenciennes 0 ; 385. Amiens 0 ; 386. Châteauroux 0 ; 387. Limoges 0 ; 388. Pau-Lacq 0 ; 389. Dunkerque 0 ; 390. Valenciennes 0 ; 391. Amiens 0 ; 392. Châteauroux 0 ; 393. Limoges 0 ; 394. Pau-Lacq 0 ; 395. Dunkerque 0 ; 396. Valenciennes 0 ; 397. Amiens 0 ; 398. Châteauroux 0 ; 399. Limoges 0 ; 400. Pau-Lacq 0 ; 401. Dunkerque 0 ; 402. Valenciennes 0 ; 403. Amiens 0 ; 404. Châteauroux 0 ; 405. Limoges 0 ; 406. Pau-Lacq 0 ; 407. Dunkerque 0 ; 408. Valenciennes 0 ; 409. Amiens 0 ; 410. Châteauroux 0 ; 411. Limoges 0 ; 412. Pau-Lacq 0 ; 413. Dunkerque 0 ; 414. Valenciennes 0 ; 415. Amiens 0 ; 416. Châteauroux 0 ; 417. Limoges 0 ; 418. Pau-Lacq 0 ; 419. Dunkerque 0 ; 420. Valenciennes 0 ; 421. Amiens 0 ; 422. Châteauroux 0 ; 423. Limoges 0 ; 424. Pau-Lacq 0 ; 425. Dunkerque 0 ; 426. Valenciennes 0 ; 427. Amiens 0 ; 428. Châteauroux 0 ; 429. Limoges 0 ; 430. Pau-Lacq 0 ; 431. Dunkerque 0 ; 432. Valenciennes 0 ; 433. Amiens 0 ; 434. Châteauroux 0 ; 435. Limoges 0 ; 436. Pau-Lacq 0 ; 437. Dunkerque 0 ; 438. Valenciennes 0 ; 439. Amiens 0 ; 440. Châteauroux 0 ; 441. Limoges 0 ; 442. Pau-Lacq 0 ; 443. Dunkerque 0 ; 444. Valenciennes 0 ; 445. Amiens 0 ; 446. Châteauroux 0 ; 447. Limoges 0 ; 448. Pau-Lacq 0 ; 449. Dunkerque 0 ; 450. Valenciennes 0 ; 451. Amiens 0 ; 452. Châteauroux 0 ; 453. Limoges 0 ; 454. Pau-Lacq 0 ; 455. Dunkerque 0 ; 456. Valenciennes 0 ; 457. Amiens 0 ; 458. Châteauroux 0 ; 459. Limoges 0 ; 460. Pau-Lacq 0 ; 461. Dunkerque 0 ; 462. Valenciennes 0 ; 463. Amiens 0 ; 464. Châteauroux 0 ; 465. Limoges 0 ; 466. Pau-Lacq 0 ; 467. Dunkerque 0 ; 468. Valenciennes 0 ; 469. Amiens 0 ; 470. Châteauroux 0 ; 471. Limoges 0 ; 472. Pau-Lacq 0 ; 473. Dunkerque 0 ; 474. Valenciennes 0 ; 475. Amiens 0 ; 476. Châteauroux 0 ; 477. Limoges 0 ; 478. Pau-Lacq 0 ; 479. Dunkerque 0 ; 480. Valenciennes 0 ; 481. Amiens 0 ; 482. Châteauroux 0 ; 483. Limoges 0 ; 484. Pau-Lacq 0 ; 485. Dunkerque 0 ; 486. Valenciennes 0 ; 487. Amiens 0 ; 488. Châteauroux 0 ; 489. Limoges 0 ; 490. Pau-Lacq 0 ; 491. Dunkerque 0 ; 492. Valenciennes 0 ; 493. Amiens 0 ; 494. Châteauroux 0 ; 495. Limoges 0 ; 496. Pau-Lacq 0 ; 497. Dunkerque 0 ; 498. Valenciennes 0 ; 499. Amiens 0 ; 500. Châteauroux 0 ; 501. Limoges 0 ; 502. Pau-Lacq 0 ; 503. Dunkerque 0 ; 504. Valenciennes 0 ; 505. Amiens 0 ; 506. Châteauroux 0 ; 507. Limoges 0 ; 508. Pau-Lacq 0 ; 509. Dunkerque 0 ; 510. Valenciennes 0 ; 511. Amiens 0 ; 512. Châteauroux 0 ; 513. Limoges 0 ; 514. Pau-Lacq 0 ; 515. Dunkerque 0 ; 516. Valenciennes 0 ; 517. Amiens 0 ; 518. Châteauroux 0 ; 519. Limoges 0 ; 520. Pau-Lacq 0 ; 521. Dunkerque 0 ; 522. Valenciennes 0 ; 523. Amiens 0 ; 524. Châteauroux 0 ; 525. Limoges 0 ; 526. Pau-Lacq 0 ; 527. Dunkerque 0 ; 528. Valenciennes 0 ; 529. Amiens 0 ; 530. Châteauroux 0 ; 531. Limoges 0 ; 532. Pau-Lacq 0 ; 533. Dunkerque 0 ; 534. Valenciennes 0 ; 535. Amiens 0 ; 536. Châteauroux 0 ; 537. Limoges 0 ; 538. Pau-Lacq 0 ; 539. Dunkerque 0 ; 540. Valenciennes 0 ; 541. Amiens 0 ; 542. Châteauroux 0 ; 543. Limoges 0 ; 544. Pau-Lacq 0 ; 545. Dunkerque 0 ; 546. Valenciennes 0 ; 547. Amiens 0 ; 548. Châteauroux 0 ; 549. Limoges 0 ; 550. Pau-Lacq 0 ; 551. Dunkerque 0 ; 552. Valenciennes 0 ; 553. Amiens 0 ; 554. Châteauroux 0 ; 555. Limoges 0 ; 556. Pau-Lacq 0 ; 557. Dunkerque 0 ; 558. Valenciennes 0 ; 559. Amiens 0 ; 560. Châteauroux 0 ; 561. Limoges 0 ; 562. Pau-Lacq 0 ; 563. Dunkerque 0 ; 564. Valenciennes 0 ; 565. Amiens 0 ; 566. Châteauroux 0 ; 567. Limoges 0 ; 568. Pau-Lacq 0 ; 569. Dunkerque 0 ; 570. Valenciennes 0 ; 571. Amiens 0 ; 572. Châteauroux 0 ; 573. Limoges 0 ; 574. Pau-Lacq 0 ; 575. Dunkerque 0 ; 576. Valenciennes 0 ; 577. Amiens 0 ; 578. Châteauroux 0 ; 579. Limoges 0 ; 580. Pau-Lacq 0 ; 581. Dunkerque 0 ; 582. Valenciennes 0 ; 583. Amiens 0 ; 584. Châteauroux 0 ; 585. Limoges 0 ; 586. Pau-Lacq 0 ; 587. Dunkerque 0 ; 588. Valenciennes 0 ; 589. Amiens 0 ; 590. Châteauroux 0 ; 591. Limoges 0 ; 592. Pau-Lacq 0 ; 593. Dunkerque 0 ; 594. Valenciennes 0 ; 595. Amiens 0 ; 596. Châteauroux 0 ; 597. Limoges 0 ; 598. Pau-Lacq 0 ; 599. Dunkerque 0 ; 600. Valenciennes 0 ; 601. Amiens 0 ; 602. Châteauroux 0 ; 603. Limoges 0 ; 604. Pau-Lacq 0 ; 605. Dunkerque 0 ; 606. Valenciennes 0 ; 607. Amiens 0 ; 608. Châteauroux 0 ; 609. Limoges 0 ; 610. Pau-Lacq 0 ; 611. Dunkerque 0 ; 612. Valenciennes 0 ; 613. Amiens 0 ; 614. Châteauroux 0 ; 615. Limoges 0 ; 616. Pau-Lacq 0 ; 617. Dunkerque 0 ; 618. Valenciennes 0 ; 619. Amiens 0 ; 620. Châteauroux 0 ; 621. Limoges 0 ; 622. Pau-Lacq 0 ; 623. Dunkerque 0 ; 624. Valenciennes 0 ; 625. Amiens 0 ; 626. Châteauroux 0 ; 627. Limoges 0 ; 628. Pau-Lacq 0 ; 629. Dunkerque 0 ; 630. Valenciennes 0 ; 631. Amiens 0 ; 632. Châteauroux 0 ; 633. Limoges 0 ; 634. Pau-Lacq 0 ; 635. Dunkerque 0 ; 636. Valenciennes 0 ; 637. Amiens 0 ; 638. Châteauroux 0 ; 639. Limoges 0 ; 640. Pau-Lacq 0 ; 641. Dunkerque 0 ; 642. Valenciennes 0 ; 643. Amiens 0 ; 644. Châteauroux 0 ; 645. Limoges 0 ; 646. Pau-Lacq 0 ; 647. Dunkerque 0 ; 648. Valenciennes 0 ; 649. Amiens 0 ; 650. Châteauroux 0 ; 651. Limoges 0 ; 652. Pau-Lacq 0 ; 653. Dunkerque 0 ; 654. Valenciennes 0 ; 655. Amiens 0 ; 656. Châteauroux 0 ; 657. Limoges 0 ; 658. Pau-Lacq 0 ; 659. Dunkerque 0 ; 660. Valenciennes 0 ; 661. Amiens 0 ; 662. Châteauroux 0 ; 663. Limoges 0 ; 664. Pau-Lacq 0 ; 665. Dunkerque 0 ; 666. Valenciennes 0 ; 667. Amiens 0 ; 668. Châteauroux 0 ; 669. Limoges 0 ; 670. Pau-Lacq 0 ; 671. Dunkerque 0 ; 672. Valenciennes 0 ; 673. Amiens 0 ; 674. Châteauroux 0 ; 675. Limoges 0 ; 676. Pau-Lacq 0 ; 677. Dunkerque 0 ; 678. Valenciennes 0 ; 679. Amiens 0 ; 680. Châteauroux 0 ; 681. Limoges 0 ; 682. Pau-Lacq 0 ; 683. Dunkerque 0 ; 684. Valenciennes 0 ; 685. Amiens 0 ; 686. Châteauroux 0 ; 687. Limoges 0 ; 688. Pau-Lacq 0 ; 689. Dunkerque 0 ; 690. Valenciennes 0 ; 691. Amiens 0 ; 692. Châteauroux 0 ; 693. Limoges 0 ; 694. Pau-Lacq 0 ; 695. Dunkerque 0 ; 696. Valenciennes 0 ; 697. Amiens 0 ; 698. Châteauroux 0 ; 699. Limoges 0 ; 700. Pau-Lacq 0 ; 701. Dunkerque 0 ; 702. Valenciennes 0 ; 703. Amiens 0 ; 704. Châteauroux 0 ; 705. Limoges 0 ; 706. Pau-Lacq 0 ; 707. Dunkerque 0 ; 708. Valenciennes 0 ; 709. Amiens 0 ; 710. Châteauroux 0 ; 711. Limoges 0 ; 712. Pau-Lacq 0 ; 713. Dunkerque 0 ; 714. Valenciennes 0 ; 715. Amiens 0 ; 716. Châteauroux 0 ; 717. Limoges 0 ; 718. Pau-Lacq 0 ; 719. Dunkerque 0 ; 720. Valenciennes 0 ; 721. Amiens 0 ; 722. Châteauroux 0 ; 723. Limoges 0 ; 724. Pau-Lacq 0 ; 725. Dunkerque 0 ; 726. Valenciennes 0 ; 727. Amiens 0 ; 728. Châteauroux 0 ; 729. Limoges 0 ; 730. Pau-Lacq 0 ; 731. Dunkerque 0 ; 732. Valenciennes 0 ; 733. Amiens 0 ; 734. Châteauroux 0 ; 735. Limoges 0 ; 736. Pau-Lacq 0 ; 737. Dunkerque 0 ; 738. Valenciennes 0 ; 739. Amiens 0 ; 740. Châteauroux 0 ; 741. Limoges 0 ; 742. Pau-Lacq 0 ; 743. Dunkerque 0 ; 744. Valenciennes 0 ; 745. Amiens 0 ; 746. Châteauroux 0 ; 747. Limoges 0 ; 748. Pau-Lacq 0 ; 749. Dunkerque 0 ; 750. Valenciennes 0 ; 751. Amiens 0 ; 752. Châteauroux 0 ; 753. Limoges 0 ; 754. Pau-Lacq 0 ; 755. Dunkerque 0 ; 756. Valenciennes 0 ; 757. Amiens 0 ; 758. Châteauroux 0 ; 759. Limoges 0 ; 760. Pau-Lacq 0 ; 761. Dunkerque 0 ; 762. Valenciennes 0 ; 763. Amiens 0 ; 764. Châteauroux 0 ; 765. Limoges 0 ; 766. Pau-Lacq 0 ; 767. Dunkerque 0 ; 768. Valenciennes 0 ; 769. Amiens 0 ; 770. Châteauroux 0 ; 771. Limoges 0 ; 772. Pau-Lacq 0 ; 773. Dunkerque 0 ; 774. Valenciennes 0 ; 775. Amiens 0 ; 776. Châteauroux 0 ; 777. Limoges 0 ; 778. Pau-Lacq 0 ; 779. Dunkerque 0 ; 780. Valenciennes 0 ; 781. Amiens 0 ; 782. Châteauroux 0 ; 783. Limoges 0 ; 784. Pau-Lacq 0 ; 785. Dunkerque 0 ; 786. Valenciennes 0 ; 787. Amiens 0 ; 788. Châteauroux 0 ; 789. Limoges 0 ; 790. Pau-Lacq 0 ; 791. Dunkerque 0 ; 792. Valenciennes 0 ; 793. Amiens 0 ; 794. Châteauroux 0 ; 795. Limoges 0 ; 796. Pau-Lacq 0 ; 797. Dunkerque 0 ; 798. Valenciennes 0 ; 799. Amiens 0 ; 800. Châteauroux 0 ; 801. Limoges 0 ; 802. Pau-Lacq 0 ; 803. Dunkerque 0 ; 804. Valenciennes 0 ; 805. Amiens 0 ; 806. Châteauroux 0 ; 807. Limoges 0 ; 808. Pau-Lacq 0 ; 809. Dunkerque 0 ; 810. Valenciennes 0 ; 811. Amiens 0 ; 812. Châteauroux 0 ; 813. Limoges 0 ; 814. Pau-Lacq 0 ; 815. Dunkerque 0 ; 816. Valenciennes 0 ; 817. Amiens 0 ; 818. Châteauroux 0 ; 819. Limoges 0 ; 820. Pau-Lacq 0 ; 821. Dunkerque 0 ; 822. Valenciennes 0 ; 823. Amiens 0 ; 824. Châteauroux 0 ; 825. Limoges 0 ; 826. Pau-Lacq 0 ; 827. Dunkerque 0 ; 828. Valenciennes 0 ; 829. Amiens 0 ; 830. Châteauroux 0 ; 831. Limoges 0 ; 832. Pau-Lacq 0 ; 833. Dunkerque 0 ; 834. Valenciennes 0 ; 835. Amiens 0 ; 836. Châteauroux 0 ; 837. Limoges 0 ; 838. Pau-Lacq 0 ; 839. Dunkerque 0 ; 840. Valenciennes 0 ; 841. Amiens 0 ; 842. Châteauroux 0 ; 843. Limoges 0 ; 844. Pau-Lacq 0 ; 845. Dunkerque 0 ; 846. Valenciennes 0 ; 847. Amiens 0 ; 848. Châteauroux 0 ; 849. Limoges 0 ; 850. Pau-Lacq 0 ; 851. Dunkerque 0 ; 852. Valenciennes 0 ; 853. Amiens 0 ; 854. Châteauroux 0 ; 855. Limoges 0 ; 856. Pau-Lacq 0 ; 857. Dunkerque 0 ; 858. Valenciennes 0 ; 859. Amiens 0 ; 860. Châteauroux 0 ; 861. Limoges 0 ; 862. Pau-Lacq 0 ; 863. Dunkerque 0 ; 864. Valenciennes 0 ; 865. Amiens 0 ; 866. Châteauroux 0 ; 867. Limoges 0 ; 868. Pau-Lacq 0 ; 869. Dunkerque 0 ; 870. Valenciennes 0 ; 871. Amiens 0 ; 872. Châteauroux 0 ; 873. Limoges 0 ; 874. Pau-Lacq 0 ; 875. Dunkerque 0 ; 876. Valenciennes 0 ; 877. Amiens 0 ; 878. Châteauroux 0 ; 879. Limoges 0 ; 880. Pau-Lacq 0 ; 881. Dunkerque 0 ; 882. Valenciennes 0 ; 883. Amiens 0 ; 884. Châteauroux 0 ; 885. Limoges 0 ; 886. Pau-Lacq 0 ; 887. Dunkerque 0 ; 888. Valenciennes 0 ; 889. Amiens 0 ; 890. Châteauroux 0 ; 891. Limoges 0 ; 892. Pau-Lacq 0 ; 893. Dunkerque 0 ; 894. Valenciennes 0 ; 895. Amiens 0 ; 896. Châteauroux 0 ; 897. Limoges 0 ; 898. Pau-Lacq 0 ; 899. Dunkerque 0 ; 900. Valenciennes 0 ; 901. Amiens 0 ; 902. Châteauroux 0 ; 903. Limoges 0 ; 904. Pau-Lacq 0 ; 905. Dunkerque 0 ; 906. Valenciennes 0 ; 907. Amiens 0 ; 908. Châteauroux 0 ; 909. Limoges 0 ; 910. Pau-Lacq 0 ; 911. Dunkerque 0 ; 912. Valenciennes 0 ; 913. Amiens 0 ; 914. Châteauroux 0 ; 915. Limoges 0 ; 916. Pau-Lacq 0 ; 917

Le Monde

culture

MUSIQUE

MONTEVERDI A TOURCOING

Radiographie de Martinoty

C'est à l'Atelier lyrique de l'Opéra du Nord que dirige Jean-Claude Malgoire, à Tourcoing, que l'on découvre le spectacle lyrique le plus riche, le plus intelligent, le plus parfait de la saison avec ce Couronnement de Poppée (1) réalisé par Jean-Louis Martinoty, dont on espère bien qu'il va circuler partout en France et à l'étranger, et éveiller les vives discussions qu'il mérite. Quel paradoxe après le râteau de l'Orfeo parisien pour lequel s'étaient associés deux de nos théâtres nationaux !

Après ceux de l'Opéra de Paris, il y a quatre ans, peu satisfaisant malgré Vickers et Jones, de Lyon où l'œuvre était sublimée par Corboz et Elio, et de Zurich où Harmoncourt et Ponnella en firent la plus pure beauté musicale à un baroque déchaîné, le Couronnement de Poppée, vu par Malgoire et Martinoty marque l'apogée du « critique », radiographie radicale de tous les aspects historiques, esthétiques, politiques, poétiques, sociaux, d'une partition, il est vrai, débordante de richesses, passée au crible par l'ordinateur impitoyable de Martinoty qui produit des flots de textes d'accompagnement dans le programme ; on ne peut qu'en recommander la lecture, et le spectacle demanderait également des volumes de commentaires.

C'est d'abord un Couronnement complet (près de quatre heures de spectacle), avec de nombreux fragments qui ne sont même pas dans le premier enregistrement d'Harmon-

court, le manuscrit de Naples intégral. Tentative intéressante et nécessaire, même si le découpage de certaines séquences, la longueur un peu écrasante de la soirée rendant difficiles les coupures pratiquées par d'autres versions (et dès l'origine par le manuscrit de Venise).

La magistrale interprétation de Jean-Claude Malgoire s'appuie sur un effectif réduit à l'essentiel, douze instrumentistes d'ailleurs excellents. S'ils ont un peu creusé dans les sonorités, ils sont utilisés avec une subtilité et une économie de timbres et de dessins telles qu'ils projettent au premier plan la moindre nuance d'un texte qui passe par toutes les couleurs de l'arc-en-ciel musical d'une époque qui a su en jouer avec une liberté jamais égale.

Et la même acuité se révèle — enfin — dans la beauté et la justesse de l'ornementation vocale chez quasi tous les chanteurs, pour la plupart de formation française, qui recueillent les fruits du travail acharné réalisés ces dernières années par Malgoire et William Christie notamment. Même avec des voix qui ne sont pas toutes exceptionnelles, ces fruits, au terme d'un long rodage (un mois et demi de répétitions), sont merveilleusement savoureux. On ne peut détailler ici ces nombreux artistes, parfaitement à l'aise dans leurs rôles, dont les chefs de file sont John Elwes (Néron), Zoltan Munoz (Poppée), Gregory Reinhart (Sénèque), François Le Roux (Othon), Brigitte Bellamy (Drusilla) et l'étonnissant Dominique Visse (page et Amour).

De tous les critères utilisés par Martinoty sort un Couronnement de Poppée follement vivant, un spectacle de très grand metteur en scène fournissant d'idées, stupéfiant de spontanéité et de naturel, largement inspiré de Veronès, Tijen et Tinnert, dont les costumes de Daniel Ogilviescent les magnificences et les charmes, dans des décors souvent charmants, mais un peu somnolents en raison de l'absence du plateau.

Il reste que le « critique » d'interprétation méritait d'être fait à tous les aspects de l'œuvre, voulant à tout prix éviter d'être dupé, produit à la longue une impression de dessèchement, de scepticisme railleur qui relève du dix-huitième siècle (du côté de Laclos et de Crébillon) plus que d'un dix-septième grandiose, encore frémissant des merveilleuses libertés conquises par la Renaissance. S'il est difficile de ne pas être conquis par les justifications de Martinoty, quel que chose de la sublimité effusive musicale de Monteverdi s'estompée et

se brouille. On daubera volontiers sur notre idéalisme indéfectible qui se voile les yeux ; après tout, la réalité est peut-être triste ? En tout cas ce spectacle étourdissant ne l'est pas, même s'il rabaisse, à l'excès pour mon goût, un génie lyrique qui transfigure autant qu'il peint.

JACQUES LONCHAMPT.
* Dernière représentation le 30 mars (20 heures).

(1). On laissera ici de côté la question de savoir si le Couronnement de Poppée est bien de Monteverdi, question sur laquelle s'est penché récemment un digne collègue. Historiquement intéressante, elle importe peu au débat.

THÉÂTRE

LE PRINCE DE HOMBURG, DE KLEIST, A L'ODÉON

Cherchez les mères des colonels

Dans son Prince de Hombourg, Kleist unit la poésie du rêve et la discipline de l'armée. Ce même alliage inhabituel soutient une autre œuvre allemande, le poème de Rilke, Vie et mort du cornette Christoph Rilke.

Sur le point de mourir, percé par plusieurs épées, l'officier de Rilke aimerait ne plus savoir ça, aimerait se réveiller. Ce qui ne lui est pas permis, puisqu'il est réveillé déjà. En revanche, le prince de Kleist, somnambule, est réveillé chronique.

Le guerrier qui raconte Rilke est violemment fixé à sa mère. Les souvenirs ou images de mères accompagnent la course de l'armée. Comme si chaque petite mère était l'Inde mère de tous. Le guerrier qui Kleist met en scène semble avoir ni mère ni père. Dans les deux œuvres, tout se passe comme si la guerre, le choc des armes insinuaient quelque part le dialogue entre la mère et le fils, un dialogue de pure solitude.

Ces deux poètes allemands observent une confusion, une ressemblance, entre la mère patrie et la mère tout court. Pour aller défendre au front sa mère patrie, le fils quitte et jurement, cesse de la protéger. L'acte parfait superposition de ces deux actes incompatibles assés le « décollage » de la réalité, ce tremblement de poésie qui infuse les deux œuvres.

Rejoignant son corps d'armée avec un sensible retard (car il n'a pu se réveiller à temps d'entre les bras d'une femme plus âgée que lui), le guerrier de Kleist n'encourt aucune sanction, du moins de la part de ses supérieurs ; mais le drapeau qu'il

porte prend feu. Au contraire, pour avoir lancé sa cavalerie avec quelques secondes d'avance, au mépris des ordres, le guerrier de Kleist passe en cour martiale, est condamné à mort.

C'est ici que l'on retrouve l'une des pensées constantes de Kleist : un abus de pouvoir, défini, localisé, provoque petit à petit une insurrection d'ensemble. Estimant que le prince de Hombourg est l'objet d'une injustice, tous les chefs d'armée se dressent contre l'autorité du chef suprême, le Grand Electeur.

Les poètes romantiques français n'ont aucunement pratiqué, comme l'ont fait leurs frères allemands, la psychanalyse des ames. Plutôt, ils ont eu l'instinct de l'histoire de campagne, ni la charge onirique du peloton d'exécution. C'est pourquoi cette pièce sublime de Kleist, le Prince de Hombourg, reste peu et mal lue ici, peu et mal jouée.

Pour la présentation de cette œuvre au Théâtre de l'Odéon, Patrick Guinand a réglé une mise en scène qui devient assez claire à partir du moment où la pièce tourne à des confits d'examen de conscience à propos du droit de désobéissance militaire.

Jean-Claude Jay joue le Grand Electeur avec finesse. Pierre Vial et Serge Krakowski figurent énergiquement les officiers en révolte. Le beau rôle du prince de Hombourg a été confié à Aurélien Recoing, qui a une jeunesse, une fougue.

MICHEL COURNOT.
* Odéon, 20 h 30.

A L'OPÉRA DE PARIS

Une « Tosca » bien tempérée

La nouvelle production de la Tosca de Puccini au Palais Garnier semble avoir pris un bon vent, si l'on en juge par les acclamations qui ont suivi, le 27 mars, la troisième représentation, seule ouverte à la presse. Dix-huit sont prévues qui vont succéder à Kiri Te Kanawa, Maria Stalham et Gwyneth Jones, Ernesto Veronelli remplaçant José Carreras et Giacomo Aragall, Selj Ozawa et Gianfranco Rivoli, Ingar Wixell restant l'inamovible Scarpia.

Spectacle de prestige donc pour l'Opéra (en coproduction avec la FNAC), confié à deux Français de talent, Jean-Claude Auvray et Jean-Paul Chamblais, enfin appelés à prendre leurs responsabilités. Le résultat, fort honorable, reste cependant en deçà de nos espérances ; une Tosca bien tempérée à tous les niveaux. La direction musicale, scénique, poétique d'Ozawa apparaît en général trop pâle pour nous tenir en haleine, excepté au deuxième acte, pendant les tortures, où l'intensité dramatique nous prend à la gorge.

Kiri Te Kanawa, très séduisante Florie Tosca, fait cependant des débuts assez timides ; si elle se bat avec vaillance, son attitude reste étonnamment placide lorsqu'elle n'est pas directement concernée par un jeu de scène précis. La plénitude de cette voix, merveilleuse de lumière, d'absence, de coloris exquis, convient d'avantage à Mozart et Strauss qu'à ce Puccini aux lignes vocales tendues et sensuelles ; on guette en vain les éclats terribles et ravageurs d'une Tosca italienne.

Ingar Wixell joue bien davantage son rôle de Scarpia, mais justement il joue, il n'est pas devenu Scarpia comme un Gobbli ou un Bacquer, dont on oubliât la véritable identité tant il nous imposait une terreur primitive. Physique impressionnant, belle voix dure, noire, un peu lourde, il donne cependant une base solide à la représentation, de même qu'Ernesto Veronelli, robuste et puissant Mario, bien que le timbre ait une couleur plus raupe que dorée ; et l'on citera parmi les « seconds couteaux » de ce drame sinistre les excellents Robert Duménil et Philippe Dumy.

Nouvelle lecture

Faute peut-être de pouvoir « actualiser » la Tosca sur cette scène nationale, comme l'avait réussi Pierre Constant dans le saisissant spectacle de l'Opéra de Paris du 24 janvier 1981, Jean-Claude Auvray en a cherché une nouvelle lecture à travers les décors, le surgissement du politique et la psychanalyse, dont le texte défilant de Marie-Françoise Vieuille, qui prétend éclairer, ne donne qu'une idée embrouillée et prétentieuse. La difficulté de travailler à l'Opéra avec des vedettes consacrées explique peut-être qu'on ne perçoive guère de nouvelles significatives, surtout du côté du « politique » (dénonciation du fascisme) et du « sado-masochisme ». Mais les intentions de cette bonne règle, pour une Tosca assez traditionnelle (avec d'excellents costumes de Franco Squarciapino), apparaîtront sans doute plus tard.

Les décors de Jean-Paul Chamblais indiquent en tout cas d'autres ambitions. Au premier acte, les abîmes de la belle chapelle gris-vert sont comme des tentacles, qui s'ouvrent pour laisser passage à Scarpia et à ses sbires, et dégage une vaste perspective jusqu'à ce trou de lumière et de liberté, au fond, comme un obturateur d'appareil photographique, par où Tosca s'évade, cependant que les coupes et vos très baroques de Saint-André della Valle se bousculent en une vision cubiste grandiose.

Puis le double guet-apens agencé par Scarpia se déroule dans une vaste salle du palais Farnèse, assez sinistre sous ses fenêtres béantes, et se joue autour d'une immense table de marbre (reposant sur des femmes nues qu'elle écrase) entre une fresque de Raphaël et « la Jugement dernier » de Michel-Ange, sculpté sur la porte des supplices. Enfin, après que le statue multicolore, qui domine le château Saint-Ange, se soit lentement élevée dans le ciel avec la brume du matin, le drame s'achève dans la brutalité du béton, sur un plan incliné qui mène vers un admirable ciel où des oiseaux promettent la liberté, ciel qui, après l'exécution de Mario, devient un brouillard neutre, abstrait, image du néant où Florie se jette.

Visions souvent belles, impressionnantes, mais aux significations assez incertaines, comme tout ce spectacle qui a peut-être trop voulu se dégarer de l'immédiateté tragique, vériste, combien efficace cependant, de Puccini. — J. L.

■ ERRATUM. — Des difficultés de transmission, pour l'article sur *Alceste*, à Bruxelles (le Monde du 28 mars), ont notamment transformé *Fidelio* en *Sibeline* et qualifié Sylvia Soss d'adorable plutôt que d'admirable, qualificatif qui lui convient mieux.

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION
HEBDOMADAIRE
spécialement destinée
à ses lecteurs
résident à l'étranger
Exemplaire spécimen sur demande

MERCREDI
MIZOGUCHI
de la
FEMMES NUIT
POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES
5 NOMINATIONS AUX OSCARS 82

INTELLIGENT
Une interprétation superbe de sensibilité, d'intelligence, d'émotion, de fermeté.
Jacques Siclier - LE MONDE
PARFAIT
Un film d'une maîtrise parfaite.
François Forestier - L'EXPRESSION
Meryl Streep
Jeremy Irons
La Maîtresse du Lieutenant Français

MERCREDI 31 MARS
LION D'OR AU FESTIVAL DE VENISE 1981
Les Années de plomb

MARGARETHE VON TROTTA
JUTTA LAMPE RÜDIGER VOGLER
BARBARA SUKOWA
Gaumont

ACTUELLEMENT
un film de
DIDIER HAUDEPIN
PACO L'INFALIBLE
PATRICK DEWAERE
LE THEATRE DE LA VILLE
THEATRE MUNICIPAL POPULAIRE
ANIMATEUR DIRECTEUR JEAN MEYER
continue
AU THEATRE DE PARIS
15 RUE BLANCHE - METRO TRINITE
20 h 30
places 32 F et 54 F
saison de danse
jusqu'au 3 avril
murray louis dance company
(USA)
chorégraphies
murray louis
2^e programme
à partir du 13 avril
sankai juku
(JAPON)
2 programmes
location
Théâtre de la Ville
274.22.77

ACTUELLEMENT
CHARLES AZNAVOUR
TIREZ sur le PIANISTE
MISE EN SCENE
FRANÇOIS TRUFFAUT
jusqu'au 15 avril
du lundi au samedi
rendez-vous obligatoire
Gare du Nord voie 13
pour le spectacle d'André Engel
DELL'INFERNO
présenté hors murs
par le Théâtre Gérard Philipe
avec
Laurent Terzieff - Ghedalia Tazartes
et les comédiens du Conservatoire National d'Art Dramatique de Paris
départ du train 21h40 précises
renseignements - réservations
243.00.59
LES FORUMS CINEMAS
EUROAMERICA FILMS PRESENTS
THOMAS YORKE
JAMES SPARTAN
ANDREW SKEWTON
DANS UN FILM DE
BILLY SOLO
LA TRIPLE MORT

RADIO-TÉLÉVISION

LE FINANCEMENT DE LA RÉFORME

La redevance ou la publicité ?

Les révélations que l'Unité, l'hebdomadaire du parti socialiste, a eu la chance, surprise, de pouvoir publier sous la plume de M. Claude Estier et sur la prochaine réforme de l'audiovisuel, puis reprise commentée par le *Journal du dimanche*, ont remis au goût du jour la question de la redevance : cette question venait croiser la polémique suscitée par M. Robert-André Vivien, le sénateur R.P.R. du Val-de-Marne, à propos des difficultés financières des chaînes, semble être venue à point nommé pour conforter le ton alarmiste d'une large partie de la presse (le *Monde* du 27 et du 28-29 mars). Il est vrai que l'absence

de chiffres précis autorise à lire dans ces mystères de sombres oracles. Cela explique notamment la conférence de presse inattendue que devait tenir, lundi matin, M. Jérôme Clément, conseiller technique du premier ministre pour les problèmes de l'audiovisuel.

La réforme de l'audiovisuel, cela est plus que probable, va entraîner de nouveaux frais. Au premier chef, la régionalisation de FR 3 et la création des radios locales de l'actuelle Radio-France. Mais, sans même compter sur ces nouveautés, il serait impossible qu'elle ne prévienne pas un assainissement des finances des structures existantes. A cet égard, la polémique suscitée par le sénateur du Val-de-Marne revient à enfoncer une porte ouverte : il est évident que, sauf à se contenter de payer un personnel abondant (c'est un euphémisme), à limiter les productions nouvelles, et à faire marcher les autres au rabais, TF 1, Antenne 2 et FR 3 ne peuvent que se trouver « gênées » (c'est un autre euphémisme) sinon, puisqu'elles les contestent, connaître des difficultés financières : il apparaît d'ailleurs que, même sans un personnel aussi nombreux, les sociétés de programmes des grands pays connaissent actuellement des problèmes similaires, entraînant une pénurie sérieuse de productions fraîches.

L'augmentation récente de 18 % de la redevance votée par le Parlement apparaît ainsi d'ores et déjà insuffisante, pour ne pas dire dérisoire. Nombreux, il n'est peut-être pas inutile de le rappeler, sont ceux qui, dans l'ancienne comme dans la

nouvelle opposition, ont souligné le prix peu élevé de cette redevance par rapport au produit qu'elle permet de mettre à la disposition du public, et certains ont proposé de la moduler selon le revenu des foyers.

Dans ce contexte, le spectre d'une redevance supplémentaire pour les chaînes décentralisées de FR 3 qui serait établie par les conseils régionaux et qui, pense-t-on, devrait rester minime n'est pas le plus épouvantable : c'est d'ailleurs la presse régionale que cette taxe honore, si l'on peut dire, puisqu'il s'agit une fois de plus d'éviter que l'introduction de la publicité sur cette troisième chaîne ne vienne la pénaliser. Plus inquiétant, puisqu'on parle de presse, est la possibilité qui serait laissée au gouvernement de modular l'apport de la publicité aux chaînes par des dispositions réglementaires annuelles. Il est là encore évident, en effet, que, sauf augmentation notable de la redevance, les chaînes feront autant que possible appel aux spots : c'est alors la presse écrite nationale qui en fera les frais. Quant aux taxes sur les magnétoscopes et sur les supports vierges (les cassettes), il est à souhaiter qu'elles ne soient pas le seul surcroît d'oxygène dont bénéficiera la création, qu'il s'agisse de cinéma ou de télévision.

Alors, la redevance ? A considérer les réactions passionnelles que provoque le moindre hoquet de la télévision, on comprend que le gouvernement hésite à offrir ce cadeau aux quelques millions d'électeurs qui paient chaque année cette taxe, fût-ce en les assurant que leur petit écran s'en trouverait amélioré.

FREDERIC EDELMANN.

RADIOS LIBRES

Grève de la faim pour une fréquence

M. François Berbelaud Salagnac, directeur de Lumière 101, a déclaré, depuis cinq jours une grève de la faim. Lumière 101, radio catholique qui émet depuis le 10 juin tous les matins sur Paris et une partie de la banlieue se plaint d'être complètement « couverte » depuis une douzaine de jours par la nouvelle radio de l'Express, Radio-Express, dirigée par M. Jean-Lévy, qui émet sur une fréquence très voisine avec un émetteur beaucoup plus puissant. Malgré plusieurs démarches auprès de la direction de cette radio, Lumière 101 n'a pu obtenir gain de cause.

« Radio-Express a commencé sur 101 MHz tandis que nous émettions sur 101,1 MHz », explique M. Berbelaud.

l'aud Salagnac. Après, que nous eussions protesté, Radio-Express a accepté de descendre sur 109,9 MHz, comme cette radio possède un émetteur de 3 Kw, elle continue de nous « couvrir » sur 80 % de notre zone d'écoute.

M. Berbelaud Salagnac a fait valoir l'antériorité de sa station. Il a toujours son « bon droit », dit-il, puisqu'elle respecte le code de bonne conduite avec un émetteur de 300 watts, ce qui la pénalise par rapport à sa voisine. M. Salagnac a saisi la commission de répartition des fréquences et demande que en attendant les dérogations, il y ait pas de nouvelles radios sur la modulation de fréquence. — C.H.

Vu

Quelque chose à vendre

Il y a du nouveau le dimanche après-midi sur Antenne 2 : un nouveau feuilleton entre deux séquences de « Dimanche. Martin », « Incroyable mais vrai » et « L'école des fans ». Le scénario de la série est signé par M. Jean-Lévy, qui émet sur une fréquence très voisine avec un émetteur beaucoup plus puissant. Malgré plusieurs démarches auprès de la direction de cette radio, Lumière 101 n'a pu obtenir gain de cause.

mettant du sentiment pervers) et « Remue-ménages ». Toutes deux sont un peu trop gadget-modes pour avoir l'effet décapant de « Dim dans dim », dans les années 60. En ce temps-là d'ailleurs, il n'y avait pas les sports publicitaires qui ont remplacé les scènes d'été inventées, le rap-dit. Et un spot publicitaire est forcément plus pignone et efficace qu'une émission n'ayant rien à vendre.

La est le handicap de « Droit de réponse ». Les gens qui sont là n'ont rien à vendre, rien à se dire puisque c'est à cause de leurs désaccords qu'on les a rassemblés. Surtout, il y avait des débats, des points de vue, des professeurs en activité et en dissonance. Roger Ikor, un psychologue, une institutrice dissimulée sous une casquette : ayant fait un mariage blanc pour ne pas être envoyée au loin et être séparée de ceux qu'elle aime, elle ne voulait pas être reconnue.

Entre les tristes utopies du langage rationnel, les utopies baby cool traitant de et et, les spéculations abstraites sur le thème « Abolissez l'école, elle est improductive, voyez les enfants africains, ils sont analphabètes et cependant polygraphes » (à noter que les élèves ne tiennent pas à ce qu'on abolisse l'école, la discussion s'est une fois de plus perdue dans la brume). Que cherchait-on exactement ?

La tâche de Bernard Pivot est plus facile que celle de Michel Polac. A « Apostrophes », les auteurs, même quand ils se haïssent et s'empoignent, n'oublient pas de promouvoir leur œuvre, c'est au moins un point d'ordre, une cohérence.

COLETTE GODARD.

Un projet de programme européen

De notre correspondant

Strasbourg. — La Communauté des Dix doit se doter rapidement d'un programme de télévision européenne. C'est ce que vient de demander à Strasbourg, le Parlement européen en adoptant à l'unanimité un rapport présenté par M. W. Hahn (P.P.E.-R.F.A.).

Dans un délai de six mois, la Commission de Bruxelles est donc invitée à présenter une étude approfondie sur les médias, afin de jeter les bases politiques et juridiques de ce projet.

Le Parlement demande notamment que les Etats membres qui s'approprient à lancer des chaînes de télévision en réservent dès à présent le cinquième canal pour la retransmission de telles émissions. La programmation devrait être très large et comprendre, outre les émissions d'information, des productions politiques, éducatives, culturelles, sportives et récréatives réalisées dans une optique européenne.

L'objectif avoué de cette entreprise est de sensibiliser la population des dix pays de la Communauté au thème de l'édification européenne, l'inclusion des médias dans le processus d'unification douanière, selon le rapporteur, une nouvelle dimension au traité de Rome. Un règlement-cadre européen se chargerait de contrôler l'usage de la publicité au niveau communautaire et de définir des normes communes de protection de la jeunesse.

Il ne saurait être question cependant de créer une télévision officielle de la Commission ou du Parlement européen. Les programmes devront être réalisés en toute indépendance par des équipes constituées de professionnels, même si, à côté de l'aide matérielle, technique et documentaire qu'elle leur apportera, la Communauté contribue à l'élaboration de critères et de principes régissant les émissions.

Cette initiative intervient au moment où les progrès de la technologie laissent entrevoir au plan international une série de projets publics ou privés de retransmission par satellite. La Communauté ne pouvait rester indifférente à cette situation, a souligné M. Narjes, autre membre de la Commission de Bruxelles. Elle doit donc remplir le « vide » qui apparaît du fait de l'urgence des nouvelles technologies, faute de quoi « il sera utilisé par les intérêts commerciaux ».

JEAN-CLAUDE HAHN.

Le Comité pour l'identité culturelle (1), animé par M. Philippe Rosillon, membre du Haut Comité de la langue française, a créé plusieurs « collectifs professionnels » pour faire connaître ses objectifs. Le collectif de la « chanson en français et de la diversité culturelle dans les médias » vient, à l'occasion de la réorganisation de l'audiovisuel, de publier une déclaration résumant « une diffusion harmonieuse des langues et cultures tant françaises qu'étrangères aujourd'hui gouvernées par la prédominance (...) anglo-saxonne ».

« La place de la chanson en français se réduit chaque jour en France », le collectif réclame notamment le développement des « radios régionales et thématiques », la création « d'émissions de télévision consacrées à l'édition musicale en France » (sur le modèle des émissions littéraires) l'établissement de « cahiers des charges (radiophoniques) garantissant une présentation des répertoires du monde entier » et la présence de « créateurs et interprètes » de chansons dans les structures audiovisuelles réformées.

(1) 50, rue Richer, Paris-9°. Tél. : 523-35-44 et 770-80-09.

Lundi 29 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

Après Yves MOUROUSI, en direct de Leningrad vous pouvez applaudir

LE BALLET DU KIROV

17 AVRIL AU 13 JUIN
5 programmes différents
Les deux Ocygnes - Giselle - La Sylphide
Le Revizor - Soirée d'extraits
Renseignements : (1) 758.22.53

20 h 35 L'avenir du futur. Le Grand Menace. Film américain de J. Gold (1977), avec L. Viscusi, R. Burton, L. Rønne, H. Andrews, M.-C. Barrault. Un inspecteur français enquête, à Londres, sur le cas d'un étranger, presque mort à la suite d'une agression et qui, de son lit d'hôpital, expose des données sur la vie. Film de série B mais très intéressant sur le thème des ondes cérébrales provoquant des catastrophes à distance. On ne tremble pas aux scènes d'épouvante et les acteurs-vétérans semblent à l'aise dans leur rôle.

22 h 10 Débat : Quand la science dépasse la fiction. Avec M.M. A. Aspect, physicien, institut d'optique d'Orsay ; M. Puy, physicien des particules, maître de recherches au C.N.R.S. ; Y. Fagot, physicien, directeur de recherches au C.N.R.S. ; J. Heidmann, astrophysicien.

23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Variétés : Sylvie Vartan au Palais de Sports. Réalisation J. Charniol.

21 h 35 Document : La vie à vif. Neuf jours ailleurs, de A.-M. Gossé, réal. J.-D. Bonna.

22 h 25 Jazz : La grande parade. De J.-C. Avery ; Dave Brubeck Quartet.

22 h 55 Histoires courtes. Ne me parlez pas d'amour, de S. Madagan.

23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 30 Cinéma : Le Passa-Montagne. Film français de J.-F. Steyner (1978), avec J. Villiers, J.-F. Steyner, T. Barbraud, V. Lemoigne, D. Gremion. Un forgeron tombe en panne de voiture au bord d'un lac. Il se jette dans l'eau. Les deux hommes se lient d'amitié et partent ensemble dans la nature. L'homme vient de deux personnages désemparés. C'est « film d'errance », genre inexistant dans le cinéma français, est la première réalisation d'un comédien qui se révèle ici auteur et metteur en scène de talent.

22 h 20 Journal.

22 h 50 Séria : La révolution romantique. De M. Bron. 13 : La nuit, réa. D. Landier. Le romantisme et le rêve nocturne en opposition à la « clarté » du siècle des Lumières.

FRANCE-CULTURE

20 h. Le dernier solitaire, de V.P. Ferguson. Avec : F. Maistre, R. Guillet, G. Bahr, etc.

21 h. L'homme et les vents et les diables : Le Candide.

22 h 30. Nuits magiques : Risques de turbulence ; Entretien avec Robert Pinget.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30. Concert (en direct du grand auditorium de Radio-France) : Musique de chambre : 3 mouvement pour piano, de R. Schumann ; « Huit préludes », de Scriabine ; « Cinq préludes de Rachmaninov », « Quatre à cordes », de Scriabine ; « Quatre à cordes », de Scriabine ; de Schumann, par le Quatuor Prat ; J. Prat, A. Fimmer, violon, B. Pasquier, alto, M. Strauss, violoncelle, et J. Morita, piano.

22 h 30. Le maître de France-Musique : Musiques de nuit, œuvres de : Mendelssohn ; 23 h 5. Solistes français d'aujourd'hui ; Œuvres de Bellini, Verdi, Darius.

Mardi 30 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 5 Réponse à tout.

12 h 30 Les visiteurs du jour.

13 h Journal.

13 h 35 Emissions régionales.

14 h 45 Les après-midi de TF 1 : Faramin présent. A votre santé : 14 h 5. Feuilles : Les visiteurs : 15 h. Tout feu, tout femme : 15 h 30. Dossier : Sappho... éditée... 16 h. Elles comme littérature : 16 h 15. Découvertes TF 1 : 16 h 30. La table d'Adrienne : 16 h 50. L'œil en chemin.

17 h 25 Croque-voleurs. Variétés : Brocéliande ; Desains saints.

18 h 30 C'est à vous.

18 h 25 Un rue Béarnaise.

18 h 45 Quotidiennement votre. Les fous de l'été.

19 h 50 Les parcs de TF 1.

19 h 55 A la une.

19 h 20 Emissions régionales.

19 h 45 Vous pouvez compter sur nous.

20 h Journal.

20 h 35 Variétés : Le grand studio. Émission de J. Bardet et M. Legendre. Avec Ray Charles, Gilbert Bécaud, Michel Legrand, Rhoda Scott, etc.

21 h 40 Séria : L'adieu aux as. Réal. : J.-P. Decourt. Avec B. Pradal, M. May, C. Michu. Les aventures romanesques et un peu naïves des premiers avions alliés de 1914-1918 à Paris est dépeint par des personnages, sur le bord de l'oubli, en Ouganda. Un commandant italien prépare et réussit la délivrance des passagers retenus en otages.

Le premier film consacré à l'histoire qui passionne l'opinion mondiale au cours de l'été 1976. Tourné hâtivement pour la télévision américaine, il est médiocre malgré la présence d'acteurs prestigieux et, politiquement, très contestable.

22 h 40 Document : L'aventure des plantes. De belles images microscopiques de la vie végétale et animale.

23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.

12 h 5 Passons donc nos vœux.

13 h 30 Jeu : Qui est le meilleur qui finit.

14 h 45 Journal.

15 h 35 Emissions régionales.

16 h 45 Séria : Les Maupas.

17 h. Aujourd'hui la vie. Guy Bart.

18 h 5 Cinéma : Victoire à Entebbe. Film américain de M.-J. Chomsky (1976) avec K. Douglas, R. Lancaster, R. Dreyfus, E. Taylor, H. Berger. Un avion allié de 1914-1918 à Paris est dépeint par des personnages, sur le bord de l'oubli, en Ouganda. Un commandant italien prépare et réussit la délivrance des passagers retenus en otages.

Le premier film consacré à l'histoire qui passionne l'opinion mondiale au cours de l'été 1976. Tourné hâtivement pour la télévision américaine, il est médiocre malgré la présence d'acteurs prestigieux et, politiquement, très contestable.

17 h 5 Entre vous. De L. Bérol.

18 h 50 Récré A 2. La culture exotique : Le petit écho de la forêt ; C'est chouette ; 3-2-1 contact.

19 h 30 C'est la vie.

19 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 10 D'accord, pas d'accord. (I.N.C.).

19 h 20 Emissions régionales.

19 h 45 Les gens d'été.

20 h Journal.

20 h 35 Cinéma : Les Sentiers de la gloire. Film américain de S. Kubrick (1957), avec K. Douglas, R. Moeck, A. Menjou, G. MacReady, W. Morris (N.). En 1916, un général français qui veut affirmer sa renommée personnellement se fait tuer dans une opération suicidaire contre une position allemande. Après le désastre, il fait occire de l'acheté et condamner à mort, trois hommes. Terrible et violent réquisitoire contre la bêtise humaine et les funestes guerres innombrables. Doctor Folamour. A vingt-neuf ans Kubrick affirmait sa maîtrise. La maison de distribution américaine ne voulait pas diffuser ce film en France (en raison de son sujet). Il sortit, enfin, en 1975.

Document : Les Impressionnistes.

De J.-C. Boussard. Avec S. Pignat, F. Morlange et J. Verdier.

La société futuriste de l'an 2000 régit par les ordinateurs.

22 h 45 Document : Les entoufflés. Composition illustrée 1964, de Serge Poliakoff.

23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

17 h 30 Pour les jeunes. Omelette pour une coupe, Aglaé et Sidonie ; Les aventures de

Peter ; Les contes de la forêt japonaise ; Le petit chevalier de cœur ; Les Wambles ; Arout jeunes.

18 h 55 Tribune libre. S.O.S. Environnement.

19 h 10 Journal.

19 h 20 Emissions régionales.

19 h 55 Dessin animé : Ulysse 31.

20 h Les jeux.

20 h 30 Cinéma : « Fabiola ». Film italien d'Alexandre Blasetti (1948), avec M. Morgan, L. Salou, H. Vidal, G. Cervi, E. Cegani, M. Girault, F. Interlinghi. Deuxième partie : Fabiola, le glorieux gaulois, partage les épreuves des chrétiens persécutés, à Rome, sur ordre de l'empereur Maxence. Fabiola, la portière éprise de lui, le rejoint dans la foi en Jésus.

Suite de nouvelles, de nouvelles et de jeux du cinquième d'une imagerie où domine le style religieux dit « saint suipicien ». Des séquences très spectaculaires rappellent le goût de Blasetti pour le mélodrame à l'antique.

21 h 50 Journal.

FRANCE-CULTURE

7 h 2. Matinales : Musique actualité ; Clé pour comprendre les musiques : Les Cambodgiens en France ; Mois cinq, avec Marcel David.

8 h. Les chemins de la connaissance : Les 50 ans de la vie (Le jeune homme et la cité) : 8 h 32. Marchés et marchés : les nouveaux marchés du foie gras ; 8 h 50. Le bois de vie.

9 h 7. La maîtrise des autres : La révélation du Brésil.

9 h 45. Étranger mon ami.

11 h 20. Instruments rares : Les violons du Musée instrumentaire du Conservatoire de Paris.

12 h 5. Agora.

12 h 45. Panorama : En direct du Salon du livre.

13 h 30. Livre parcours variés.

14 h. Soirée de théâtre.

14 h 5. Un être, des voix : « Robespierre l'incorruptible », de G. Hemmer.

14 h 47. Le monde se singularise : L'actualité selon Nicolas Schoffer.

15 h 30. Les points cardinaux : Décentralisation en Allemagne fédérale.

16 h 30. Micromégas : Le tour du monde en trente minutes.

17 h. Rome libre : Le dit des églises.

17 h 32. Livre parcours jazz : Ron Pittner Trio.

18 h 30. Poésie : Les poètes, d'après A. Manzo.

19 h 25. Jazz à l'ancienne.

19 h 30. Sciences : L'environnement dans le monde dix ans après Stockholm.

20 h. Dialogues : Responsabilité sociale du scientifique, avec G. H. Janou.

21 h 15. Musique de notre temps : Paysage acoustique, Ravel, Parnigiani, Lejeune, Redolfi.

22 h 30. Nuits magiques : Risques de turbulence ; Entretien avec Robert Pinget.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2. Musiques de matin : Œuvres de Haydn, Chopin, Mendelssohn, Gershwin, Mozart, Fauré, Beethoven, Rossini.

8 h 7. Quotidien-Musique.

9 h 6. Musiciens d'aujourd'hui : 1. Stravinsky ; Œuvres de Glinka, Moussorgski, Scriabine, Verdi.

12 h. Musiques populaires d'aujourd'hui.

12 h 35. Jazz.

13 h. Opérette : « Coqs de rouls » (première partie) de Messager, par l'orchestre philharmonique de Radio-France ; dir. M. Fuste-Lanté.

14 h 4. Boîte à musique.

14 h 30. Les enfants d'Orphée.

15 h. D'une oreille à l'autre : Œuvres de Parcell, Schumann, Boulez, Schubert, Spohr, Dutilleul, Scriabine.

17 h 2. Le jeu des miroirs, œuvres de Prokofiev, J.-S. Bach.

18 h 30. Studio-Concert (en direct du Théâtre du Rondel à Paris) : Œuvres de Messiaen par l'ensemble Ars Nova. Sol. P.-L. Aimard, piano. Dir. : P. Nahon.

19 h 38. Jazz : Les Iréféables (échos) : œuvres de Dameron, Ellington-Ridgely, Rogers, Strayhorn, Leveaux-Symon-Nelbor.

20 h. Première loge : Œuvres de Haendel, Schubert, Schumann, J. Brahms, avec M. Anderson, contralto.

20 h 30. Concert (donné au Grand Auditorium de Radio-France, le 5 février 1982) : Concerto pour sept instruments à vent, timbales, batteries et orchestre à cordes, de Martin. « Métamorphoses pour vingt-trois cordes », de R. Strauss. « Symphonie n° 8 » de Beethoven, par le Nouvel Orchestre philharmonique. Sol. : G. Vigna, A. Chevalier, F. Gauthier... J. Estournet, violon solo. Dir. : E. Krivine.

23 h. Le maître de France-Musique : Musique de nuit, œuvres de Ravel, Beethoven, Rossini.

23 h 30. Le jazz-châ.

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 29 MARS

— M. André Henry, ministre du temps libre, est invité à l'émission « Le téléphone sonne », sur France-Inter, à 19 h 15.

MOBILE
Cil : vive le diesel de l'auto

Le Monde ECONOMIE

LE DÉFICIT DES FINANCES PUBLIQUES EN FRANCE

Vers une politique de « non-budgétisation »

En vue de réduire le déficit, apparent ou réel, des finances publiques pour l'année 1983, les experts du gouvernement ont l'intention de retirer du budget un certain nombre de dépenses qui y figurent pour les stabiliser, notamment, aux établissements financiers. Quelle est la signification de cette procédure et ses limites ?

Pour ne pas reprendre l'expression de « débudgétisation » employée par le précédent gouvernement dans une intention libérale (il s'agissait alors de dégager l'Etat au profit de l'économie de marché), les experts du gouvernement Mauroy préfèrent parler de « non-budgétisation » des dépenses jusqu'alors portées au compte de l'Etat. Pour ceux qui préparent, dans des conditions difficiles, le budget de 1983, la non-budgétisation est devenue un des thèmes principaux de réflexion, à la fois pour des raisons de présentation et pour des raisons de fond.

On ne peut concevoir, sur le plan des principes, de contraindre plus qu'il ne l'est, la façon dont on a abordé le budget de 1982 et la méthode d'approche pour celui de 1983. On a commencé, il faut bien le dire, par le plus facile : il y a quelques mois, l'idée était d'augmenter les dépenses pour soutenir l'emploi, ce qui a amené le gouvernement à présenter un budget pour l'année en cours de 28 % plus élevé que la loi de finances de 1981. La progression est de 20 % par rapport au budget révisé de cette année.

On s'est tenté de dire que, pour 1983, l'Etat a démarré l'inverse qui est adopté. Le président de la République n'a-t-il pas fixé par avance le déficit en le limitant à 3 % du P.N.B., ce qui équivaut à une réduction de 28 % du budget de 1982 ? C'est la méthode la plus optimiste concernant le déficit du budget en cours.

L'année dernière, on avait commencé à déterminer le montant des dépenses ; si bien que le déficit apparaissait comme une réalité ; cette année, c'est le contraire. Cette réaction d'un membre du cabinet d'un ministre est sans doute quelque peu exagérée quand on connaît la rigidité des services votés et l'humour

dépensier des ministères. Il n'empêche que le vent de réforme souffle sur les services de la Bourse et de l'Etat, en tout cas, de leurs travaux. Cet état d'esprit leur est nécessaire s'ils veulent se donner quelques chances d'aboutir. Il est trop évident qu'il ne suffira pas de rogner sur un certain nombre de crédits.

Pour résoudre le problème, il faudra effectivement remettre en cause les programmes, et, par conséquent, réexaminer le rôle de l'Etat. Comment les socialistes aborderont-ils une question aussi délicate pour eux ? Selon le contenu qui sera donné à la « non-budgétisation », on se trouvera devant un simple artifice de présentation ou bien on sera en présence d'une tentative sérieuse de remise en ordre.

Revoir les interventions

Une première idée qui pourrait donner lieu à de dangereuses déviations a présidé aux réflexions des experts du gouvernement. Il existe toute une catégorie de dépenses qui sont inscrites au budget de l'Etat, mais qui sont d'une autre nature que les dépenses publiques ordinaires. Ce sont celles qui ont trait au rôle d'intermédiaire financier de l'Etat. Exemple : supposons que l'Etat emprunte 10 milliards de francs pour financer un programme d'investissements ; supposons encore qu'il repaye en sus du FIDES (Fonds de développement économique et social) un prêt de 5 milliards. Le circuit financier aurait été exactement le même si l'Etat s'était abstenu et avait autorisé l'Etat à émettre un emprunt budgétaire de 15 milliards au lieu de 10.

Mais on ne s'en tiendra pas là. Les experts ont fait remarquer que, dans ce cas, il conviendrait de revoir de près les multiples procédures d'intervention par la récente visite de M. Gattas au premier ministre. Le président du C.N.F.P. a dit à M. Mauroy qu'un grand nombre d'aides publiques se perdait dans les sables et que la plupart des chefs d'entreprise ou d'industriels ne connaissent pas le système financier et au détail du système productif. Il s'agit aujourd'hui d'inverser le mouvement inutile de pré-

voir se passer comme si, en quelque sorte, on ramassait en fin de parcours les divers concours offerts par la puissance publique sans que ces derniers soient appelés à jouer le rôle qui leur est théoriquement assigné par l'Etat. A savoir d'amener les chefs d'entreprise à prendre des décisions qu'en l'absence d'une aide spécifique ils n'auraient pas prises d'eux-mêmes. Autrement dit, la question de savoir si ces aides ont un caractère véritablement incitatif, notamment en ce qui concerne les investissements, reste posée.

Il est d'autres procédures d'aide qui ne font que redonner aux entreprises ce qu'on prête sur leur substance par ailleurs. L'efficacité de ces méthodes supposées redistributrices est-elle toujours prouvée ? Les procédures d'aide se sont ajoutées aux procédures d'aide sans qu'il existe entre elles de coordination véritable.

Par un cheminement qui leur est propre, les socialistes français se sont-ils amenés à appliquer une partie du programme associé au nom du président Reagan, à savoir la suppression de nombreuses interventions publiques ? Le plus souvent, il s'agit, pour la puissance publique, d'essayer de transférer aux établissements financiers, la charge de financement incombant jusqu'alors à l'Etat.

A la faveur de la banalisation (qui consiste à permettre à tous les établissements financiers d'accorder les crédits à taux privilégiés), les banques devraient être chargées de consentir elles-mêmes les bonifications d'intérêt et d'autres allègements de coût. Est-il normal, fait-on remarquer, que l'Etat doive financer l'innovation ? La fonction des banques n'est-elle pas de prendre des risques sans ce soutien ?

Reste à savoir si les banques disposent de ressources suffisantes pour jouer le rôle de banques d'affaires ? Au sein du gouvernement, les avis sont partagés sur ce point, certains faisant remarquer que, au cours des années précédentes, la crise a eu pour effet d'aggraver un gigantesque transfert de ressources au profit du système financier et au détriment du système productif. Il s'agit aujourd'hui d'inverser le mouvement inutile de pré-

ciser que les banques, toutes nationalisées qu'elles sont, estiment et font savoir que leur situation n'est pas aussi brillante qu'on ne le croit.

Les circuits du capitalisme

Les entreprises françaises, et notamment les plus grandes, souffrent d'une insuffisance notable de ressources permanentes, capital et emprunts à long terme. Même si l'on juge excessif, dans les milieux officiels, le chiffre cité il y a quelques semaines de 10 milliards de francs pour les dotations en capital destinées au secteur nationalisé l'année prochaine, on considère que les besoins sont importants, surtout si l'on tient compte de la nécessité de renflouer Rhône-Poulenc et, dans une moindre mesure, Pechiney.

Du temps où ces entreprises étaient privées, il faut reconnaître qu'elles ne faisaient qu'exceptionnellement appel à leurs actionnaires pour se procurer des capitaux ; elles émettaient très peu d'emprunts obligataires sur le marché international. Ces grands groupes bénéficiaient au maximum des aides de l'Etat, comme l'avait fait remarquer en son temps le rapport Hanon, que l'on cite souvent dans les allées du pouvoir. En 1982, le total des aides à l'industrie (logement et agriculture exceptés) doit se monter à quelque 54 milliards de francs (en augmentation de 50 % environ par rapport à 1981). Mais personne n'est en mesure de préciser quelle proportion est absorbée par les grandes entreprises.

A en croire le rapport Hanon déjà cité, le pourcentage devrait être très élevé : entre les deux tiers et les trois quarts du total. La signature de contrats de plans entre l'Etat et les grands groupes nationaux devrait fournir l'occasion d'une rationalisation.

Pourquoi l'Etat, se demandent les experts du gouvernement, devrait-il être seul à financer la régie Renault ? La question vaut tout autant pour les nouveaux groupes nationaux. Du temps où ces derniers étaient privés, les établissements financiers pouvaient leur procurer une partie des ressources à long terme dont ils avaient besoin en prenant des participations dans leur

capital. Aucune raison ne devrait s'opposer à ce que, aujourd'hui, la Compagnie financière des Pays-Bas, par exemple, continue sur cette lancée. On pourrait concevoir que les établissements financiers nationalisés reprennent des actions sans droit de vote, de telle façon que l'Etat demeure le seul actionnaire de plein droit et entier. Le gouvernement socialiste cherche déjà à reconstruire les circuits financiers du capitalisme à l'intérieur du secteur qu'il contrôle.

On voudrait que les banques développent les prêts participatifs, assortis d'un droit de participation aux bénéfices et assortis, pour cette raison, d'un taux d'intérêt relativement bas, de l'ordre de 9 à 10 %. Du fait qu'en cas de faillite les prêts en question arrivent au dernier rang pour le remboursement, on assimile les fonds procurés par les prêts participatifs à du quasi-capital.

Quel sera le montant des crédits non budgétés ? Les experts du gouvernement considèrent comme un succès de parvenir à soustraire de la loi de finances quelque 20 milliards de francs par ce procédé. L'insistance qu'ils mettent à souligner l'avantage psychologique à en tirer est quelque peu inquiétante. C'est attribuer à la psychologie un rôle excessif.

Il est bien vrai que les opérations, notamment sur le marché des changes, sont d'abord influencées par les chiffres bruts du budget. Mais, en définitive, le caractère plus ou moins inflationniste d'une économie est déterminé non pas par l'humour des agents économiques mais par les modes de financement à la fois des dépenses de l'Etat et du système bancaire lui-même.

Si un Etat recourt à la création monétaire pour financer une partie de son déficit, il pratique l'inflation. Mais celle-ci peut tout aussi bien provenir du fait que les banques commerciales disposent d'un accès quasi automatique à la Banque centrale pour refinancer les prêts qu'elles accordent. C'est dire que le programme de non-budgétisation ne peut être jugé en soi. Il faudra aussi le considérer à la lumière de la politique monétaire qui sera suivie.

PAUL FABRA.

Le jugement des monnaies

DANS leurs prévisions sur les variations des cours des monnaies, les experts financiers internationaux ont l'œil fixé sur deux paramètres : l'évolution du taux d'inflation dans chaque pays et celle des différentes balances : budget, commerce, paiements, endettement intérieur et extérieur.

Ces deux dernières années, c'était le taux d'inflation qui retenait surtout l'attention : en 1978 et 1979, l'envolée de la hausse des prix aux Etats-Unis avait provoqué une fuite en avant du dollar qui obligea Washington à dévaluer sa monnaie avec le concours de ses partenaires occidentaux. Ce fut le cas aussi pour l'Italie, qui dut dévaluer le lire en 1976 et en mars 1981.

Aujourd'hui, les experts prennent davantage en compte l'ensemble des paramètres en question. L'ampleur des déficits internes et externes de la Belgique et de son endettement a fini par provoquer une crise de confiance au sein des investisseurs internationaux. C'est la dégradation de la balance des paiements de la République fédérale d'Allemagne qui provoque le chute du deutschemark à l'automne 1980 et c'est son redressement qui éveille les plus grands espoirs outre-Rhin.

Quant au déficit budgétaire, il fait l'objet d'après affrontements politiques : ainsi, aux Etats-Unis, une partie de « bars de fer » se poursuit entre le Maison Blanche et le Congrès, qui s'opposent à une diminution des dépenses de l'Etat conjuguée, le cas échéant, avec une augmentation des recettes. Le plus inquiétant, dans ce cas précis, est que la tension des taux, qui résulte de cet affrontement, hisse le dollar à des niveaux d'autant plus élevés que le taux d'inflation américain retombe à 5-6 %.

Tel n'est pas le cas pour la France, où le ministre de M. Fabry, responsable du budget, adresse six ministères délégués, pour éviter que le déficit de l'Etat n'atteigne 200 milliards de francs en 1983, et vivement inquiète les milieux étrangers comme cela inquiète M. Jacques Delors, ministre de l'Economie et des Finances, chargé de faire respecter les grands équilibres. C'est que des « déficits élevés et persistants finissent par conduire à l'inflation ; en dépit de la balance des paiements, aux taux d'intérêt élevés, aux faibles taux de croissance, à l'augmentation du chômage et aux tensions sociales », déclarait M. de Larosière, directeur général du Fonds monétaire international. On ne saurait mieux dire.

FRANÇOIS RENARD.

Ne pas confondre la stimulation de la concurrence avec la lutte contre l'inflation

Par FRÉDÉRIC JENNY et ANDRÉ-PAUL WEBER (*)

Intensifier la concurrence est un objectif nécessaire à la fois pour améliorer le rendement de l'appareil de production et pour permettre au consommateur de s'approvisionner au meilleur prix. Mais c'est mal raisonner que d'en attendre une diminution de l'inflation comme pourraient le faire croire de nombreux dirigeants politiques. Quant à la relation entre concurrence accrue et chômage, elle est pour le moins ambiguë.

Si la majorité d'aujourd'hui, comme celle d'hier, se montre favorable à la poursuite d'une politique active de la concurrence, encore convient-il de préciser ce que l'on peut attendre et de lever à ce sujet quelques ambiguïtés. Nombreux sont en effet ceux qui estiment qu'une telle politique constitue l'un des moyens permettant de ralentir le rythme de l'inflation et de lutter contre le chômage en rendant nos entreprises plus compétitives. Cependant, autant il est certain que le renforcement de la concurrence doit entraîner l'abaissement de l'efficacité de l'économie et favoriser le sort des consommateurs, autant il faut bien comprendre que ce renforcement n'est pas de nature à entraîner la réduction significative du rythme de la hausse des prix ou la restauration de la situation sur le marché de l'emploi.

Sans doute est-il tentant d'imputer les pressions inflationnistes aux comportements des entreprises (qui disposent individuellement ou collectivement d'un pouvoir de domination sur leurs marchés). Mais une telle concep-

tion procède d'une confusion entre deux notions : le taux de croissance des prix et le niveau des prix.

En premier lieu, le phénomène de l'inflation n'implique pas que les prix soient abusivement élevés du point de vue de ce qui serait nécessaire pour obtenir la meilleure allocation possible des ressources productives ; il signifie simplement que les prix sont croissants. En d'autres termes, observer que le taux annuel d'inflation se situe par exemple à 15 % ne permet pas de dire que les prix sont, à un moment donné du temps, trop hauts ou trop faibles, mais simplement qu'ils varient dans le temps et augmentent chaque année de 15 %.

En second lieu, l'absence de concurrence n'implique pas que les prix soient abusivement élevés. En produisant moins et en vendant chaque unité plus cher, les entreprises engagées dans une activité non concurrentielle réussissent en effet à bénéficier de profits plus importants que ceux qui seraient enregistrés si la concurrence prévalait. Ayant choisi le couple prix élevé-production restreinte, ces entreprises ne sont pas incitées à relever leurs prix, car elles prendraient le risque de contraindre le volume de leur clientèle dans une proportion telle que leurs profits s'en trouveraient réduits. Ainsi, sauf à ce que leurs coûts s'accroissent ou que la demande pour leur produit augmente, les entreprises bénéficiant d'une position dominante ou engagées dans une entente pratiquent des prix certes élevés mais stables.

Plus généralement, il n'existe pas de raison logique de penser que le taux de croissance des prix dans une économie diffère selon les structures de marché et les comportements plus ou moins concurrentiels adoptés par les chefs d'entreprise. Cette observation est d'ailleurs corroborée par les faits lorsque l'on considère le problème de l'inflation sous un angle historique et géographique. Ainsi, par exemple, ne saurait-on imputer à une brusque réurgence des pratiques restrictives de concurrence l'oscillation de l'inflation que différents pays occidentaux ont enregistrée au cours de ces dernières années. De même, en comparant notre pays à la Suisse, qui se caractérise par une concentration du commerce de détail sans commune mesure avec celle qui s'observe sur le territoire national et par une politique de concurrence plutôt rudimentaire, force est de constater que le taux d'inflation y demeure modeste tandis qu'il persiste à être relativement plus élevé en France.

Liens ténus avec le chômage

Pour leur part, les liens entre l'intensité de la concurrence et le chômage, s'ils ne sont pas tout à fait inexistantes, ne sont pas moins ténus que ceux observés entre la concurrence et l'inflation.

Au plan théorique d'abord, il est bien connu que le défaut de concurrence dans tout secteur

économique se traduit, par rapport à l'utilisation des facteurs de production, par deux phénomènes contradictoires. D'une part, la faiblesse relative des quantités offertes, par rapport à celles qu'on pourrait attendre d'un fonctionnement tendant à éliminer les obstacles à la concurrence, a pour effet de limiter l'utilisation de facteurs de production et, par conséquent, l'emploi. D'autre part, les entreprises engagées dans des pratiques restrictives de concurrence tendent, parce qu'elles ne subissent pas la loi du marché, à avoir des coûts unitaires de production supérieurs à ceux qui seraient constatés dans une situation de concurrence et à utiliser, par unité produite, une plus grande quantité de facteurs de production. Il est ainsi très difficile de dire a priori si l'emploi global de facteurs de production est fonction du degré de concurrence observable sur les marchés.

Pour constituer un instrument approprié permettant de lutter contre l'inflation et le chômage, la politique de concurrence ne saurait pour autant être rejetée. Son objectif est en effet d'offrir à la collectivité des consommateurs la plus grande satisfaction possible, compte tenu des ressources disponibles et des techniques existantes.

Dans une économie où la concurrence fonctionne, chaque firme étant contrainte pour survivre d'adopter les techniques les plus efficaces et de comprimer ses marges, la hiérarchie des prix

entre les différents biens et services donne une image fidèle des quantités minimales de facteurs que leurs productions exigent. Dès lors, les consommateurs, soucieux d'obtenir le meilleur parti de leurs ressources, acquiescent les biens qui leur procurent la plus grande satisfaction pour les plus faibles prix, c'est-à-dire les biens nécessitant la plus faible utilisation de facteurs de production. Ainsi les consommateurs tirent-ils de l'allocation des facteurs entre les différentes activités le plus grand avantage possible.

Inversement, l'absence de concurrence dans certains secteurs conduit les entreprises de ces secteurs à pratiquer des prix qui ne sont plus le reflet de leurs coûts de production. La hiérarchie des prix ne rend plus compte des quantités relatives de facteurs nécessaires à la production des différents biens. Se fondant sur cette hiérarchie, les consommateurs ne sont plus assurés de porter leur demande sur les biens leur offrant la plus grande satisfaction pour la plus faible utilisation de facteurs de production. Globalement, il en résulte alors une mauvaise allocation des facteurs de production entre les différentes activités et une baisse du revenu réel.

Les économistes se sont, depuis de nombreuses années, efforcés de mesurer l'ampleur des pertes dues à la mauvaise allocation des ressources résultant des pratiques anticoncurrentielles. Si de tels calculs présentent certaines difficultés, ils permettent cependant d'estimer que, dans les années qui ont précédé la mise en œuvre de notre poli-

tique actuelle de concurrence, l'ordre de grandeur de ces pertes s'élevait en France à 5 % du produit national brut. La justification économique de notre politique de concurrence est dès lors de réduire, voire d'éliminer, ces pertes et d'augmenter conséquemment le revenu réel des consommateurs.

Sans doute est-il plus facile de « vendre » la politique de concurrence en suggérant au public et aux hommes politiques que celle-ci permettra la diminution du chômage et la réduction du rythme de l'inflation plutôt qu'en soulignant que cette politique doit améliorer le sort de la collectivité par un accroissement de son revenu réel tant il est vrai que les phénomènes du chômage et de l'inflation sont sévèrement ressentis. Mais une telle présentation, outre qu'elle est dénuée de fondement, comporte au moins deux inconvénients.

En premier lieu, en laissant espérer que cette politique permettra d'améliorer la situation sur le marché de l'emploi, la puissance publique risque de se faire juger à l'année des faits et de se déconsidérer.

En second lieu, en voulant utiliser la politique de concurrence pour lutter contre l'inflation, la puissance publique peut être tentée de mal diriger ses efforts en les concentrant, en particulier sur les secteurs dans lesquels les hausses de prix sont les plus spectaculaires : or les comportements des entreprises qui les composent ne sont pas nécessairement les plus préjudiciables au phénomène de la mauvaise allocation des ressources.

(*) Professeurs d'économie à l'ESSEC.

La gestation du plan robotique : un effort de regroupement

D'APRÈS l'Agence de l'informatique (ADI), le Japon utilise 77 000 « robots », la France 39 000. Renault en compte 8 000, Citroën 3 000. Cette comparaison permet de recueillir des estimations trop pessimistes pour notre industrie. Les chiffres seraient même encourageants s'ils ne concernaient l'ensemble des manipulateurs et non les robots industriels au sens strict. Cela dit, le niveau général de l'automatisation dans l'industrie française est encore très bas. En 1982, le parc de machines-outils à commande numérique (M.O.C.N.) est de 11 000 unités, contre 25 000 en R.F.A. et 70 000 aux États-Unis. D'après le BIFE (1), celui des robots industriels atteint tout juste 850 unités, alors qu'en 1980 il était déjà de 3 500 aux États-Unis et de 8 000 au Japon. Le niveau d'automatisation mesuré en nombre de robots par salarié est de 0,7 % en France, ce qui la place derrière la Suède (8 %), le Japon (6 %), les États-Unis (1,6 %), la R.F.A. (1,1 %) et l'Italie (0,9 %). Malgré tout, la Grande-Bretagne fait moins bien qu'elle avec 0,3 %. Deux atouts flexibles sont installés en France, contre dix en R.F.A. et 25 à 50 aux États-Unis.

La crise du secteur machine-outil explique en partie ce retard et en aggrave les conséquences. Vu les canaux de l'offre nationale, la politique d'aide à l'équipement a surtout servi à accélérer les importations. En 1980 les importations de M.O.C.N. ont doublé par rapport à l'année précédente. Aujourd'hui, plus de la moitié des M.O.C.N. et des deux tiers des robots installés sont d'origine étrangère. Les entreprises françaises se sont davantage intéressées à l'informatique industrielle. Trois sociétés, la Télémécanique, la Société de mécanique de Castres (groupe Renault) et Merlin-Gérin cou-

vent près de 50 % des besoins nationaux en matière d'automates programmables. Dans le secteur des mini-ordinateurs industriels, la SEM et CII-H.B. contrôlent respectivement 12 % et 15 % du marché.

Pourquoi la France accuse-t-elle un tel retard en matière de robotique ? La principale raison semble être que les industriels, les chercheurs et les enseignants, contrairement à ce qui s'est fait à l'étranger, ont négligé l'importance du secteur de la mécanique dans cette nouvelle technologie, pensant qu'il suffisait de mettre l'accent sur l'aspect informatique. C'est pourtant de robot simple de type manipulateurs programmables que les industriels ont surtout besoin actuellement. Renault, qui s'est lancé en 1974, aurait investi 15 millions de dollars pour mettre au point sa gamme. Le numéro deux français, A.O.I.P. Kremlin, Robotique, qui a de grandes ambitions, est à la recherche d'un deuxième souffle. Devant l'avance prise par la Régie, certains concurrents potentiels ont préféré abandonner leurs projets pour se concentrer sur leurs activités traditionnelles, jugées plus rentables à court terme. La robotique française est devenue l'affaire de groupes qui ne conçoivent des machines que pour leurs propres problèmes de fabrication. Les quelques P.M.I. qui se sont aventurés sur le marché ont très vite été victimes d'un manque de ressources. Ainsi la firme nantaise Numergo, spécialisée dans les petits robots d'assemblage pour l'électronique, a été reprise récemment par le groupe Eurosoft.

Certains industriels expliquent leurs hésitations par le manque de fiabilité des études de marché. Les chiffres avancés sont souvent discordants. Un rapport commandé par le ministère de l'Industrie à la société Diebold estime le marché français de la

robotique à 16 millions de francs en 1980, avec une progression de 20 % à 25 % par an sur dix ans. Le marché atteindrait 50 millions de francs en 1985 et 140 millions en 1990. Ces chiffres, peu incitatifs, sont fortement contestés par les commanditaires de cette étude, qui risquent fort de n'être jamais publiés. D'après les experts de la Rue de Grenelle, il faut s'attendre à un marché de 1 milliard de francs dès 1985. Il faudrait pour cela que l'état d'esprit des industriels évolue. Les robots industriels ne représentent encore que 0,29 % du marché des automatismes (matériel et logiciel) et 3 % de celui de la machine-outil.

Le rôle du groupe Renault
Les incertitudes du marché n'expliquent pas tout. Il y a aussi les problèmes de recherche. Si avec deux à trois cents spécialistes de haut niveau la France se place au troisième rang mondial en matière de recherche en robotique, leur impact sur le tissu industriel est encore trop limité. D'autre part, la plupart des laboratoires industriels ne se sont pas mobilisés sur ces questions. Le groupe Renault assure à lui seul la moitié de l'effort de recherche des entreprises en robotique à travers sa direction des techniques avancées en automatisme, qui emploie quatre-vingt-dix personnes. Le BIFE

estime que le niveau de recherche-développement dans les entreprises doit représenter 3,4 % de leur chiffre d'affaires en 1985 en lieu de 1 % aujourd'hui et l'ensemble du secteur machine-outil veut progresser. On attendrait ainsi, pour l'ensemble de l'industrie de la machine-outil, un budget de 250 millions de francs dans trois ans. Dans ses conclusions, cet organisme souhaite la constitution de nouveaux pôles de développement qui auraient à la fois des fonctions de recherche et d'enseignement. Trois pôles nationaux pourraient être développés : — un pôle CERM (Centre d'études et de recherches sur la machine-outil) ; — ENSA M (École nationale supérieure des arts et métiers) ; — un pôle ADEPA (Agence pour le développement de la production automatisée) ; — ENSER (École nationale supérieure de l'enseignement) ; — le pôle CETIM (Centre technique des industries mécaniques).

De nombreuses décisions dépendent des conclusions que déposera en juin la mission robotique mise en place le 29 octobre dernier par M. Jean-Pierre Chevènement. La réflexion de la mission englobe l'ensemble des aspects du problème : réceptivité des milieux professionnels, incidence de l'automatisation sur l'emploi et les qualifications, aménagement des structures de

recherche et de développement, financement, enseignement et formation. La prochaine loi d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement de la France tiendra compte de ces conclusions. Cette mission est présidée par M. Maurice Petitjeu, directeur général de SORMEL (groupe Matra) et comprend vingt membres répartis en huit groupes de travail. Vu l'étendue des domaines abordés par cette mission, on peut s'étonner, comme le fait M. Yves Lasfargue dans son rapport, de l'absence de représentant du ministère du Plan et du ministère du travail dans ce groupe. L'absence du ministère de l'Éducation peut également paraître surprenante quand on sait qu'il n'y a pas le moindre robot installé dans un établissement d'enseignement secondaire et que la décision de moderniser le parc de machines-outils des sections techniques (en augmentant le pourcentage de machines à commande numérique) n'a pas été prise facilement. Seul le ministère de l'Industrie est associé aux travaux de la mission.

L'aide aux entreprises

En dehors de cette participation, il semble que l'activité robotique de ce dernier ministère consiste surtout à gérer diverses procédures d'aide aux entreprises. Après la crainte de voir la recherche se détacher totalement de l'industrie, la loi de 1981, dite « loi de l'industrie », a permis de créer des « pôles de recherche », voici que l'on s'interroge de voir cette recherche s'intéresser de trop près à la politique industrielle. « Toutes les missions ont tendance à s'institutionnaliser, commente un industriel, ce qui n'est pas la mission électronique ou avec les groupes de travail du colloque national Recherche et Technologie », M. Jean-Pierre Chevènement a lui-même, indiqué au responsable de la mission robotique la possibilité de mettre en place un comité national de caractère permanent qui « assurerait la cohérence de l'action publique en la matière ».

Le président de la mission se déclare dès à présent surpris par la qualité des propositions : « C'est une mine ; ça fourmille d'idées nouvelles qu'il faudra savoir exploiter. » Il semble que la nouvelle politique robotique s'oriente vers la mise en place de contrats de développement d'entreprises qui consisteraient à regrouper les forces de plusieurs industriels sur des secteurs prioritaires comme les composants d'automatismes (mécaniques et hydrauliques). Les groupes nationaux devraient être appelés à sortir de leur isolationnisme afin de mettre leur savoir-faire au service de la collectivité. Autrement dit, ils devront « prendre des risques ». Thomson, par exemple, semble prêt à favoriser la diffusion de ses connaissances en micro-électronique et en logiciel vers l'industrie de la machine-outil. Il faudra trouver des partenaires. Matra, pour l'industrie, se doit de partager le résultat de ses recherches de ses laboratoires de Vélizy et développer les activités robotiques de ses filiales Sormel et Maurice, tout en poursuivant sa parodie dans le C.A.O. (conception assistée par ordinateur) à travers Datavision. La Régie Renault se retrouve, elle, à la croisée des chemins. RIET (Renault in-

dustries équipements et techniques), qui regroupe dans neuf unités et filiales les activités machines-outils robotique, automates programmables et formation de la Régie, est un train d'être réorganisé. Les pouvoirs publics veulent convaincre le groupe et notamment ACMA Robots de s'intéresser aux problèmes de robotique existants à la Régie, alors que ses capacités de production sont presque entièrement mobilisées à l'intérieur du groupe. Mais à la direction des techniques avancées en automatisme de la firme, on indique que le rôle des ingénieurs de Renault est de concevoir des robots pour fabriquer des automatismes et rien de plus.

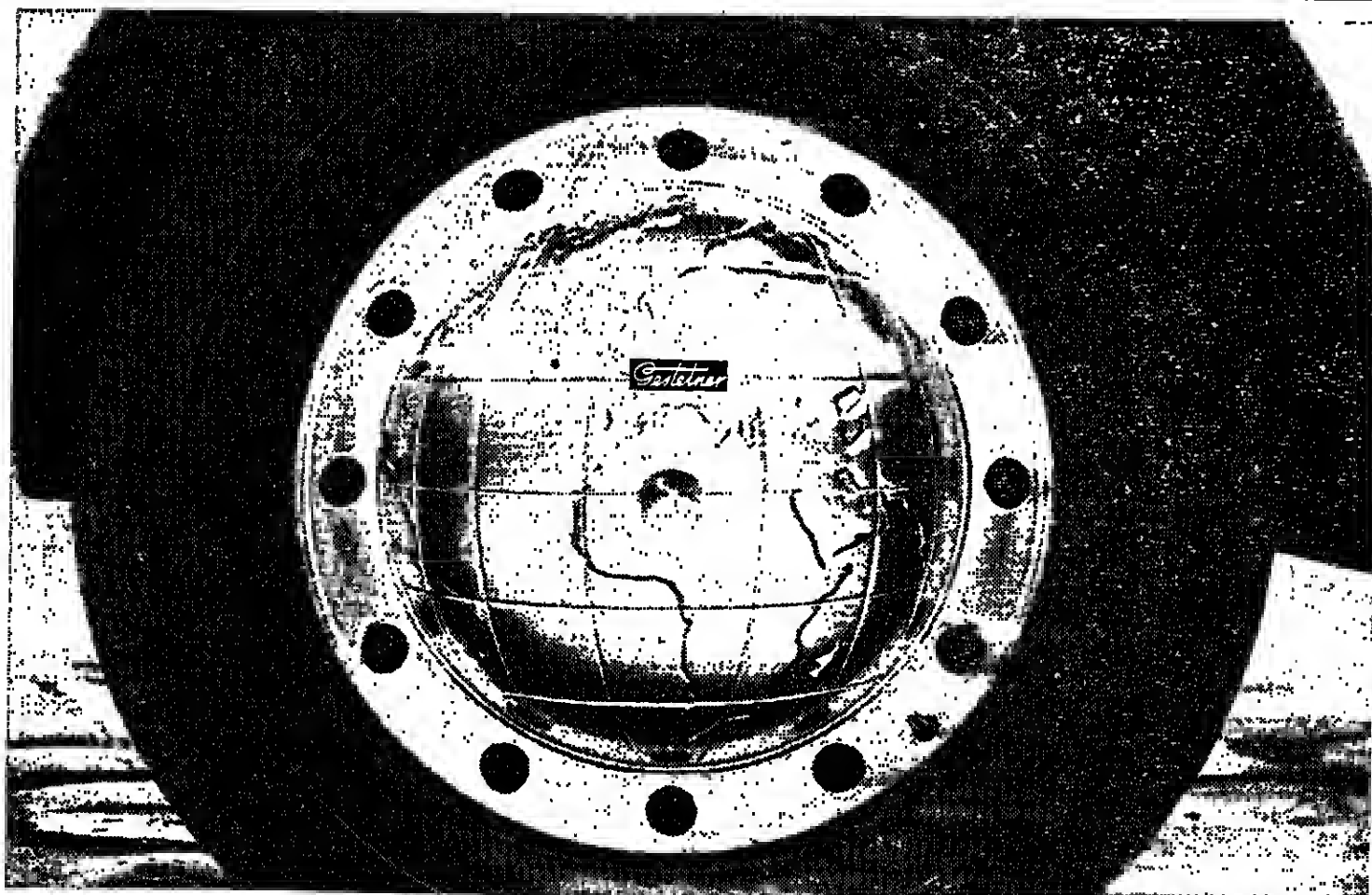
Des sociétés restées volontairement dans l'ombre pourraient faire parler d'elles. On cite Leroy-Somer et la Télémécanique à travers leur filiale commune, AFMA Robots. Les Ateliers et chantiers de Bretagne, la SCEMI (Compagnie électromécanique). Enfin le C.E.A. a dans ses cartons des projets de développement de robots dans des secteurs à haut niveau technologique comme le soudage à l'arc et l'assemblage. Son expérience dans le domaine des télémanipulateurs et de la métallurgie est un atout de taille.

Les constructeurs d'ordinateurs pourraient également s'intéresser à la robotique, comme le font aux États-Unis Texas Instruments, Digital Equipment et I.B.M., qui vient d'annoncer la commercialisation sous son propre nom de robots à quatre axes Sanki-Selki.

Si une nouvelle politique doit se mettre en place, il faut aller vite pour trancher sur le lussaire du passé. La création du CODIS (Comité pour le développement des industries stratégiques) ne date que du 18 octobre 1979, le lancement du projet ARA (Automatisation et Robotique Avancée), d'octobre 1980. Ce n'est que le 11 mars dernier qu'a été décidée la mise en place d'un système de contrôle des importations de machines automatisées. Plan machine-outil, mission robotique et nationalisations sont cœxistants par l'actuel gouvernement comme des armes efficaces. L'effort financier qui les accompagne est important. La dépense nationale de recherche doit atteindre 2,5 % du P.I.B. en 1985, le budget du projet ARA a été augmenté de 40 % pour atteindre 7 millions de francs, celui de l'Agence de l'informatique de 30 %, celui du PLANVAR de 70 % et celui du plan pour l'informatisation de la société de 78 %. L'aide aux entreprises, à la fois au niveau de l'offre et de la demande de matériels, va grandement bénéficier de ces mesures. Il serait donc urgent de mettre en place un système de suivi des fonds distribués. A titre d'exemple, le « milliard robotique » annoncé à grand renfort de publicité par l'ancien gouvernement a été dépensé en trois mois entre mars et juin 1981 et a même bénéficié d'une rallonge de la part du gouvernement actuel sans que l'on soit certain qu'il ait vraiment servi à financer des équipements de robotique. Les responsables avaient à cette époque d'autres préoccupations.

RICHARD CLAVAUD.

(1) Bureau d'information et de prévision économique.



TOUT LE MONDE VEUT UN SERVICE IMPECCABLE. GESTETNER MET 450 VOITURES A VOTRE DISPOSITION.

Les copieurs Gestetner bénéficient d'un service sans faille. Pas de phrases ! Démonstration. 45 succursales réparties sur toute la France. Soit plusieurs centaines de véhicules. Soit plus de mille personnes à votre service. Où que vous soyez, Gestetner livre à domicile et fournit à tout moment l'assistance technique que vous lui demandez.

Pour assurer un service impeccable, il n'y a pas de secret. Il faut du monde, des véhicules, des stocks de pièces détachées, à proximité des utilisateurs. Et il faut penser à tout.

Pour recevoir, sans engagement, une information complète sur nos copieurs, retournez ce bon à Gestetner - 71, rue Camille Groult - 94400 Vitry-sur-Seine - Tél. : 680.85.22.

N. Société _____ M. _____

Adresse _____ Tél. : _____



Gestetner

Pour l'amélioration de vos conditions de travail.

Le ministère de l'Industrie veut faire le point

DEPUIS l'annonce du plan machine-outil, on est peu bavard au ministère de l'Industrie sur la politique suivie actuellement dans le domaine de l'automatisation. Pourtant, les choses semblent avancer. Une réunion importante doit se tenir à Paris au début du mois d'avril. Elle rassemblera trois cents personnes, représentants du gouvernement, des agences publiques, des administrations et des industriels. Six ministères devraient y participer : Industrie, Recherche et Technologie, Économie et Finances, Travail, Plan et Éducation.

Cette réunion sera centrée sur les huit thèmes sectoriels définis par le ministère de l'Industrie : bonnetterie et confection, textile, chaussure, travail mécanique du bois, ameublement, transformation des plastiques et du caoutchouc, du papier, céramique et vaisselle de table. La liste n'a pas encore été arrêtée de façon définitive et d'autres secteurs pourraient venir s'y ajouter, par exemple l'agro-alimentaire. Chaque thème a deux volets : situation de la demande

et de l'offre en machines automatisées.

A la suite de cette réunion, qui est destinée à « mettre en phase » les différents acteurs, les groupes sectoriels travailleront chacun de leur côté sous la direction d'un animateur. Le ministère de l'Industrie, qui attend beaucoup de ces réunions, veut aller très vite. Un bien doit être disponible avant le fin de l'été. Les actions industrielles devraient débuter en septembre. A cette époque, la mission robotique aura également rendu ses conclusions. Les industriels susceptibles d'orienter leurs activités vers la robotique auront à travers ces différents travaux des informations précieuses sur l'état de la demande en machines automatisées. Ils devraient préparer ce contact direct par groupes sectoriels aux études de marché, dont les résultats sont toujours discordants. De son côté, le gouvernement aura en main toutes les cartes pour mettre en place la politique bardie qui s'impose.

R. C.

Les viticulteurs

Le vin de France est en crise. Les ventes ont baissé de 10 % en 1981 par rapport à 1980. Les stocks sont énormes. Les viticulteurs réclament une aide urgente. Le gouvernement a promis de leur verser 100 milliards de francs sur cinq ans. Mais les viticulteurs ne sont pas satisfaits. Ils veulent plus. Ils veulent que le gouvernement leur donne des subventions directes. Ils veulent que le gouvernement leur donne des subventions indirectes. Ils veulent que le gouvernement leur donne des subventions directes et indirectes. Ils veulent que le gouvernement leur donne des subventions directes et indirectes.

Le vin de France est en crise. Les ventes ont baissé de 10 % en 1981 par rapport à 1980. Les stocks sont énormes. Les viticulteurs réclament une aide urgente. Le gouvernement a promis de leur verser 100 milliards de francs sur cinq ans. Mais les viticulteurs ne sont pas satisfaits. Ils veulent plus. Ils veulent que le gouvernement leur donne des subventions directes. Ils veulent que le gouvernement leur donne des subventions indirectes. Ils veulent que le gouvernement leur donne des subventions directes et indirectes. Ils veulent que le gouvernement leur donne des subventions directes et indirectes.

Le vin de France est en crise. Les ventes ont baissé de 10 % en 1981 par rapport à 1980. Les stocks sont énormes. Les viticulteurs réclament une aide urgente. Le gouvernement a promis de leur verser 100 milliards de francs sur cinq ans. Mais les viticulteurs ne sont pas satisfaits. Ils veulent plus. Ils veulent que le gouvernement leur donne des subventions directes. Ils veulent que le gouvernement leur donne des subventions indirectes. Ils veulent que le gouvernement leur donne des subventions directes et indirectes. Ils veulent que le gouvernement leur donne des subventions directes et indirectes.

Le vin de France est en crise. Les ventes ont baissé de 10 % en 1981 par rapport à 1980. Les stocks sont énormes. Les viticulteurs réclament une aide urgente. Le gouvernement a promis de leur verser 100 milliards de francs sur cinq ans. Mais les viticulteurs ne sont pas satisfaits. Ils veulent plus. Ils veulent que le gouvernement leur donne des subventions directes. Ils veulent que le gouvernement leur donne des subventions indirectes. Ils veulent que le gouvernement leur donne des subventions directes et indirectes. Ils veulent que le gouvernement leur donne des subventions directes et indirectes.

Le vin de France est en crise. Les ventes ont baissé de 10 % en 1981 par rapport à 1980. Les stocks sont énormes. Les viticulteurs réclament une aide urgente. Le gouvernement a promis de leur verser 100 milliards de francs sur cinq ans. Mais les viticulteurs ne sont pas satisfaits. Ils veulent plus. Ils veulent que le gouvernement leur donne des subventions directes. Ils veulent que le gouvernement leur donne des subventions indirectes. Ils veulent que le gouvernement leur donne des subventions directes et indirectes. Ils veulent que le gouvernement leur donne des subventions directes et indirectes.

Le vin de France est en crise. Les ventes ont baissé de 10 % en 1981 par rapport à 1980. Les stocks sont énormes. Les viticulteurs réclament une aide urgente. Le gouvernement a promis de leur verser 100 milliards de francs sur cinq ans. Mais les viticulteurs ne sont pas satisfaits. Ils veulent plus. Ils veulent que le gouvernement leur donne des subventions directes. Ils veulent que le gouvernement leur donne des subventions indirectes. Ils veulent que le gouvernement leur donne des subventions directes et indirectes. Ils veulent que le gouvernement leur donne des subventions directes et indirectes.

Le vin de France est en crise. Les ventes ont baissé de 10 % en 1981 par rapport à 1980. Les stocks sont énormes. Les viticulteurs réclament une aide urgente. Le gouvernement a promis de leur verser 100 milliards de francs sur cinq ans. Mais les viticulteurs ne sont pas satisfaits. Ils veulent plus. Ils veulent que le gouvernement leur donne des subventions directes. Ils veulent que le gouvernement leur donne des subventions indirectes. Ils veulent que le gouvernement leur donne des subventions directes et indirectes. Ils veulent que le gouvernement leur donne des subventions directes et indirectes.

regroupement

CHRISTIANE CHOMBEAU.

Le changement de gouvernement a apporté un espoir aux agriculteurs laissés-pour-compte dans les discussions menées par le régime précédent. Ils pensent être entendus par celui-ci. Mais le problème du Midi est celui d'une minorité, souligne A. Cases. Les difficultés viticoles touchent uniquement trois départements. Il est facile, au

· TEL : 2961477

Le chômage touche plus de 10 % des salariés dans les départements maritimes

LORS du nouveau tour de France de l'emploi qu'il doit entreprendre au cours de ce printemps (le Monde daté 14-15 mars), M. Pierre Mauroy, qui a l'intention de fixer à chaque département des « objectifs quantitatifs », afin que le chômage batte en retraite « partout » avant la fin de l'année, procédera avec les responsables régionaux à des analyses « fines » pour trouver des solutions locales. En effet, si le chômage affecte l'ensemble du territoire, il frappe très inégalement les départements. Du simple au triple, ou presque : un peu plus de 5 % de sans-travail dans les Yvelines, près de 15 % en Charente-Maritime et en Loire-Atlantique.

La carte que nous publions montre clairement ces disparités. Elle a été établie d'après une étude de l'INSEE, qui vient d'être annexée à la loi de finances. Précision importante : le taux de chômage a été calculé par rapport à la population active salariée, et non en fonction de la population active totale. De ce fait, les chiffres sont naturellement plus élevés et ainsi la moyenne nationale avoisine les 10 % (exactement 9,98 %) alors que l'estimation du taux de chômage par rapport à la population active totale est de 8,9 % (le Monde de l'économie du 2 mars).

En attendant les nouvelles données démographiques qui vont résulter du recensement en cours, l'instrument de mesure adopté par l'INSEE paraît mieux cerner la réalité de 1982 : grâce aux statistiques mises à jour par les divers organismes socio-professionnels, la population salariée est, à l'heure actuelle, mieux connue que la population active totale, dont le dernier décompte remonte à 1975.

À la « lecture » de cette carte, une évidence saute aux yeux : la France « maritime » est beaucoup plus malade du chômage que la France « continentale » : de Dunkerque à Menton, en passant par Brest, La Rochelle et Marseille, tous les départements qui forment le littoral (à la seule exception des Landes, plus rurales et moins peuplées) souffrent d'un taux de chômage supérieur à 10 %. Eux et leurs voisins limitrophes composent le gros de la troupe des cinquante-trois départements sur quatre-vingt-quinze (l'INSEE donne un chiffre global pour la Corse) qui dépassent ainsi la moyenne nationale. Et les deux seuls départements où l'on recense plus de 14 % de laissés-pour-compte sur le marché du travail, sont la Charente-Maritime (14,47 %) et la Loire-Atlantique (14,11 %).

Le déclin des industries textiles et charbonnières dans le Nord, le sous-développement chronique des départements bretons, la crise des chantiers navals et des activités portuaires dans l'Ouest, sont autant d'explications. Entre 13 % et 14 % de taux de chômage, on ne dénombre également que des départements qui ont « les pieds dans l'eau », soit par ordre décroissant : le Pas-de-Calais, l'Hérault, les Pyrénées-Orientales, le Calvados, la Seine-Maritime et la Somme.

Disparités

Les départements « continentaux » sont aussi durement touchés comme en Lorraine avec le malaise de la sidérurgie, ou dans le Sud-Ouest avec les aléas de la viticulture. Mais, dans l'ensemble, les zones non maritimes supportent moins mal : c'est le cas de l'Alsace, grâce aussi au travail frontalier, et des départements qui composent la grande région parisienne et la région Rhône-Alpes où les activités industrielles sont plus diversifiées qu'ailleurs et où le secteur tertiaire compense tant bien que mal les autres défaillances. Dans les départements agricoles du Centre, la situation est inégale (7,22 % en Haute-Vienne, 12,52 % dans le Cantal), mais on notera que... la Nièvre et la Corrèze sont

dans la même tranche de taux de chômage (8 à 10 %).

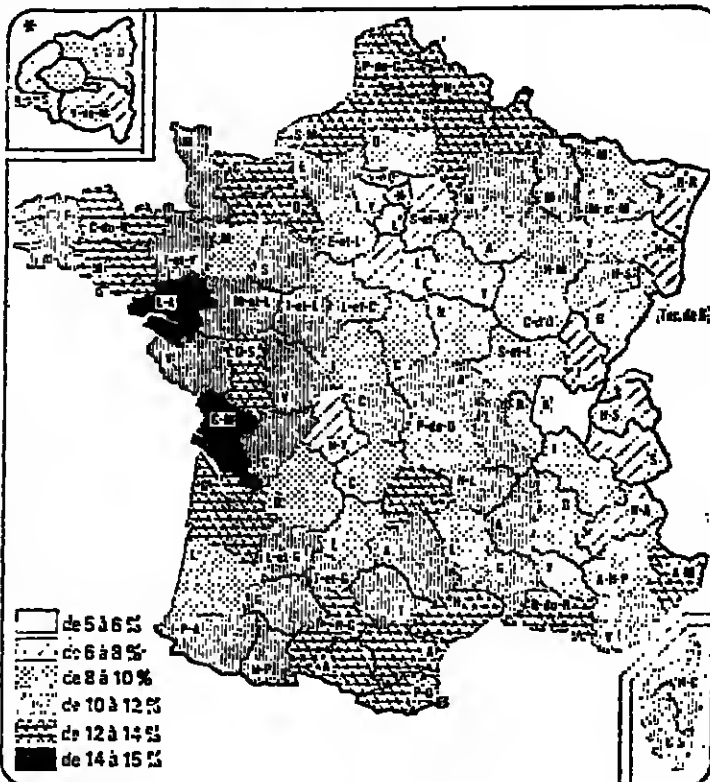
Le premier ministre constatera sur le terrain ces multiples disparités. Cette prise de conscience est assez nouvelle : malgré sept ans de crise économique, le phénomène du chômage a presque toujours été appréhendé en France d'une façon globale. Un million, un million et demi, deux millions de chômeurs : à chaque franchissement de ces seuils, tous jugés « intolérables », on s'attendait à une explosion générale. Certes, une « révolution tranquille » a eu lieu le 10 mai 1981 par l'entremise des urnes, et la gauche a été portée au pouvoir sur le thème central de l'emploi. Mais les révoltes ont toujours été locales et, par exemple, c'est en catastrophe que le pouvoir précédent a éteint, par la pompe de l'argent, l'embrasement de Longwy, faute d'avoir pris à temps la température des hautes fourneaux.

Aujourd'hui, c'est bien le moins que dans le cadre de la décentralisation on se penche enfin sur le sort propre à chaque département. Sur tout ce qu'on pourrait pratiquement calquer cette carte du chômage sur la carte politique de la dernière élection présidentielle : M. Mitterrand l'a emporté dans les départements à fort taux de chômage, en particulier dans ceux du Nord

et des régions Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon. Tandis que M. Giscard d'Estaing était, par exemple, arrivé en tête en Alsace. Une seule exception majeure : l'Ouest, très touché par le sous-emploi, n'avait pas, en mal dernier, opté pour le

candidat socialiste. Il ne s'agit pas, maintenant, de « transférer » le chômage dans les départements démunis par l'opposition, mais bien, comme l'a rappelé M. Mauroy, de le faire reculer « partout ».

MICHEL CASTAING.



BIBLIOGRAPHIE

Le cinquantenaire d'« X-Crise »

SOUS la couverture jaune et rouge familière aux polytechniciens, vient de paraître un ouvrage qui intéressera les historiens, certes, mais également un public qui aime regarder aussi dans le rétroviseur lorsqu'il avance en terrain difficile. Sous le titre : *De la récession des crises économiques*, il retrace la naissance, il y a cinquante ans, et le développement jusqu'à la dernière guerre du Centre polytechnicien d'études économiques, plus connu sous le nom d'« X-Crise ».

Encadré par une préface de M. René Brouillet, ambassadeur de France, qui fut son secrétaire général, et par une postface de M. Thierry de Montbrial, représentant la jeune génération (il sortit de Polytechnique trente-quatre ans après la naissance d'« X-Crise »), le livre présente d'abord, sous la signature de Gérard Brun, ce cercle de pensée assez extraordinaire qui chercha à mieux comprendre la nature des phénomènes économiques en vue d'introduire plus de rationalité dans l'action. Si trois polytechniciens, Gérard Bardet, André Lohel et Jean Nicolle, furent à l'origine de l'entreprise, le « club » s'ouvrit bientôt à des membres venant d'ailleurs, si bien qu'à la fin il n'y avait plus qu'une légère majorité d'intellectuels sortant de l'X.

Ce qui fit le prix de ce laboratoire d'idées, c'est la grande diversité de ceux qui y venaient travailler. On y rencontrait aussi bien des représentants du grand patronat (Ernest Mercier, René F. Duchemin, C. J. Gignoux) que des syndicalistes (René Belin, Robert Lacoste), des maréchaux

(Jules Moch, Marc Bloch), des socialistes (Louis Vallois, Alfred Sauvy), des « centristes » (Jean Coutrot, Auguste Deneuf), des libéraux (Jacques Rueff).

Étrange famille, où chacun regardait la réalité sous son angle et apportait sa pierre à un essai d'explication du monde de l'économie. Curieusement, les membres acceptaient en entrant, de se dévouer de ces passions élémentaires qui eussent rendu tout dialogue impossible. Connaître-on aujourd'hui pareille tolérance ? On n'est pas très fier de pencher plutôt vers la négative. Il est vrai que l'on pourrait dire aussi qu'un fil invisible courait à travers toutes ces personnalités et les unissait sans qu'ils en aient sans doute conscience : celui de la technocratie.

Il n'empêche. Il est assez plaignant de lire dans le « Recueil des conférences plus marquées », qui fait le gros du livre, un exposé de Jacques Rueff à la gloire du libéralisme suivi immédiatement d'un texte d'Auguste Deneuf sur la fin du libéralisme, ou bien la défense de la dévaluation par Paul Reynaud prolongée d'un exposé en sens contraire de René Duchemin.

Le livre n'a pas qu'un intérêt rétrospectif. Outre le fait que nous traversons une nouvelle crise, on se rend compte que certains des sujets abordés par ces conférences d'avant-guerre sont encore très actuels : le rôle du secteur public, la réduction du temps de travail, les inégalités, etc.

Il manque cependant un élément important dans cette évocation : une réponse cinglante aux critiques qui ont été faites sous le gouvernement de Vichy à ce groupe où l'on vit le point de départ d'un « complot syndicaliste » qui voulait renverser la « Révolution nationale » au profit des trusts ! Sans doute, pour les initiés, l'affaire est claire et l'affabulation grossière. Mais cette histoire de syndicat a laissé des traces dans l'inconscient collectif. Quelques pages pour démontrer l'opération n'eussent pas été superflues.

PIERRE DROUIN.

★ Editions Economica, 300 pages, 75 F.

DEFRICHONS L'AVENIR.

L'avenir est un terrain en friche. Pour en faire la terre riche dont nous avons besoin, il nous faut faire confiance à l'imagination.

Au Crédit Agricole, nous savons depuis toujours que la volonté des hommes est plus forte que les difficultés du terrain ou de l'histoire. Quels que soient vos projets, nous saurons vous écouter et les favoriser. Si vous avez des idées, nous ne manquons pas de bon sens. Renseignez-vous dans votre bureau du Crédit Agricole.

CRÉDIT AGRICOLE

Le bon sens près de chez vous

CRÉDIT AGRICOLE

AIDES AUX ENTREPRISES

140 AIDES, LESQUELLES POUR VOUS ?

Recueil national des aides économiques aux entreprises

Quelles aides pour votre entreprise ?

Prêts, subventions, avances, remises... Votre entreprise peut bénéficier des aides de l'Etat. A condition de les connaître bien sûr. Pour vous y aider, voici un nouveau guide, complet et actualisé en permanence : « Le Recueil National des Aides Economiques aux Entreprises », réalisé sous le patronage de l'APCEI avec le concours financier du Ministère de l'Industrie.

140 aides, lesquelles pour vous ?

Le savez-vous ? plus de 140 aides sont à votre disposition. Pour reconnaître celles qui vous concernent, chacune est référencée dans ce guide sous forme de

feuilles. Ainsi, vous avez sous les yeux : la définition de l'aide, ses objectifs, ses bénéficiaires, ses conditions d'éligibilité, les organismes concernés, les textes et documents de référence. Et pour encore simplifier les recherches, les feuilles sont regroupées par chapitre avec tableaux récapitulatifs.

Un guide mis à jour en permanence.

Autre avantage, votre guide est mis à jour en permanence grâce à des envois systématiques suivant les nouvelles lois, les nouveaux règlements, et même les textes internes à l'administration.

Aujourd'hui, « Le Recueil National des Aides Economiques aux Entreprises » est

un outil indispensable pour tirer le meilleur parti de la conjoncture. Accompagné de son répertoire référencant 1200 adresses d'organismes publics, tant au niveau national que régional, cet ouvrage ne coûte que 800 F.H.T. avec six mois d'actualisation gratuite.

Demandez le vôtre en renvoyant le bon ci-dessous, ou téléphonez à Jacqueline Risbec au (1) 268 09 73 si vous désirez de plus amples informations.

RECUEIL NATIONAL DES AIDES ECONOMIQUES AUX ENTREPRISES

Editions Adhésion

11, rue La Boétie - 75008 Paris (1) 268 09 73

BON DE COMMANDE

à renvoyer à : Recueil National des Aides Economiques aux Entreprises - 11 rue La Boétie - 75008 Paris

Je désire recevoir « Le Recueil National des Aides Economiques aux Entreprises » au prix de 800 F.H.T. (frais de port inclus soit 856 F.T.T.C.), comprenant : le recueil lui-même, le répertoire d'adresses, et 6 mois de mise à jour permanente gratuite.

Je vous réglerai à réception de facture afin que vous puissiez m'envoyer le document complet.

J'ai noté qu'il me sera ensuite possible de souscrire, si je le désire, un abonnement annuel pour une mise à jour permanente.

Nom : _____

Société : _____ Activité : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Tél. : _____

Chaque jour dans
Le Monde
ventes dans les
5^e, 6^e, 7^e, 8^e, 15^e, 16^e
et 17^e arrondissements
**NEUILLY, BOULOGNE
et SAINT-CLOUD**

ENTRE VENTS ET MARÉES

Singapour : la religion du dollar n'est pas tout

Le pragmatisme économique a parfois ses raisons que la raison ne connaît pas. Après avoir promu pendant trente ans la religion du dollar pour sortir leurs concitoyens de la misère et réaliser dans des conditions difficiles une société à la fois multiraciale et multireligieuse, les dirigeants de Singapour se demandent aujourd'hui s'il n'est pas temps de restaurer d'autres idéaux, voire d'autres dieux. Est-ce l'âge, la sagesse ou, plus probablement, de nouvelles ambitions qui les animent ? « Nous ne nous faisons pas d'illusions. Nous ne sommes pas là pour créer le paradis : nous devons simplement rendre nos sociétés moins imparfaites », d'origine indienne, le vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères de Singapour, M. S. Rajaratnam, talentueux conteur oriental, a, lorsqu'il jette un regard sur la vie, de fausses allures de gourou : un gourou qui ne ferait pas de cadeau.

L'objectif de l'équipe gouvernementale de M. Lee Kuan Yew, qui n'a pas quitté le pouvoir depuis vingt-trois ans, est de faire atteindre en 1990 à son pays le niveau de revenu du Japon aujourd'hui. A bien des égards, la réussite est d'ores et déjà éblouissante. Rares sont ceux qui, à Singapour, luttent encore pour le minimum vital. Cette petite île, placée à la pointe de la Malaisie, face à l'Indonésie, entre l'Océan Indien et la mer de Chine, dispose désormais, pour ses deux millions quatre cent mille habitants, d'un P.N.B. moyen comparable à celui de l'Espagne. Membre de cette

« bande des quatre » pays asiatiques qui inondent l'Occident de leurs exportations, elle arbore sans désespoir des taux d'expansion à faire pâlir tous les Européens : 10,5 % en 1980 et 9,5 % en moyenne par an pendant toutes les années 70. La crise ? Connait pas... Quand la conjoncture ralentit, les programmes du bâtiment et des travaux publics prennent le relais. Une surface équivalente à la moitié de la superficie totale de l'île de Hongkong a été, au fil des années, gagnée sur la mer, augmentant sensiblement la taille du pays. Au rythme actuel, augmentant sensiblement la taille du pays. Au rythme actuel, augmentant sensiblement la taille du pays. Au rythme actuel, augmentant sensiblement la taille du pays.

Déjà l'annonce de la nécessité d'une « deuxième révolution industrielle » a été faite, alors que la population n'a même pas fini de digérer la première. Pour ne plus dépendre aussi fortement des industries fortes consommatrices de main-d'œuvre non spécialisée et bon marché dont les exportations sont fortement exposées au danger de réactions protectionnistes, une reorientation est engagée en faveur d'industries plus fortement utilisatrices de capital et de technologie. En augmentant les sa-

laires par la loi, les pouvoirs publics incitent automatiquement les industries les moins sophistiquées à partir ou à se transformer. Et, simultanément, ils en attirent d'autres. Mais surtout une extraordinaire compétition règne dans les écoles, où l'anglais domine, même si d'autres langues sont courantes. C'est la course à l'éducation. Les établissements d'enseignement en chinois ont vu leurs inscriptions tomber des deux tiers. Si une chose, à Singapour, est comparable à ce qui existe au Japon, c'est bien la pression infernale qui s'exerce sur les études des jeunes.

Contrairement à ce qui se passe au Japon, la loyauté des employés vis-à-vis de leur entreprise est ici très faible. Les jeunes, surtout, sautent d'un « job » à l'autre, répondant au plus vite au plus offrant, et économisant souvent leurs forces vives pendant les heures de travail officiel pour les réserver aux travaux supplémentaires qu'ils effectuent le soir après la fermeture des bureaux ou des usines. « Nous avons expérimenté le vieux style de syndicalisme à l'anglaise, fondé sur la tradition de la lutte des classes. Et nous en sommes revenus », expliquent les dirigeants de Singapour, qui tentent depuis un certain temps de favoriser des « syndicats d'entreprise » sur le modèle japonais. Ils entendent décentraliser au maximum les négociations sociales à l'échelon des firmes et, parallèlement, rendre les entreprises responsables de la sécurité sociale de leurs employés de manière à réduire au strict minimum les dépenses sociales de l'Etat. « Nous ne voulons pas nous laisser piéger dans le même système que les pays occidentaux, dans lesquels tout le monde dépend de l'Etat pour presque tout... », expliquent-ils, rêvant de transformer la sécurité sociale en sécurité d'entreprise.

une tradition et un « consensus », obéit plutôt à Singapour à une impulsion du haut vers le bas qui n'est pas sans déclencher de multiples réactions. « On utilise les gens comme des mécaniques, comme des bœufs qu'on renvoie à l'étable et qu'on déplace, et puis l'on s'étonne qu'ils oublient la fidélité, la solidarité, la discipline... » Contrairement à la tradition chinoise qui réclame l'union de la famille devant le temps qui passe, les couples jeunes et moins jeunes abandonnent maintenant parents et grands-parents dans des maisons de vieillards publiques pour aller, en ce qui les concerne, vivre dans des immeubles nouvellement construits. Au point que le premier ministre Lee Kuan Yew a éprouvé le besoin de mettre à profit la fête du Nouvel An chinois pour annoncer cette année la promulgation d'une loi faisant obligation aux enfants d'assister les aînés de leurs parents. Les nouveaux programmes d'allocation de logements modernes comporteront désormais des enquêtes pour savoir où demeurent les aînés des candidats et les obliger éventuellement à rester ensemble soit dans leur ancien logement, soit dans le nouveau.

Curieusement, cette société, qui comporte des Chinois (70 %), des Malais et des Indiens, après avoir réussi à mélanger systématiquement toutes les ethnies dans les habitations et à éliminer tout bien que mal les religions des redoutables querelles locales, s'apprête à faire l'effort d'un retour aux valeurs anciennes. C'est donc un véritable enseignement religieux qui a été rendu à nouveau obligatoire, depuis moins d'un an. Tout prosélytisme en est exclu. Le choix est offert entre les différentes religions en usage sur l'île : bouddhisme, taoïsme, islam, hindouisme, christianisme. Pour ceux qui ne se réclament d'aucune confession, un cours commun à toutes les religions est imposé : « Pour les sortir de leur matérialisme ».

JACQUELINE GRAPIN.

L'ÉCONOMIE EN UNITÉS DE TRAVAIL

Analyse énergétique et analyse organique (analyse du travail physique) appliquées à l'analyse économique.

CLAUDE JARDIN

SUPPLÉMENT À L'ÉCONOMIQUE DE XENOPHON. Essai sur le fondement et la mesure de l'économie, 232 pages 110 F

LA MONNAIE «NATURELLE». Recherches sur les relations entre énergie, nutrition, travail et monnaie, 72 pages 40 F

LA PHYSIOCRATIE NATIONALE AU SECOURS DU TIERS MONDE. Préface de Michel Cépède, 140 pages 55 F

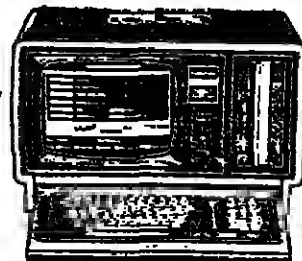
Port compris, tous pays voie ordinaire.

Chez l'auteur : 5, rue de la Harpe, 75005 PARIS MARCELLE GODET 7.

Consultez jusqu'à 20.000 fiches en un éclair!

avec le micro-ordinateur

Tandy TRS-80



et son programme Profile II.

- Explorez votre fichier suivant 36 clefs différentes (1296 critères de sélection) définis par vous-même, par un ordre simple entré au clavier.
- Affichage immédiat à l'écran et/ou impression des données à l'imprimante en ordre trié ou non.
- Mise à jour du fichier (ajonction, suppression et modification d'enregistrements).

Démonstrations permanentes et gratuites.

Venez en faire l'essai aujourd'hui même. Ou prenez immédiatement rendez-vous par téléphone auprès des spécialistes TRS-80.

- Paris : 25, rue de la Chaussée d'Antin (Galeries Lafayette), tél. 1/285.43.44 (Métro : Chaussée d'Antin)
- Paris : 26, avenue du Maine, tél. 1/544.53.16 (Métro : Montparnasse-Bienvenue)
- Paris : 199 à 207, rue des Pyrénées, tél. 1/358.27.27 (Métro : Gambetta)
- Neuilly-sur-Seine : 23, rue du Château, tél. 1/745.80.00 (Métro : Pont de Neuilly)

- ainsi qu'à :
- Caluire : 12, cours Aristide Briand, tél. 7/808.43.38 (Face à la foire de Lyon)
- Nice : Galeries Lafayette, 6, avenue Jean Médecin
- Toulouse : 2, boulevard Michelet (Place Saint-Aubin), tél. 61/63.88.63

Tandy
Computer Center

ENGINEERING : COPIES COULEURS
Qualité photographique professionnelle
ETRAVE 38 Av. DAUMESNIL PARIS-12° ☎ 347.21.32

LE NUMERO UN FRANÇAIS SORT DE L'ANOMALIE.



la question « Qui est le numéro 1 du marché de l'écriture en France ? » Qui chez-vous ? Des grandes marques étrangères, françaises, Conté... Nous sommes numéro 1 de l'écriture en France, premier fabricant français, et 45 % de nos fabrications sont exportées vers la CEE, l'Espagne, le Japon, les USA. Ce n'est pas un hasard. Nous avons fait nos preuves : certains de nos produits (Critérium®, Onyx Marker®, les crayons de couleur et les feutres Baignol et Farjon®) sont devenus des produits génériques et des gloires qui ont fini par masquer la marque qui les a créés : Conté.

Aujourd'hui, Conté vous fait découvrir Velleda, le nouveau concept de l'écriture. Et, cette fois-ci, Conté est bien décidé à ne pas s'effacer derrière le succès de son invention.

En 1982, le numéro 1 de l'écriture portera comme un numéro 1.

CONTE

2^e CYCLE
ON DE PERSONNE

3^e CYCLE
AGEMENT AVANCÉ

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne TTC
DEMANDES D'EMPLOI	71,00	83,50
IMMOBILIER	21,00	24,70
AUTOMOBILES	46,00	58,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,84

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

* Descriptif selon surface ou nombre de publications



emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

Des spécialistes pour notre base de lancement Kourou - Guyane Française

Le Centre National d'Etudes Spatiales recrute pour le Centre Spatial Guyanais un ingénieur et des techniciens possédant les qualifications suivantes :

Agent technique rédacteur-planificateur.

Ce technicien sera chargé, au sein du Département Opérations de lancement, d'établir puis d'actualiser un **planning général des activités**, lors de chaque campagne de lancement.

De formation BTS ou DUT essorée d'une spécialisation planning, il possèdera une expérience de la transcription des différentes logiques d'opérations sous forme linéaire ou PERT, esquissée dans un poste analogue. Une bonne connaissance de l'Anglais est indispensable (réf. M/11).

Contrôleur aérien technicien responsable logistique.

Ce technicien possèdera nécessairement une expérience de quelques années de **contrôle aérien** (Aviation Civile - Armée de l'Air). Il a donc une bonne maîtrise de la langue anglaise. Des connaissances en électromécanique seraient appréciées.

Il sera chargé de coordonner et d'activer les moyens logistiques du Centre Spatial Guyanais et les moyens aériens et maritimes nécessaires à certaines opérations dont il assurera le contrôle (réf. M/12).

Ingénieur Electricien

Adjoint au chef du département moyens techniques, il sera plus particulièrement chargé du fonctionnement et de la gestion des services climatisation, énergie et mécanique.

Nous souhaitons confier ce poste à un ingénieur grande école ayant acquis, au cours d'une expérience similaire, de solides connaissances en **électricité industrielle et climatisation**.

La réussite dans cette fonction implique de réelles qualités de meneur d'hommes ainsi qu'un sens opérationnel développé. La maîtrise de l'anglais est très souhaitable (réf. M/13).

Partir à Kourou avec le CNES...

- C'est aussi :
 - Les contreparties financières de l'engagement
 - Chaque année, 2 mois de congés avec Aller-Retour gratuit pour la métropole (pour vous et votre famille).
 - La certitude d'être accueilli et intégré dans la vie guyanaise.
 - L'assurance d'une carrière dans un des centres métropolitains du CNES, à l'issue du séjour à Kourou.



Ces postes nécessitent esprit d'initiative et aptitude à travailler en équipe. Si l'un d'entre-eux vous intéresse, adressez rapidement lettre manuscrite C.V. et prétentions au Centre National d'Etudes Spatiales - Service du Personnel - 129, Rue de l'Université - 75007 PARIS, en précisant la référence de la fonction choisie.

CHEF DE MISSION

Assistance technique industrielle

Dans le cadre d'un contrat d'assistance technique, un des premiers groupes industriels français est chargé d'assurer l'exploitation d'une unité de production (200 personnes) à Pointe Noire en République Populaire du Congo.

Le chef de cette mission, assisté d'une équipe de techniciens, est responsable sur place du bon déroulement des accords d'assistance, notamment sur les plans : technique, production, gestion et commercial. Il assure personnellement les relations avec les autorités congolaises.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur diplômé, de préférence de formation électromécanique, ayant de 5 à 10 ans d'expérience industrielle.

Cette affectation, assortie d'intéressantes conditions d'expatriation, permet un séjour en famille dans une agréable ville côtière.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 5212 AE à

EGOR INTERNATIONAL

8 rue de Berni - 75008 Paris



PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

UN CHEF DES VENTES EQUIPEMENT DE BUREAU

PHOTOCOPIEURS
MACHINES A ECRIRE ET A CALCULER
OFFSET/MOBILIER DE BUREAU

Diplômé ESC ou titulaire d'un BTS/DUT Commerce, le candidat retenu devra avoir acquis pendant quelques années une expérience d'animation et de gestion des ventes dans cette gamme de produits.

Envoyer C.V. détaillé en précisant rémunération souhaitée sous no 29060 à CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Très importante Société Internationale de Travaux Publics recherche pour l'une de ses implantations à l'étranger (Afrique, Moyen-Orient)

Responsable logistique

Le poste :

Vous aurez en charge la gestion complète de nos achats de matières premières (aciers et produits consommables divers).

Vous devrez superviser :

- les prévisions d'approvisionnement,
- les achats régionaux,
- le transit,
- le suivi des stocks,
- les inventaires permanents (système OCAM).

Votre profil :

Vous avez environ 35 ans et vous pouvez faire état d'une expérience d'au moins 10 ans, dont 5 acquies dans un poste de Responsable des Achats ou de Gestionnaire de stocks dans le domaine du Génie Civil, des Travaux Publics ou des Transports (terre ou mer). Vous êtes soit ingénieur d'orientation gestion, soit autodidacte possédant une très solide expérience. Homme de terrain rigoureux doté d'un bon esprit de synthèse, votre autorité naturelle vous permet de vous imposer avec fermeté et diplomatie. Vous parlez couramment l'anglais.

Ce poste à l'étranger comporte de nombreux avantages liés à l'expatriation (statut familial, logement, voiture, etc.).

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous réf. 0295 à M. du Mazet, B.P. 186, 75082 Paris Cedex 02, qui transmettra.

ESO-European Southern Observatory

est une organisation intergouvernementale regroupant huit pays européens, constituée pour des recherches astronomiques dans l'hémisphère Austral. ESO travaille au moyen d'un observatoire situé à La Silla dans le désert d'Atacama au Chili. Il est équipé d'une série de télescopes optiques hautement sophistiqués et d'instruments du même type, construits selon les développements techniques les plus récents. ESO recrute dans le domaine suivants (très exigeant mais riche en compensations) :

TECHNICIEN SUPERIEUR EN OPTIQUE

(BTS/DUT en France, Ing. grad. en Allemagne) réf. CTR1-21

pour son département de soutien technique à la recherche situé au Chili. Son expérience ? Au moins 3 ans dans un laboratoire ou dans un atelier chargé du montage et du réglage d'instruments optiques. Avec une connaissance de base en physique. Et, de préférence une oratoire ou une connaissance en électronique et/ou mécanique. Son bilinguisme ? Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire.

Ses fonctions ? Préparer, avec un groupe de techniciens, les instruments astronomiques, l'alignement optique des 12 télescopes, le chargement de l'instrumentation auxiliaire, l'entretien préventif et les essais en laboratoire des détecteurs astronomiques. Sa rémunération ? Elle dépendra de son expérience et de sa situation de famille. A titre d'exemple, pour un membre du personnel non-résident avec deux enfants à charge, la rémunération nette mensuelle exempte d'impôts sur le revenu ne sera pas inférieure à DM 5.300,-. De plus, parmi vos avantages figurent : une contribution aux frais d'éducation de vos enfants, le remboursement des frais de déménagement et d'installation, un plan d'assurance-pension et santé.

Les candidatures doivent être transmises en mentionnant la référence avant le 30 avril 1982 au Personnel Services, European Southern Observatory, Karl-Schwarzschild-Strasse 2, D-8046 Garching bei München, République Fédérale d'Allemagne. Tél. : (089) 320.06.216-8.

Si on n'a pas donné une préférence aux ressortissants des pays membres de l'ESO, la Belgique, le Danemark, la République Fédérale d'Allemagne, la France, les Pays-Bas, la Suède, la Suisse et l'Italie, aucune nationalité n'est à priori exclue.

Importante Société d'Engineering

réalisant des assembles industriels dans le monde entier recherche

RESIDENT MANAGER

Intégré au sein du service travaux vous effectuerez sur nos clients des missions de supervision et de coordination.

Votre première tâche sera l'ARABIE SAOUDITE où vous aurez à assurer la direction d'une équipe de supervision pour la construction de centrales électriques (diesel-gaz) ainsi que des réseaux de transmission et de distribution. Par la suite nous vous confierons d'autres missions en France ou à l'étranger et nous vous offrirons une possibilité d'évolution au sein de la société.

Pour ce poste vous devez être impérativement ingénieur diplômé et posséder au minimum 10 ans d'expérience en réalisation de projets industriels.

Nous vous remercions d'adresser lettre de candidature et CV détaillé sous réf. 005 à Medias System 104, rue Racour 75002 Paris, en indiquant sous double enveloppe les noms des sociétés auxquelles vous ne voulez pas que soit transmis votre dossier.

FORMER NOS CLIENTS A L'ÉTRANGER

Notre groupe vous propose des opportunités de carrière

voir notre annonce page 33

THOMSON-CSF COOPERATION

CYPRUS INDUSTRIAL MINERALS CORP GENT - BELGIUM is seeking for a REGIONAL SALES MANAGER for France.

Person will be travelling in the Pulp and Paper, Rubber & Plastics, Paint & Ceramic industry all over the country. Requirements : - fluent in English, - technical/marketing degree or experience. Applications for employment, mentioning required salary, should be addressed to C.I.M.C. Scheepzandstraat 2, 8000 GENT-Belgium.

Niger

Société Industrielle et minière filiale du COGEMA recherche son

CHEF DE SERVICE INFORMATIQUE

Basé sur le site minier, il disposera d'un DPS 4 CII HB. Il en gèrera toutes les applications et mènera les actions propres à la généralisation de l'informatique dans l'entreprise :

- amélioration de l'existant (gestion du personnel, paie, applications scientifiques)
- transfert au NIGER de la sous-traitance extérieure (comptabilités)
- création (gestion des stocks, etc...)

Le candidat retenu sera ingénieur (EISE, ENSIMAG, N7, ENSI) ou MIAGE et aura une première expérience de 3 à 5 ans acquise dans l'industrie ou dans une SSCE.

Ecrire avec CV explicite sous référence CK/CSI à CETAGEP 30, avenue Amiral Lamoignon 78160 MARLY LE ROI.

LE GOUVERNEMENT MILITAIRE FRANÇAIS DE BERLIN

recrute pour

BERLIN-OUEST

CHEF DE CENTRE INFORMATIQUE

Equipé d'un siemens 7521, titulaire d'un diplôme d'enseignement supérieur en informatique et d'une expérience en matière de programmation.

LANGUE ALLEMANDE RECOMMANDÉE

Ecrire avec curriculum vitae + prétentions à : MINISTÈRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES DIVISION DE L'INFORMATIQUE 21 bis, rue La Pérouse 75775 PARIS CEDEX 14.

UN RESPONSABLE COMMERCIAL

chargé d'animer, de gérer, de contrôler la force de vente d'une région et participer à sa formation.

Il doit être un homme de terrain, diplômé ESCE ayant au moins 5 ans d'expérience dans la vente et la distribution de produits de grande consommation au niveau détaillants et grossistes. Grande disponibilité requise.

Contrat expatrié - logement.

Adressez CV, photo et prétentions sous N° 8175

PARFRANCE Annonces 4 rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra

emplois

GROUPE

INGÉNIEURS

ENVIRONNEMENT

DOUALA

Une entreprise internationale nous a cherché un responsable

chef comptable

DES INGÉNIEURS

VOUS CONNAÎSSEZ L'AFRIQUE

VOUS OFFRONS UNE OPPORTUNITÉ

de travailler au sein d'une firme de

des premiers groupes français de

CONSTRUCTION.

Pour un ou deux ans ou

en fonction de vos besoins, nous

vous offrons une expérience dans

un pays d'Afrique

FRANCOPHONE.

Une expérience d'un à deux ans

est un atout supplémentaire.

Adresser votre C.V.

Service du Personnel - SATOM

à l'adresse 94250 GENTILLY

ou à l'adresse 94250 GENTILLY

ou à l'adresse 94250 GENTILLY

ou à l'adresse 94250 GENTILLY

ou à l'adresse 94250 GENTILLY

ou à l'adresse 94250 GENTILLY

ou à l'adresse 94250 GENTILLY

ou à l'adresse 94250 GENTILLY

ou à l'adresse 94250 GENTILLY

ou à l'adresse 94250 GENTILLY

ou à l'adresse 94250 GENTILLY

ou à l'adresse 94250 GENTILLY

ou à l'adresse 94250 GENTILLY

ou à l'adresse 94250 GENTILLY

ou à l'adresse 94250 GENTILLY

ou à l'adresse 94250 GENTILLY

ou à l'adresse 94250 GENTILLY

ou à l'adresse 94250 GENTILLY

ou à l'adresse 94250 GENTILLY

ou à l'adresse 94250 GENTILLY

ou à l'adresse 94250 GENTILLY

ou à l'adresse 94250 GENTILLY

ou à l'adresse 94250 GENTILLY

ou à l'adresse 94250 GENTILLY

ou à l'adresse 94250 GENTILLY

ou à l'adresse 94250 GENTILLY

ou à l'adresse 94250 GENTILLY

ou à l'adresse 94250 GENTILLY

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

GROUPE IMPORTANT RECHERCHE INGÉNIEURS INFORMATIENS

confirmés ou débutants pour ses centres informatiques et son réseau téléinformatique.

POSTES A POURVOIR :
ENVIRON UNE VINGTAINÉ
dont certains nécessitent une technicité de haut niveau.

Ecrire avec curriculum vitae sous N° 8083, « LE MONDE » Publicité,
Service Annonces Classées
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Directeur administratif et financier fort potentiel

Aix en Provence

200 000 +

Nous sommes un groupe de Sociétés de Services, leader régional dans notre branche, en expansion rapide et régulière, effectifs 600 personnes, CA 110 millions.
Nous recherchons un Directeur Administratif et Financier de fort potentiel, pour créer ce poste. Rattaché au Directeur Général il fera partie du Comité de Direction, et sera responsable des Services Clients-Facturation ; Comptabilité ; Informatique ; Contentieux ; Services Généraux. Il participera, avec la Direction Générale, à la mise en place des différentes options financières du groupe et au contrôle de sa gestion. Il dirigera en direct 25 personnes.
Ce poste intéresse un candidat âgé d'environ 35 ans, diplômé HEC, ESSEC, Sup de Co, ou IEP, ayant une expérience confirmée et réussie d'au moins 5 à 10 ans à un poste de responsabilité, dans une moyenne entreprise bien structurée et informatisée, de préférence branche services ou société commerciale. Ce poste de confiance, qui comporte de belles perspectives d'évolution, concerne une personnalité affirmée, allant la rigueur, l'efficacité à une très grande disponibilité.
Si vous êtes tenté par une entreprise dynamique, en pleine évolution, dans une des plus agréables régions de France, adressez lettre manuscrite et CV détaillé à D. de LARIVIERE qui étudiera votre dossier en toute discrétion réf. 11632/M, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 Rond Point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE CEDEX.

sélé
CEGOS



emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

DOUALA 240.000 + net

Une Société Camerounaise
à caractère international
nous a chargés de recruter pour elle un :

chef comptable

Ce cadre de haut niveau devra animer une équipe de vingt personnes. Il sera responsable de la comptabilité générale (clients, fournisseurs, bilan, comptes d'exploitation) ainsi que des déclarations sociales et fiscales. Dans le cadre d'une mission de conseil extérieur, il participera à la mise en place d'une comptabilité analytique, à la redéfinition des procédures comptables et à la mise en place d'une comptabilité décentralisée dans les représentations de la Société à l'étranger.

Nous demandons pour ce poste 10 ans d'expérience en comptabilité dont au moins 5 ans dans une fonction similaire. Une formation supérieure (École de Commerce, DECS etc...) est indispensable.

A cette rémunération fort intéressante s'ajouteront d'autres avantages.

Veuillez envoyer votre C.V. en indiquant votre salaire actuel ainsi que votre numéro de téléphone à Marie-Jo MARTIAL, 6 avenue Marceau 75008 Paris, sous la référence M-134.

Important ENGINEERING recherche

Pour BUREAU d'ETUDES

BAGDAD

RÉSEAU d'ADDOCTION d'EAU

UN INGÉNIEUR

GÉNIE CIVIL expérimenté

pour travaux

UN INGÉNIEUR

BÉTON ARMÉ, expérimenté

travaux de construction

POUR MAROC

ÉTUDE FACILITÉ

Aménagement hydro-agricole

UN INGÉNIEUR

GÉNIE RURAL ou formation

hydraulique, expérimenté

Pour ces postes, ré. et

disponibilité rapide exigées.

Ad. C.V. à GESTION 2000

102, rue La Fayette,

75010 PARIS.

Téléphone au : 246-42-01.

COMPLEXE INDUSTRIEL ET MINIER
AU NIGER
recherche pour assurer
la scolarisation des enfants de ses agents expatriés

COUPLE D'INSTITUTEURS

Titulaires du CAP et ayant une expérience de quelques années dans l'enseignement primaire en France.

Avantages sociaux liés à l'expatriation. Séjour 9 mois/congés 3 mois.

Ecrire avec C.V. explicite sous réf. CK/EP

CETAGEP 30, Av. Amiral Lamoignon

78160 MARLY LE ROI

CETAGEP

ARABIE SAOUDITE

recherche

pour assurer des responsabilités dans équipe de surveillance

d'un très important chantier de construction d'habitations, à La Mecque ; à l'intérieur d'une zone accessible aux seuls musulmans.

2 INGÉNIEURS DIPLOMÉS

- Expérience bâtiments ou V.R.D. ;

- Nationalité indifférente ;

- Langue anglaise obligatoire ;

- Disponible rapidement.

Ecrire sous n° T 032-530 M à

REGIE-PRESSE

85, bis rue Réaumur, 75002 PARIS.

Pour contrat longue durée.

S.S.C.I. FRANÇAISE

recherche

2 CHEFS DE PROJETS

NOUS DEMANDONS :

- 5 ans minimum d'expérience

informatique ;

- 3 ans de pratique du matériel

CS-115, niveau 60 ;

- Expérience de direction

d'équipe et de liaison avec

utilisateurs.

- Anglais courant.

- Libre rapidement.

NOUS OFFRONS :

- Salaire élevé selon expé-

rience ;

- Indemnité de déplacement ;

- Logement et voiture de fon-

ction.

Env. C.V., photo et références à :

M. SAKA - Directeur du CAMPC

B.P. 878 - ABIDJAN 08 - R.C.I.

RECRUTONS

POUR LE QATAR

DES INGÉNIEURS

EXPÉRIMENTÉS

En maintenance de missiles et équipements d'avions.

Anglais exigé.

Si intéressé, appeler le 551-90-71

poste 42 ou 85 de 9 heures à 14 heures.

Le CENTRE AFRICAIN et MAURICIE

DE PERFECTIONNEMENT DES CADRES

(ABIDJAN)

recrute un

CHEF DE RECHERCHE

EN SCIENCES HUMAINES

de nationalité d'un des pays de l'O.C.A.M. pour partici-

per à une recherche sur les relations humaines dans les

entreprises africaines.

Adressez C.V. détaillé et candidature à

M. SAKA - Directeur du CAMPC

B.P. 878 - ABIDJAN 08 - R.C.I.



Transports express AIR/Route

Jeunes diplômés d'études supérieures

Dans le cadre d'une très forte expansion - France et Europe - TAT EXPRESS recherche de jeunes diplômés d'études supérieures ayant une première expérience de 2 à 3 ans, dans des fonctions polyvalentes : commerciales, gestion, suivi d'affaires, impliquant responsabilités et initiatives.

Au terme d'une formation, ils auront la responsabilité d'un centre de transport : gestion de personnel, relations avec la clientèle, développement commercial, organisation de tournées, gestion d'un parc de véhicules...

Plusieurs postes sont à pourvoir en France ; les régions seront précisées au cours d'une entrevue.

L'expérience transport, la connaissance de la législation routière sont très appréciées.

Adressez lettre manuscrite, CV détaillé et photo sous référence 71613/M à R. VERDET, Tour Chenonceaux 204, Rond-Point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE CEDEX.

sélé
CEGOS

Côte méditerranéenne

Responsable du service informatique

Important organisme de prévoyance

Dans le cadre de programmes développés au plan national, il devra assurer :

- la mise en place d'applications utilisant le télétraitement,

- la direction/gestion d'un centre d'une quinzaine de personnes.

Ces fonctions conviennent à des diplômés de l'enseignement supérieur, âgés de 30 ans minimum, ayant effectivement dirigé des équipes de réalisation informatique et manifesté des qualités d'organisateur et de gestionnaire confirmées.

La connaissance du matériel IBM (D.O.S. - V.S.E.) serait appréciée.

Adressez lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo sous la référence 71613/M à R. VERDET, Tour Chenonceaux - 204 Rond Point du Pont de Sèvres - 92516 BOULOGNE CEDEX.

sélé
CEGOS

Filiale d'un important groupe industriel français, nous fabriquons des systèmes de revêtements spécifiques à l'industrie et au bâtiment, nous recherchons pour la région Midi-Pyrénées un

Ingénieur de vente, chimiste

technicien confirmé et excellent vendeur

très autonome, aimant le terrain et la négociation mais sachant aussi préparer et organiser son action.

Missions :

- reprendre et développer la clientèle existante - Industrie, Bâtiment et Négoce - le C.A. actuel est de 2 millions de France,

- rechercher de nouveaux marchés,

- participer au lancement des produits nouveaux,

- être à l'écoute des clients pour faire remonter l'information.

Pour réussir dans cette fonction, il est nécessaire d'avoir une expérience de quelques années dans un service d'assistance technique à la vente ou dans la vente de produits industriels. Connaissance de l'anglais appréciée. Rémunération : fixe important et intéressement. Voiture personnelle, Formation aux produits assurée tant à l'usine qu'au siège.

Les premiers entretiens auront lieu à Toulouse courant Avril.

Résidence : Toulouse ou proximité.

Adressez lettre man. C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée réf. 73582/M à Mme CLERE, Tour Chenonceaux 204 Rond Point du Pont de Sèvres - 92516 BOULOGNE CEDEX.

sélé
CEGOS

IMPORTANT BUREAU

D'INGENIERIE

recherche

INGENIEURS CHEFS DE PROJETS

A L'EXPORTATION

- Coordination d'études et responsabilité

d'exécution pour projets bâtiments avec

équipements sophistiqués et industrie.

- Expérience d'ingénieurs généralistes TCE,

anglais nécessaire.

- Lieu de travail : Nancy

- Situation stable, larges possibilités d'évolution

offertes.

Ecrire avec C.V. photo et références à :

PIERRE LICHOU S.A.

16 rue Joseph Guérin

57100 LUNEVILLE

sous numéro 8019 qui transmettra

THOMSON-CSF TELEPHONE

ÉTABLISSEMENT D'ORVAULT (44700)

Téléphone : (40) 76-31-95

recherche

INGÉNIEURS

ayant de préférence quelques années d'expérience

RÉF. : ANPE 2733

pour participer à l'étude, au développement et à la mise au

point de systèmes logiciels en temps réel de systèmes télé-

phoniques à commande enregistrée. Il est très souhaitable

que les candidats de formation école ingénieur soient famili-

ers aux techniques et à la pratique des langages de pro-

grammeur (connaissance de l'assembleur et d'un langage

évolué).

Adressez C.V. détaillé avec n° téléphone souhaité à

SERNENC-ANPE 12, rue de Strasbourg,

44041 NANTES CEDEX. Téléphone : (40) 47-01-06.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Jeunes ingénieurs électroniciens

Un marché porteur, une société en expansion



Fabrication

Rattaché au Chef du département fabrication, cet ingénieur assurera le démarrage de la fabrication de nouveaux matériels électroniques en autocommutation et inter communication, en liaison avec les services « Etudes et Développement », « Méthodes » et « Contrôle qualité ».

De réelles possibilités d'évolution lui seront offertes.

En effet, la responsabilité d'un atelier de fabrication électronique sous tous ses aspects (technique, organisation, personnel) sera rapidement confiée à un candidat de valeur. (Réf. M/2361).

Vous êtes intéressé, adressez lettre manuscrite C.V., photo et prétentions à TPL - Service du personnel - B.P. 89 - 28200 CHATEAUDUN, en précisant la référence du poste de votre choix.

Méthodes de test

Après une formation spécifique aux méthodes de test, ce jeune ingénieur élaborera notre politique de test pour l'ensemble de nos produits autocom et intercom électroniques. Pourvu qu'il s'appuie sur une équipe compétente en conception et réalisation des bancs de test, il proposera des moyens et en étudiera la rentabilité. (Réf. M/2341).

Ces deux postes à pourvoir à Châteaudun (bord de Loire, 130 km S-Ode Paris) sont l'occasion pour vous d'acquiescer ou de confirmer une qualification au sein d'un groupe leader tout en préservant une certaine qualité de vie.

PICART LEBAS

MATERIELS TELEPHONIQUES ET TELEMATIQUES



MERLIN GERIN

14.000 personnes, recherche

DES INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Ingenieurs electricien, electronicien, generalistes, ils visitent une clientele d'entreprises, d'administrations, d'installateurs, de prescripteurs. Selon les postes, ils sont specialises par type de produits ou de clientele. Ces postes s'adressent a des ingenieurs diplomes, ayant acquis leur premiere experience dans un secteur d'activite proche du notre.

Postes à Paris, Bordeaux.

Reference GDL169

DES PROMOTEURS DEBUTANTS

Ingenieurs debutants, ils assurent la promotion des produits basse tension (poste à Paris) ou d'automates programmables (postes à Nantes) auprès d'une clientele tres diversifiee.

Ces postes sont rapidement evolutifs.

Reference GDL170

Ecrire avec C.V. + pretentions suivant reference à MERLIN GERIN Service GCE 38050 GRENOBLE Cedex.



CRÉDIT AGRICOLE

LA CAISSE REGIONALE DU CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DU SUD-EST (2.100 employés et cadres - 227 agences bancaires sur la Région Rhône-Alpes) recherche pour son Siège Social LYON (9^e)

DÉPARTEMENT INFORMATIQUE

UN HOMME SYSTÈME

(Réf. 827)
Installation, maintenance et promotion de logiciels de base (IBM 3033 - MYS - IMS)
Complément de formation assuré.

UN HOMME RÉSEAU TÉLÉTRAITEMENT

(Réf. 826)
Ordonnancement, installation et maintenance de 200 bureaux en T.P.

Adressez curriculum vitae, prétentions, photo : C.R.C.A.M. du SUD-EST 2, rue de la Claire - B.P. 9156 LYON 09 69263 LYON CEDEX 01.

2 cadres disponibles et motivés pour évoluer dans entreprise efficace et exigeante !

Marseille

PMI performante, nous avons augmenté notre C.A. de + 40% en 1981. Nous sommes le leader régional en alimentation stabilisée et en électro-technique. Ce créneau porteur et original nous conduit à reorganiser et redéfinir nos besoins en encadrement. Aussi nous recherchons pour notre siège de Marseille :

Ingenieur commercial 180 - 200 000 F an

De formation Ingenieur ou BTS electricite, le candidat recherche devra justifier d'une experience de quelques annees en Onduleur et/ou en alimentation stabilisee. Ce plus un passage en S.A.V. ou en plate-forme serait un atout complementaire. Ayant le gout des contacts, il demontrera des aptitudes pour la negociation commerciale a haut niveau. Apres une periode de formation de 6 mois, il repondra de sa réussite par l'atteinte d'objectifs.

Connaissant l'Anglais, il devra effectuer de courts deplacements en France et à l'étranger. Véhicule de Société (tel. IC LM).

Chef de Service administratif et comptable 100 - 120 000 F an

De formation comptable, le candidat recherche aura une experience de gestion administrative. Nous souhaitons lui confier la responsabilité d'un service de 10 personnes, aussi, un acquis dans le domaine social serait un atout complementaire. (tel. C.S.A.C. LM)

Ces 2 créations de poste sont à pourvoir rapidement. Les candidats selectionnés seront recus à Paris et Marseille.

Veillez adresser votre dossier de candidature, lettre manuscrite, C.V. + photo à notre Conseil en précisant la référence du poste.



Claude GERON
Conseil en Recrutement
7 rue du Sah 30700 UZES



LA CELLULOSE DU PIN

Premier producteur français de pâtes et papier (filiale Saint-Gobain) recherche pour son usine pilote de Facture (600 personnes) près d'Arcachon

Adjoint au Chef de Service

Energie et Régénération des Produits (Ingénieur thermicien ou chimiste de préférence)

Les installations comportant 4 chaudières (au total 300 T/H de vapeur à 450 degrés), plusieurs turbomachines et un atelier de traitement des produits minéraux.

Ce poste comporte des responsabilités d'encadrement (6 AM et 60 professionnels), de gestion de production et de recherche d'améliorations de procédés.

Nous cherchons un homme de terrain dynamique, ayant déjà au moins 5 ans d'expérience industrielle.

Evolution de carrière possible.

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et salaire actuel) à notre Conseil sous la réf. CPULM.



Raymond Poulain Consultants
57, avenue de Suffren 75007 PARIS

VALLE D'ECHEVOLLIS
40.000 HABITANTS
BANLIEUE DE GRENOBLE

RECRUTE

1 REDACTEUR chargé des Ateliers Fondateurs. Connaissances et aspirations acquiesces dans les domaines de l'urbanisme et du Droit Immobilier.

Inscription sur liste d'aptitude des Rédacteurs exigés.

1 REDACTEUR chargé des Relations avec les Associations et des implantations d'entreprises. Qualités de contact, de communication, aptitudes à la coordination requises pour répondre aux nombreuses sollicitations émanant des associations sur les questions du Cadre de Vie et de l'Urbanisme.

Inscription sur liste d'aptitude des Rédacteurs exigés.

1 Chargé des Affaires Jeunes. Emploi, Formation. Capacité d'initiative et de coordination requises pour créer et animer structures d'accueil, d'orientation et de formation des jeunes à la recherche d'un emploi.

Niveau Attaché ou équivalent.

Adressez lettre de candidature à M. le Maire d'ECHEVOLLIS, Hôtel de Ville, B.P. 248, 38433 ECHEVOLLIS CEDEX.

L.N.R.A. (Puy-de-Dôme) recherche Ingénieur ou MIAGE. - Utilisation Mini 8. - Conception et réalisation d'applications électroniques dans recherche agronomique. Salaire brut annuel : 91.000 F. Env. C.V. à L.N.R.A., Theix, BP LEROUX, 63110 Besennot.

SOCIÉTÉ DE BESANCON
poursuivant son EXPANSION

recherche

SON FUTUR RESPONSABLE ADJOINT au DIRECTEUR FINANCIER

- Candidat de valeur.
- de FORMATION SUPÉRIEURE EN GESTION FINANCIÈRE et COMPTABILITÉ.
- Ayant une EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE COMPTABLE et FINANCIÈRE.
- Capable de « PRENDRE EN MAIN » la COMPTABILITÉ ANALYTIQUE et la COMPTABILITÉ BUDGÉTAIRE (écarts, analyse des écarts, solutions, prévisions).
- Capable de DIRIGER, GUIDER UNE ÉQUIPE.
- Vouloir faire une carrière professionnelle.

POSTE A POURVOIR RAPIDEMENT

Adressez lettre manuscrite + C.V. + photo d'identité récente + rémunération brute mensuelle à :

ers
ENVIRONNEMENT ET
RELATIONS SOCIALES
LE MERCURE
13, av. Albert-Lévy - 21000 DIJON
TEL. : (80) 43-02-10

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ
DE TUYAUTERIE ET CHAUDRONNERIE INDUSTRIELLES

RECHERCHE

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

débutant ou ayant quelques années d'expérience pour son département tuyauterie.

Le candidat, de formation grandes écoles de préférence, sera formé si nécessaire à la spécialité, puis se verra confié le suivi d'affaires complètes.

De réelles possibilités de promotion pourront lui être offertes.

La connaissance de l'anglais et/ou de l'allemand constitue un atout certain.

Le poste à pourvoir est à NANCY.

Adressez curriculum vitae avec photo et prétentions sous n° 222.0956 M à : RÉGIE PRESSE - 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

DIRECTEUR DE L'ORGANISATION ET DE L'INFORMATIQUE

recherche

COLLABORATEURS DE HAUT NIVEAU

Faire offre détaillée avec curriculum vitae sous n° 8082, « LE MONDE » Publicité, Service Annonces Classées - 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
fabricant d'outillage électrique

recherche :

un ingénieur cadre responsable administration commerciale expéditions et magasins

PONT DE ROIDE (DOUBS)

La distribution de nos produits de grande consommation nécessite une organisation rationnelle, fiable et dynamique de l'Administration Commerciale et du couple «Magasin-Expédition».

Le cadre recherché aura pour mission de diriger cet ensemble (40 personnes). Il devra :

- rapidement faire face aux demandes d'une clientèle très organisée et exigeante, en imaginant et mettant en place une exploitation rationnelle et efficiente du magasin actuel,
- ensuite simplifier et fiabiliser les procédures administratives (implantations à rationaliser, informatisation...).

Cette mission d'environ 2 ans pourrait déboucher sur un poste COMMERCIAL ou de PRODUCTION.



Envoyez C.V., photo et prétentions à No 29824 à CONTESSE PUBLICITÉ 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Nous concevons et commercialisons du petit électroménager et nous recherchons un

INGÉNIEUR A.M. ou équivalent

CARACTERISTIQUES :

- 30 ans environ
- connaissances en petit électroménager et en moteur électrique asynchrone/universel, électronique de base.

FONCTIONS :

- Responsable de la Production, il aura :
 - le souci de la rentabilité
 - les sens de l'ordre et du commandement
 - à effectuer la liaison technique avec les fournisseurs.

Poste à pourvoir en SAONE & LOIRE

Adressez C.V., photo et prétentions ss réf. 7298/L à CONTESSE PUBLICITÉ 74, rue Bechevelin 69363 LYON Cedex 07, qui tr.

RECHERCHES



emplois

PHILIPS

ingénieur commercial

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

Recherche de postes vacants

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

PHILIPS

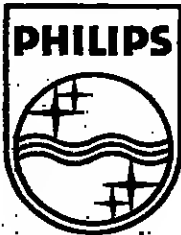
Data Systems

recherche pour son agence de LYON

ingénieurs commerciaux

CONFIRMES

Dans la vente :
- de systèmes de gestion multipostes
- de systèmes transactionnels multiapplications.
Rémunération attractive liée à la valeur personnelle et aux résultats obtenus.



Adresser CV manuscrit à
Monsieur Joël AGNESE
PHILIPS DATA SYSTEMS
25, avenue des Sources - BP 34
69261 LYON CEDEX 01

ALSTHOM ATLANTIQUE



MACON recherche

SERVICE METHODES :
INGENIEUR METHODES DE FORMATION MECANIQUE

Ayant si possible une expérience de 3 à 4 ans dans un Service Méthodes ou à défaut en Fabrication Mécanique... Ce poste évalue et s'adresse à un ingénieur dont la mission consistera à apporter sa compétence pour les questions de Méthodes Générales (Investissements, Implantations, Organisation de la Fabrication...)

SERVICE ENTRETIEN :
INGENIEUR ELECTROMECHANICIEN ou MECANICIEN (DIPLOME D'ETAT)

Première expérience dans un Service Entretien pour un poste de Chef de Service Entretien, comportant un important Secteur Travaux Neufs en forte expansion. Des capacités de commandement et d'animation de Groupes sont souhaitées. Réf. RA 164

Envoyer CV, photo et prétentions en indiquant la référence choisie sur l'enveloppe à ALSTHOM ATLANTIQUE - Monsieur le Chef du Personnel - BP 528 - 71010 MACON.

GROUPE BANCAIRE ALSACE

EMBAUCHE

INFORMATIENS PROJETS

POSTES A POURVOIR :

- Ingénieurs Système MVS.
- Ingénieurs informaticiens confirmés.
- Analystes programmeurs avec expérience.
- Informaticiens débutants (formation supérieure d'ingénieurs ou FAC).

Envoyer curr. vitae avec prétentions sous N° 8081 - LE MONDE - Pub. Service Annonces Classées 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

CHEF DE PROJET

Important Organisme de Promotion Immobilière à caractère social (effectif 60) veut confier ce poste à un informaticien expérimenté, âgé de 28 ans minimum, de formation I.U.T. ou équivalent, ayant programmé en COBOL.

Dépendant du chef de service informatique, il sera chargé :
• de le seconder pour l'étude de nouvelles applications dans le cadre de la mise en place d'un réseau de télétravail (NCR 84/10),
• d'assurer son interm en cas d'absence.

Une expérience similaire acquise dans un organisme de promotion immobilière ou financier constituerait un atout.

La connaissance des bases de données serait appréciée.

Résidence : Métropole Nord.

Les candidatures seront examinées avec discrétion et doivent être adressées avec photo et prétentions sous la référence 2804 M à Danielle Jalbert.

CORT

65 avenue Kléber 75116 PARIS

MEMBRE DE SYNTHE

220.000 F.

La Direction Générale d'un Groupe Industriel Français 4500 personnes, Leader Européen dans sa spécialité, dans le cadre de son développement crée un poste de

DIRECTEUR D'USINE

Pour un nouveau poste de production situé à 250 km de Paris
- HOMME DE CONTACT et AMBASSADEUR D'USINE, il a la responsabilité totale du personnel (150 personnes dont 5 cadres).
- HOMME DE TERRAIN et DE METHODES, il met au point de nouvelles chaînes de production.
- HOMME DE GESTION, il est responsable d'un budget (matières, salaires, énergie) et de la réalisation des fabrications au rythme quotidien, hebdomadaire, mensuel et annuel.
Ce poste concerne à 50% un ingénieur diplômé (ARTS et METIERS, INCA ou EQUIVALENT), de 30 ans minimum, ayant au moins 5 ans d'expérience dans la responsabilité de problèmes de production dans la fabrication de machines et outillage.
Les ingénieurs intéressés envoient leur dossier de candidature sous référence 15 M à



Elisabeth FRENCH
Cabinet de Psychologie Industrielle
17, rue Mirabeau - 75016 PARIS
qui garantit toute discrétion

DIRECTEUR D'USINE

La Société est l'une des composantes d'un important Groupe Français possédant des filiales en France et à l'étranger, spécialisée dans la fabrication de produits chimiques à usage industriel. En prévision des prochains départs à la retraite de ses Directeurs d'usines, elle recherche un Ingénieur Généraliste (ECP, ENSAM, HEI, IDN ou similaire). Après une période de formation et d'adaptation dans les autres unités de production du Groupe et dans les usines de la Société, le cadre recruté pourra prendre la direction d'un établissement dont l'effectif est voisin de 250 personnes. Optimum 42ans. Logement possible. Rémunération de début 260.000F. Adresser CV détaillé s/réf. 222/02M à



22 rue St Augustin 75002 PARIS

Promodès

17 400 personnes en France
1^{er} grossiste multibénéficiaire en Europe
souhaite intégrer pour développer son Centre de Recrutement-Formation-Conseil

Responsable Recrutement-Formation

Lieu de résidence: Caen.

- Le candidat retenu devra être capable rapidement :
- de (co) animer des séminaires dans le domaine des relations humaines et des communications (Cadres et Maîtrise);
 - de conduire des actions complètes de recrutement de cadres de la distribution (entrepôts et magasins);
 - Une formation supérieure en psychologie sociale ou industrielle est nécessaire.
 - Une expérience d'au moins 2 ou 3 ans en Formation ou en Recrutement, acquise en entreprise ou en cabinet, est indispensable.
 - Ce poste offre l'avantage d'un travail autonome dans le cadre d'une petite équipe au service d'un groupe puissant et en rapide expansion (8000 personnes en 1976, plus du double en 1981).
 - Une évolution est possible dans la fonction personnel, au sein du groupe.

Si vous êtes intéressés, adressez CV, photo et prétentions, sous réf. 2MM2AM, Paul FÉRIER

Interactions

Recrutement-Formation-Conseil
Groupe Promodès
Place de la Mare - 14000 CAEN

Réponse garantie. Discrétion assurée.

Jeunes diplômés AM, INSA, ENSI

Important groupe Industriel leader sur son marché
700 personnes 350 Millions de C.A.
recrute pour son unité de production située en VENDEE

JEUNES INGENIEURS débutants ou presque

Après formation et adaptation, ces jeunes diplômés AM, INSA, ENSI ou équivalent, se verront confier des responsabilités dans le domaine de la production.

Adresser CV manuscrit, photo et prétentions à :

sfdt

Direction du Personnel
87X 85002 LA ROCHE SUR YON Cédex

ORGANISME PROFESSIONNEL

recherche

UN SPÉCIALISTE AUDIO-VISUEL

- Conception et réalisation de documents audio-visuels, tous médias.
- Relations avec utilisateurs du milieu agricole et rural.
- Expérience professionnelle.

Adresser curriculum vitae + photo + prétentions à :
INPAR - 65, rue de Saint-Brieuc, 35042 RENNES CEDEX

Pour faire impression dans le SUD-OUEST :

UN CHEF DE PROJET

Le grand quotidien régional recherche un homme de développement.

- Il prendra en charge les applications de l'imprimerie : La conception et la mise en place des logiciels, l'intégration système, les outils d'exploitation et la conception d'une base de données.
- Il apportera sa créativité aux nouveaux projets d'informatisation :
• De la rédaction.
• De l'expédition.
• Des agences décentralisées.

Ce poste situé à BORDEAUX attend un diplômé de l'enseignement supérieur expérimenté de préférence sur DEC PDP 11.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 1564 B ou téléphoner au 359.13.82 à : Anès CHAUVIN

EGOR INFORMATIQUE
8 rue de Berr 75008 Paris.

egor

Établissement Industriel de 2500 personnes

SAVOIE

ANIMER LES RELATIONS SOCIALES

Cette Société (5500 personnes, 3 Milliards de francs de C.A.) est la filiale d'un des premiers groupes industriels français. Elle se situe parmi les toutes premières de son secteur d'activité et connaît un développement constant.

Pour la plus importante de ses usines, nous proposons le poste d'Adjoint au chef du personnel.

Dans le cadre d'une large délégation, sa mission couvrira dans l'établissement tous les aspects de l'animation des relations humaines. Il assiste et conseille dans ce domaine, les hiérarchies opérationnelles. Il assure les relations avec les représentants du personnel. Il détermine la politique d'information interne. Il est enfin responsable de la gestion des carrières.

Nous souhaitons rencontrer un professionnel de la fonction personnel, de formation supérieure scientifique ou gestion (Sciences po, droit, école d'ingénieur), il a au moins cinq années d'expérience et une partie de celle-ci s'est déroulée dans des fonctions opérationnelles.

Il est fondamentalement motivé par l'aspect relationnel de la fonction. Les conditions offertes, le niveau de rémunération très attractif et les perspectives d'évolution de carrière sont de nature à motiver un candidat de valeur.

Pour informations complémentaires, écrire sous référence M 14477 H à

EGOR INDUSTRIE
8 rue de Berr 75008 Paris.

egor

Établissement Industriel de 2500 personnes SAVOIE

ASSISTANT GESTION DU PERSONNEL

Cette Société (5500 personnes, 3 Milliards de Francs de C.A.) est la filiale d'un des premiers groupes industriels français. Elle se situe parmi les toutes premières de son secteur d'activité et connaît un développement constant.

Pour la plus importante de ses usines, nous recherchons un Assistant chargé de la gestion du Personnel. Au sein du Groupe Personnel de l'établissement, sa mission est double. Il développe et organise l'ensemble des moyens nécessaires à une meilleure gestion prévisionnelle du potentiel humain de l'usine (gestion des carrières, recrutement, etc.). Il assure la mise en œuvre sur le terrain de la politique d'information de l'établissement.

Nous souhaitons rencontrer un Jeune professionnel de la fonction personnel, de formation supérieure (Sciences Po, Droit, etc.). Après quelques années passées dans l'administration du personnel, il souhaite aujourd'hui élargir ses fonctions dans les domaines proposés.

Les conditions offertes et les perspectives de carrière dans la Société ou dans le groupe sont de nature à motiver une personnalité de valeur.

Pour informations complémentaires, écrire sous référence M 14477 G à

EGOR INDUSTRIE
8 rue de Berr 75008 Paris.

egor

COGNAC

INGENIEUR RESPONSABLE DES SERVICES TECHNIQUES

Cette Société (1200 personnes, 800 Millions de francs de C.A.) étudie, fabrique et commercialise une gamme très complète de produits destinés au second œuvre bâtiment. Leader sur son marché, elle connaît une croissance exceptionnelle.

Pour son usine de COGNAC (200 personnes) nous proposons le poste d'Ingénieur Responsable des services techniques, groupant l'entretien, les travaux neufs et le bureau d'études. A la tête de 25 personnes, il assure une double mission : la maintenance électrique et mécanique des chaînes de fabrication (entièrement automatisées) et l'étude et la réalisation des développements techniques et des investissements sur l'ensemble de l'outil de fabrication. Il sera amené par la suite à occuper des responsabilités élargies en production et en gestion.

Nous souhaitons rencontrer un Ingénieur électromécanicien de formation supérieure (A et M, INSA, etc.). Il a impérativement quelques années d'expérience opérationnelle dans un poste de nature similaire.

Les conditions offertes et les perspectives de carrière très concrètes dans le Groupe sont de nature à motiver une personnalité de valeur.

Pour informations complémentaires, écrire sous référence M 14600 C à

EGOR INDUSTRIE
8 rue de Berr 75008 Paris.

egor

BANQUE HERVET

recherche pour sa succursale d'ORLEANS

EXPLOITANT Classe V chargé clientèle entreprises

Sa première expérience professionnelle de 2 à 4 années dans cette fonction s'appuie sur un diplôme de l'enseignement supérieur.

Si vous correspondez à ce profil, adressez lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions à la Direction du Personnel de la BANQUE HERVET, 127, Avenue Charles de Gaulle, 92201 NEUILLY-S-SEINE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

JEUNE CADRE ADMINISTRATIF

Un Généraliste avec plusieurs cordes à son arc.

LYON

Bien sûr, vous êtes diplômé d'études supérieures de gestion (Sciences P.O., ESC...), une expérience de 3 à 4 ans en entreprise comme adjoint de directeur administratif et financier ou d'un secrétaire général vous a permis de vous familiariser à ces fonctions administratives, comptables, financières et juridiques. Pragmatique, vous êtes persuadé que la gestion passe aussi par la résolution de problèmes concrets.

Enfin, si vous êtes en plus un homme de dialogue capable de négocier avec des interlocuteurs variés : administrations, collectivités locales, vous intéressez notre Directeur Général adjoint qui fera de vous son attaché de direction. Les missions diverses qui vous seront confiées vous permettront de découvrir notre métier, celui de la construction et de la gestion d'immenses. A moyen terme, cette formation doit vous permettre d'accéder à la responsabilité d'un service opérationnel.

Si cette perspective de carrière vous intéresse, merci d'envoyer votre dossier de candidature, sous réf. 682 M, en précisant votre rémunération actuelle à notre conseil à l'attention de Jacques LEFEBVRE qui traitera confidentiellement votre dossier.

ALGOE 9 bis route de Champagne
69130 Ecully
Membre de Syntec

GRUPE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS DIVERSIFIÉ

1.100 Personnes - 20 à 25 % C.A./an
renforce ses structures et recherche :

Cadre Service Méthodes

- Formation E.N.I. ou équivalent ;
- Expérience 2 à 5 ans en Industrie (Atelier de Production ou Service Méthodes) ;
- Créatif, critique, habilité aux contacts humains et sachant travailler en équipe.

Une formation spéciale lui sera assurée sur le tas pendant 6 mois.

Jeune Cadre Export

- Formation E.S.C. ou similaire ;
- Expérience 2 à 5 ans dans la vente, de préférence à l'export ;
- Anglais courant indispensable, Allemand souhaité ;
- Déplacements fréquents.

Ces deux postes sont à pourvoir en province (ville universitaire).

Envoyer CV, photo et prétentions, sous référence 19153 sur enveloppe, à :
JEAN REGNIER PUBLICITE
39, rue de l'Arcade - 75008 PARIS, qui transmettra.

jeune chef fabrication

Industrie chimique **Sud Ouest**

Cette entreprise de fabrication de produits chimiques (110 pers.) crée un poste d'adjoint au chef de fabrication. Sa mission sera d'aider à la bonne réalisation des programmes de fabrication par une gestion rigoureuse du personnel, du matériel et des produits.

Ce poste évoluera rapidement vers la responsabilité totale de la fabrication. Nous recherchons donc un ingénieur chimiste Grande Ecole, âgé d'environ 28 ans, ayant une expérience d'au moins 2 ans en fabrication dans un secteur similaire ou proche. Connaissances souhaitées en gestion et en informatique. Poste très évolutif pour candidat de valeur.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite sous la référence 8030/M à A. BIEBUYCK, Sema Sélection : 54 bis, rue d'Alsace 31000 TOULOUSE

sema selection

Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

REXROTH-SIGMA

1^{re} Société européenne d'hydraulique

responsable asservissements électroniques

Vous êtes ingénieur (AM, INSA, ESME...) et vous avez une expérience des automatismes et des asservissements. Mécanicien, vous connaissez ou pouvez assimiler la technologie de l'hydraulique, domaine que nous maîtrisons parfaitement au niveau international.

Electronicien, vous connaissez les circuits analogiques, peut-être même les circuits numériques et les microprocesseurs.

Nous sommes prêts à vous confier la cellule "asservissements électroniques" et à assurer votre formation ou qui peut prendre un an.

Vous collaborerez avec nos ingénieurs commerciaux qui vous demanderont de concevoir et de réaliser ces asservissements à la tête d'une équipe.

Vous serez responsable de A à Z, y compris de la mise en route. Donc de nombreux contacts avec les clients, les fournisseurs, les sous-traitants et avec les usines allemandes du groupe.

Vous parlerez allemand ou, grâce à de bonnes bases, vous pourrez progresser rapidement. C'est une des conditions d'évolution de votre carrière.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (vos atouts et vos attentes, CV, salaire actuel et souhaité), sous réf. LYU à Grand SCHNEIDER, 55, montée de Chaulan 69321 LYON Cedex 1.

RESPONSABLE D'EXPLOITATION INFORMATIQUE

Société implantée en BOURGOGNE et spécialisée dans l'électronique de pointe, crée son service informatique et recherche un

Ses connaissances :

- Matériel IBM 370 ou 4331 - Système D.O.S./V.S.E. - Système C.I.C.S. - D.L.I. - Réseau télé-traitement en local - Copies appréciable - Anglo technique

Ses missions :

- mise en place de la salle et de l'organisation - gestion de l'exploitation et du réseau de terminaux - contacts avec service interne et constructeur - achats de petit matériel - diagnostic de pannes applications et système - écriture éventuelle de petits programmes.

Quelle que soit sa formation, ce poste s'adresse à un homme de terrain chevronné, fortement motivé par la création d'un centre et l'évolution du télé-traitement dans les 5 à 10 ans à venir.

Nous vous remercions d'adresser vos lettres manuscrites, C.V., photo et prétentions sous réf. 1417 à notre Conseil
JEAN PIERRE PORNET - 56 rue de Sully - 69006 LYON.
(Discrétion assurée).

CONTROLEUR DE GESTION DE PRODUCTION

BRETAGNE **F 180000 ±**

La filiale française d'un puissant groupe américain recherche un **VERITABLE PROFESSIONNEL DE LA COMPTABILITE INDUSTRIELLE**.

La fonction consiste à : concevoir, mettre en place et développer l'efficacité des procédures de comptabilité analytique à l'aide de moyens informatiques ; analyser et évaluer les coûts de fabrication ; participer à l'établissement des prix de revient ; contrôler et valoriser les investissements.

Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 30 ans maximum, possédant couramment l'anglais, de formation complète expérimentée, autonome, capable de "mettre la main à la pâte", ayant acquis au moins cinq années d'expérience de la comptabilité analytique en milieu industriel à l'aide de systèmes mécanisés.

La rémunération sera négociée autour de F 180000 par an.

Adresser dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (retourner) et prétentions sous référence 21.423-M à **CLA RECRUTEMENT**, 11, av. Delcassé 75008 Paris.



LA CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE DE L'ARDECHE, recherche

Organisateur Expérimenté

- titulaire d'un diplôme d'enseignement supérieur gestion et organisation (DUT - C.S.A.M.)
- ayant du goût pour la recherche de solutions
- aptitude au changement, esprit d'équipe et de synthèse.

Expérience en organisation administrative Bonne culture informatique Connaissances bancaires souhaitées.

Lieu de travail : **PRIVAS, Préfecture de l'Ardecche** à 15 km de la Vallée du Rhône.

Adresser lettre manuscrite avec CV et prétentions, à : **Monsieur le Chef du Personnel C.R.C.A.M. de l'ARDECHE** B.P. 205 - 07002 PRIVAS CEDEX.

jeune filiale de grandes entreprises françaises TOULOUSE

Mettez vos qualités et votre expérience sur orbite

Notre société, nouvellement constituée, est spécialisée dans la commercialisation des produits issus des satellites d'observation de la terre.

Pour prendre part à l'élaboration de notre réseau de distribution en France et à l'étranger, ainsi qu'à la négociation et au suivi des contrats, nous recrutons un

INGENIEUR COMMERCIAL

- formation commerciale supérieure
- expérience antérieure dans le marketing et la négociation des contrats
- parfaite maîtrise de l'anglais
- fréquents déplacements à prévoir.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions, à **SPOT IMAGE 18, av. Edouard Belin 31055 Toulouse Cedex**

SOCIETE NATIONALE DES POUCHES ET EXPLOSIFS

recherche pour un de ses Etablissements du Sud-Ouest

AGENT DE MAITRISE NIVEAU DUT ou BTS GENIE CHIMIQUE

Age 25 ans minimum Pour Service Fabrications d'Etudes

Mission d'assurer l'encadrement du personnel du secteur, la maintenance, le lancement sécurité et technique, l'analyse des problèmes.

Adresser C.V. et photo sous réf. 29512 à **CONTESSÉ Publicité** - 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

ORGANISME D'ETUDES, PRESTATAIRE DE SERVICES DE COLLECTIVITES LOCALES recherche

RESPONSABLES SYSTEME

pour grande ville région RHONE-ALPES

Pratique minimum 3 à 4 ans. Connaissances C.I.I. G.C.O.S. 64 pour OPS 7/80 et/ou IBM 43XX D.O.S./V.S.E.

Adresser curriculum vitae sous référence 9315 à **AXIAL Publicité**, 27, rue Taibout 75009 Paris qui transmettra



Le groupe leader dans le Nord et l'Est

Si vous êtes professionnel de la Distribution.

si vous voulez le devenir qu'attendez-vous?

Un Grand de la Distribution a besoin de vous pour continuer son développement.

Adresser un bref C.V. sous référence 12.10.27 à : **Mme Poitevin**, en indiquant votre téléphone (pour rendez-vous)

CREED 13 rue Fachette 59500 LILLE

CONSTRUCTEUR DE MATERIEL ELECTRIQUE ET ELECTRONIQUE (14.000 personnes)

PROMOTEUR DES VENTES

pour développement nouvelle gamme de matériel.

B.T.S./D.U.T. Techniques de commercialisation (formation électronique appréciée).

- Dynamique.
- Volonté d'entreprendre.
- Aimant contacts.
- Apté aux déplacements fréquents.

Postes à pourvoir dans la région :

- NORD.
- EST.
- OUEST.
- SUD-OUEST.

Candidature manuscrite avec C.V. à : **MERLIN GERIN H. MANCHES SPDC 06 38050 GRENOBLE.**

CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE DE PREVENTION DU BATIMENT ET DES T.P. recherche

CONDUCTEUR DE TRAVAUX

Niveau BTS ou DUT, métiers du bâtiment ou équivalent.

Option Génie Civil.

Minimum 5 ans de pratique dans la profession bâtiment ou T.P.

Mission : animation de stages de professionnels des corps du gros œuvre de bâtiments industriels.

La formation à l'animation est assurée.

Lieu de travail : **ST JEAN DE BRAYE** Banlieue d'ORLÉANS (Loiret).

Avantages sociaux divers Situation cadre.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé et prétentions à **O.P.P.B.T.P.** Tour Amboise 204, Rond Point du Pont de Sévres - 92516 Boulogne Billancourt Cedex.

ENTREPRISE ELECTRIQUE DE SIGNALISATION recherche

CADRE COMMERCIAL CONFIRMÉ

Homme de terrain et de contact pour développer clientèle (Ingénieurs, collectivités et équipementiers) sur secteur Nord.

Sous couvert de son agence de ROUEN.

Envoyer curriculum vitae + photo + prétentions à : **SILEC 69, rue Ampère, 75017 PARIS.**

CENTRE D'ETUDES ET DE DEVELOPPEMENT BANLIEUE LYONNAISE, recherche un(e)

INGENIEUR

Formation GENIE CHIMIQUE, ayant si possible quelques années d'expérience professionnelle en RECHERCHE - DEVELOPPEMENT.

Au départ, une affectation de longue durée en région Nord est envisagée.

Envoyer C.V. et photo sous réf. 7283/L à **CONTESSÉ Publicité** 74, rue Bechevelin 69363 LYON Cedex 07, qui transmettra

ETABLISSEMENT PUBLIC REG.

Gérant 23.000 logements et ayant son siège à BOURG-EN-BRESSE

recherche

Un(e) Collaborateur(trice) haut niveau, sérieux, pour élaborer et mettre en œuvre sa politique sociale en matière de logement local.

Une expérience de plusieurs années et une bonne connaissance des mécanismes du logement social seront exigées.

Salaire proposé : 120.000 F. + A.D.E. (C.V. + photo à O.P.A.C. de l'AIN, S.P. 1008, 01009 Bourg-en-Bresse Cedex.

VILLAGE DE VACANCES Arc-en-Ciel

PORT-DE-VALAISE 40450 VIEUX-BOUCAU recherche

SON ANIMATEUR RESPONSABLE

(organisation de soirées, jeux, spectacles, danses, jeux sportifs divers et responsable de son budget).

Envoyer C.V. et photo.

Collège privé de VORON 550 élèves, cherche

DIRECTEUR

pour rentrée 1982. Adresser candidatures C.V. **ECOLE SAINT-JOSEPH**, 1, rue Lakanal, 38000 VORON.

LA VILLE D'ANNEMAS recrute selon conditions suivantes

1 INGENIEUR SUBDIVISIONNAIRE

chargé d'études et de surveillance de travaux et d'exploitation d'un établissement industriel. Niv. formation Arts et Métiers, spécialisation thermique.

Adresser candidature et C.V. avant le 31-03-1982 à **MAIRIE D'ANNEMAS**, S.P. 7720, 80027 Annemaz Cedex.

Importante SOCIÉTÉ PETROCHIMIQUE recherche pour

HAUTE-NORMANDIE JEUNE INGENIEUR CHIMISTE

futur responsable du laboratoire de contrôle qualité à effectif 30 personnes. Anglais écrit et parlé courant. Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 7023.485 M à **REGIE-PRESSE**, 85, bis r. Raymond, 75002 Paris.

LA CAISSE REGIONALE D'ASSURANCE MALADIE DE NORMANDIE

recrute pour son SERVICE PREVENTION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES UN INGENIEUR-CONSEIL - homme ou femme.

Chargé administratif collaborateur

- Nationalité française ;
- Diplôme d'ingénieur reconnu par l'Etat ;
- Expérience industrielle minimum de 5 ans à un poste d'ingénieur ;
- Résidence à ROUEN, affectation Secteur Le Havre.

Priorité sera donnée à candidat formation Arts et Métiers, expérience ingénierie et/ou travaux neufs et entretien industrie chimique et pétrolière.

Prise de fonctions : entre le 1^{er} sept. et le 1^{er} oct. 1982. Salaire brut minimum eu 1-1-1982 : 12.150,56 F par mois (13 mois 2.910,44 F). Candidature, accompagnée d'un C.V. détaillé et complet avec une photographie, devra être adressée avant le 17 AVRIL 1982, à Monsieur le D.D.S. de la C.R.A.M. de Normandie 2022 X, 76028 ROUEN CEDEX. Une fiche de renseignements sur le poste sera envoyée sur demande du candidat.

LA DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DE L'INDUSTRIE DE HAUTE-NORMANDIE

recrute pour son réseau de mesure de la pollution atmosphérique

1 INGENIEUR CALCULS

compét. informat. souhaitée déb. ou première expérience.

Il sera chargé du trait. et de l'exploit. de données de pollution.

Adresser lettre, C.V. + photo, à : **Association RESEAUX**, 70, rue de la République, 76000 ROUEN.

SOCIÉTÉ REGION OUEST recherche

RESPONS. METHODES CONSTRUCTIONS MECANQUES

- Formation ingénieur ;
- Expr. 5 ans minimum dans poste similaire, commande numérique et grosses constructions à l'unité ;
- Anglais souhaité.

200.000 F +

Ecrire et référence 213 à **SWIFTS B.P. 268 75424 PARIS Cedex 08.**

Centre de réinsertion sociale souhaite compléter ses équipes d'apprentis. Recherche :

ÉDUCATEURS (TRICES)

spécialisés, motivés par la prise en charge pédagogique et thérapeutique d'adultes.

Ecrire **Releis Bois-L'Abbé**, 458, av. Pasteur, 48000 ARDENNES.

VILLE DE SAINT-QUENTIN (Aisne) recrute

par voie de concours sur titre ou de mutation

Sous-Bibliothécaire Titulaire du C.A.F.B.

Adresser candidature et C.V. pour le 14 mai 1982, à Monsieur le Député-Maire, 02106 SAINT-QUENTIN.

OFFRE

directeur

responsable de la gestion de la production et de la maintenance

pour une entreprise de 100 personnes

à Saint-Quentin

à Saint-Quentin

à Saint-Quentin

à Saint-Quentin

à Saint-Quentin

à Saint-Quentin

à Saint-Quentin

à Saint-Quentin

à Saint-Quentin

à Saint-Quentin

à Saint-Quentin

à Saint-Quentin

à Saint-Quentin

à Saint-Quentin

à Saint-Quentin

à Saint-Quentin

à Saint-Quentin

à Saint-Quentin

à Saint-Quentin

à Saint-Quentin

à Saint-Quentin

à Saint-Quentin

à Saint-Quentin

à Saint-Quentin

à Saint-Quentin

à Saint-Quentin

à Saint-Quentin

à Saint-Quentin

à Saint-Quentin

à Saint-Quentin

à Saint-Quentin

à Saint-Quentin

à Saint-Quentin

à Saint-Quentin

à Saint-Quentin

à Saint-Quentin

à Saint-Quentin

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Notre client est une société multinationale, leader dans son secteur d'activité (services). Nous recherchons pour sa filiale française à Paris un

directeur général

300.000 à 350.000.- frs par an

qui sera responsable de l'ensemble des opérations sur la France. (±50 personnes - C.A. ± 50 millions de frs.)

Il rapportera au Président du Quartier Général Européen. Le candidat idéal sera un universitaire - d'environ 30 à 40 ans, bilingue français-anglais.

Il aura 3 à 5 années d'expérience en Direction Générale dans une société au marketing agressif.

Veuillez adresser, en confiance, votre C.V. en anglais à Yves van den BOGARDE, Management Consultant, rue Major Pétillon 37, B-1040 Bruxelles, Belgique.

CEGI
TYMSHARE

CEGI-TYMSHARE, filiale du CREDIT LYONNAIS et de TYMSHARE (USA), développe rapidement ses activités dans le domaine des applications informatiques de pointe, mettant en œuvre un réseau international de télétraitement et des systèmes de gestion de bases de données, et souhaite recruter et former des

Jeunes diplômés grandes écoles

(X, E.C.P., E.S.E., Mines, H.E.C. ...)

débutants ou ayant une première expérience professionnelle.

Après formation aux techniques et méthodes développées par CEGI-TYMSHARE, ils prendront progressivement en charge des responsabilités importantes de projets dans les domaines les plus avancés du management des grandes entreprises.

Ils acquerront rapidement une réelle compétence dans ces domaines et la pratique des contacts à haut niveau. Ils s'ouvriront ainsi d'intéressantes perspectives d'évolution de carrière.

La connaissance d'un langage informatique ainsi que celle de l'anglais seront appréciées.

Lieu de travail : SAINT CLOUD.

Nous avons demandé à SELE-CEGOS de nous aider à étudier les candidatures. Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence 73591/M à Madame CLERE, SELE-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rond Point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE CEDEX.

INFORMATIQUE

Responsable production

Une entreprise industrielle et commerciale du secteur public - 9000 personnes, 40 établissements en province, siège social à Paris - recrute pour son service informatique central un cadre confirmé pour lui confier la responsabilité du secteur production.

Chargé de coordonner les activités des divers postes de la production, ce cadre garantit la qualité et la fiabilité des résultats, l'application des procédures et règles de sécurité. Il dirige une équipe de 20 personnes dont 2 cadres et 10 agents de maîtrise.

Le service est équipé d'un ordinateur central (2000 K) et d'un réseau, basé sur TRANSPAC de plus de 100 mini et micro-ordinateurs.

Ce poste intéresse un informaticien (ayant au moins 8 ans d'expérience professionnelle), de formation ingénieur ou MIAGE, ayant déjà exercé des responsabilités similaires en exploitation, ayant le sens des relations humaines et des qualités de gestionnaire et de négociateur.

M.L. GUIMAR étudiera en toute discrétion votre candidature à envoyer sous référence 22050/H.

SELE
CEGOS

TOUR CHENONCEAUX - 204 Rond Point du Pont-de-Sèvres - 92516 BOULOGNE CEDEX



emplois régionaux

STE D'EQUIPEMENTS AUTOMOBILE
appartenant à groupe international
recherche pour usine 100 Kms Nord de Paris

CHEF DES SERVICES TECHNIQUES

INGENIEUR A. et M.
ou formation électromécanique.
- 10 ans expérience dans industrie automobile ou grandes séries ;
- relevant du Directeur de l'Etablissement, il sera responsable de la gestion des investissements, des autorisations, de l'étude et de la réalisation des travaux neufs, du service des Méthodes et de la maintenance des équipements ;
- Il devra faire évoluer les méthodes de travail avec l'objectif d'amélioration de la productivité.

Possibilité de logement.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo et présentations à N. 1960 - PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris

Important Groupe de Services Paris Seine, recherche POUR SON DEPARTEMENT ASSURANCES un rédacteur

Il devra assurer la gestion et le suivi des dossiers sinistres, des polices et contrats d'assurances. Une formation juridique et une première expérience dans ce domaine seront appréciées.

Merci d'adresser votre candidature détaillée en mentionnant votre salaire actuel s/réf. 345 à INTER PA. - BP 508 - 75066 Paris Cedex 02 qui transmettra

STEIN HEURTEY

Fours et Equipements Thermiques Industriels
Société d'ingénierie thermique construisant des matériels pour la Sidérurgie et la Métallurgie, travaillant principalement à l'exportation, rattachée à un groupe international important recherche URGENT

INGENIEUR

diplômé Grandes Ecoles intéressé par l'application de l'informatique au contrôle des processus industriels.

● Débutant ou quelques années d'expérience.
● Anglais et Allemand indispensables (Russes appréciés).

Ecrire s/réf. S.293 - Service du Personnel STEINHEURTEY - B.P. 69 - 91002 EVRY CEDEX

SAINT-GOBAIN

51 milliards de C.A. 160.000 personnes implantés dans 17 pays
nous recherchons

DE JEUNES CADRES A HAUT POTENTIEL

capables de devenir dans quelques années

DIRECTEURS FINANCIERS de nos filiales

HEC, ESSEC, MINES, CENTRALE...
avec si possible un M.B.A.

vous avez brillamment réussi vos premières années de carrière

vos premières responsabilités

CONTROLEUR DE GESTION DIRECTEUR FINANCIER DE PETITES FILIALES RESPONSABLE BUDGETAIRE AUDITEUR

Nous vous ferons acquérir rapidement une connaissance approfondie de tous les rouages de l'entreprise.

Adressez votre dossier de candidature avec lettre manuscrite et photo sous référence DAS 17 à :

SAINT GOBAIN Direction des affaires sociales
Cédex 27 - 92096 PARIS LA DEFENSE

Chargé d'études immobilières (Direction Immeubles et Achats)

Leader mondial de la reprographie, RANK XEROX emploie en France 5 200 personnes. Le groupe se situe parmi les 100 premières entreprises françaises, avec un volume d'activités de 2,3 milliards de Francs.

De formation supérieure (HEC, ESSEC ou équivalent), le collaborateur de haut niveau que nous recherchons aura acquis :

- une connaissance approfondie du secteur immobilier et du milieu juridique notamment en matière de baux commerciaux,
- une bonne expérience dans le domaine financier,
- un talent de négociateur,
- une connaissance de l'anglais.

Il aura pour mission :

- analyser les besoins immobiliers de RANK XEROX France,
- contribuer à l'élaboration de la politique immobilière et des budgets y afférents,
- négocier au plus haut niveau nos engagements financiers en matière d'immobilier, auprès des propriétaires et des organismes concernés (investisseurs, promoteurs),
- d'adapter notre stratégie à l'évolution du marché.

La rémunération proposée est de l'ordre de 200 000 F, selon expérience. Le poste est basé à AULNAY SOUS BOIS.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec C.V. sous réf. C/04 à Danièle GARBIL RANK XEROX - Service Recrutement - 4, Rue Nicolas Robert - 93607 AULNAY SOUS BOIS CEDEX.

RANK XEROX

D'emblée chef de produit

Il est rare que l'on confie d'emblée à un débutant ou presque, diplômé d'études supérieures, à vocation marketing, les responsabilités complètes d'un chef de produit. C'est pourtant le parti que se plaît à adopter le directeur marketing de cette Société, tout en sachant qu'il aura à épauler plus fortement ce jeune collaborateur.

Par contre, il attendra beaucoup de ses qualités intellectuelles - aptitude à conceptualiser, préparer et présenter des plans, ... - grâce auxquelles il pourra assimiler rapidement les différents aspects du marketing mix et les mettre en œuvre sur la gamme de produits de grande consommation confiée. Et comme cette fonction de chef de produit nécessite un constant aller-retour entre la réflexion et l'action, de solides qualités de personnalité lui seront indispensables.

Cette Société, française à vocation internationale, connaît au sein d'un groupe important un fort développement. Leader mondial, en production et vente, sur certaines de ses lignes de produit, mais non encore sur celle de ce jeune, elle offre des possibilités réelles de formation puis de carrière. Une certaine pratique de l'anglais s'avérera utile, surtout par la suite. Dans ce poste, basé au cœur de Paris, l'on aura des contacts constants avec les organismes d'études marketing les plus qualifiés, une agence de pub prestigieuse comme avec le terrain et l'unité de production concernée. Et, junior, l'on sera assuré du support des seniors en marketing de la maison, chefs de produit et chargés d'études.

Une lettre de candidature circonstanciée est à adresser sous référence 154 LM aux consultants du Cabinet de conseil en recrutement.

CLEAS

6, Place de la République Dominicaine - 75017 PARIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Etre responsable. Se former. S'enrichir.

Vous intégrer à une société dynamique, solide, en pleine expansion. Prendre des responsabilités. Avoir un travail varié, qui vous permette d'apprendre et de vous épanouir. Voilà vos ambitions. Nous avons le poste qu'il vous faut.

Notre succès, notre forte expansion (nous créons plus de 1000 emplois par an), nous les devons pour grande partie à notre politique de décentralisation, à tous les niveaux. Aider nos collaborateurs à devenir de vrais « patrons », former ceux qui nous rejoignent, sont deux de nos motivations.

Ce que nous vous proposons ?

D'être responsable : nous vous confierons en effet la gestion, l'animation commerciale et humaine de l'une de nos unités de vente, et ce, en toute autonomie.

De vous former : pour vous, ce sera l'opportunité d'apprendre, de vous enrichir. Vous aurez en effet, chaque jour, à décider, à entreprendre, à agir en véritable « chef d'entreprise ».

Pour cela vous bénéficierez d'étouts importants : des outils de gestion très perfectionnés, une formation complète, un encadrement présent sans être pesant...

Nous ferons confiance à votre dynamisme, à votre volonté de réussir, et saurons reconnaître vos résultats par une rémunération motivante et de réelles perspectives d'évolution au sein de notre groupe.

Prêt à relever ce challenge ? Si vous êtes diplômé d'une ESC ou d'une Ecole d'Ingénieurs, si vous possédez une première expérience, si vous souhaitez donner un nouvel élan à votre carrière, proposez votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à ADM - 164, Rue de la Croix-Nivert - 75015 PARIS. Merci de préciser sur l'enveloppe la référence 130/MN, si vous êtes intéressé par un poste en Région Nord, ou la référence 130/PM pour une affectation en Région Parisienne ou en Normandie.

ESC - Ingénieurs
1ère expérience.

annonce parlée*

Plus que de la comptabilité...

La gestion analytique d'importants et nombreux contrats de négoce international dans une équipe jeune, décidée et dynamique.
25 ans mini - DECS - Expérience de Cabinet - Anglaises souhaitées - Poste à Paris.
* Pour informations complémentaires et organisation accélérée d'une rencontre, appelez le 763.11.15, réf. 1200.

SVP Information Carrière
7, rue de Logelbach 75017 Paris

DIRECTEUR D'AGENCE SECTEUR IMMOBILIER

Un des plus importants groupes du secteur immobilier recherche dans le cadre de son développement, un cadre de haut niveau capable de maîtriser parfaitement la gestion et la commercialisation d'un ensemble de programmes variés.

Il animera une équipe d'une quinzaine de personnes et bénéficiera d'une large autonomie de gestion.
De formation supérieure (commerciale), il a acquis une expérience réussie dans des fonctions équivalentes.
Nous proposons une rémunération attractive et de bonnes perspectives d'évolution pour un candidat de valeur.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à :
Monsieur DUNOD - 149, rue Saint-Honore - 75001 PARIS,
qui nous assiste pour ce recrutement.

le directeur de nos filiales du Sud-Ouest

Nous sommes une société réalisant des supports techniques d'après-vente (1100 personnes - 10 agences) et apportons notre savoir-faire aux entreprises françaises de pointe.

Nous cherchons le patron de nos filiales du Sud-Ouest (200 personnes - CA: 30 MF). Vous gerez et développez nos affaires, animez vos équipes techniques et en contrôlez l'activité. Vous êtes aidé par l'état-major du siège.

A 40 ans minimum, de formation supérieure, vous avez déjà fait la preuve de vos qualités de « patron » d'une unité décentralisée dans une affaire industrielle. Bien sûr, vous avez l'habitude de travailler avec l'informatique et parlez bien l'anglais.

Notre consultante, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire à Paris (réf. 4138 LM).

jeune chef de projet, venez vous faire la main sur IMS.

Une grande affaire de la chimie, de taille internationale (Paris La Défense) dispose de 303X/MVS, d'un réseau de 120 terminaux au siège et dans les usines; ses applications s'appuient sur IMS/DB-DC.

Vous rejoignez notre service études et développez les extensions temps réel de la comptabilité fournisseurs (analyse fonctionnelle technique et analyse organique).

Ingénieur de formation, vous avez acquis en deux ans une bonne expérience des techniques IBM haut de gamme, en DB/DC, et peut-être des traitements comptables. Nous vous proposons de compléter votre formation sur IMS et de faire de vous un chef de projet confirmé.

Notre consultante, Mme S. HOFFMANN, vous remercie de lui écrire à Paris (réf. 4136 LM) - « Carrières de l'informatique ».

un analyste, (Rhône-Alpes) notre futur responsable informatique

Notre entreprise, filiale d'un des premiers groupes français, est l'un des leaders mondiaux sur son marché. Nos moyens d'études et de fabrication sont de haut niveau.

Nous - rapatrions - notre informatique de gestion sur deux gros minis, cherchons un analyste qui prenne en mains, dans un premier temps, des « applications pilotes » et les « vende » aux utilisateurs. Il anime ensuite toutes les études puis le service informatique (15 p.).

A 28-30 ans, vous êtes titulaire d'une MAGE, concevez et réalisez depuis 5 ans des applications de gestion en temps réel sur minis (HP 3000, MINI 6, IBM 38...). Vous cherchez plus de responsabilités ? Nous vous en offrons et mettons eussé du pain sur votre planche.

Notre consultant, D. MARTINON, vous remercie de lui écrire à Lyon (réf. 762 ZU) à « Carrières de l'informatique ».



ALEXANDRE TIC SA
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON

MEMBRE DE SYNTec

LE DIRECTEUR DU PERSONNEL ET DES RELATIONS SOCIALES D'UN GROUPE D'IMPORTANCE NATIONALE TRES DIVERSIFIE DANS SES ACTIVITES

UN JEUNE DUT OU MAITRE EN GESTION DE PERSONNEL

qui sera chargé après une période d'information et de mise au courant :

- 1) des études statistiques et salariales (études ponctuelles, tableau de bord, bilan social),
- 2) de manière progressive d'analyses juridiques et d'assistance en droit social,
- 3) de relations avec l'informatique.

Sens du concret, goût du contact et du travail d'équipe, esprit d'analyse, méthode, rigueur sont nécessaires.

Le candidat justifiera d'une expérience réussie de 2 ans dans une fonction similaire.

Poste situé à PARIS.
Ecrire avec C.V., manuscrit, photo à M. RIFAUZ
BLANZY-OUEST
73, Boulevard Haussmann - 75008 PARIS

Très Important Groupe du Secteur Para-Pétrolier C.A. 2,4 milliards de FF en 1981
recherche pour son Siège à Paris

Trésorier international

Votre profil :

Professionnel de la trésorerie internationale, vous avez au moins 35 ans et vous pouvez faire état d'une expérience d'environ 10 ans acquise au sein de la Direction Financière d'une société internationale ou dans une importante banque d'affaires.

Vous possédez si possible une formation supérieure mais nous attachons surtout du prix à votre expérience confirmée dans la fonction trésorerie internationale.

Vous parlez couramment la langue anglaise.

Le poste :

Au sein de la Direction Financière, chargée de promouvoir et d'assurer la gestion financière de la Société et de ses filiales à l'étranger, vous dirigerez le service trésorerie et à ce titre vous devrez assurer les relations avec l'ensemble des organismes financiers et les contacts avec les administrations concernées (Trésor, Banque de France, Douanes...).

Vous exercerez des responsabilités directes de commandement et assurerez le dialogue avec les informaticiens.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à Media System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, sous référence 0338

Diplômés de l'Université ou d'une Grande Ecole, vous avez la passion de

COMPRENDRE L'AVENIR

Nous sommes un groupe de prospective centré sur le domaine des télécommunications mais débordant sur les domaines connexes (électronique, informatique, audiovisuel).

Nous recherchons :

- un Responsable du domaine Informatique sous les aspects matériels (technologies, techniques), logiciels (langages, bases de données) et systèmes : des compétences en intelligence artificielle seraient appréciées.
- un Responsable des Etudes de coûts prospectifs une première expérience des approches par découpe fonctionnelle (analyse de la valeur par exemple) est souhaitée.

Le lieu de résidence est Paris (avec des déplacements en France et à l'étranger). Adressez C.V. et prétentions sous réf. 6927 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02 - qui transmettra

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

de renommée mondiale dans son secteur, en pleine expansion, C.A. 41 millions de francs (75 % export, membre d'un groupe international) recherche pour structurer son service comptable et financier :

UN (E) RESPONSABLE

- Contrôle de gestion ;
- Comptabilité industrielle informatique ;
- Analyse et contrôle des coûts ;
- Audit interne ;
- Le (la) candidat (e) devra avoir :
- Une bonne expérience comptable en milieu industriel ;
- Un niveau d'étude supérieur ;
- Connaissance de l'informatique ;
- Un bon niveau en anglais et si possible en allemand ;
- Excellent esprit d'entreprise ;
- Disponibilité pour déplacements.

Nous offrons :

- Statut cadre ;
- Une rémunération intéressante en fonction de l'expérience et du niveau ;
- Un poste de travail à Montreuil (Yvelines) ;
- Une atmosphère de travail jeune et dynamique.

Faire offre manuscrite avec C.V. et photo en anglais ss n° T 032.382 M à Régie-Press, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2°).



Lufthansa

recherche pour sa Direction France à Paris

Responsable des Relations Humaines

bilingue allemand avec une bonne connaissance de l'anglais.

Il sera chargé du dialogue social dans l'entreprise et du suivi de la législation sociale.

Le poste nécessite une formation supérieure, une parfaite connaissance du droit du travail et une solide expérience pratique des relations sociales dans l'entreprise.

C'est une tâche passionnante pour une personnalité aimant les responsabilités et les contacts humains, sachant dialoguer dans un esprit de consensus et d'efficacité.

Merci d'adresser C.V., photo, lettre manuscrite sous réf. 2218 à

Deutsch-französische Unternehmensberatung
Klaus W. Herterich
44, rue La Boétie
75008 PARIS
Tél. : 563.48.24
interconseil

ASSISTANT CHEF DU PERSONNEL

Nous sommes la filiale d'un Groupe français d'implantation nationale. Notre société de 500 personnes composée de techniciens et de gestionnaires recherche

JURISTE débutant

pour étoffer l'équipe d'administration du personnel. Sa première tâche sera de mettre en place des procédures et des stratégies pour mieux gérer l'administratif du service. Ce poste de responsabilité l'amènera à superviser la vie administrative courante du salarié, à participer aux payes, à intervenir comme conseil et à mettre au point une documentation concernant la réglementation, la législation, le droit social. Nous souhaitons confier cette fonction à un titulaire d'une MAITRISE ou d'un DESS de Droit des Affaires, motivé par la gestion du personnel. Cette mission exige des qualités d'autonomie, d'initiative et un sens de l'organisation. De sérieuses notions en informatique seraient appréciées.

Adressez votre candidature, sous référence 8612 à :

QIP organisation et publicité
2, rue MARCONI 75001 PARIS/QUI TRANS.

OFFRE

JEUNE INGÉNIEUR CHIMISTE

recherche pour son Siège à Paris

recherche pour son Siège à Paris

recherche pour son Siège à Paris

recherche pour son Siège à Paris

recherche pour son Siège à Paris

recherche pour son Siège à Paris

recherche pour son Siège à Paris

recherche pour son Siège à Paris

recherche pour son Siège à Paris

recherche pour son Siège à Paris

recherche pour son Siège à Paris

recherche pour son Siège à Paris

recherche pour son Siège à Paris

recherche pour son Siège à Paris

recherche pour son Siège à Paris

recherche pour son Siège à Paris

recherche pour son Siège à Paris

recherche pour son Siège à Paris

recherche pour son Siège à Paris

recherche pour son Siège à Paris

recherche pour son Siège à Paris

recherche pour son Siège à Paris

recherche pour son Siège à Paris

recherche pour son Siège à Paris

recherche pour son Siège à Paris

recherche pour son Siège à Paris

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

**JEUNE INGÉNIEUR
CHIMISTE**

Recherches d'urgence
Expérience nucléaire souhaitée, mais non indispensable. 1 à 3 ans d'expérience professionnelle. Il occupera des fonctions d'ingénieur d'affaires dans une société en expansion, domaine nucléaire. Salaire en fonction de l'expérience.

Envoyer C.V. et prétentions à M. Pierre COHEN,
9, rue Fernand-Léger,
91190 - GIFI-SUR-YVETTE.

**ingénieur
informaticien**

Important Groupe Aéronautique situé en banlieue Ouest de Paris, nous recherchons

Sa mission principale consiste à développer des applications de simulation en temps réel sur des calculateurs spécialisés (SEL 3275, ARRAY PROCESSEUR FPS, MICRO).

Le profil requis est celui d'un ingénieur (INSA, ENSI, ENI...) ayant fait une option informatique, débutant ou possédant une certaine expérience dans le domaine informatique temps réel. Une aptitude au travail en équipe est nécessaire. Nombreux avantages liés au groupe.

Adresser C.V., photo et salaire actuel sous la référence 3721/4454 à ADEQUATION
62/64 avenue E. Zola 75015 Paris.



THOMSON CSF COOPERATION réalise pour les clients étrangers du Groupe des actions de formation et l'Ingénierie de Centre de Formation. La qualité de nos prestations nous a permis de connaître une progression très rapide: notre effectif a été multiplié par 4 en 5 ans. Le développement important de nos activités dans les prochaines années nous amène à offrir des opportunités de carrière à des

**INGENIEURS
DEBUTANTS OU CONFIRMES**

Nous recherchons plus particulièrement

ÉLECTRONICIENS

Selon leurs compétences et affinités, ils pourront intervenir:

- dans l'élaboration des propositions et avant-projets concernant les actions de formation;
- dans la préparation de cours en électronique générale, puis dans l'aide pédagogique sur site;
- dans les domaines suivants: télécommunication, radar, téléphone et traitement de l'information.

Ces fonctions nécessitent la connaissance de l'anglais, des aptitudes pédagogiques et impliquent des déplacements à l'étranger.

Les candidats retenus auront la possibilité de compléter leur formation et d'actualiser en permanence leurs connaissances dans des domaines à technologie évolutive. Ils bénéficieront également de l'ensemble des avantages liés à l'importance et au dynamisme de notre groupe.

**THOMSON-CSF COOPERATION****SPÉCIALISTES EN FABRICATION
ÉLECTRONIQUE**

Ingénieurs ou Techniciens expérimentés, ils ont des connaissances en production, méthodes, préparation travaux pratiques, laboratoires.

MÉCANICIEN

avant d'assurer cette fonction, le titulaire du poste recevra une formation technique.

Merci d'adresser votre CV, photo et rémunération souhaitée au Service du Personnel - 147, rue Yves-Le Coz 78000 VERSAILLES, en précisant la nature du poste souhaité.

Havas Contact



IBM est au cœur de la vie économique française. Elle emploie aujourd'hui plus de 20.000 personnes en France.

Une technologie de pointe et des produits nouveaux nous permettent de progresser régulièrement.

Nous avons l'intention de poursuivre ce développement.

C'est pourquoi nous recrutons

JEUNES DIPLOMÉS GRANDES ÉCOLES

DEBUTANTS, de formation COMMERCIALE ou SCIENTIFIQUE, pour les métiers

D'INGÉNIEUR COMMERCIAL ET

D'INGÉNIEUR TECHNIQUE COMMERCIAL

Nous leur confierons à PARIS ou en PROVINCE une mission de grande responsabilité: proposer aux Entreprises les matériels ou services informatiques IBM les plus adaptés à leurs besoins et les conseiller sur la meilleure utilisation de nos produits.

Mobilité géographique et bonnes connaissances en anglais sont nécessaires.

J.P. ASTOR examinera avec attention votre candidature adressée sous référence GO/3/M
Compagnie IBM France - 2, rue Marengo 75001 PARIS.

Uti Services

recherche

**. Ingénieurs Système
. Analystes-Programmeurs**

Matériel: IBM 4341/2 sous MVS JES 2
T.S.O. - DBDC - TRANSPAC

Ecrire avec lettre, C.V., photo et prétentions au
Service du Personnel
6/14, RUE LA PÉROUSE - 75784 PARIS CEDEX 16

Société à vocation internationale

recherche

UN CHEF DE PRODUIT

1. pour étude de marché ponctuelle, stratégie de prospection, politique de communication,
2. pour coordination maquettes de démonstration et banc d'essais.

Situé à Paris, le poste demande de très nombreux contacts avec les U.S.A. L'anglais courant est indispensable.

Notre mot-clé: la Télématique (environ 5 ans d'expérience dans poste similaire).

Adresser C.V., photo et prétentions sous la n° 8.084,
le Monde Publicité, service ANNONCES CLASSÉES,
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Le Groupe CEGOS

renforce ses équipes de

**Consultants en
production et logistique**

Nous cherchons des ingénieurs de haut niveau (X, ECP, AM, ...) décidés à devenir dans une des spécialités énumérées ci-dessous des experts de grande notoriété.

Trois spécialités sont particulièrement demandées aujourd'hui:

LOGISTIQUE INDUSTRIELLE

- Système et réseau de distribution physique
- Manutentions et entreposage
- Gestion Informatisée de la logistique

GESTION INFORMATISÉE DE LA PRODUCTION

- Conception de projet pour des productions complexes
- Choix des systèmes optimum logiciel-matériel
- Conduite de la réalisation sous tous ses aspects

INDUSTRIALISATION

- Lancement de produit nouveau
- Révision des procédés, méthodes et outillages
- Nouvelle organisation des ateliers

Si vous avez une bonne expérience de l'un de ces domaines, assortie d'une grande facilité à analyser un problème complexe, à construire un projet, à mobiliser vos interlocuteurs autour de ce projet, à vous exprimer, verbalement et par écrit, le métier de consultant tel que nous le pratiquons à la CEGOS vous intéressera et vous y réussirez. Les rémunérations sont excellentes pour ceux qui se donnent à plein à leurs projets. Car le développement de nos ingénieurs entraîne le développement de nos affaires.

Adresser lettre manuscrite, C.V., détaillé, à G. de LIGNY Directeur à la CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rond-Point du Pont de Sèvres - 92516 BOULOGNE CEDEX.

Publival

Filiale française d'un groupe pharmaceutique
de grande notoriété

recherche un

**Responsable du
service études marketing**

La fonction comprend trois facettes:

- études quantitatives et qualitatives,
- études produits nouveaux,
- plan à 5 ans.

S'y ajoute la gestion d'un budget important et l'animation d'une équipe composée de 2 chargés d'études et un paneliste.

Ce poste s'adresse à un(e) spécialiste des études marketing, âgé(e) d'environ 32 ans, possédant une expérience dans un poste similaire ou en tant que chargé d'études.

L'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser votre candidature à SELEPHAR qui vous garantit une totale discrétion.

77 rue du Château 92103 Boulogne

selephar

Publival

Fonction Personnel**Jeune cadre possédant
une première expérience**

Vous avez une formation supérieure complétée par quelques années d'expérience de la fonction Personnel.

Vous êtes particulièrement attiré(e) par la politique de personnel que vous serez chargé(e) de définir dans les domaines suivants: recrutement, classifications, appréciation, promotions, rémunérations.

Vous n'ignorez pas que cette activité exige une aptitude certaine à l'analyse et à la synthèse mais aussi de réelles qualités d'imagination et de création.

Le Centre National d'Etudes Spatiales vous propose de rejoindre son Secrétariat Général au sein duquel vous serez également amené(e) à assurer des missions ponctuelles en matière de personnel.

Lieu de travail: PARIS.

Cette opportunité vous intéresse, envoyez rapidement votre lettre manuscrite, C.V., et prétentions au CNES - Service du Personnel - 129, rue de l'Université - 75007 PARIS.

Centre National
d'Etudes Spatiales

**SECODIP**

Importante société d'études de marche

2, rue Francis Pedron
78241 CHAMBOURCY

(proximité de St-Germain-en-Laye)

recherche pour son Service Informatique

IBM 370-158 sous DOS-VSE - ICCS -

CIES - VSAM

**analyste
programmeur**

CONFIRME(E)

COBOL - FORTRAN

programmeur

CONFIRME(E)

COBOL - ASSEMBLEUR

Téléphoner à Michel PEZI au 965 56 56

GFI T.S.

LE C. I. M. I. F.

GROUPES FRANÇAIS D'INFORMATIQUE

(1200 personnes, CA 300 millions) recherche

pour son unité TELESOURCE spécialisée en

télématique**ingénieur développement**

Il s'adresse à un marché d'administrations et de grandes entreprises pour la mise en place de bases et de banques de données professionnelles et grand public et ingénierie TELEMATIQUE.

Il assure la prospection, la négociation, les relations technico-commerciales à haut niveau et gère les contrats.

Nous souhaitons rencontrer des candidats ayant une formation supérieure (écoles supérieures de commerce) et une bonne culture marketing. Il sera responsable, enthousiaste, mobile, particulièrement sensible aux notions de prix de revient.

Agé d'environ 30 ans, une expérience de deux années dans le milieu SSCI sera appréciée.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à

J. ROLLAND, GFI, 105 av. Parmentier 75011 Paris.

métis system

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

FILIALE D'UN GROUPE DE CLASSE INTERNATIONALE
SPECIALISEE DANS L'ELECTRONIQUE recherche

1° Chef de Département "Systèmes" Réf. 13/82

Age: minimum 35 ans.
Formation: Grande Ecole d'Ingénieurs avec spécialisation "Electronique".
Expérience: Doit avoir assuré des fonctions importantes dans activité similaire, principalement en tant qu'ingénieur "Systèmes".
Responsabilités: Gestion financière, administrative du Commercial et du Technique du Département (environ 40 personnes).
Langues: Anglais impératif - Espagnol souhaité.
Lieu de travail: Sud de PARIS
Rémunération: élevée et suivant compétence.

2° Ingénieur d'Affaires Réf. 14/82

Age: minimum 30 ans.
Formation: Grande Ecole d'Ingénieur avec spécialisation "Electronique".
Expérience: Doit avoir rempli des fonctions similaires.
Responsabilités: Techniques administratives et financières des contrats qui lui seront confiés.
Langues: Anglais impératif - Espagnol souhaité.
Lieu de travail: Sud de PARIS.
Rémunération: ELEVÉE et suivant compétence.

3° Ingénieur Commercial Réf. 15/82

Age: minimum 27 ans.
Formation: Grande Ecole d'Ingénieurs avec spécialisation "Commerciale".
Expérience: Doit avoir une expérience commerciale dans la vente de Systèmes Electroniques.
Responsabilités: Assurera la prospection et la liaison avec clientèle française et internationale.
Langues: Anglais impératif - Espagnol souhaité.
Lieu de travail: Sud de PARIS avec nombreux déplacements.
Rémunération: ELEVÉE et suivant compétence.

Pour les 3 postes:



Adresser C.V.
+ photo obligatoire à:
ARCH-MANAGEMENT,
10 rue la Boétie, 75008 PARIS

DIRECTEUR EXPORT INDUSTRIE COSMÉTIQUE

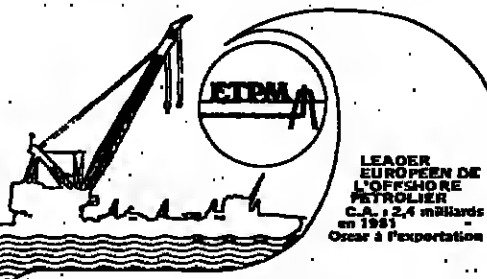
En raison du très important développement de notre société, nous créons un poste de directeur export basé en province. Ce nouveau département, basé sous l'autorité du directeur général, regroupe les directeurs de zone et leurs assistants.

MISSION:
- Prendre en charge l'organisation et la gestion du département ainsi constitué;
- Apporter un soutien très important à l'équipe sur le terrain;
- A court et moyen terme définir avec les collaborateurs du département les programmes de développement pays par pays;
- Participer au choix des partenaires, à l'élaboration des contrats et régler les questions importantes relatives à leur exécution.

PROFIL:
Nous désirons rencontrer un homme de formation supérieure rompu au commerce international. Il aura à son actif l'expérience de la direction export dans une société commercialisant des biens de consommation. Il parlera couramment l'anglais et sera très disponible pour de fréquents voyages à l'étranger.

Si vous correspondez à ce profil, si vous désirez travailler avec une équipe jeune, active et combative et si vous souhaitez acquérir plus de responsabilité, envoyez-nous rapidement un C.V., une photo d'identité et une lettre manuscrite exposant vos motivations ainsi que votre rémunération actuelle et/ou souhait. s/réf. GA MI 331 à:

CHRISTIAN LEVISTRE PHARMACE INDUSTRIE B.P. 59
CONSEIL B. DUMANS, 92200 Neuilly-s-Seine.



recherche

INGENIEUR DE SECURITE

Basé au Siège à PARIS, vous effectuerez de nombreuses missions de courte durée (au total de l'ordre de 180 jours par an), dans nos établissements et filiales à l'étranger (Moyen-Orient, Afrique Centre-Ouest, Extrême-Orient, Australie...)

Vous possédez une expérience minimum de 5 ans et une bonne connaissance des réglementations dans le domaine maritime et travaux publics (Véritas, Marine, Ministère du Travail).

Ce poste pourrait convenir à un CLC ou un DESMN.

Vous pratiquez couramment la langue anglaise.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence 6446 MO à PIERRE LICHAU S.A., B.P. 220 PARIS CEDEX 02 qui transmettra.

BANQUE D'AFFAIRES PRIVEE

SON BUREAU D'ETUDES
particulièrement bien coté sur la place de PARIS
recherche un(e)

ANALYSTE FINANCIER H/F

IL AURA POUR MISSION : D'EVALUER LES ENTREPRISES • OBTENIR LES SECTEURS ET MARCHES • D'ORIENTER LES PLACEMENTS BORSIERS DES GERANTS DE PORTEFEUILLES ET DE LA CLIENTELE INSTITUTIONNELLE

LE « PLUS » OFFERT
Au sein d'une petite équipe, très « professionnelle », avoir en charge PLUSIEURS SECTEURS, un champ d'action national et INTERNATIONAL, participer aux opérations financières de la Banque, avec possibilité d'évolution ultérieure.

**A UNE JEUNE
ANALYSTE FINANCIERE(E)**

• de FORMATION SUPERIEURE avec solides notions d'économie, monétaires et comptables • parlant ANGLAIS • ayant 2/3 ans minimum d'EXPERIENCE D'ANALYSE FINANCIERE en BANQUE (de préf. Agent de Change, Assurances ou O.F. de grosse Sté).

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération et photo ss réf. 4813 à

SC sélection conseil
95, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

SLIGOS

Une des premières sociétés de conseil et services en informatique recherche un

**Jeune assistant(e)
de contrôle de gestion**
DECS, maîtrise ou école de gestion (option finance-comptabilité)

Une première expérience dans un cabinet d'expertise comptable serait appréciée.

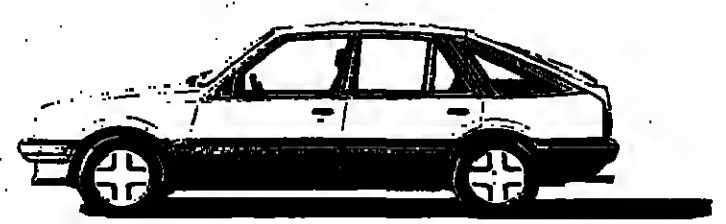
Veuillez adresser votre C.V. photo et prétentions à SLIGOS, Direction du Personnel, 91, rue Jean Jaurès 92800 PUTEAUX

GENERAL MOTORS FRANCE

POUR SON

programme d'expansion OPEL

recherche



chefs de district

Rôle :
• Animer l'action des concessionnaires sur les plans :
COMMERCIAL - ORGANISATION - GESTION

Ces postes conviendraient à des candidats :
• diplômés : ESSEC, Ecole Supérieure de Commerce
• justifiant d'une expérience de 2 à 3 ans dans la fonction commerciale, connaissances du marché de l'automobile souhaitées
• ayant le goût des contacts humains et le sens des responsabilités.
• région : moitié NORD de la France.

Anglais exigé.

Statut CADRE - Voiture de Société fournie
Adresser C.V. détaillé avec photo et prétentions
Service du Personnel - Division Commerciale
56/58 avenue Louis Roche
92231 GENNEVILLIERS



SOCIETE D'ETUDE ET DE DEVELOPPEMENT
DE MATERIELS DE HAUTE TECHNIQUE
NUCLEAIRE ESPACE AUTOMATISME
Banlieue SUD-EST
recherche

INGENIEUR ELECTROTECHNICIEN

Pour travaux d'étude et de fabrication
Sens du commandement nécessaire

Adresser C.V. manuscrit et photo au Service du Personnel
1, avenue Descartes 94450 LIMEIL BREVANNES.

2 INGÉNIEURS FORMATEURS

Établissement Public de Formation, Siège à Paris, Services décentralisés en province, pour renforcer ses interventions en diffusion des connaissances générales et spécialisées, et sa capacité de recherche, recrute :

- 1 Spécialiste en INFORMATIQUE, BUREAUTIQUE, SYSTÈME D'EXPLOITATION 1^{re} affectation à Montpellier (Réf. 82.01)
- 1 Spécialiste en MANAGEMENT, ORGANISATION, TECHNIQUE DE GESTION Poste à pourvoir à Paris (Réf. 82.02) ou Province.

Sont exigés : un diplôme de l'enseignement supérieur (Ingénieur Grande Ecole, Doctorat d'Ingénieur ou d'Etat...)

Une expérience professionnelle minimum de 3 ans, connaissance formation adultes, aptitude au travail en équipe, à la communication.

Recrutements sur titres avec période d'essai.

Envoyer lettre manuscrite, photos, C.V., prétentions à M. le Président du CFPC, avant le 28 avril 1982, 146, boulevard de Grenelle, 75737 Paris Cedex 15.

CONTROLEUR DE GESTION

150 000 F/an

Constructeur de maisons individuelles en réelle expansion pour faire face à son développement souhaite confier à un jeune candidat : l'animation de son équipe comptable, le contrôle budgétaire, les financements, la fiscalité.

Cette première étape devrait le conduire vers une Direction Financière à court terme.

Titulaire d'un DECS, familiarisé avec la comptabilité anglo-saxonne, si ce poste vous intéresse, adressez lettre manuscrite + CV en précisant coordonnées téléphoniques sous réf. 150 au

CNPG 105 av Victor Hugo 75116 Paris.

CADRE COMPTABLE

Vous êtes titulaire d'un D.E.C.S. ou équivalent. Vous avez acquis une expérience de 3 à 6 ans en Cabinet ou Entreprise (bâtiment de préférence). Vous souhaitez évoluer à moyen terme vers une fonction de Responsable de Service Comptable.

Nous sommes une entreprise de bâtiment de premier plan. Nous développons et diversifions nos activités tant en France qu'à l'étranger.

Nous voulons renforcer le potentiel de nos services comptables. Nous vous proposons la Direction comptable de notre groupe (PARIS).

Ce poste nécessite de courtes missions à l'étranger et la pratique de l'Anglais.

Si vous êtes intéressé par cette offre, nous vous remercions d'adresser votre C.V. détaillé, votre délai de disponibilité, votre salaire actuel à COFAP - sous réf. 20526 - 40, rue de Chabrol 75010 PARIS qui transmettra.

ADJOINT AU DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

150.000 F mini/en

- Pour P.M.E. proche banlieue parisienne nord (secteur automobile en expansion).
- Agé de 30 ans minimum + expérience + dynamique.
- De formation supérieure (E.S.C. ou équivalent + D.E.C.S. + expérience informatique).
- Il anime un service de 8 personnes.
- Il a la responsabilité :

- de la comptabilité (bilans, compte d'exploitation, déclarations) ;
- de la comptabilité analytique ;
- de la gestion de la trésorerie (établissement du budget, prévisions et analyse des réalisations, mission d'audit interne) ;
- de la gestion du personnel ;
- de la définition, avec la Direction Générale, des principes de gestion et d'organisation.

- Il doit être un parfait technicien de la comptabilité, ouvert à l'informatique.
- Voiture fournie.
- Le secret absolu des candidatures est garanti.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae et photo à : J.-M. EICHACKER - 5, rue Amber, 75009 PARIS.

FILIALE FRANCAISE
D'UN GROUPE INTERNATIONAL
recherche pour la REGION PARISIENNE
UN

RESPONSABLE NATIONAL DU SERVICE APRES-VENTE (CHEF DE DEPARTEMENT)

Notre Société occupe une position dominante dans le domaine de l'électronique médicale.

Chez nous, la qualité du Service est prépondérante.

Pour ce poste important, nous cherchons un excellent gestionnaire ayant 10 ans d'expérience, y compris de la gestion du personnel. Une expérience de 5 ans du service après-vente est indispensable. A ses qualités humaines, il alliera d'excellentes capacités d'organisation. Il possèdera une formation supérieure en électronique et maîtrisera bien la langue anglaise.

Nous offrons un salaire très compétitif adapté à l'expérience des candidats et d'excellentes perspectives de carrière au sein de notre groupe.

Il sera répondu à chaque candidature.

Faire offre avec C.V. détaillé, photo et souhaits de rémunération à No29191, CONTESSÉ PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 q.tr.

Discrétion garantie. Si vous souhaitez que votre réponse ne soit pas transmise à une Société déterminée, indiquez-le sur l'enveloppe.

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Jeune organisateur

120 000 +

Société d'assurance de taille moyenne, nous avons mis en place des outils informatiques très performants. Nous poursuivons l'optimisation de nos procédures de gestion et nous renforçons notre service organisation.

En liaison avec les départements opérationnels et les informaticiens, vous participerez à la définition de nouveaux circuits d'information et metrez au point les imprimés nécessaires, vous rédigerez des documents d'instruction destinés aux utilisateurs, vous étudierez les postes de travail.

Vous avez une formation supérieure : école de commerce ou de gestion et une première expérience (2 à 3 ans) d'une fonction similaire dans l'assurance ou le tertiaire. Ce poste pourra évoluer vers des responsabilités au sein d'un département opérationnel.

Nicole Marichez vous remercie de lui écrire, sous réf. 4489M, 1 rue de Berni - 75008 Paris.



**Bernard Julhiet
Psycom**

Membre de Syntec

Assistant Chef du Personnel

BEAUCHAMP (Val d'Oise)

Nous recherchons, pour notre complexe industriel de BEAUCHAMP (Val d'Oise), un jeune ASSISTANT CHEF DU PERSONNEL diplômé en sciences humaines et possédant, de préférence, une formation complémentaire de type I.A.E.

Il sera chargé :

- d'assurer le recrutement du personnel cadre, ETAM, opérateurs de nos établissements de production et le suivi de la gestion des ressources humaines,
- d'assister le Directeur du Personnel de production dans la gestion d'un de nos établissements.

Une première expérience serait appréciée (débutant possible).

Merci d'adresser lettre, C.V., photo et prétentions à Bernard KUNERTH.

3 M France
2, Avenue Boulé
95250 BEAUCHAMP



SOCIÉTÉ D'ETUDE ET DE
DEVELOPPEMENT DE MATERIELS
DE HAUTE TECHNICITE
NUCLEAIRE - ESPACE - AUTOMATISME

Banlieue SUD-EST
recherche

INGENIEUR DE SECURITE

Ayant l'expérience des installations électriques.
Adresser C.V. manuscrit, photo au Service du Personnel
1, avenue Descartes - 94450 LIMEIL BREVANES.

GIRATEV GROUPE EX-O.R.T.F.

Dans le cadre de l'AUDIOVISUEL français, GIRATEV informatique du groupe EX-ORTF équipé de matériels puissants et variés (IBM 188 - MVS-BMS (plus de 100 terminaux), 8100, R 2000, mini 8, Micro 8000, Série 10, Micro 122) occupe son potentiel d'études en informatique de gestion (contexte d'architecture distribuée, micro, mini, réseau) et en ingénierie des technologies audio-visuelles nouvelles (télématique en particulier). Pour cela, il recherche plusieurs

INGENIEURS TELECOM INGENIEURS SUPELEC

pour réaliser sur micro-ordinateur des interfaces de type télématique ANTOPE (M. 6345A).

Il aura une expérience des moyens ou micro-systèmes (connaissance du MICRAL appréciée).

La candidate devra être capable d'organiser une petite équipe. Il aura à assurer les relations avec les clients et à gérer plusieurs sites. Anglais courant. Déplacements à prévoir. Plan de formation complémentaire personnalisé assuré.

pour orientation vers des activités d'études dans le domaine du télématisme (M. 6345B) sur matériel IBM 370 et de la connexion de matériels hétérogènes. Une formation complémentaire votre compétence sera assurée. Pour les deux postes, salaire de 142 000 à 188 000 F selon expérience. Avantages sociaux d'un grand groupe. Adresser CV manuscrit, photo et prétentions en précisant la différence choisie à EUROPE INFORMATIQUE SELECTION, 8 rue de Saxe 75008 Paris.

Europe
Informatique



SOCIÉTÉ NATIONALE DES POUSSIÈRES ET EXPLOSIFS

9 établissements - 6000 personnes

recrute pour son

CENTRE DE RECHERCHES

2 INGENIEURS

EN CALCUL SCIENTIFIQUE
(mécanique des solides par éléments finis)

Débutants ou ayant quelques années d'expérience, ils seront affectés au centre de calcul.

Le premier se verra confier des travaux théoriques.

Le second plus orienté vers les applications, rejoindra au bout de 2 ans le bureau d'études de notre établissement de la région bordelaise.

Ecrire avec CV, photo et prétentions
SNPE Centre de Recherches du Bouchet
91710 VERT LE PETIT
Réf. à appeler INT-05.

B.V.A.

IMPORTANT INSTITUT DE SONDAGES
ET ETUDES DE MARCHÉ

recrute

UN CHARGÉ D'ETUDES

- Formation HEC, ESSEC, Sciences Po, Sciences Eco.
- Expérience 2 à 3 ans.
- Lieu de travail : VERSAILLES.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions à B.V.A., 4 bis, Impasse de Toulouse, 78005 VERSAILLES.

IMPORTANT GROUPE PHARMACEUTIQUE RECHERCHE PHARMACIEN INDUSTRIEL

Responsable Département de Production
Injectable.

5 ans d'expérience.

Adresser C.V., photo et prétentions à
J.C.A., 11, rue Cramail
92500 RUEIL MALMAISON.

le Crédit d'équipement des PME

a pour vocation de financer le développement
des entreprises

Pour renforcer son action commerciale sur
PARIS il recherche

2 DELEGUES COMMERCIAUX

sup de co, maîtrise sciences éco...

ayant de bonnes connaissances en finances,
comptabilité.

Après une formation approfondie, tant technique que commerciale, ils seront chargés sur leur secteur d'une mission d'information auprès des chefs d'entreprises et des banques.

Ils proposeront le montage d'opérations de
financement.

STATUT BANCAIRE

Adresser C.V., photo, prétentions, à :
Monsieur G. ARGOUX
Directeur Régional CEPME
15 rue du 4 Septembre - 75002 PARIS

Important groupe français de l'Industrie Chimique recherche

CHEF D'ENTREPRISE

Après une période d'adaptation aux côtés du titulaire actuel, il prendra, à la retraite de celui-ci, la DIRECTION GENERALE de deux sociétés : production et distribution de produits de traitements de surfaces et peintures : CA 21 millions de francs - effectif 50 personnes.

Le candidat retenu aura 35 ans minimum, une formation supérieure et une bonne expérience Commerce - Marketing des produits industriels, lui ayant permis de développer ses qualités d'animateur d'hommes.

Lieu de travail : proche banlieue Nord de Paris.

Les candidatures seront étudiées de façon strictement confidentielle par les services de l'entreprise.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions à Axial Publicité (s/réf. 9295)
27, rue Talbot 75009 Paris, qui transmettra.

FISCALISTE d'ENTREPRISE

L'un des premiers groupes français industriels et de Services
(CA 12 Milliards) recherche un Fiscaliste.

Ce spécialiste doit, dans le cadre de la Direction Juridique du Groupe, assister le Chef du Service Fiscal. Il participera à la préparation et à la gestion des dossiers fiscaux de la société mère et des filiales en France ou à l'Etranger ainsi que, le cas échéant, au suivi du contentieux.

De formation Universitaire Supérieure, il justifiera d'une compétence polyvalente dans tous les domaines de la fiscalité de l'Entreprise appuyée sur une expérience de 4 à 5 années.

Une bonne connaissance de la langue anglaise ou une aptitude à perfectionner les connaissances scolaires et universitaires acquises dans cette langue seraient particulièrement appréciées.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo, rémunération souhaitée) sous réf. 20488 à COFAP 40, rue de Chabrol 75010 PARIS - Discretion assurée.

I.C.I-Pharma

CHEF DE PRODUITS

Filiale française de la division pharmaceutique d'Imperial Chemical Industries (ICI), I.C.I. PHARMA est en expansion constante, en particulier dans les domaines cardiovasculaire et des psychotropes.

Le titulaire actuel du poste étant appelé à prendre d'autres fonctions au sein de l'entreprise, ce laboratoire recherche son successeur.

Rattaché au directeur de la promotion, il prend en charge un groupe de produits dans le cadre d'un budget, il est responsable de l'élaboration et de la mise en place du plan marketing (objectifs, stratégies, moyens); il est particulièrement chargé de veiller à la coordination des actions concernant ses produits au niveau de la direction médicale et de la direction des ventes.

Nous souhaitons rencontrer un candidat de formation supérieure commerciale (HEC, ESSEC, ESC...) ou scientifique (pharmacie, sciences...), ayant une expérience de la fonction marketing (minimum 2 ans), acquise dans l'industrie pharmaceutique. Une certaine connaissance des psychotropes serait appréciée. L'anglais courant est indispensable.

Le poste est basé en proche banlieue nord de Paris.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 12607 B à Anne-Marie HAUGOU, à

EGOR BIOPHARMA
8 rue de Berni 75008 Paris

PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

CHEFS DE PROJET INGENIEURS-ANALYSTES

Vous possédez déjà une solide expérience informatique, nous vous proposons de participer à la conception et à la mise en œuvre de l'ensemble de nos systèmes informatiques en assumant la responsabilité de la gestion d'équipe de personnel informatique.

Nous sommes filiale du deuxième groupe français d'assurance et développons nos systèmes sur des matériels informatiques de très grande puissance et utilisant des bases de données ainsi qu'un important réseau de télétraitement. Actuellement 1200 terminaux répartis en France, 100 millions d'écarts en ligne sur disques, 2 systèmes de mémoire de masse, 2 systèmes 3033 AP et 1 système 3081.

Lieu de travail : La Défense.

Pour un premier contact, écrivez-nous à la Direction du Personnel, GIE, Tour Franklin Cedex 11, 92081 Paris La Défense, Tél. 776.41.92, sous réf. 9664



GENERALE INFORMATIQUE ET D'EXPLOITATION

FINANCE MANAGER

Le poste :

- sous la responsabilité directe du Contrôleur Europe,
- en liaison avec la Direction en France,
- responsable d'une petite équipe, la Société commercialisant seulement des produits industriels importés,
- tenue des pièces comptables, contrôle crédit et trésorerie, reporting, etc...
- à assurer immédiatement.

Le candidat :

- solides connaissances en comptabilité française et anglo-saxonne,
- anglais parlé et écrit couramment,
- si possible, ayant expérience de l'importation,
- apte à utiliser l'informatique pour le télétraitement des données financières (IBM 5280).



Envoyer C.V., photo, prétentions sous réf. 82552 à:
ROLAND BERGER et GREP Ass.
International Management Consultants
7, rue Marcel Allégat, 92190 MEUDON

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE (CA 230 millions de francs) Filiale d'un groupe international

recherche

1 JURISTE D'ENTREPRISE CONFIRMÉ

Pour lui confier la responsabilité de son service juridique : expérience pratique des problèmes de Droit commercial, de Droit des sociétés, de fiscalité et d'assurances obligées. Poste à pourvoir en proche banlieue est de Paris.

Envoyer C.V. + lettre + photo + salaire actuel à :
M. T. 032.456 M à
RÉGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

M.J.C. recherche POUR SA DIRECTION

CANDIDAT ou CANDIDATE
ayant expérience DE LA GESTION et de l'animation dans le domaine éducatif ou socio-culturel. Ecr. avec C.V. manuscrit AVANT LE 15 AVRIL, au PRÉSIDENT M.J.C., Point du Jour, 1, rue de Valenciennes, 75016 Paris.

CEP INTERIM recherche

COMPTABLE II

EXPERIMENTÉ pour région Parisienne

Téléphone au 862-48-88.

STÉ DE DOCUMENTATION (M. GENTILY) recherche

REDACTEUR TECHNIQUE

Expérience école

Téléph. pr. R.V. au 546-27-22.

INGENIEURS
ELECTRONIQUES

	Large*	Large TTC		Large*	Large TTC
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50	ANNONCES ENCADRÉES	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70	OFFRES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	48,00	56,45	DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45	IMMOBILIER	31,00	36,45
AGENDA	48,00	56,45	AUTOMOBILES	31,00	36,45
PROP. COMM. CAPITALUX	140,00	164,64	AGENDA	31,00	36,45

ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

IMPORTANT PROMOTEUR SOCIAL
recherche pour renforcer son
équipe de promotion

**assistant(e)
de gestion**

Ce poste conviendrait à un jeune cadre diplômé de l'enseignement supérieur, ayant une première expérience de la gestion des programmes immobiliers.

Envoyer C.V. manuscrit et prétentions
AU LOGEMENT FRANCAIS
12, rue Paul Baudry - 75008 Paris

FFF

Groupe immobilier d'importance nationale cherche pour son agence d'ATHIS MONS (91)

**un cadre chargé
de la gestion d'immeubles**

Responsable de 3000 logements locaux, il assurera les relations avec les locataires et les administrations, le suivi des budgets, charges et loyers, les commandes et le suivi des travaux d'entretien. Ce poste sera confié à un candidat issu d'une école commerciale supérieure, et ayant acquis une première expérience professionnelle dans un poste d'encadrement. Véhicule indispensable. Lieu de travail : ATHIS MONS

Envoyer dossier de candidature à :
FFF
159 rue Nationale
75640 PARIS
Cedex 13

ENTREPRISE BANLIEUE SUD
recherche
INGENIEURS

Spécialités :
• Informatique (ING ou MIAC) gestion administrative et technique.
• Mécatronique pour recherche et développement en déformations plastiques.
• Fabrication mécanique - prototypes, développement.
• Mécatronique - recherche et développement usinage de très grande précision.
• Travaux publics - « bâtiment ».
• Mécatronique, électricité, vide.

Les candidats devront être âgés de moins de 30 ans, libérés des obligations militaires et de nationalité française. Horaires de travail : 39 h. par semaine, avantages sociaux, restaurant d'entreprise, transport.

Adr. C.V. dét., s/n° 8.066, LE MONDE Pub. Service Annonces classées, S. r. des Italiens, 75009 PARIS.

ERIN

recherche pour développement logiciel de base, contrôle de processus industriels (sur mini et micro-ordinateurs)

DES INGENIEURS

Universitaires ou Grandes Ecoles
Option Informatique, automatique, électronique.
- Débutants à 3 ans d'expér.
- + de 5 ans d'expér.
pour encadrement équipe de 5/6 personnes.

Env. C.V. à AXIAL Pub. Loc. n° 82571, 27, rue Talbot, 75008 PARIS, qui transmettra.

URGENT ADMINISTRATION
recherche

UN ANALYSTE

pour participer au développement puis à l'administration d'une base de données comptables. Niveau Ingénieur ou DEA en informatique. Quelques années d'expérience en particulier sur matériel CII/HB, dérogés O.M.

Envoyer C.V. et prétentions à :
Service Informatique, 33, rue de Flourens, 75012 PARIS.

SOCIÉTÉ MECATRACTION
19230 ARNAC POMPADOUR
(secteur de conception et de câblage)

recherche

Un représentant exclusif

pour région parisienne. Fm + commission + frais. Envoyer C.V. et photo à :
GROUPE FINANCIER PARIS-SP

**Collaborateur (trice)
CADRE**

en vue de renforcer son équipe pour la commercialisation et l'analyse des crédits professionnels à moyen et long terme. Expérience bancaire ou financière indispensable. Envoyer C.V. et photo à :
s/n° 11483 à PIERRE LICHAU S.A. SP 220 75083 PARIS
CEDEX 02 qui transmettra.

STE D'INGENIERIE
EN INFORMATIQUE
DE POINTE

recherche

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

pour APPLICATIONS ESPACE EXTER, SOLAR et 18 pour REGION SUD-OUEST. Adresser C.V. + photo + prét. à :
s/n° 11483 à PIERRE LICHAU S.A. SP 220 75083 PARIS
CEDEX 02 qui transmettra.

CABINET DE CONSEILS
HOTELIER

recherche d'urgence

JEUNE CONSULTANT

- Diplômé d'une école hôtelière ;
- 2 ans minimum d'expérience en hôtellerie ;
- Anglais indispensable ;
- Connaissances comptables et financières souhaitables.

Adresser C.V. à n° 35.978 M-BLEU, 17, rue Labat, 94300 Vincennes qui transmettra.

Nous recherchons pour le Service GESTION COMMERCIALE

COLLABORATRICE
NIVEAU B.T.S. GESTION

pouvant assurer assistant de direction, gestion comptable et financière, statistiques et études commerciales.

Adresser C.V. au Président de l'ALISEP, passage Megotte, Maison du Temps Libre, 77400 TORCY.

L'Audit vous intéresse

Vous avez une formation supérieure, une expérience des problèmes d'organisation et de l'informatique, une expérience de 5 ans en tant qu'Auditeur interne,

Responsable d'Audit Interne

pour animer une petite équipe.

Adresser C.V. photo, sal. et prét. s/n° 5528 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

IMPORTANT GROUPE PRODUITS CHIMIQUES
recherche pour sa branche

NUTRITION ANIMALE
1 JEUNE INGENIEUR
DIPLOME AGRO

Spécialisation ZOOTECHNIE appréciée.

- ANGLAIS indispensable.
- Basé en région parisienne, sa fonction TECHNICO-COMMERCIALE l'amènera à de fréquents déplacements en province pour assurer la promotion technique des produits auprès des industriels utilisateurs.

Le candidat devra avoir de réelles qualités de contact et son très bon niveau lui assurera des perspectives d'évolution de carrière, éventuellement dans d'autres branches de nos activités.

Adresser C.V. et prétentions s/n° 04650 P.A. SVP, 37, rue du Général-Foy, 75008 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ AERONAUTIQUE
Région Parisienne recherche un

JEUNE INGENIEUR
SUP AERO ou A.M.

Pour responsabilité d'atelier

Envoyer C.V. et lettre man. s/n° 29434 à CONTESSA PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui tr

Ville banlieue Nord-Ouest recrute pour stage d'insertion sociale et professionnelle :

UN DIRECTEUR/TRICE
DE STAGE
responsable pédagogique, administratif et financier du stage.

UN ANIMATEUR/TRICE
Pour ces deux postes (contractuels).
Travail étalé en entreprise, formation professionnelle continue.

Adresser C.V. et photo à :
s/n° 34288 M-BLEU, 17, rue Labat, 94300 Vincennes qui transmettra.

BUREAU VERITAS
recherche pour son Service contrôle des métaux et matériaux industriels

UN INGENIEUR D'AFFAIRES

de formation technique (génératrice, si possible avec spécialisation soudage).
- 20 ans minimum.
- à 5 ans d'expérience.
- anglais lu, écrit, parlé.
- emploi : Levallois-Perret.

Disponibilité pour missions en France et à l'étranger (tour de rôle).

Adresser C.V., photo et prétentions sous la référence n° 25 à BUREAU VERITAS, Service du Contrôle des Matériaux Industriels CMI, 35, rue Paul-Matton-Courmes, 92300 LEVALLOIS-PERRET.

IMPORTANT DISTRIBUTEUR PARISIEN
Papiers, impressions, recherche pour animer et développer services Paris et province

UN CHEF GROUPE DE VENTES
PARIS

UN REPRESENTANT EXCLUSIF
Paris et région parisienne

UN CHEF VENTES PROVINCE

Connaissances du métier et sérieux réf. exigés.

Envoyer C.V. et photo à :
n° 35575 M-BLEU, 17, rue Labat, 94300 Vincennes.

Laboratoire de Recherche Spatiale

CNRS
recherche

INGENIEUR MECANICIEN

- Diplômé grande école (ENSCA, INSA, ENSI... ou diplôme équivalent).
- Député des O.M.

Pour conception de structures mécaniques et mécanismes spatiaux, encadrement d'une équipe.

Connaissances du calcul de structures, des techniques spatiales, de l'anglais techniques souhaitées.

Envoyer curriculum vitae à :
CNRS AERONAUTIQUE
B.P. 3
91370 Verrières-le-Buisson.

AVOCAT INTERNATIONAL
recherche

2 JURISTES BILINGUES
(ANGLAIS)

DONT 1 AVOCAT

Environ 35 ans. Exp. pratique confirmée, droit financier des affaires dans cabinet 1^{er} plan. Formation juridique américaine indispensable.

Envoyer sous le n° 32.124 M-BLEU, 17, rue Labat, 94300 Vincennes qui transmettra.

Nous sommes une maison d'édition spécialisée dans la diffusion d'ouvrages techniques. Nous vous proposons d'intégrer l'une de nos équipes de vente par téléphone, place Clichy. Nous vous formerons à nos techniques et vous rémunérerons :
- Sur % commissions.

Téléphonons de 10 h à 18 h
AU 281-28-84.

SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION DE MICRO-ORDINATEURS
recherche

1 CHEF DE VENTES
1 VENDEUR

42, av. de Wagram, Paris (81).

URGENT
Association recherche

ANIMATEUR(Trice)

Maison de quartier ville nouvelle, CERGY-PONTOISE, formation à l'animation exigée. Responsabilités secteur jeunes.

Envoyer sous le n° 032.488 M-BLEU, 17, rue Labat, 94300 Vincennes qui transmettra.

IMPORTANT ENTREPRISE CHAUFFAGE CLIMATISATION
proche banlieue SUD-OUEST recherche

DESSINATEUR

HAUTEMENT QUALIFIÉ en conditionnement d'air, avec possibilité de responsabilité. Adresser C.V. + prétentions à :
A.M.P. - n° 4.464/M. 40, rue Olivier-de-Serres, 75016 PARIS, qui transmettra.

L.C. ENTREPRISE
recherche

DESSINATEUR
en conditionnement d'air, genre ventilation.

DESSINATEUR
en plomberie.

Adresser C.V. + prétentions à :
L.C. ENTREPRISE
B.P. 404 - 92103 BOULOGNE.

Une importante Société d'Ingénierie à vocation internationale PUTEAUX LA DEFENSE recherche dans le cadre de ses activités Génie Civil

UN INGENIEUR

GRANDE ECOLE - 28 ans minimum

ORIGINE : T.P. - P.C. - Ecole d'Ingénieurs de Grenoble ou Toulouse, ou équivalent.

Expérience de quelques années souhaitées en études de projets d'ouvrages hydrauliques ou hydroélectriques.

Anglais strictement courant indispensable.

Envoyer C.V. photo et prétentions à :
No 29.380 à Contessa Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

INDUSTRIE

Groupe des Activités Médicales de THOMSON-CSF recherche

DUT ELECTRONIQUE ou AUTOMATISME débutants

POUR RECETTE DES SCANNERS

Adresser C.V., prétentions et photo à :
CGR Industrie, Service du Personnel 3, rue d'Amiens 93240 STAINS.

SEGIN CENTRE
S.S.C.I. - Filiale Groupe Bancaire Important recherche

INGENIEUR DEBUTANT
Diplômé grandes écoles ou universitaire.

ANALYSTE PROGRAMMEUR CONFIRMÉ
Connaissances COBOL indispensables, BURROUGHS appréciées.

Situation d'avenir pour candidat de valeur.

Adresser C.V., prétentions et photo à :
SEGIN CENTRE 195, av. Ch.-de-Gaulle - 92521 Neuilly-sur-Seine Cedex.

URGENT Commune Yvelines, 12.000 habitants, recherche :

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Solide expérience de l'administration communale. Logement de fonction F.E. Adresser C.V. à :
s/n° 222.033 M-BLEU, 17, rue Labat, 94300 Vincennes qui transmettra.

INGENIEUR LOGICIEL

ou poste CONTRÔLE DE PROCESS INDUSTRIEL, autour de micros INTEL, applications temps réel en langage évolué.

Tél. : 563-17-27 (poste 258).

UN (E) EDUCATEUR (TRICE)

permis V.L. exigé.

Envoyer C.V. au Foyer de Créteil, 2/02, allée G.-Grosjeu, 94000 CRETEIL.

I.E.C.R. recrute COMMERCIAUX
pour départements 82 Nord, 83, 84, 85, 86, 27, Paris, R. O. Statut V.R.P., fixe + % + prime + frais. Tél. pour R.V. 202-20-00 ou adresser C.V. à :
I.E.C.R. 8, rue Fessier, 75018 Paris.

A.D. - F.E.C. 78
recherche

ANIMATEUR PERMANENT

Administration PARIS recherche

2 ÉCONOMISTES

- Un pour gérer les procédures G.A.T.T. (modification des règlements et normes), Anglais, allemand très bon niveau indispensables.

- Un autre chargé d'études économ. et financières concernant le produit et la distrib. de l'électricité.

Très bonne formation universitaire exigée (2 diplômes de préf. : Sciences Eco. Supérieures, Po. Sup. de Co. ou équivalent), débutants ou quelques années d'expérience.

Env. lettre, C.V. et photo, s/n° 8607 à P. LICHAU S.A. SP. 220 75083 PARIS Cedex 02 qui tr.

LE CENTRE HOSPITALIER DE GONNESSÉ VAL D'OISE
(20 Km de Paris)

RECRUTE :

INFIRMIERS DIPLÔMÉS D'ÉTAT et SPÉCIALISTES
Les Candidatures et Curriculum Vitae sont à adresser à :
Monsieur le Directeur du Centre Hospitalier 25, rue Pierre de Thellay 95500 GONNESSÉ

Pour tous renseignements :
Secrétariat de l'Infirmerie Générale : poste 346

INGENIEURS ELECTRONICIENS

CONNAISSANT RADAR ET TECHNIQUES DIGITALES

Entre 1990 et 1991

PUBLICITES REUNIES 112, Bd Voltaire 75011 Paris

Société de TRAVAUX MARITIMES en forte expansion recherche une

secrétaire de direction
BILINGUE ANGLAIS/ESPAGNOL

maîtrisant parfaitement ces deux langues et ayant une expérience confirmée de la fonction. Elle assistera le directeur dans des tâches nombreuses et variées (service commercial, contacts avec l'étranger). Possibilité d'évolution au sein d'un groupe dynamique. Restaurant d'entreprise, horaire variable. Ce poste est pourvoir rapidement en banlieue sud-ouest de Paris (Peli-Clamart).

Envoyer C.V. et photo sous référence 8327 à :

INSTITUT EUROPEEN DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SUR LES SOCIÉTÉS MULTINATIONALES (I.R.M.)

recherche pour son

SERVICE DOCUMENTATION
spécialisé en économie et sciences sociales

SECRÉTAIRE

ANGLAIS COURANT lu, parlé et écrit, ALLEMAND bonne notation. BONNE DACTYLO, excellentes capacités d'organisation, très méthodique. Avantages : ticket restaurant, salaire sur trêve mois.

Adresser curriculum vitae, lettre manuscrite et prétentions à :
I.R.M., 28, boulevard Bourdon, 75004 Paris (Métro Bastille ou R.E.R. Gare de Lyon).

HOTEL NIKKO DE PARIS

recherche pour sa

SECRÉTAIRE CONFIRMÉE

PARFAITEMENT BILINGUE ANGLAIS

Adresser C.V., photo, prétentions, au SERVICE DU PERSONNEL, 51, quai de Grenelle, 75738 PARIS cedex 15.

STENODACTYLOS

une expérience de 2 ans minimum est exigée, la dactylographie indispensable, le travail nécessitant des rapports avec tous les services, le sens du contact humain est souhaité.

Envoyer : c.v., photo et prétentions, à Axial Publicité (s/n° 9.296), 27, rue Talbot 75009 Paris, qui transmettra

Engineering International
exportant des usines et installations dans le monde entier recherche pour siège social à Paris

secrétaire - assistante du contrôleur de gestion

ETABLISSEMENT FINANCIER
Champs-Élysées recherche pour son Service Contentieux

STENODACTYLOS

Bac exigé. Avantages sociaux. Restaurant d'entreprise. Adresser C.V. à :
Service CV à Directeur du Personnel BP 720 - 08 75361 PARIS CEDEX 08

STENODACTYLOS

Bac exigé. Avantages sociaux. Restaurant d'entreprise. Adresser C.V. à :
Service CV à Directeur du Personnel BP 720 - 08 75361 PARIS CEDEX 08

OFFRE

ANIMATEUR

Bordas
REVUES scientifiques techniques
EDITEUR

INGENIEUR E.S.A.N

TECHNICIEN PLANNING-ORDONNANCEMENT

UN INGENIEUR

8 INGENIEURS

15 INGENIEURS

INGENIEURS ELECTRONICIENS

les annonces
Le M
Sont reçues p
du lundi au
de 9 heures
de 13 h. 30 à
au 296-

ANNONCES CLASSES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	La mm/col. 17
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENOA	31,00	36,45

* Dégressifs selon surface ou nombre de régions.

DEMANDES D'EMPLOI

F, 45 ans - Orat - ex-Avocat - Sc. Po - Sc. Eco (Doctorat) Harvard Business School, profonde expérience législation et fiscalité africaine pour-
vant en diriger l'USA, l'Afrique, l'Europe.

Cherche

**Direction cabinet
de gestion**

**ou création département
pour multinationale**

Basée indifféremment BRUXELLES - PARIS -
LONDRES - USA ou AFRIQUE.
Prétentions et émoluments élevés justifiés.
Étudier toutes propositions. Ecrire à **MEDIA
P.A.** sous référence M/1781 - 9, Bd des Ita-
liens - 75002 PARIS qui transmettra.

INTERNATIONAL MANAGER
35 ANS

Parfaitement allemand, anglais, français, italien, hollandais, espagnol, néerlandais (habitant Nice).

Succès prouvé dans différents domaines, expérience marketing, vente, export. Mais ouvert à toutes propositions. Flexibilité, humour, efficacité.

Téléphoner au 16 (93) 59-86-42.

[illegible]

93500 PANTIN.

[illegible]

DAIPEC - 522-48-26

PANAMA
n° 44 ans, résident cherche poste commercial.
S'adresser à : **RECHERCHES**
s/n° 2, 5005, Le Monde Pub.
10 av. de la République,
de 2 heures, 75008 Paris.

PARIS
38 ans, chef groupe
production, 15 ans d'expe-
rience dans l'industrie métallur-
gique, maîtrise parfaite de la
langue allemand (B.T.S.), traduction
commerciale, excellent anglais.
S'adresser notes : **ESPELANT**
10 rue de Valenciennes, 75009
Paris. Références et autres infor-
mations : **RECHERCHES**
matiques (T.I. libre papier,
recherches).

PARIS
25 ans, ingénieur toutes
questions en provenance du
bâtiment, 10 ans d'expérience
dans la construction.
S'adresser à : **RECHERCHES**
n° 50.501, Le Monde Pub.
10 av. de la République, 75009
PARIS.

PARIS
ANNONCES CLASSÉES
n° 50.502, Le Monde Pub.
10 av. de la République, 75009
PARIS.

PARIS
35 ans, Français, séjour 15 ans
en Espagne, 10 ans d'expérience
production société. Vise travail Ja-
va.

PARIS
confirme **MISER D'ART**
de préférence, 222-08-55.

PARIS
J.F., jeune B.P.C., ph. appliqué
descriptif, maîtrise parfaite des
propositions, M° Lacourne
tél. 321 40-54-15.

PARIS
SECRÉTAIRE DE RÉACTION
en activité de presse panamé-
nisme, 34 ans, exp. journalisme hebdo-
maire, maîtrise parfaite de la
langue allemande.
Envoie sous le n° **RE 3.612 M**
à : **RECHERCHES**
NÉE- PRESSE
58 rue, 75009 Paris.

PARIS
Jeanne Fammé, éditrice
26 ans, 10 ans d'expérience
travail, O.E.A. en Orlé. Vise
comp. pendant 2 ans, U.V.
10 av. de la République, 75009
Paris. Références et autres infor-
mations : **RECHERCHES**
matiques (T.I. libre papier,
recherches).

PARIS
25 ans, ingénieur toutes
questions en provenance du
bâtiment, 10 ans d'expérience
dans la construction.
S'adresser à : **RECHERCHES**
n° 50.501, Le Monde Pub.
10 av. de la République, 75009
PARIS.

PARIS
ANNONCES CLASSÉES
n° 50.502, Le Monde Pub.
10 av. de la République, 75009
PARIS.

PARIS
35 ans, Français, séjour 15 ans
en Espagne, 10 ans d'expérience
production société. Vise travail Ja-
va.

PARIS
confirme **MISER D'ART**
de préférence, 222-08-55.

PARIS
J.F., jeune B.P.C., ph. appliqué
descriptif, maîtrise parfaite des
propositions, M° Lacourne
tél. 321 40-54-15.

PARIS
SECRÉTAIRE DE RÉACTION
en activité de presse panamé-
nisme, 34 ans, exp. journalisme hebdo-
maire, maîtrise parfaite de la
langue allemande.
Envoie sous le n° **RE 3.612 M**
à : **RECHERCHES**
NÉE- PRESSE
58 rue, 75009 Paris.

PARIS
Jeanne Fammé, éditrice
26 ans, 10 ans d'expérience
travail, O.E.A. en Orlé. Vise
comp. pendant 2 ans, U.V.
10 av. de la République, 75009
Paris. Références et autres infor-
mations : **RECHERCHES**
matiques (T.I. libre papier,
recherches).

PARIS
25 ans, ingénieur toutes
questions en provenance du
bâtiment, 10 ans d'expérience
dans la construction.
S'adresser à : **RECHERCHES**
n° 50.501, Le Monde Pub.
10 av. de la République, 75009
PARIS.

PARIS
ANNONCES CLASSÉES
n° 50.502, Le Monde Pub.
10 av. de la République, 75009
PARIS.

PARIS
35 ans, Français, séjour 15 ans
en Espagne, 10 ans d'expérience
production société. Vise travail Ja-
va.

PARIS
confirme **MISER D'ART**
de préférence, 222-08-55.

PARIS
J.F., jeune B.P.C., ph. appliqué
descriptif, maîtrise parfaite des
propositions, M° Lacourne
tél. 321 40-54-15.

PARIS
SECRÉTAIRE DE RÉACTION
en activité de presse panamé-
nisme, 34 ans, exp. journalisme hebdo-
maire, maîtrise parfaite de la
langue allemande.
Envoie sous le n° **RE 3.612 M**
à : **RECHERCHES**
NÉE- PRESSE
58 rue, 75009 Paris.

PARIS
Jeanne Fammé, éditrice
26 ans, 10 ans d'expérience
travail, O.E.A. en Orlé. Vise
comp. pendant 2 ans, U.V.
10 av. de la République, 75009
Paris. Références et autres infor-
mations : **RECHERCHES**
matiques (T.I. libre papier,
recherches).

PARIS
25 ans, ingénieur toutes
questions en provenance du
bâtiment, 10 ans d'expérience
dans la construction.
S'adresser à : **RECHERCHES**
n° 50.501, Le Monde Pub.
10 av. de la République, 75009
PARIS.

PARIS
ANNONCES CLASSÉES
n° 50.502, Le Monde Pub.
10 av. de la République, 75009
PARIS.

PARIS
35 ans, Français, séjour 15 ans
en Espagne, 10 ans d'expérience
production société. Vise travail Ja-
va.

PARIS
confirme **MISER D'ART**
de préférence, 222-08-55.

PARIS
J.F., jeune B.P.C., ph. appliqué
descriptif, maîtrise parfaite des
propositions, M° Lacourne
tél. 321 40-54-15.

PARIS
SECRÉTAIRE DE RÉACTION
en activité de presse panamé-
nisme, 34 ans, exp. journalisme hebdo-
maire, maîtrise parfaite de la
langue allemande.
Envoie sous le n° **RE 3.612 M**
à : **RECHERCHES**
NÉE- PRESSE
58 rue, 75009 Paris.

PARIS
Jeanne Fammé, éditrice
26 ans, 10 ans d'expérience
travail, O.E.A. en Orlé. Vise
comp. pendant 2 ans, U.V.
10 av. de la République, 75009
Paris. Références et autres infor-
mations : **RECHERCHES**
matiques (T.I. libre papier,
recherches).

PARIS
25 ans, ingénieur toutes
questions en provenance du
bâtiment, 10 ans d'expérience
dans la construction.
S'adresser à : **RECHERCHES**
n° 50.501, Le Monde Pub.
10 av. de la République, 75009
PARIS.

PARIS
ANNONCES CLASSÉES
n° 50.502, Le Monde Pub.
10 av. de la République, 75009
PARIS.

PARIS
35 ans, Français, séjour 15 ans
en Espagne, 10 ans d'expérience
production société. Vise travail Ja-
va.

PARIS
confirme **MISER D'ART**
de préférence, 222-08-55.

PARIS
J.F., jeune B.P.C., ph. appliqué
descriptif, maîtrise parfaite des
propositions, M° Lacourne
tél. 321 40-54-15.

PARIS
SECRÉTAIRE DE RÉACTION
en activité de presse panamé-
nisme, 34 ans, exp. journalisme hebdo-
maire, maîtrise parfaite de la
langue allemande.
Envoie sous le n° **RE 3.612 M**
à : **RECHERCHES**
NÉE- PRESSE
58 rue, 75009 Paris.

PARIS
Jeanne Fammé, éditrice
26 ans, 10 ans d'expérience
travail, O.E.A. en Orlé. Vise
comp. pendant 2 ans, U.V.
10 av. de la République, 75009
Paris. Références et autres infor-
mations : **RECHERCHES**
matiques (T.I. libre papier,
recherches).

PARIS
25 ans, ingénieur toutes
questions en provenance du
bâtiment, 10 ans d'expérience
dans la construction.
S'adresser à : **RECHERCHES**
n° 50.501, Le Monde Pub.
10 av. de la République, 75009
PARIS.

PARIS
ANNONCES CLASSÉES
n° 50.502, Le Monde Pub.
10 av. de la République, 75009
PARIS.

PARIS
35 ans, Français, séjour 15 ans
en Espagne, 10 ans d'expérience
production société. Vise travail Ja-
va.

PARIS
confirme **MISER D'ART**
de préférence, 222-08-55.

PARIS
J.F., jeune B.P.C., ph. appliqué
descriptif, maîtrise parfaite des
propositions, M° Lacourne
tél. 321 40-54-15.

PARIS
SECRÉTAIRE DE RÉACTION
en activité de presse panamé-
nisme, 34 ans, exp. journalisme hebdo-
maire, maîtrise parfaite de la
langue allemande.
Envoie sous le n° **RE 3.612 M**
à : **RECHERCHES**
NÉE- PRESSE
58 rue, 75009 Paris.

PARIS
Jeanne Fammé, éditrice
26 ans, 10 ans d'expérience
travail, O.E.A. en Orlé. Vise
comp. pendant 2 ans, U.V.
10 av. de la République, 75009
Paris. Références et autres infor-
mations : **RECHERCHES**
matiques (T.I. libre papier,
recherches).

PARIS
25 ans, ingénieur toutes
questions en provenance du
bâtiment, 10 ans d'expérience
dans la construction.
S'adresser à : **RECHERCHES**
n° 50.501, Le Monde Pub.
10 av. de la République, 75009
PARIS.

PARIS
ANNONCES CLASSÉES
n° 50.502, Le Monde Pub.
10 av. de la République, 75009
PARIS.

PARIS
35 ans, Français, séjour 15 ans
en Espagne, 10 ans d'expérience
production société. Vise travail Ja-
va.

PARIS
confirme **MISER D'ART**
de préférence, 222-08-55.

PARIS
J.F., jeune B.P.C., ph. appliqué
descriptif, maîtrise parfaite des
propositions, M° Lacourne
tél. 321 40-54-15.

PARIS
SECRÉTAIRE DE RÉACTION
en activité de presse panamé-
nisme, 34 ans, exp. journalisme hebdo-
maire, maîtrise parfaite de la
langue allemande.
Envoie sous le n° **RE 3.612 M**
à : **RECHERCHES**
NÉE- PRESSE
58 rue, 75009 Paris.

PAR

ing. anglophone, 42 ans, bonn
connais. milieux intern., généra
pénis chim. électr. sur. av.

[illegible]

STATISTICIEN
MATHÉMATICIEN

recherche et
enseignement au langage A.P.L.

recherche
statistique appliquée

sur le n° 2.456, le Monde Pub-
lic annonce CLASSES,
des salaires, 75000 francs

recherche amicus standard

RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

Cadre, 45 ans, formation supé-
rieure E.S.C., gestion financière,
comptabilité, législation sociale,
français, anglais, allemand, es-
péranto. Poste Directeur Admi-
nistratif et Financier.

Envoyer sous le n° 2.323-365 M
à l'adresse ci-dessus

RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

65 ans, 23 ans, Bacc. sciences I
degré, comptable, Bacc. de
Droit privé, recherches : situa-

- Tél : 865-16-18.

OFFRES D'EMPLOI
DEMANDES D'EMPLOI
IMMOBILIER
AUTOMOBILES
AGENDA
PROP. COMM. CAPITAUX

la page
71,00
21,00
48,00
48,00
48,00
140,00

la page TTC
83,50
24,70
56,45
56,45
56,45
184,64

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES
OFFRES D'EMPLOI
DEMANDES D'EMPLOI
IMMOBILIER
AUTOMOBILES
AGENDA
*Dégrèvements selon surface et nombre de publications

L'immobilier

appartements ventes

3^e arrdt
R. GRAVILLERS studio rénové
20 m² + petite mezzanine et c.
tél. 550-34-00.

4^e arrdt
CHATELET, bel ét. 4 p. +
s.d., p.p. 1.150.000 F.
rapp. Tél. 278-66-76.

5^e arrdt
BOULEVARD BOURDON
plein sol, 5^e ét., 3 p.,
70 m², 670.000 F. 267-17-47.

6^e arrdt
FOND DE COUR A AMENAGER
85 m² + JARDIN
125 m² 850.000 F. 650-34-00

7^e arrdt
JARDIN DES PLANTES
Construct. grand lux en cours.
LE POLYVAU
du 2 au 5 p. et DUPLEX.
Lundi et mardi de 14 h à 16 h.
1 et 5, RUE POLYVAU
Renseignements : 267-37-37.

8^e arrdt
PONT NEUF
PÉNICHE 150 m²
poss. prof. 800.000 F.
S.M.C.A. 742-40-85.

9^e arrdt
OGON, 254-85-10, esc.
70 m², PLEIN SUD.

10^e arrdt
ST-GERMAIN-DES-PRÉS
4 PIÈCES, 6 FENÊTRES SUD.
int., loueuse rénovation, esc.
1.200.000 + park. 553-86-08.

11^e arrdt
RUE JACOB
prév. travaux 329-86-06

12^e arrdt
CHAMP DE MARS, ét. 4 p.,
balcon 4 p. VUE TOUR EIFFEL
850.000 F. + p. mardi 13 h-16 h
42 bis, Av. Suffren.

13^e arrdt
RUE BALZAC Pr. Champs-Élys.
NEAU STUDIO cuisine, bain
390.000 F. - DENEL 574-60-17.

14^e arrdt
ALMA, DOUBLE LIVING
cuis. équipée, bain, 48 m².
Impeccable état, standing.
GARBI. Tél. : 567-22-88.

15^e arrdt
AV. MONTAIGNE avec vue sur
av. et jardin, loueur app. 14
120 m², 720-14-37, 10/14 h.

appartements ventes

16^e arrdt
PONT MIRABEAU
agréable 3/4 pos 76 m² dans
immeuble protégé.
Prix 48.000 F. Tél. pour R.V. :
16 (26) 82-12-06.

17^e arrdt
Près de la place des Vosges
140 m² env.
Rd+ch+ss+2 étages.
clair, grand volume, P.
1.250.000 F. Tél. : 806-21-60.

18^e arrdt
M^e FAIDHERBE
petite vd 2 p. entrée cuis. w.c.
poss. bain imm. pierre de 1.
240.000 F. - 526-64-81

19^e arrdt
CITÉ MOYNET à saisir récent
cité verdure, double liv. + 2
chambres, bain, 2 w.c.
balcon, bois. 750.000 F.
763-89-88 ou 548-64-93.

20^e arrdt
NATION-PICPUS
Très bel imm. vaste séjour,
3 chbres, cuis. équipée, cave,
2 s.d., b.c., terr. parq.
1.425.000 F. Tél. 345-82-72.

21^e arrdt
BEL AIR-PICPUS
Pierre de t. rdc, bain, 4 pos.
cuis. w.c., 1^e et 2^e ét.
795.000 F. - Tél. 348-83-85.

22^e arrdt
Froz. place Daumesnil, de imm.
pierre, très bel aspect et état,
vidéop. 3 p., cuis., 1^e et 2^e ét.
(55 m²) tous occupés. Lot 1948.
Maire SPINASSE
Nécess. Epilante 1630-06.
Tél. : (55) 63-10-06.

23^e arrdt
M^e GARE DE LYON, à rénover
3 p., cuis., 60 m², 1^e et 2^e ét.
P. 310.000 F. 322-31-76

24^e arrdt
MAISON INDÉPENDANTE
living + 3 chbres, refait neuf,
jardin aménagé, sur place 13 à
17 heures, 236, rue de la
Pointe, 329-86-85.

25^e arrdt
84 RUE VERGIGNAUD
3 et 4 pièces récentes-état
par gardien tous les jours sauf
dimanche, de 10/12 h et
14/17 h ou SERCO 723-72-00

26^e arrdt
M^e CONVERSANT, imm. Pierre de
t. très agréable apt duplex, 5 p.,
cuis., b.c., s.d., asc. parq., cave.
1.100.000 F. 322-31-20

27^e arrdt
Studio, kitchen, w.c., bain, chf.
cuis., bain rénové, tous cts.
120.000 F. - 766-56-34.

28^e arrdt
Petit Sacré Cœur, beau 2 p.,
cuis., bain rénové, ref. b.c.
avec 65.000 F. T. 260-26-83.

appartements achats

VENDEZ
Spécial, 10 quarts depuis 25 ans,
DENIS
CHEVALIER
103, bd Hausmann - Paris 8^e.
265-22-57.

BOULOGNE
Bd d'AUTOUR, de verdure, living,
2 chbres, grand standing,
1.150.000 F. Tél. : 267-17-47.

VILLE D'AVRAY
5 p., loueur, 150 m², gd balcon,
1.200.000 F. Tél. : 359-02-80.

NEUILLY 130 m², imm. récent
s.d., 3 chbres 2 b.c. excellent état
Téléphone : 307-31-62 metin

MAISON-NEUILLY
160 m² + Jard. 150 m², Calme
et charme P. 1.980.000 F.
EXCLUSIVITÉ 768-03-18

SEVRES
71 GRANDE RUE
« LE PARVY DE SEVRES »
2 au 7 pièces - Commerces ren-
seignements 62 Grande Rue
tous les jours sauf mercredi de
14 h à 18 h samedi et dimanche
de 11 h à 13 h et 14 h à 18 h.
507-13-47 ou Serco 723-72-00

94
Val-de-Marne
A vendre, particulier à particulier,
appartement de 4 pièces, Prox.
R.E.R., Bagneux-Pont-Royal,
doctes et comm. commerces... à
5 minutes du Parc de Sceaux.
LIBRE DE SUITE
tél. 603-28-65

GENTILLY
à 150 m de Paris
4 p., neuf 88 m² + balcon, 10 p.
850.000 F. + park.
Prêt convertissable possible.
S. av. Gallien, Tél. : 546-23-26
ou Sirvin au 500-72-00.

Province
CANNES - Grand studio,
p.-de-jardin, près Croisette, tout
confort, parking, sur
Téléphone : (93) 15-18-00
10 h 30 à 12 h.

LYON, bord SAONE
Part. vend. prêt à part. apt. gd
stand. 175 m² + terrasses,
p. 601.500 F., 18.000 m²
1.500.000 F. Tél. : 18-20 h
(16) 7-823-17-23.

CANNES
Bord de mer, devant
le plage, de beaux appartements
avec très bon rapport qualité/
prix. CANNES-MIDI, boulevard
du Midi, 06 150 CANNES
(93) 47-00-55.

immeubles

IGNY terrain 3.381 m² avec
P.C., 1.710 m² habitables
34 parkings - 271-23-30.

fonds de commerce
VENUS CAFÉ P.M.U. centre
Nîmes - Prix 1.200.000 F
affaire sérieuse tenue 16 ans
Tél. : (65) 67-57-40.

PARIS
RIVE GAUCHE
EXCEPTIONNEL
HOTEL 2 ét. - 50 chbres
EMPLACEMENT DE CHOC
Classes d'affaires
très forte rentabilité.
Gros CA, Gestion assurée.
Avec 3.500.000 F. c'est
E.C. MULTI-MANAGEMENT
B.P. 443-08, 75425 PARIS.
CEDEX 08.

bureaux
Locations
BUREAUX MEUBLES
à Paris 8^e, 9^e ou 15^e
SIEGES SOCIAUX
ET DOMICILIATIONS
Tél. : Sec. - 1^{er} service
CONSTITUTION SITES
Prix complet - délais rapides
ASPAC 293.60.50

8^e ET CHAMPS-ÉLYSÉES
Domination RM-RC, S.A.R.L.
A partir de 150 F.
CONSTITUTION SOCIÉTÉS.
Tél. : Tél. des démarches.
C.E. - 562-43-12.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
S.A.R.L. - R.C.-R.M.
Constitution de Sociétés, démar-
ches et tous services. Permis-
sion téléphonique
355-17-50.

FG POISSONNIÈRE
Prox. Gds Boulevards,
BUREAU, 110 m², 8.500 F.
BUREAU, 40 m², 2.700 F.
341-20-07.

CRÉAT. D'ENTREPRISES
SOCIÉTARIAT, TEL. TELEK
Loc. bureaux, toutes démarches
pour constitutions de Sns
ACTE S.A. 261-80-88 +.

locaux commerciaux

A Vendre Restaurant, Bar, Hôtel,
2 étages, N.N. 25 chbres sur rue
import. Construction neuve, grand
chiffre. Tél. (33) 42-20-44.

NICE, quartier PORT, cède bel
tout commerces, magasins,
55 m² + cave, loueur, 1000 F.
Prix 130.000 F. (83) 89-78-87.

54 m² BAS PRIX
MURS LIBRES
Tél. 550-34-00

boutiques
PROPR. VEND 2 Bout. (8^e)
et NEUILLY. Prix intéressants.
Fin de bail - 504-61-83.

54 m² BAS PRIX
MURS LIBRES - 550-34-00

maisons de campagne
A 40 km de BORDEAUX
(près Bour-sur-Gironde)
DANS PARADIS DE VERDURE
vue splendide, 1.500 m² terrain
54 m² de bât. W.C., chauffage
central.
Garage, Petite maison de gar-
dien de 4 pièces, épluchoir de
plaisance, sur beau terrain
vallonné.

Très joli parc boisé, potagers
et prairie de 14.000 m², re-
vend par bureau de secours.

Agence R. BACQ.
LOCHES (37600).
Téléphone : (16) 471 59-01-81.

terrains
IGNY terrain 3.381 m² avec
P.C., 1.710 m² habitables
34 parkings - 271-23-30.

Indre, Neuilly-Saint-Sépulchre
centre-ville, vend
TERRAIN 1.800 m²
Récup. de 16 m.
Tél. : (16) 471 59-01-81.

viagers
Viager libre sur titre, 92 ans,
apt. 12, 3^e étage, cave, parking,
à MENEY 31, BOLLIGET,
50.000 F., r. 2000 F.
Tél. : (16) 421 26-84-84.

6^e VAVIN atelier d'artiste 140
m², occupé depuis 76 ans
350.000 F. + 5.200 F. mensuels.
F. CRUZ 288-19-00

villas

DAMPPIERRE EN YVELINES
Site Classé, villa, école,
commerces à proximité.
Luxe, confort, piscine, sur
3.500 m² de terrain.
Livraison Juin 1982 et Décep-
tion 1982. Prix à partir de
1.150.000 F.
Près pour renseignements au :
558-08-51 ou 901-23-02.

propriétés
PROCHE MACON : Maison bour-
geoise 12 p. + dépend. sur
4.500 m². Prix, voir TV -
Tél. : (83) 34-75-82.

A vendre
RÉGION LOCHES
Située en site exceptionnel
Magnifique ensemble.
Avec beaucoup de charme.
composé :
Maison ancienne restaurée
7 pièces de plain-pied,
belle cheminée, potager,
salle de bain, W.C., chauffage
central.
Garage, Petite maison de gar-
dien de 4 pièces, épluchoir de
plaisance, sur beau terrain
vallonné.

Très joli parc boisé, potagers
et prairie de 14.000 m², re-
vend par bureau de secours.

Agence R. BACQ.
LOCHES (37600).
Téléphone : (16) 471 59-01-81.

OFFICIERS MINISTÉRIELS

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice à Paris
le **JEUDI 22 AVRIL 1982**, à 14 h

UN APPARTEMENT au rez-de-cha. de 8 PIÈCES PRINCIP.
3 CHAMBRES DE SERVICE au 6^e étage
et 2 CAVES au sous-sol, dans immeuble

75, AVENUE MARCEAU - PARIS (16^e)

MISE A PRIX : 600 000 FRANCS

S'adr. M^e Bernard MALINVAUD, avocat, 19, av. Rapp, PARIS (7^e)
Tél. 555-86-37 - Ts avec pr. ur. gde inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil

VENTE sur saisie immobilière au Palais de Justice de Bobigny
le **MARDI 20 AVRIL 1982**, à 13 heures 30

UN PAVILLON EN COURS DE CONSTRUCTION
en rez-de-chaussée surélevé, sur sous-sol, garage, divisé en :
entrée, cuisine, une chambre - étage divisé en 2 chambres
(travaux de finition non terminés : aménagement intérieur, gouttières,
aménagement ext., etc...) s/ un terr. cadastré sect. AM n° 723 de 394 m².

à TREMBLAY-LES-GONNESSE (93)

30, av. Kalifat - MISE A PRIX : 100.000 F.

S'adresser à Maître Bernard ÉTIENNE,
membre de la S.C.P.A. ÉTIENNE, DORE, WARET-ÉTIENNE,
Avocat au Barreau de Seine-Saint-Denis,
démour., 11, r. du Général-Leclerc, 93110 ROSNY-SOUS-BOIS, Tél. : 854-90-87.

Vente au Palais de Justice à Créteil,
le **15 AVRIL 1982**, à 9 h 30

EN UN SEUL LOT

1) PROPRIÉTÉ A ANGOULÊME-SUR-AY (Manche)
MISE A PRIX : 150 000 F

2) UN APPARTEMENT A CANNES (Alpes-M.)
Boulevard Leader n° 18 à 32 et Avenue Wester Weymès, n° 7
dans Bloc unique, rez-de-cha. Escal. C. avec PARKING

MISE A PRIX : 300 000 F

S'adr. : M^e Olga CUSMANO-RUNFOLA, av. au Barreau de Créteil,
démourant à Choisy-le-Roi (94600), 1, n. du 25-Août-1944. Tél. : 852-55-17
Et sur place pour visiter

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Bobigny
le **MARDI 20 AVRIL 1982** à 13 heures 30

EN UN SEUL LOT

UNE PROPRIÉTÉ A TREMBLAY-LES-GONNESSE
(Seine-Saint-Denis) - 31, rue d'Artois
consistant en un TERRAIN d'une cont. de 404 m²
sur lequel est édifié un PAV. à usage d'HABITATION
en rez-de-cha. sur sous-sol, garage, divisé en : entrée, cuisine, séjour
2 chambres, w.c., salle de bain - 1^e étage : 2 chambres
MISE A PRIX : 100.000 FRANCS

S'adr. : M^e Bernard ÉTIENNE, membre de la S.C.P.A. ÉTIENNE, DORE,
WARET-ÉTIENNE, Av. au Barreau de Seine-Saint-Denis, demeurant
11, rue du Général-Leclerc, 93110 ROSNY-SOUS-BOIS. Tél. : 854-90-87.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Bobigny
le **MARDI 20 AVRIL 1982** à 13 heures 30

EN UN SEUL LOT

DIVERS BIENS ET DROITS IMMOBILIERS
(lot n° 19 de la corp.) comprenant un rez-de-cha. garage avec escalier
d'accès à l'étage - au premier étage, cuisine, séjour, salle de bains
au deuxième étage, trois chambres, cabinet de toilette avec w.c.

A NEUILLY-PLAISANCE (93)

2, rue Paul-Vaillant-Couturier - MISE A PRIX : 50.000 Frs

S'adresser à Maître ÉTIENNE, membre de la S.C.P.A. ÉTIENNE, DORE
WARET-ÉTIENNE, Avocat au Barreau de Seine-Saint-Denis, demeurant
11, rue du Général-Leclerc 93110 ROSNY-SOUS-BOIS - Tél. : 854-90-87.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Paris
le **JEUDI 15 AVRIL 1982**, à 14 heures - En deux lots :

UN PAVILLON au PERREUX-SUR-MARNE (94)
2, sent. des Sainfoins et 8, boul. de la Liberté
et 10 BOXES DE GARAGE - Contenance : 6 A 11 A.

M. à P. : 353 100 F - S'adr. M^e Pascale TAILMAN
avocat à Choisy-le-Roi (94600), 1, av. du 25-Août-1944 - Tél. : 852-55-17
Ts avocats pr. ur. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil.
Sur pl. pour vis. les jeudi de 9 à 12 h et samedi de 14 h 30 à 17 h.

Vente après liquidation de biens au Palais de Justice de PARIS.
le **JEUDI 15 AVRIL 1982**, à 14 heures - En deux lots :

1^{er} lot : MAISON A SAINT-DENIS (93)
à usage d'habitation élevée s/caves d'un r.-de-cha. comp. 1 cuisine et 3 pièces,
et un étage comprenant 3 pièces, grenier au-dessus, cour, jard., garage, w.c.,
28, rue de l'Industrie.

MISE A PRIX : 100.000 FRANCS

2^e lot : PROPRIÉTÉ AGRICOLE
compr. MAISON D'HABITATION composée d'un rez-de-chaussée divisé
en 2 pièces et d'un étage également divisé en 2 pièces, grenier au-dessus,
grange, étable, cour, prés, terres et bois et un nat. fonds ruraux.

Le tout d'une contenance totale de 32 ha 90 a 6 ca.

DEUX PARCELLES DE TERRE
en nature de bois et pré, d'une contenance totale de 1 ha 56 ca 20 ca.

SIX PARCELLES DE TERRE
et bois, d'une contenance totale de 2 ha 45 a 57 ca.

COMMUNE DE MONTBOUCHER (23), LA COUR-DE-MAGNAT

MISE A PRIX : 100.000 FRANCS

S'ad. à M^e J. LYONNET DU MOUTIER, Av. 182, r. de Rivoli,
PARIS (1^{er}). Tél. : 260-30-49 ; M^e J.-M. GARNIER, Syndic à PARIS (9^e).
63, bd Saint-Germain ; Au Greffe des Crises du T.G.I. de Paris, où le cahier
des charges est déposé, et sur les lieux pour visiter.

et ventes par adjudication

PARIS EN VISITES

MARDI 30 MARS
à 14 h 30
Maison de la République, 15 h 30
Maison de la République, 15 h 30
Maison de la République, 15 h 30

LOTO

c'est facile

c'est pas cher

tu peux rapporter gros

LOTO

INFORMATIONS « SERVICES »

TROISIÈME AGE

Les soins à domicile : aussi des épines

« Vous avez rêvé, une telle situation aussi idyllique n'existe pas. Ce que vous décrivez est impossible à réaliser ! » A quelques nuances près, ce sont les nombreuses réflexions suscitées par la description du modèle de fonctionnement d'un service de soins à domicile récemment ouvert en région parisienne (Le Monde du 16 mars).

Que l'on regrette l'absence d'un tel service ou simplement ses défauts (pas de garde de nuit, activités réduites pendant les week-ends), un certain nombre d'obstacles peuvent expliquer le manque d'enthousiasme des responsables d'associations à se lancer dans l'aventure d'une création de service de soins à domicile.

Tous d'abord - comme souvent - on invoque l'argent, ou plus précisément la trésorerie. Le nouveau mode de financement, par le forfait global en lieu et place du paiement des actes sur bordereau, ne laisse pas de handicaper les associations, a fortiori si elles débutent, car elles cumulent alors le désagrément de leur propre mise en place à celui du nouveau système de remboursement. Les retards dans le versement finissent par ligoter les gestionnaires.

En effet, l'association doit présenter un budget prévisionnel annuel établi d'après les effectifs probables de bénéficiaires. Et, chaque mois, elle reçoit une douzième de ce forfait. « Accablantement », dit-on à l'Unassad (Union nationale des associations de soins et services à domicile), certains services ont de graves difficultés financières, car ils n'ont toujours rien perçu depuis le début de l'année. « Trois mois sans subside, cela signifie qu'il faut trouver ailleurs le moyen de faire face aux charges, de payer le personnel, etc. Pour les associations anciennes, la situation est à peine vivable. Elles font appel aux banques, empruntent à l'association d'aide ménagère. Mais les nouvelles venues s'essouffent. Dernièrement, le directeur d'un service ayant en charge plus d'une centaine de malades est venu auprès de l'Unassad chercher une solution pour se procurer 200 000 francs. D'autre part, en fin d'année, si le nombre prévu de patients n'a pas été atteint, l'association devra rendre le trop-perçu. Cette clause les incite à rester en deçà des effectifs de personnel afin de ne pas se voir en difficulté en bout d'exercice.

D'autres fois, l'administration suit si scrupuleusement la réglementation qu'elle confine à la finasserie. Sort qu'il est à subir une association demandant que son autorisation d'exercice, accordée pour quatre-vingt-dix personnes, soit étendue à cent vingt. Or, cette procédure ne peut concer-

ner qu'une augmentation égale à 30 % de l'effectif antérieur, sauf à se présenter devant une commission spéciale. Le calcul de 30 % sur quatre-vingt-dix personnes n'autorisait qu'un effectif de cent dix-sept malades, le service a dû baisser d'autant ses prévisions de travail. Alléluia, un service doit diminuer le nombre des patients envisagés, car la caisse régionale d'assurance-maladie ne dispose pas des moyens suffisants pour exercer son contrôle médical. Il faut passer de cent trente à cent vingt malades.

Certains directeurs vont jusqu'à parler de la « guerre des conventions », qui met en compétition les services préfectoraux, la direction départementale des affaires sanitaires et sociales et la caisse régionale d'assurance-maladie.

« Il arrive même », dit l'Unassad, que, par voie de circuit interne, les caisses régionales reçoivent des instructions évitant un caractère contraire à l'esprit des textes gouvernementaux. Par exemple, on leur a demandé de s'attacher à obtenir l'inclusion des frais de kinésithérapie dans les forfaits soins, alors que le texte ministériel avait opté pour l'attribution d'un forfait forfaitaire. Nous voulons éviter, que ne se reproduisent, avec les soins à domicile, les mêmes errements que ceux vécus avec l'aide ménagère. Nous souhaitons une clarté dans les textes et les décisions, et que n'importe qui ne fasse pas n'importe quoi », affirme-t-on à l'Unassad. En fin de quoi, l'Union met la dernière main à la rédaction d'un guide pratique. Conseils pratiques pour créer un service de soins à domicile. On y trouve les textes réglementaires et leur analyse, les études préliminaires à effectuer, les contacts à prendre, les demandes d'autorisation, de subvention, à présenter et, surtout, l'établissement du budget prévisionnel (1). Ainsi donc, s'enlèvent les difficultés, « on peut être réaliste et accomplir l'impossible.

CHRISTIANE GROIER.

(1) Ce guide sera disponible dans la première quinzaine du mois d'avril, sur demande à l'Unassad, 15, passage Saint-Sébastien, 75011 Paris, tél. : 355-26-26. L'Unassad dispose, également, des noms et adresses de l'ensemble des services d'aide ménagère et de soins à domicile.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 28 mars 1982 :

DES ORDONNANCES :

- Relative à l'abaissement de l'âge de la retraite des assurés du régime général et du régime des assurances sociales agricoles.
- Relative au travail à temps partiel.
- Relative à la durée hebdomadaire du travail dans les établissements sanitaires et sociaux mentionnés à l'article L. 792 du code de la santé publique.
- Relative aux mesures destinées à assurer aux jeunes de seize à dix-huit ans une qualification professionnelle et à faciliter leur insertion sociale.

DES DÉCRETS :

- Annulant des délibérations du conseil de gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et dépendances.
- Fixant la date à partir de laquelle seront dues les cotisations d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles des départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion.
- Relatif aux prêts accordés aux entreprises industrielles, commerciales et artisanales victimes de calamités publiques.

FORMATION

LES STAGES DE « LA VIE CRÉATRICE »

Marc Augéard, fondateur des cahiers de la Vie créatrice, a mené une enquête dans les ateliers où sont organisés des stages d'initiation aux techniques artisanales et artistiques. Il en fait l'analyse à l'occasion de la parution en 1982 des trois cahiers de fiches d'information.

Cette étude fait ressortir que les qualités principalement développées par ces activités sont les suivantes : l'imagination, le sens de la forme et de l'espace, la coordination, la méthode, la créativité, l'attention. Marc Augéard parle d'une « artisanothérapie ».

Il est maintenant possible pour les Français de s'initier non seulement à la poterie ou au tissage, mais à peu près à une centaine d'autres disciplines moins connues. La Vie créatrice propose des fiches, classées par départements, sur lesquelles sont clairement indiqués les renseignements indispensables : prix, activités enseignées, dates, durée, mode d'hébergement, ainsi que les objectifs du stage, et l'ambiance dans laquelle il est pratiqué. De plus sont mentionnés les stages agréés en formation permanente et les possibilités d'explications en langue étrangère.

* La Vie créatrice, 9, place Saint-Liphaire, 45130 Meung-sur-Loire. Le cahier 20 F plus frais d'envoi : 5,50 F pour un ou deux cahiers, 7,50 F pour les trois cahiers.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 29-03-82 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le samedi 29 mars à 0 heure et le dimanche 30 mars à 24 heures :

Les hautes pressions centrées sur l'ouest de l'Irlande apporteront des masses d'air plus fraîches, mais peu actives en précipitations sur la majeure partie de la France. Toutefois, les retournées chaudes subitiques liées au minimum de Madère influenceront nos régions méridionales, principalement la Corse et l'extrême Sud-Est.

Mardi, Du pourtour méditerranéen au sud des Alpes et à la Corse, persistance du temps très quinqué avec ondées, vent de secteur sud-est modéré à assez fort en mer.

Ailleurs, temps frais avec brouillards maximaux du bassin Aquitain au Massif Central et Lyonnais. Quelques faibles précipitations pourront se produire des Ardennes aux Vosges et au Jura ainsi que des versants près de la Manche. Mais, le plus souvent, on observera des passages nuageux avec des éclaircies plus belles en sud de la Loire. Les vents faibles de secteur nord-est seront assez forts en Manche et en mer du Nord.

Les températures maximales seront en baisse sensible.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 29 mars 1982, à 7 heures, de 1012,2 millibars, soit 759,2 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 28 mars ; le second, le minimum de la nuit du 28 mars au 29 mars) : Ajaccio, 17 et 10 degrés ; Biarritz, 15 et 8 ; Bordeaux, 16 et 5 ; Bourges, 15 et 7 ; Brest, 15 et 5 ; Caen, 13 et 6 ; Clermont-Ferrand, 14 et 4 ; Dijon, 15 et 6 ; Grenoble, 18 et 7 ; Lille, 13 et 4 ; Lyon, 13 et 7 ; Marseille, 18 et 9 ; Nancy, 16 et 7 ; Nantes, 14 et 5 ; Nice, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 17 et 4 ; Pau, 18 et 4 ; Perpignan, 15 et 9 ; Rennes, 13 et 7 ; Strasbourg, 17 et 4 ; Tours, 14 et 5 ; Toulouse, 18 et 4 ; Poitiers, 15 et 7 ; Valenciennes, 14 et 4 ; Clermont-Ferrand, 14 et 4 ; Dijon, 15 et 6 ; Grenoble, 18 et 7 ; Lille, 13 et 4 ; Lyon, 13 et 7 ; Marseille, 18 et 9 ; Nancy, 16 et 7 ; Nantes, 14 et 5 ; Nice, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 17 et 4 ; Pau, 18 et 4 ; Perpignan, 15 et 9 ; Rennes, 13 et 7 ; Strasbourg, 17 et 4 ; Tours, 14 et 5 ; Toulouse, 18 et 4 ; Poitiers, 15 et 7 ; Valenciennes, 14 et 4 ; Clermont-Ferrand, 14 et 4 ; Dijon, 15 et 6 ; Grenoble, 18 et 7 ; Lille, 13 et 4 ; Lyon, 13 et 7 ; Marseille, 18 et 9 ; Nancy, 16 et 7 ; Nantes, 14 et 5 ; Nice, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 17 et 4 ; Pau, 18 et 4 ; Perpignan, 15 et 9 ; Rennes, 13 et 7 ; Strasbourg, 17 et 4 ; Tours, 14 et 5 ; Toulouse, 18 et 4 ; Poitiers, 15 et 7 ; Valenciennes, 14 et 4 ; Clermont-Ferrand, 14 et 4 ; Dijon, 15 et 6 ; Grenoble, 18 et 7 ; Lille, 13 et 4 ; Lyon, 13 et 7 ; Marseille, 18 et 9 ; Nancy, 16 et 7 ; Nantes, 14 et 5 ; Nice, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 17 et 4 ; Pau, 18 et 4 ; Perpignan, 15 et 9 ; Rennes, 13 et 7 ; Strasbourg, 17 et 4 ; Tours, 14 et 5 ; Toulouse, 18 et 4 ; Poitiers, 15 et 7 ; Valenciennes, 14 et 4 ; Clermont-Ferrand, 14 et 4 ; Dijon, 15 et 6 ; Grenoble, 18 et 7 ; Lille, 13 et 4 ; Lyon, 13 et 7 ; Marseille, 18 et 9 ; Nancy, 16 et 7 ; Nantes, 14 et 5 ; Nice, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 17 et 4 ; Pau, 18 et 4 ; Perpignan, 15 et 9 ; Rennes, 13 et 7 ; Strasbourg, 17 et 4 ; Tours, 14 et 5 ; Toulouse, 18 et 4 ; Poitiers, 15 et 7 ; Valenciennes, 14 et 4 ; Clermont-Ferrand, 14 et 4 ; Dijon, 15 et 6 ; Grenoble, 18 et 7 ; Lille, 13 et 4 ; Lyon, 13 et 7 ; Marseille, 18 et 9 ; Nancy, 16 et 7 ; Nantes, 14 et 5 ; Nice, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 17 et 4 ; Pau, 18 et 4 ; Perpignan, 15 et 9 ; Rennes, 13 et 7 ; Strasbourg, 17 et 4 ; Tours, 14 et 5 ; Toulouse, 18 et 4 ; Poitiers, 15 et 7 ; Valenciennes, 14 et 4 ; Clermont-Ferrand, 14 et 4 ; Dijon, 15 et 6 ; Grenoble, 18 et 7 ; Lille, 13 et 4 ; Lyon, 13 et 7 ; Marseille, 18 et 9 ; Nancy, 16 et 7 ; Nantes, 14 et 5 ; Nice, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 17 et 4 ; Pau, 18 et 4 ; Perpignan, 15 et 9 ; Rennes, 13 et 7 ; Strasbourg, 17 et 4 ; Tours, 14 et 5 ; Toulouse, 18 et 4 ; Poitiers, 15 et 7 ; Valenciennes, 14 et 4 ; Clermont-Ferrand, 14 et 4 ; Dijon, 15 et 6 ; Grenoble, 18 et 7 ; Lille, 13 et 4 ; Lyon, 13 et 7 ; Marseille, 18 et 9 ; Nancy, 16 et 7 ; Nantes, 14 et 5 ; Nice, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 17 et 4 ; Pau, 18 et 4 ; Perpignan, 15 et 9 ; Rennes, 13 et 7 ; Strasbourg, 17 et 4 ; Tours, 14 et 5 ; Toulouse, 18 et 4 ; Poitiers, 15 et 7 ; Valenciennes, 14 et 4 ; Clermont-Ferrand, 14 et 4 ; Dijon, 15 et 6 ; Grenoble, 18 et 7 ; Lille, 13 et 4 ; Lyon, 13 et 7 ; Marseille, 18 et 9 ; Nancy, 16 et 7 ; Nantes, 14 et 5 ; Nice, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 17 et 4 ; Pau, 18 et 4 ; Perpignan, 15 et 9 ; Rennes, 13 et 7 ; Strasbourg, 17 et 4 ; Tours, 14 et 5 ; Toulouse, 18 et 4 ; Poitiers, 15 et 7 ; Valenciennes, 14 et 4 ; Clermont-Ferrand, 14 et 4 ; Dijon, 15 et 6 ; Grenoble, 18 et 7 ; Lille, 13 et 4 ; Lyon, 13 et 7 ; Marseille, 18 et 9 ; Nancy, 16 et 7 ; Nantes, 14 et 5 ; Nice, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 17 et 4 ; Pau, 18 et 4 ; Perpignan, 15 et 9 ; Rennes, 13 et 7 ; Strasbourg, 17 et 4 ; Tours, 14 et 5 ; Toulouse, 18 et 4 ; Poitiers, 15 et 7 ; Valenciennes, 14 et 4 ; Clermont-Ferrand, 14 et 4 ; Dijon, 15 et 6 ; Grenoble, 18 et 7 ; Lille, 13 et 4 ; Lyon, 13 et 7 ; Marseille, 18 et 9 ; Nancy, 16 et 7 ; Nantes, 14 et 5 ; Nice, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 17 et 4 ; Pau, 18 et 4 ; Perpignan, 15 et 9 ; Rennes, 13 et 7 ; Strasbourg, 17 et 4 ; Tours, 14 et 5 ; Toulouse, 18 et 4 ; Poitiers, 15 et 7 ; Valenciennes, 14 et 4 ; Clermont-Ferrand, 14 et 4 ; Dijon, 15 et 6 ; Grenoble, 18 et 7 ; Lille, 13 et 4 ; Lyon, 13 et 7 ; Marseille, 18 et 9 ; Nancy, 16 et 7 ; Nantes, 14 et 5 ; Nice, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 17 et 4 ; Pau, 18 et 4 ; Perpignan, 15 et 9 ; Rennes, 13 et 7 ; Strasbourg, 17 et 4 ; Tours, 14 et 5 ; Toulouse, 18 et 4 ; Poitiers, 15 et 7 ; Valenciennes, 14 et 4 ; Clermont-Ferrand, 14 et 4 ; Dijon, 15 et 6 ; Grenoble, 18 et 7 ; Lille, 13 et 4 ; Lyon, 13 et 7 ; Marseille, 18 et 9 ; Nancy, 16 et 7 ; Nantes, 14 et 5 ; Nice, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 17 et 4 ; Pau, 18 et 4 ; Perpignan, 15 et 9 ; Rennes, 13 et 7 ; Strasbourg, 17 et 4 ; Tours, 14 et 5 ; Toulouse, 18 et 4 ; Poitiers, 15 et 7 ; Valenciennes, 14 et 4 ; Clermont-Ferrand, 14 et 4 ; Dijon, 15 et 6 ; Grenoble, 18 et 7 ; Lille, 13 et 4 ; Lyon, 13 et 7 ; Marseille, 18 et 9 ; Nancy, 16 et 7 ; Nantes, 14 et 5 ; Nice, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 17 et 4 ; Pau, 18 et 4 ; Perpignan, 15 et 9 ; Rennes, 13 et 7 ; Strasbourg, 17 et 4 ; Tours, 14 et 5 ; Toulouse, 18 et 4 ; Poitiers, 15 et 7 ; Valenciennes, 14 et 4 ; Clermont-Ferrand, 14 et 4 ; Dijon, 15 et 6 ; Grenoble, 18 et 7 ; Lille, 13 et 4 ; Lyon, 13 et 7 ; Marseille, 18 et 9 ; Nancy, 16 et 7 ; Nantes, 14 et 5 ; Nice, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 17 et 4 ; Pau, 18 et 4 ; Perpignan, 15 et 9 ; Rennes, 13 et 7 ; Strasbourg, 17 et 4 ; Tours, 14 et 5 ; Toulouse, 18 et 4 ; Poitiers, 15 et 7 ; Valenciennes, 14 et 4 ; Clermont-Ferrand, 14 et 4 ; Dijon, 15 et 6 ; Grenoble, 18 et 7 ; Lille, 13 et 4 ; Lyon, 13 et 7 ; Marseille, 18 et 9 ; Nancy, 16 et 7 ; Nantes, 14 et 5 ; Nice, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 17 et 4 ; Pau, 18 et 4 ; Perpignan, 15 et 9 ; Rennes, 13 et 7 ; Strasbourg, 17 et 4 ; Tours, 14 et 5 ; Toulouse, 18 et 4 ; Poitiers, 15 et 7 ; Valenciennes, 14 et 4 ; Clermont-Ferrand, 14 et 4 ; Dijon, 15 et 6 ; Grenoble, 18 et 7 ; Lille, 13 et 4 ; Lyon, 13 et 7 ; Marseille, 18 et 9 ; Nancy, 16 et 7 ; Nantes, 14 et 5 ; Nice, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 17 et 4 ; Pau, 18 et 4 ; Perpignan, 15 et 9 ; Rennes, 13 et 7 ; Strasbourg, 17 et 4 ; Tours, 14 et 5 ; Toulouse, 18 et 4 ; Poitiers, 15 et 7 ; Valenciennes, 14 et 4 ; Clermont-Ferrand, 14 et 4 ; Dijon, 15 et 6 ; Grenoble, 18 et 7 ; Lille, 13 et 4 ; Lyon, 13 et 7 ; Marseille, 18 et 9 ; Nancy, 16 et 7 ; Nantes, 14 et 5 ; Nice, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 17 et 4 ; Pau, 18 et 4 ; Perpignan, 15 et 9 ; Rennes, 13 et 7 ; Strasbourg, 17 et 4 ; Tours, 14 et 5 ; Toulouse, 18 et 4 ; Poitiers, 15 et 7 ; Valenciennes, 14 et 4 ; Clermont-Ferrand, 14 et 4 ; Dijon, 15 et 6 ; Grenoble, 18 et 7 ; Lille, 13 et 4 ; Lyon, 13 et 7 ; Marseille, 18 et 9 ; Nancy, 16 et 7 ; Nantes, 14 et 5 ; Nice, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 17 et 4 ; Pau, 18 et 4 ; Perpignan, 15 et 9 ; Rennes, 13 et 7 ; Strasbourg, 17 et 4 ; Tours, 14 et 5 ; Toulouse, 18 et 4 ; Poitiers, 15 et 7 ; Valenciennes, 14 et 4 ; Clermont-Ferrand, 14 et 4 ; Dijon, 15 et 6 ; Grenoble, 18 et 7 ; Lille, 13 et 4 ; Lyon, 13 et 7 ; Marseille, 18 et 9 ; Nancy, 16 et 7 ; Nantes, 14 et 5 ; Nice, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 17 et 4 ; Pau, 18 et 4 ; Perpignan, 15 et 9 ; Rennes, 13 et 7 ; Strasbourg, 17 et 4 ; Tours, 14 et 5 ; Toulouse, 18 et 4 ; Poitiers, 15 et 7 ; Valenciennes, 14 et 4 ; Clermont-Ferrand, 14 et 4 ; Dijon, 15 et 6 ; Grenoble, 18 et 7 ; Lille, 13 et 4 ; Lyon, 13 et 7 ; Marseille, 18 et 9 ; Nancy, 16 et 7 ; Nantes, 14 et 5 ; Nice, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 17 et 4 ; Pau, 18 et 4 ; Perpignan, 15 et 9 ; Rennes, 13 et 7 ; Strasbourg, 17 et 4 ; Tours, 14 et 5 ; Toulouse, 18 et 4 ; Poitiers, 15 et 7 ; Valenciennes, 14 et 4 ; Clermont-Ferrand, 14 et 4 ; Dijon, 15 et 6 ; Grenoble, 18 et 7 ; Lille, 13 et 4 ; Lyon, 13 et 7 ; Marseille, 18 et 9 ; Nancy, 16 et 7 ; Nantes, 14 et 5 ; Nice, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 17 et 4 ; Pau, 18 et 4 ; Perpignan, 15 et 9 ; Rennes, 13 et 7 ; Strasbourg, 17 et 4 ; Tours, 14 et 5 ; Toulouse, 18 et 4 ; Poitiers, 15 et 7 ; Valenciennes, 14 et 4 ; Clermont-Ferrand, 14 et 4 ; Dijon, 15 et 6 ; Grenoble, 18 et 7 ; Lille, 13 et 4 ; Lyon, 13 et 7 ; Marseille, 18 et 9 ; Nancy, 16 et 7 ; Nantes, 14 et 5 ; Nice, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 17 et 4 ; Pau, 18 et 4 ; Perpignan, 15 et 9 ; Rennes, 13 et 7 ; Strasbourg, 17 et 4 ; Tours, 14 et 5 ; Toulouse, 18 et 4 ; Poitiers, 15 et 7 ; Valenciennes, 14 et 4 ; Clermont-Ferrand, 14 et 4 ; Dijon, 15 et 6 ; Grenoble, 18 et 7 ; Lille, 13 et 4 ; Lyon, 13 et 7 ; Marseille, 18 et 9 ; Nancy, 16 et 7 ; Nantes, 14 et 5 ; Nice, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 17 et 4 ; Pau, 18 et 4 ; Perpignan, 15 et 9 ; Rennes, 13 et 7 ; Strasbourg, 17 et 4 ; Tours, 14 et 5 ; Toulouse, 18 et 4 ; Poitiers, 15 et 7 ; Valenciennes, 14 et 4 ; Clermont-Ferrand, 14 et 4 ; Dijon, 15 et 6 ; Grenoble, 18 et 7 ; Lille, 13 et 4 ; Lyon, 13 et 7 ; Marseille, 18 et 9 ; Nancy, 16 et 7 ; Nantes, 14 et 5 ; Nice, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 17 et 4 ; Pau, 18 et 4 ; Perpignan, 15 et 9 ; Rennes, 13 et 7 ; Strasbourg, 17 et 4 ; Tours, 14 et 5 ; Toulouse, 18 et 4 ; Poitiers, 15 et 7 ; Valenciennes, 14 et 4 ; Clermont-Ferrand, 14 et 4 ; Dijon, 15 et 6 ; Grenoble, 18 et 7 ; Lille, 13 et 4 ; Lyon, 13 et 7 ; Marseille, 18 et 9 ; Nancy, 16 et 7 ; Nantes, 14 et 5 ; Nice, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 17 et 4 ; Pau, 18 et 4 ; Perpignan, 15 et 9 ; Rennes, 13 et 7 ; Strasbourg, 17 et 4 ; Tours, 14 et 5 ; Toulouse, 18 et 4 ; Poitiers, 15 et 7 ; Valenciennes, 14 et 4 ; Clermont-Ferrand, 14 et 4 ; Dijon, 15 et 6 ; Grenoble, 18 et 7 ; Lille, 13 et 4 ; Lyon, 13 et 7 ; Marseille, 18 et 9 ; Nancy, 16 et 7 ; Nantes, 14 et 5 ; Nice, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 17 et 4 ; Pau, 18 et 4 ; Perpignan, 15 et 9 ; Rennes, 13 et 7 ; Strasbourg, 17 et 4 ; Tours, 14 et 5 ; Toulouse, 18 et 4 ; Poitiers, 15 et 7 ; Valenciennes, 14 et 4 ; Clermont-Ferrand, 14 et 4 ; Dijon, 15 et 6 ; Grenoble, 18 et 7 ; Lille, 13 et 4 ; Lyon, 13 et 7 ; Marseille, 18 et 9 ; Nancy, 16 et 7 ; Nantes, 14 et 5 ; Nice, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 17 et 4 ; Pau, 18 et 4 ; Perpignan, 15 et 9 ; Rennes, 13 et 7 ; Strasbourg, 17 et 4 ; Tours, 14 et 5 ; Toulouse, 18 et 4 ; Poitiers, 15 et 7 ; Valenciennes, 14 et 4 ; Clermont-Ferrand, 14 et 4 ; Dijon, 15 et 6 ; Grenoble, 18 et 7 ; Lille, 13 et 4 ; Lyon, 13 et 7 ; Marseille, 18 et 9 ; Nancy, 16 et 7 ; Nantes, 14 et 5 ; Nice, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 17 et 4 ; Pau, 18 et 4 ; Perpignan, 15 et 9 ; Rennes, 13 et 7 ; Strasbourg, 17 et 4 ; Tours, 14 et 5 ; Toulouse, 18 et 4 ; Poitiers, 15 et 7 ; Valenciennes, 14 et 4 ; Clermont-Ferrand, 14 et 4 ; Dijon, 15 et 6 ; Grenoble, 18 et 7 ; Lille, 13 et 4 ; Lyon, 13 et 7 ; Marseille, 18 et 9 ; Nancy, 16 et 7 ; Nantes, 14 et 5 ; Nice, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 17 et 4 ; Pau, 18 et 4 ; Perpignan, 15 et 9 ; Rennes, 13 et 7 ; Strasbourg, 17 et 4 ; Tours, 14 et 5 ; Toulouse, 18 et 4 ; Poitiers, 15 et 7 ; Valenciennes, 14 et 4 ; Clermont-Ferrand, 14 et 4 ; Dijon, 15 et 6 ; Grenoble, 18 et 7 ; Lille, 13 et 4 ; Lyon, 13 et 7 ; Marseille, 18 et 9 ; Nancy, 16 et 7 ; Nantes, 14 et 5 ; Nice, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 17 et 4 ; Pau, 18 et 4 ; Perpignan, 15 et 9 ; Rennes, 13 et 7 ; Strasbourg, 17 et 4 ; Tours, 14 et 5 ; Toulouse, 18 et 4 ; Poitiers, 15 et 7 ; Valenciennes, 14 et 4 ; Clermont-Ferrand, 14 et 4 ; Dijon, 15 et 6 ; Grenoble, 18 et 7 ; Lille, 13 et 4 ; Lyon, 13 et 7 ; Marseille, 18 et 9 ; Nancy, 16 et 7 ; Nantes, 14 et 5 ; Nice, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 17 et 4 ; Pau, 18 et 4 ; Perpignan, 15 et 9 ; Rennes, 13 et 7 ; Strasbourg, 17 et 4 ; Tours, 14 et 5 ; Toulouse, 18 et 4 ; Poitiers, 15 et 7 ; Valenciennes, 14 et 4 ; Clermont-Ferrand, 14 et 4 ; Dijon, 15 et 6 ; Grenoble, 18 et 7 ; Lille, 13 et 4 ; Lyon, 13 et 7 ; Marseille, 18 et 9 ; Nancy, 16 et 7 ; Nantes, 14 et 5 ; Nice, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 17 et 4 ; Pau, 18 et 4 ; Perpignan, 15 et 9 ; Rennes, 13 et 7 ; Strasbourg, 17 et 4 ; Tours, 14 et 5 ; Toulouse, 18 et 4 ; Poitiers, 15 et 7 ; Valenciennes, 14 et 4 ; Clermont-Ferrand, 14 et 4 ; Dijon, 15 et 6 ; Grenoble, 18 et 7 ; Lille, 13 et 4 ; Lyon, 13 et 7 ; Marseille, 18 et 9 ; Nancy, 16 et 7 ; Nantes, 14 et 5 ; Nice, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 17 et 4 ; Pau, 18 et 4 ; Perpignan, 15 et 9 ; Rennes, 13 et 7 ; Strasbourg, 17 et 4 ; Tours, 14 et 5 ; Toulouse, 18 et 4 ; Poitiers, 15 et 7 ; Valenciennes, 14 et 4 ; Clermont-Ferrand, 14 et 4 ; Dijon, 15 et 6 ; Grenoble, 18 et 7 ; Lille, 13 et 4 ; Lyon, 13 et 7 ; Marseille, 18 et 9 ; Nancy, 16 et 7 ; Nantes, 14 et 5 ; Nice, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 17 et 4 ; Pau, 18 et 4 ; Perpignan, 15 et 9 ; Rennes, 13 et 7 ; Strasbourg, 17 et 4 ; Tours, 14 et 5 ; Toulouse, 18 et 4 ; Poitiers, 15 et 7 ; Valenciennes, 14 et 4 ; Clermont-Ferrand, 14 et 4 ; Dijon, 15 et 6 ; Grenoble, 18 et 7 ; Lille, 13 et 4 ; Lyon, 13 et 7 ; Marseille, 18 et 9 ; Nancy, 16 et 7 ; Nantes, 14 et 5 ; Nice, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 17 et 4 ; Pau, 18 et 4 ; Perpignan, 15 et 9 ; Rennes, 13 et 7 ; Strasbourg, 17 et 4 ; Tours, 14 et 5 ; Toulouse, 18 et 4 ; Poitiers, 15 et 7 ; Valenciennes, 14 et 4 ; Clermont-Ferrand, 14 et 4 ; Dijon, 15 et 6 ; Grenoble, 18 et 7 ; Lille, 13 et 4 ; Lyon, 13 et 7 ; Marseille, 18 et 9 ; Nancy, 16 et 7 ; Nantes, 14 et 5 ; Nice, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 17 et 4 ; Pau, 18 et 4 ; Perpignan, 15 et 9 ; Rennes, 13 et 7 ; Strasbourg, 17 et 4 ; Tours, 14 et 5 ; Toulouse, 18 et 4 ; Poitiers, 15 et 7 ; Valenciennes, 14 et 4 ; Clermont-Ferrand, 14 et 4 ; Dijon, 15 et 6 ; Grenoble, 18 et 7 ; Lille, 13 et 4 ; Lyon, 13 et 7 ; Marseille, 18 et 9 ; Nancy, 16 et 7 ; Nantes, 14 et 5 ; Nice, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 17 et 4 ; Pau, 18 et 4 ; Perpignan, 15 et 9 ; Rennes, 13 et 7 ; Strasbourg, 17 et 4 ; Tours, 14 et 5 ; Toulouse, 18 et 4 ; Poitiers, 15 et 7 ; Valenciennes, 14 et 4 ; Clermont-Ferrand, 14 et 4 ; Dijon, 15 et 6 ; Grenoble, 18 et 7 ; Lille, 13 et 4 ; Lyon, 13 et 7 ; Marseille, 18 et 9 ; Nancy, 16 et 7 ; Nantes, 14 et 5 ; Nice, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 17 et 4 ; Pau, 18 et 4 ; Perpignan, 15 et 9 ; Rennes, 13 et 7 ; Strasbourg, 17 et 4 ; Tours, 14 et 5 ; Toulouse, 18 et 4 ; Poitiers, 15 et 7 ; Valenciennes, 14 et 4 ; Clermont-Ferrand, 14 et 4 ; Dijon, 15 et 6 ; Grenoble, 18 et 7 ; Lille, 13 et 4 ; Lyon, 13 et 7 ; Marseille, 18 et 9 ; Nancy, 16 et 7 ; Nantes, 14 et 5 ; Nice, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 17 et 4 ; Pau, 18 et 4 ; Perpignan, 15 et 9 ; Rennes, 13 et 7 ; Strasbourg, 17 et 4 ; Tours, 14 et 5 ; Toulouse, 18 et 4 ; Poitiers, 15 et 7 ; Valenciennes, 14 et 4 ; Clermont-Ferrand, 14 et 4 ; Dijon, 15 et 6 ; Grenoble, 18 et 7 ; Lille, 13 et 4 ; Lyon, 13 et 7 ; Marseille, 18 et 9 ; Nancy, 16 et 7 ; Nantes, 14 et 5 ; Nice, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 17 et 4 ; Pau, 18 et 4 ; Perpignan, 15 et 9 ; Rennes, 13 et 7 ; Strasbourg, 17 et 4 ; Tours, 14 et 5 ; Toulouse, 18 et 4 ; Poitiers, 15 et 7 ; Valenciennes, 14 et 4 ; Clermont-Ferrand, 14 et 4 ; Dijon, 15 et 6 ; Grenoble, 18 et 7 ; Lille, 13 et 4 ; Lyon, 13 et 7 ; Marseille, 18 et 9 ; Nancy, 16 et 7 ; Nantes, 14 et 5 ; Nice, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 17 et 4 ; Pau, 18 et 4 ; Perpignan, 15 et 9 ; Rennes, 13 et 7 ; Strasbourg, 17 et 4 ; Tours, 14 et 5 ; Toulouse, 18 et 4 ; Poitiers, 15 et 7 ; Valenciennes, 14 et 4 ; Clermont-Ferrand, 14 et 4 ; Dijon, 15 et 6 ; Grenoble, 18 et 7 ; Lille, 13 et 4 ; Lyon, 13 et 7 ; Marseille, 18 et 9 ; Nancy, 16 et 7 ; Nantes, 14 et 5 ; Nice, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 17 et 4 ; Pau, 18 et 4 ; Perpignan, 15 et 9 ; Rennes, 13 et 7 ; Strasbourg, 17 et 4 ; Tours, 14 et 5 ; Toulouse, 18 et 4 ; Poitiers, 15 et 7 ; Valenciennes, 14 et 4 ; Clermont-Ferrand, 14 et 4 ; Dijon, 15 et 6 ; Grenoble, 18 et 7 ; Lille, 13 et 4 ; Lyon, 13 et 7 ; Marseille, 18 et 9 ; Nancy, 16 et 7 ; Nantes, 14 et 5 ; Nice, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 17 et 4 ; Pau, 18 et 4 ; Perpignan, 15 et 9 ; Rennes, 13 et 7 ; Strasbourg, 17 et 4 ; Tours, 14 et 5 ; Toulouse, 18 et 4 ; Poitiers, 15 et 7 ; Valenciennes, 14 et 4 ; Clermont-Ferrand, 14 et 4 ; Dijon, 15 et 6 ; Grenoble, 18 et 7 ; Lille, 13 et 4 ; Lyon, 13 et 7 ; Marseille, 18 et 9 ; Nancy, 16 et 7 ; Nantes, 14 et 5 ; Nice, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 17 et 4 ; Pau, 18 et 4 ; Perpignan, 15 et 9 ; Rennes, 13 et 7 ; Strasbourg, 17 et 4 ; Tours, 14 et 5 ; Toulouse, 18 et 4 ; Poitiers, 15 et 7 ; Valenciennes, 14 et 4 ; Clermont-Ferrand, 14 et 4 ; Dijon, 15 et 6 ; Grenoble, 18 et 7 ; Lille, 13 et 4 ; Lyon, 13 et 7 ; Marseille, 18 et 9 ; Nancy, 16 et 7 ; Nantes, 14 et 5 ; Nice, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 17 et 4 ; Pau, 18 et 4 ; Perpignan, 15 et 9 ; Rennes, 13 et 7 ; Strasbourg, 17 et 4 ; Tours, 14 et 5 ; Toulouse, 18 et 4 ; Poitiers, 15 et 7 ; Valenciennes, 14 et 4 ; Clermont-Ferrand, 14 et 4 ; Dijon, 15 et 6 ; Grenoble, 18 et 7 ; Lille, 13 et 4 ; Lyon, 13 et 7 ; Marseille, 18 et 9 ; Nancy, 16 et 7 ; Nantes, 14 et 5 ; Nice, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 17 et 4 ; Pau, 18 et 4 ; Perpignan, 15 et 9 ; Rennes, 13 et 7 ; Strasbourg, 17 et 4 ; Tours, 14 et 5 ; Toulouse, 18 et 4 ; Poitiers, 15 et 7 ; Valenciennes, 14 et 4 ; Clermont-Ferrand, 14 et 4 ; Dijon, 15 et 6 ; Grenoble, 18 et 7 ; Lille, 13 et 4 ; Lyon, 13 et 7 ; Marseille, 18 et 9 ; Nancy, 16 et 7 ; Nantes, 14 et 5 ; Nice, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 17 et 4 ; Pau, 18 et 4 ; Perpignan, 15 et 9 ; Rennes, 13 et 7 ; Strasbourg, 17 et 4 ; Tours, 14 et 5 ; Toulouse, 18 et 4 ; Poitiers, 15 et 7 ; Valenciennes, 14 et 4 ; Clermont-Ferrand, 14 et 4 ; Dijon, 15 et 6 ; Grenoble, 18 et 7 ; Lille, 13 et 4 ; Lyon, 13 et 7 ; Marseille, 18 et 9 ; Nancy, 16 et 7 ; Nantes, 14 et 5 ; Nice, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 17 et 4 ; Pau, 18 et 4 ; Perpignan, 15 et 9 ; Rennes, 13 et 7 ; Strasbourg, 17 et 4 ; Tours, 14 et 5 ; Toulouse, 18 et 4 ; Poitiers, 15 et 7 ; Valenciennes, 14 et 4 ; Clermont-Ferrand, 14 et 4 ; Dijon, 15 et 6 ; Grenoble, 18 et 7 ; Lille, 13 et 4 ; Lyon, 13 et 7 ; Marseille, 18 et 9 ; Nancy, 16 et 7 ; Nantes, 14 et 5 ; Nice, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 17 et 4 ; Pau, 18 et 4 ; Perpignan, 15 et 9 ; Rennes, 13 et 7 ; Strasbourg, 17 et 4 ; Tours, 14 et 5 ; Toulouse, 18 et 4 ; Poitiers, 15 et 7 ; Valenciennes, 14 et 4 ; Clermont-Ferrand, 14 et 4 ; Dijon, 15 et 6 ; Grenoble, 18 et 7 ; Lille, 13 et 4 ; Lyon, 13 et 7 ; Marseille, 18 et 9 ; Nancy, 16 et 7 ; Nantes, 14 et 5 ; Nice, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 17 et 4 ; Pau, 18 et 4 ; Perpignan, 15 et 9 ; Rennes, 13 et 7 ; Strasbourg, 17 et

Le Monde

économie

ÉNERGIE

M. CHALANDON AU « GRAND JURY » R.T.L. - « LE MONDE »

« Le président d'une entreprise publique doit avoir le droit de s'exprimer »

Invité du « Grand Jury R.T.L. - Le Monde », M. Alain Chalandon, président d'Elf-Aquitaine, a souligné que les relations entre les entreprises publiques et le pouvoir : « Je suis d'accord sur la conception fondamentale qui a été définie par le président de la République, à savoir que nous sommes autonomes dans notre gestion et que nous devons garder l'initiative de l'élaboration de notre stratégie, de notre politique à moyen et à long terme, qui doit cependant faire l'objet d'un accord entre le gouvernement et nous ». M. Chalandon a commenté la révocation du directeur des Charbonnages de France M. Hugon, l'ancien ministre, en disant : « La grande question qui se pose est pratique : est-ce que ces entreprises, avec leurs nouveaux dirigeants ont assez leurs anciens dirigeants sont pour continuer à faire leur métier en fonction de la finalité, de leur philosophie, c'est-à-dire de développer, résister à la compétition internationale, bien sûr, mais aussi placer ? Ou bien sont-elles être soumises à l'influence de fonctionnaires, d'un plan central, qui leur imposent plus ou moins vite des idées managériales, des décisions ? Voilà, à mon sens, ce qui est extrêmement en jeu ».

M. Chalandon a ensuite fait le point de la situation pétrolière internationale et des difficultés qui résultent pour les pays producteurs comme pour les compagnies pétrolières de la surabondance actuelle de brut (voir ci-contre). En France, la consommation est en baisse : « Les automobilistes français comme les particuliers qui se chauffent au

fuel payent actuellement l'essence et le gaz domestique au prix du marché. S'ils le payaient au prix auquel l'Arabie Saoudite entend nous vendre son pétrole, il faudrait augmenter les prix d'à peu près 20 %, c'est-à-dire d'environ 30 centimes ».

« Quand on se déchaîne contre les bénéfices des compagnies pétrolières, on oublie simplement que ces bénéfices sont entièrement réinvestis et que c'est grâce à eux que nous jouons un rôle très actif dans le soutien de l'économie et de l'emploi en France ».

NOMINATIONS A LA DIRECTION D.E.F.

La direction générale d'Électricité de France vient d'être profondément modifiée avec la nomination d'un nouveau directeur général adjoint et de cinq directeurs. Trois postes de délégués généraux (aux affaires sociales, à la gestion et aux affaires techniques) sont en outre créés. M. Bernard Favre, ancien directeur de la production et du transport, est nommé directeur général adjoint en remplacement de M. Guilhaumon, récemment appelé à la direction générale.

Les cinq nouveaux directeurs sont : M. François Allieret (distribution), Jean Benoit (production et transport), Remy Carle (équipement), Claude Bienvenu (études et recherches) et Pierre Chaurès (directeur délégué à la direction du personnel). Tous occupent déjà des fonctions importantes dans l'entreprise. M. Michel Hug, ancien directeur de l'équipement, n'est pas nommé directeur général adjoint aux affaires sociales. Enfin, M. Maurice Magnien, directeur des études, devient délégué général chargé de la gestion.

La tension entre l'OPEP et les compagnies : Elf-Aquitaine pourrait ne plus acheter de pétrole saoudien en 1983

Le ministre du pétrole du Koweït a menacé d'utiliser « des méthodes très dures et sans précédent » contre les compagnies pétrolières occidentales qui essaient de briser l'unité de l'OPEP en matière de prix et de production de pétrole. Et l'Algérie, dans le quotidien « El Moudjahid », a affirmé qu'il était grand temps que l'OPEP réagisse : « Si le Nigeria cède, cette fois encore, c'est non seulement la structure des prix qui sera remise en question, mais également l'existence même de l'OPEP qui n'aura plus de sens ».

Intervenant après l'ultimatum lancé par l'Arabie Saoudite aux compagnies pétrolières menacées de se voir privées de pétrole à l'avenir si elles ne reprennent pas leurs achats de brut au Nigeria, ces déclarations montrent la volonté de l'OPEP de défendre les prix arrêtés par l'organisation.

Selon M. Chalandon, invité le 28 mars, du « Grand Jury R.T.L. - Le Monde », cette volonté de riposte en matière de pétrole par l'OPEP n'a guère de chance de réussir, en raison de la surabondance actuelle de pétrole. Il y a deux conditions, estime le président d'Elf-Aquitaine, à une stabilisation des prix : « La première, c'est que l'Arabie Saoudite, non seulement réduise sa production, mais probablement l'arrête pendant un certain nombre de semaines ou de mois pour rétablir les excédents. La deuxième, c'est qu'il y ait probablement une négociation, qui n'a jamais pu avoir lieu dans le passé entre l'ensemble des pays producteurs d'abord (OPEP et non OPEP) et, essentiellement, entre pays producteurs et pays consommateurs ».

Alors que les pays de l'OPEP, réunis à Vienne il y a dix jours, se sont fixés un plafond de production de 17,5 millions de barils par jour, la demande actuelle de pétrole originaire des pays membres de l'Organisation ne doit guère dépasser 12 millions de barils par jour. M. Chalandon, l'ultimatum saoudien serait donc d'abord l'expression d'un désarroi. Mais cette mise en demeure pose de fait un problème de quantité, de prix et un problème de qualité d'Elf-Aquitaine, en effet, dispose de trop de pétrole. « Nous avons aujourd'hui, précise le président

Une question de survie

Ces arguments ont, semble-t-il, convaincu le président de la République de donner un feu vert à une négociation des contrats de longue durée qui lient actuellement les deux compagnies françaises Elf et Total. Devant l'évolution du marché, les socialistes, qui avaient toujours fait de ces contrats élastiques le fondement de leur politique d'approvisionnement pétrolier, semblent donc assouplir leur position. « C'est une question de survie de nos entreprises », déclare fort justement M. Chalandon, qui ajoute : « Les Saoudiens le comprennent bien ».

Il n'est cependant pas impossible qu'Elf-Aquitaine réponde aux vœux de Ryad et poursuive ses achats de pétrole nigérien au niveau actuel de 80 000 barils par jour. Le Nigeria est en effet un pays où Elf produit du brut et du gaz et où le groupe français a un programme d'investissement important.

En revanche à l'échec du contrat franco-saoudien — le contrat dit « Jobert » du nom du ministre qui entama les négociations avec Ryad — à la fin de cette année, M. Chalandon pourrait se retirer complètement de ce pays où ne subsisterait comme secteur français que Total.

Le président d'Elf-Aquitaine n'en a pas moins conscience des risques qui peuvent résulter de cette politique à court terme. Une baisse trop importante des prix en mettant en cause l'approvisionnement énergétique à des conditions économiques satisfaisantes, pourrait engendrer un jour en France un effet boomerang.

Ainsi, une fois de plus, court et long terme s'affrontent contradictoirement sur le marché pétrolier. Une contradiction dont on ne sortira que par la négociation entre producteurs et consommateurs. Pourquoi la France n'en prendrait-elle pas l'initiative ?

SOCIAL

Le « tour de France » de la grogne des cadres C.G.C.

De notre correspondant régional

C'est une manifestation motorisée et très disciplinée qui a marqué à Lyon, samedi 27 mars, le coup d'envoi du « tour de France » organisé par la Confédération française de l'encadrement C.G.C. un coup d'envoi timide puisque seulement trois cents à quatre cents cadres ont répondu à l'appel des organisateurs qui en attendaient plus d'un millier.

Raillures particulières et en cars venus des régions Auvergne, Bourgogne, Rhône-Alpes et Franche-Comté, les manifestants se sont rendus à la salle Rameau, et MM. Jean ont pris la parole devant près d'un millier de personnes.

Lyon. — Dès vendredi après-midi le ton avait été donné par MM. Jean Menu et Paul Marchelli, respectivement président et délégué général de la C.G.C., au cours d'une rencontre avec les journalistes au Club de la presse de Lyon. Pour inaugurer leur « tour de France » de la grogne et de la contestation, on ne pouvait imaginer meilleur terrain que les ordonnances sociales adoptées jeudi 25 mars au conseil des ministres (le Monde du 26 mars). Les deux responsables de la C.G.C. ont fait assaut d'agressivité à l'égard des pouvoirs publics.

M. Menu a une nouvelle fois brandi le spectre de la « soustraction » des entreprises si le projet du loi de M. Jean Auroux sur les droits des travailleurs se concrétisait. Il a rebattu le passage sous la table des agents de maîtrise et des techniciens, conséquence selon lui de la création d'une « hiérarchie parallèle dans l'entreprise ». A son égard, les modalités de la retraite à soixante ans déjà exprimées s'ajoutent des décalages ponctuels, notamment sur les congés-vacances — « à moins de 1 000 francs d'imposition annuelle l'encadrement est totalement exclu » — et sur le récent limogeage de M. Jean-Pierre Hugon, directeur général des Charbonnages de France. En termes très

directs, M. Marchelli s'est interrogé : « Pourquoi faut-il pour déloger une entreprise nationale, avoir la carte du P.S. ou du P.C. à jour ? Après l'affaire Hugon on peut craindre que chaque fois qu'un des dirigeants de ces entreprises sera décidé à prendre il se voit obligé « d'en révéler à son ministre ».

En termes différents mais sans divergence de fond, les deux hommes ont également évoqué les suites politiques des élections cantonales, ils semblent redouter une radicalisation après cette échéance délicate. Pour M. Marchelli — le gouvernement va plus vite qu'avant. Or nous sommes ennemis de la précipitation, de l'incohérence et du désordre ».

M. Menu estime pour sa part que « les Français n'avaient pas voté pour Mitterrand mais contre Giscard », et il regrette une politique qui consiste à « diviser pour régner ».

Il a pris des exemples dans le secteur de l'encadrement (J.M.G.T.-C.G.T.) valant par rapport à la C.G.C. mais aussi dans le monde agricole (le Monde face à la F.N.S.E.A.). « Tout cela relève d'une politique de basse-cour », a tranché M. Marchelli.

On l'aura compris à ce ton effusif, la C.G.C. qui veut réaffirmer son rôle primordial dans la représentation d'un encadrement « que tout le monde veut attraper », a choisi la contestation résignée. Les deux leaders rivalisent dans ce registre. Avec un sens des formules plus élogieux chez M. Marchelli — « Il n'est plus question d'encadrement, de reconstruire l'histoire et de voir la route à suivre » — mais avec une détermination tranquille et oratoire chez M. Menu qui avertit : « Nous sommes les mieux placés, nous les cadres, pour connaître les problèmes de l'entreprise ». Les deux hommes se sont retrouvés pour débiter au passage quelques bons points à certains ministres, dont MM. Chevènement, Rocard, Dolors, et pour déplorer la plus mauvaise note à Mme Nicole Questiaux.

CLAUDE RÉGENT.

Renforcement de la C.G.T. aux élections professionnelles de Peugeot-Sochaux

De notre correspondant

Belfort. — Les élections de délégués du personnel à l'usine Peugeot de Sochaux (Doubs) ont eu lieu le 24 mars. Elle se traduit par un renforcement de la C.G.T. qui y gagne près de trois points au détriment des organisations P.O. et S.I.A.P.-C.S.I. (Syndicat indépendant des auto-mobilistes Peugeot-Confédération des syndicats libres), lesquelles perdent chacune 1 siège. La C.G.T. en gagne 2 et emporte ainsi 23 des 66 sièges à pourvoir. La C.F.P.T. conserve ses 13 sièges et améliore faiblement son score de 1981.

Dans le second collège, la C.G.T. perd par contre un point et voit que siège qu'elle détenait. Le transfert des voix s'est fait au profit de la C.G.C. qui conserve ses 6 sièges, et de la C.F.P.T. qui en gagne 1.

La C.G.T. tire apparemment, dans le collège ouvrier du moins, bénéfice de ses prises de position intransigeantes. Elle est en effet

la seule organisation syndicale qui n'ait pas signé le protocole de fin de grève à l'issue du conflit de novembre dernier, non plus que les accords sur l'aménagement du temps de travail le mois dernier.

• Premier collège (ouvriers). Inscrits, 23 368 ; exprimés, 18 620. Ont obtenu (moyenne de liste) : C.G.T. 3 611 voix, soit 46,25 % (42,25 en 1981) ; P.O. 1 270, soit 23,30 % (22,71 %) ; S.I.A.P.-C.S.I., 1 923, soit 10,41 % (11,65 %) ; C.F.P.T., 1 923, soit 10,38 % (12,06 %) ; C.F.T.C., 1 738, soit 9,33 % (9,46 %).

• Deuxième collège (employés techniques, cadres). Inscrits, 6 169 ; exprimés, 5 468. Ont obtenu : C.G.C., 2 719 voix, soit 49,74 % (48,75 %) ; C.F.P.T., 946, soit 17,31 % (16,93 %) ; P.O., 738, soit 13,50 % (13,33 %) ; C.F.T.C., 405, soit 7,41 % (7,55 %) ; C.S.I., 309, soit 5,65 % (5,67 %) ; C.G.T., 294, soit 5,38 % (6,40 %).

• Réserves de la FEN à propos de l'ordonnance sur la formation des jeunes de seize à dix-huit ans. — La Fédération des enseignants (FEN) formule quelques critiques sur l'ordonnance, adoptée jeudi 25 mars concernant la qualification professionnelle et l'insertion sociale des jeunes de seize à dix-huit ans (le Monde du 26 mars). Elle a regretté que ne soit pas clairement indiqué le caractère transitoire de ces mesures et réaffirme que seule l'amélioration de la formation initiale des jeunes (...) apportera véritable solution. Les inquiétudes de la FEN portent sur les moyens « qu'exige une tâche de pareille ampleur, compte tenu de l'urgence nécessaire de rénovation et de développement des lycées d'enseignement professionnel ».

AFFAIRES

La société Transpac pourrait être réintégrée au sein de l'administration des P.T.T.

La société Transpac, qui exploite, depuis 1978, le réseau français des transmissions de données, sera-t-elle réintégrée dans l'administration des P.T.T. ? Sonhâtée par les syndicats et certains militants du P.S., protégé par un récent rapport sur l'avenir des filiales des P.T.T., cette mesure est actuellement à l'étude, avenue du Ségur.

Avec le développement de l'informatique et des transmissions de données entre ordinateurs, les P.T.T. avaient décidé en 1978 de constituer, à l'image de ce qui existe pour le téléphone, un réseau spécialisé dans la transmission, la communication de données entre ordinateurs. L'exploitation et la commercialisation de ce réseau ont été confiées non au service public des P.T.T., mais à une société d'économie mixte dont l'Etat détient 57 % et les usagers 3 %.

Après des débuts laborieux, Transpac connaît un indubitable succès. Au début de l'année, on comptait six mille abonnés au réseau pour un millier d'usagers (entreprises, administrations, professions libérales). Or, à la fin de 1982, la demande étant forte, le nombre d'abonnés doit être doublé. Transpac a permis d'acquiescer en France (notamment dans les sociétés de services informatiques) une compétence dans le domaine des réseaux. Ainsi la SESA est devenue, grâce à Transpac, le spécialiste mondial des réseaux de téléinformatique, obtenant de nombreux contrats à l'étranger.

Le fait que Transpac ait bénéficié d'une certaine autonomie de gestion — tout en restant étroitement liée aux P.T.T. — n'est pas pour rien dans son succès. La société a pu se montrer plus agressive sur le plan commercial : associer les usagers ; recruter — et payer — des

spécialistes en informatique. Toutes choses que l'administration, avec sa rigidité, ses multiples statuts du personnel, ses méconnaissances du client, s'en est plus ou moins mal à faire.

Le cas de Transpac n'était pas isolé. Ces dernières années, la direction générale des télécommunications a mené une politique systématique de filialisation. Au nom de l'efficacité et avec un certain succès. Mais aussi avec des arrière-pensées politiques. Aussi les syndicats et la gauche s'étaient-ils toujours élevés contre cette stratégie qui risquait, selon eux, d'ouvrir la voie à la privatisation d'une partie des activités des P.T.T. Depuis le 10 mai, les syndicats ont donc mené l'offensive pour réintégrer les filiales de la D.G.T. au sein du service public, de l'administration.

Or, au fil des mois, les nouveaux dirigeants des P.T.T. et de la D.G.T., tout comme ceux d'autres ministères, se sont aperçus des avantages de la filialisation — dans le cadre de sociétés autonomes au capital détenu par l'Etat — pour développer certaines activités de l'administration. D'autant qu'avec un gouvernement de gauche le risque de privatisation, se disant-ils, a disparu. Aussi la réintégration des filiales de la D.G.T. au sein du monopole ne les enchanterait-ils guère. Tout au plus entendent-ils corriger certains abus, certaines anomalies.

Pourtant, on s'apprêterait aujourd'hui aux P.T.T. à céder — en partie — à la pression syndicale. Un compromis serait en vue. On ne toucherait pas aux multiples filiales de la D.G.T. en revanche, Transpac reviendrait dans le giron de l'administration. Une mesure symbolique à laquelle, destinée à calmer les syndicats et certains caciques de la D.G.T. Au risque de déplaire, tant aux usagers de Transpac qu'à son personnel.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

Pour fabriquer des robots aux États-Unis

GENERAL MOTORS ET FUJITSU FANUC CRÉENT UNE FILIALE COMMUNE

General Motors, premier constructeur américain et mondial d'automobiles, et Fujitsu-Fanuc, filiale spécialisée dans la robotique de l'un des géants japonais de l'informatique, Fujitsu, vont créer aux États-Unis une filiale commune (à 50-50) qui créera et fabriquera des systèmes robotisés.

Dans un premier temps, la nouvelle entreprise commercialisera aux États-Unis les robots fabriqués au Japon par Fujitsu-Fanuc. Les deux sociétés ont signé un accord de coopération pour développer des systèmes robotisés dans le domaine de la peinture industrielle. Par la suite, elle produira ses propres robots, grâce à la mise en commun des savoir-faire des deux sociétés américaines. Selon General Motors, les ventes de robots aux États-Unis devraient atteindre 2 milliards de dollars (plus de 12 milliards de francs) d'ici à 1990. Fujitsu-Fanuc est l'un des premiers fabricants mondiaux de robots, avec un chiffre d'affaires de 800 millions de dollars.

• La hausse des tarifs de colportage dépassera pas 10 % ou 11 % entre le début et la fin de 1982 aux termes d'un accord de régulation signé entre la profession et les pouvoirs publics. Cette hausse interviendra en deux étapes : 1^{re} mai et 1^{er} octobre. Les prix des services de colportage, qui ont augmenté de près de 19 % en 1981, étaient bloqués depuis octobre dernier.

• Baisse des prix de gros en Allemagne. Les prix de gros allemands ont baissé de 0,20 % en février, après avoir augmenté de 1,80 % en janvier. La baisse a été de 3,30 % pour l'ensemble de 1981. Le mauvais indice de janvier est lié à la tradition du commerce allemand de relever ses prix en début d'année ; le bon résultat de février a pour origine la chute des prix de gros du fuel domestique (-1,30 %) et de l'essence (-4,80 %).

un métier d'avenir

Devenez programmeurs analystes

Par une formation intensive à plein temps de 5 mois avec pratique sur terminaux

HEWLETT-PACKARD 3000

Remboursements et inscriptions : CENTRE DE FORMATION PERMANENT

Institut du Groupe Seric

N° 1 François Schmitt Interurbaine HEWLETT-PACKARD 82, rue de Valenciennes, 75005 PARIS

Tél. : 582.42.20

La méthode des comptes de surplus appliquée à l'entreprise

Stage de formation continue - 3, 4, 5 mai 1982

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS

Service de la Formation Continue

292, rue Saint Martin 75141 Paris Cedex 03 Tél. : 274.40.50.

NEUBAUER

met en vente

ses PEUGEOT 82 D'EXPOSITION (10 km) et de DIRECTION

CONDITIONS EXCEPTIONNELLES JUSQU'AU 31 MARS

M. GÉRARD Tél. : 821-60-21

ENTRE MIDI ET DEUX, J'INITE MES CLIENTS AU CLUB...

RESTAURANT Club Méditerranée

58, Boulevard Victor Hugo 92200 NEUILLY (Paris) Tel. : 758.11.09

CONJONCTURE

O.P.A. sur la

Le 28 mars, le conseil d'administration de la Compagnie nationale de l'encadrement (C.N.E.) a adopté une motion de confiance à l'égard du gouvernement. Cette motion, présentée par le président de la C.N.E., M. Jean Auroux, a été adoptée à l'unanimité. Elle exprime la confiance des cadres de l'encadrement dans le gouvernement et dans la politique économique qu'il mène. Elle souligne également les difficultés rencontrées par les entreprises et les cadres de l'encadrement, et appelle le gouvernement à prendre des mesures pour améliorer la situation.

La C.N.E. a également adopté une motion de confiance à l'égard du président de la République, M. François Mitterrand. Cette motion a été adoptée à l'unanimité. Elle exprime la confiance des cadres de l'encadrement dans le président de la République et dans la politique qu'il mène. Elle souligne également les difficultés rencontrées par les entreprises et les cadres de l'encadrement, et appelle le président de la République à prendre des mesures pour améliorer la situation.

Enfin, la C.N.E. a adopté une motion de confiance à l'égard du Premier ministre, M. Pierre Mauroy. Cette motion a été adoptée à l'unanimité. Elle exprime la confiance des cadres de l'encadrement dans le Premier ministre et dans la politique qu'il mène. Elle souligne également les difficultés rencontrées par les entreprises et les cadres de l'encadrement, et appelle le Premier ministre à prendre des mesures pour améliorer la situation.

DÉPARTEMENT DES HAUTES-ALPES

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE SUBDIVISION DES ÉTUDES ET DE TOPOGRAPHIE

AVIS D'OUVREMENT D'ENQUÊTE COMMUNES DE NANTERRE, COLOMBES, GENÈVE ET VILLENEUVE-LA-CLAYE

Le présent avis est relatif à l'ouverture d'une enquête publique pour la mise à jour du plan d'urbanisme de la commune de Nanterre. L'enquête sera ouverte du 1^{er} au 15 mai 1982, à la mairie de la commune. Les habitants de la commune sont invités à se rendre à la mairie pour consulter le plan et donner leur avis.

Le présent avis est également relatif à l'ouverture d'une enquête publique pour la mise à jour du plan d'urbanisme de la commune de Colombes. L'enquête sera ouverte du 1^{er} au 15 mai 1982, à la mairie de la commune. Les habitants de la commune sont invités à se rendre à la mairie pour consulter le plan et donner leur avis.

RESTAURANT Club Méditerranée

58, Boulevard Victor Hugo 92200 NEUILLY (Paris) Tel. : 758.11.09

CONJONCTURE

LES PROJETS FISCAUX DU GOUVERNEMENT

O.P.A. sur la T.V.A.

Rendu prudent par le coût des réformes et l'inquiétant gonflement du déficit des comptes publics, le gouvernement limitera probablement à peu de chose sa réforme fiscale. Un impôt risque pourtant de faire la fièvre de cette nouvelle volonté de rigueur : la T.V.A.

La taxe à la valeur ajoutée, qui fut introduite dans le système fiscal français en 1964-1965, fut élargie en 1968 au commerce, à deux caractéristiques qui font à la fois sa force et sa faiblesse. La première est de rapporter beaucoup d'argent à l'Etat : 350 milliards de francs prévus pour cette année, soit 44% des recettes fiscales. La seconde est d'être un impôt dissimulé dans les prix des biens et des services offerts par le consommateur, et donc théoriquement indolore.

Dès lors, la tentation est grande pour un gouvernement en quête de ressources de puiser dans ce puits. Y puiser pour financer l'élargissement des charges sociales payées par les entreprises, et là c'est le ministère de la solidarité qui est demandeur. Y puiser pour alléger la taxe professionnelle payée par les entreprises, et là ce sont à la fois MM. Mauroy et Fabius qui sont preneurs. Mais y puiser aussi, pour réduire le déficit budgétaire qu'une accumulation de charges nouvelles creuse dangereusement depuis le début de l'année. Il n'est pas jusqu'à l'Élysée qui ne voit d'un oeil très favorable une telle opération puisque celle-ci permettrait de financer l'élargissement de ce même impôt, promis lors de la campagne pour les présidentielles, sur les produits alimentaires.

L'affaire semble donc entendue. Le taux intermédiaire de la T.V.A., actuellement fixé à 17,5 %, sera probablement augmenté. Ce qui permettra de compenser une baisse de cette même T.V.A. sur quelques produits de première nécessité (pain, lait, viande...) pour 3 ou 4 milliards de francs, et de payer le prix des différentes réformes et remises en ordre envisagées.

Il n'est pas possible de dire actuellement avec précision ce qui sera fait, car le gouvernement, qui hésite beaucoup sur l'ampleur des modifications à apporter, n'a encore rien décidé. Car, s'il est facile de relever le taux d'un impôt (une hausse du taux intermédiaire de la T.V.A. rapporterait théoriquement 15 milliards de francs à l'Etat), il est beaucoup plus difficile d'en prévoir les conséquences lointaines.

Or, les risques sont évidents. Passons sur le fait que les socialistes, quand ils étaient dans l'opposition, critiquaient le poids excessif de la T.V.A., impôt injuste parce qu'il dégrève au fur et à mesure que s'élèvent les revenus (ce reproche reste parfaitement fondé). Une hausse de la T.V.A. entraînerait une augmentation des prix de détail. L'économie n'est pas une science exacte et beaucoup de questions n'ont pas de réponses assurées. Mais pour ce qui concerne la T.V.A., les choses sont claires : la hausse des prix en serait accélérée. Est-ce bien opportun ? Pourquoi nous payer le luxe de dégraver un peu plus dans ce domaine par rapport à nos grands concurrents étrangers, allemands, américains et japonais ? Il y a plus grave : les simulations qui sont faites à l'aide de modèles économiques montrent que les inconvénients d'une hausse de la T.V.A. vont très au-delà d'une dérive des prix, le commerce extérieur se dégraderait à cause d'une détérioration de la compétitivité française. L'activité économique serait handicapée et, en fin de compte, c'est l'emploi qui serait menacé. L'expérience montre en outre que les recettes fiscales apportées à l'Etat par une hausse de la T.V.A. sont finalement bien moindres que prévu.

À ces risques, que personne ne nie, on oppose la nécessité de trouver de l'argent pour régler rigoureusement le financement des réformes, mais aussi pour alléger les charges des entreprises afin de les rendre plus compétitives. On oppose aussi l'argument de la reconquête du marché intérieur une hausse du taux intermédiaire de la T.V.A. sur des produits comme les machines à laver, les cuisinières... produits que les étrangers exportent massivement en France. L'argument nos importations dans ce domaine. Elle encourageait, au contraire, nos entreprises à exporter puisque nos ventes à l'étranger ne supportent pas cet impôt. Du protectionnisme intelligent en quelque sorte.

Reste que toucher à la T.V.A., impôt déjà fort, touché en France — et ressentit comme tel par les contribuables, les sondages le prouvent — est une aventure dangereuse dans laquelle le gouvernement ne devrait pas se lancer avant d'avoir regardé à deux et même quatre fois.

ALAIN VERNHOLE.

Le changement, les finances publiques et la gauche

(Suite de la première page.)

Bien entendu, il faut s'entretenir. La politique budgétaire sert à amorcer la relance, elle doit l'entretenir, elle ne la complotte. En aucun cas par un déséquilibre ré-est-elle un obstacle. Des chiffres d'arbitraire de dépenses publiques ont été cités tel ou tel. Ils se situent hors du réel. Le président de la République a fixé pour 1983 la limite du déficit : 3 % de la richesse nationale. Cette limite sera respectée. C'est-à-dire un niveau raisonnable permettant à la fois de conforter la croissance, de continuer la décollation de l'inflation et de maîtriser l'évolution de nos comptes extérieurs. Bref, de poursuivre, conformément aux engagements pris devant la pays, une politique d'équilibre de changement.

Deuxième élément de ce changement : il nous faut assurer par rapport à nos prédécesseurs une meilleure efficacité de la dépense. Dans l'administration française, on ajoute souvent, au corrigé par-fait, on ne supprime jamais. Chaque ministère cherche à disposer de son propre régime d'aides qui s'enchevêtre avec celui du voisin, sans voir que l'addition des procédures divise leur efficacité au lieu de la multiplier. Sans voir non plus qu'il est préférable de supprimer les handicaps plutôt que de collecter les subventions. Certes, périodiquement, un examen des services votés a lieu. Mais il s'est limité dans le passé à comprimer les frais de chauffage et de téléphone. Notre gouvernement dégagera de nouvelles

marges d'action. C'est appelé un réexamen d'ensemble imaginatif et vigoureux de la politique budgétaire des vingt dernières années.

Efficacité. Il est clair que le contenu de la dépense publique importe autant que sa masse ou son poids. Cela vaut en particulier pour l'emploi. Comme nous avons déjà commencé de la faire, chaque dépense doit être filtrée au tamis. Pour chacune doit se poser la question est-ce ou non la meilleure façon de contribuer à l'emploi ? Mais il faut aller plus loin. Les élections cantonales ont montré combien les citoyens sont attentifs au caractère plus ou moins quotidien et concret du changement. Veillons, dans cet esprit, à ce que le choix des mesures nouvelles soit examiné au regard de leur impact sur la vie quotidienne.

Nous avons besoin, plus généralement, d'une grande cohérence. Elle passe financièrement par un approfondissement des rapports entre le Plan et le budget. Comme si le Plan pouvait être exclusivement tourné vers la structure et le développement, tandis que le budget s'occuperait, seulement, des contraintes, et distribuerait les refus. Pour le Plan, toute définition des priorités doit être dé-sormais accompagnée d'un exposé des non-priorités. Pour le budget, toute décision importante sera mesurée dans ses conséquences à moyen terme. Je suis personnellement partisan, selon des formes à déterminer, d'une présentation du budget accompagnée de projections financières sérieuses à moyen terme.

Le changement doit donner confiance et non constituer une machine à faire peur. Voilà une autre exigence. D'où l'importance décisive de la notion de règles du jeu. Notre succès passe par la définition dans le domaine économique, social et financier de règles du jeu précises qui, une fois fixées, ne seront plus modifiées. On peut demander beaucoup aux décideurs, aux investisseurs, mais on ne peut pas leur demander d'agir avec un horizon mouvant. C'est clair en particulier pour l'impôt. Économiquement, psychologiquement, politiquement, nous avons besoin d'une stabilisation de la pression fiscale globale.

De même la règle du jeu budgétaire doit être claire. Le budget n'est pas la voiture-balai de l'économie. Lorsqu'il s'agit d'actions indispensables que seule la puissance publique, sur fonds publics, peut assurer, le budget jouera pleinement son rôle. Mais toute une série d'initiatives doivent intervenir pour diversifier les sources de financement, éviter de charger les entreprises et la dette publique, donc d'alimenter l'inflation et d'alourdir la fiscalité. La première exigence à cet égard est une politique à long terme de tarifs publics qui ne reporte pas sur les contribuables les charges liées aux aléas de la conjoncture.

LAURENT FABIUS.

LES IMPATIENCE DU PATRONAT

Le patronat s'impatiente. Invité du Club de la presse d'Europe 1 le 28 mars, M. Yvon Gattaz, président du C.N.P.F., a une nouvelle fois répété les revendications de l'organisation patronale. Le pouvoir doit alléger les charges des entreprises et observer dans ce domaine une « pensée de survie » de douze à dix-huit mois, accorder une provision pour la cinquième semaine de congés payés, amorcer une budgétisation des allocations familiales, enfin accélérer la concertation. Rien de très neuf on le voit, sinon dans le ton qu'il voulait plus agressif puis-que M. Gattaz a parlé « d'over-tissement ».

La veille, à Valence, nous indiquions notre correspondant, M. René Bernasconi, président de la confédération générale des petites et moyennes entreprises, avait pour sa part reproché au gouvernement de se borner à jouer « les ambulations pour entreprises » et protesté contre la position « d'assistés » dans laquelle le gouvernement place les entreprises.

Ces propos, à n'en pas douter, traduisent assez bien la grogne d'une « base » patronale qui inquiète les projets sociaux du gouvernement. Les représentants du patronat sont d'autant plus enclins à les tenir qu'ils savent que les pouvoirs publics leur prêtent aujourd'hui une oreille plus attentive. Ainsi M. Delors, invité par TF 1, s'est-il déclaré le 28 mars : « Les charges des entreprises ne doivent plus augmenter ». Un engagement de bon augure avant la réunion de travail avec le premier ministre prévue pour le 16 avril...

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COEUR DU JOUR	DEUX MOIS	SIX MOIS
	Rep. + en Rep.	Rep. + en Rep.	Rep. + en Rep.
\$ E.U.	6,2778	+ 88 + 140	+ 95 + 165
\$ can.	5,1048	0 + 60	- 32 + 38
Yen (100)	7,9777	+ 282 + 230	+ 380 + 422
£ st.	2,9674	+ 181 + 173	+ 288 + 323
DM	2,5512	+ 186 + 126	+ 206 + 321
FF (100)	12,8382	- 75 + 288	- 184 + 188
Fr. S.	12,8382	+ 284 + 247	+ 288 + 286
£ (1 000)	12,8382	+ 284 + 247	+ 288 + 286
£ (1 000)	12,8382	+ 284 + 247	+ 288 + 286
£ (1 000)	12,8382	+ 284 + 247	+ 288 + 286

TAUX DES EURO-MONNAIES

	21/12	21/12	21/12	21/12	21/12	21/12
\$ E.U.	14 5/8	15 1/8	15 1/8	15 1/8	15 1/8	15 1/8
Yen	11 3/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4
£ st.	12 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4
DM	12 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4
FF (100)	12 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4
Fr. S.	12 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4
£ (1 000)	12 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4
£ (1 000)	12 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tel qu'il était indiqué au fin de la séance par une grande banque de la place.

DÉPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT SUBDIVISION DES ÉTUDES FONCIÈRES ET DE TOPOGRAPHIE

AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE COMMUNES DE NANTERRE, COLOMBES, GENNEVILLIERS et VILLENEUVE-LA-GARENNE

ROUTE NATIONALE N° 318
SECTION COMPRISE ENTRE LE PONT DE ROUEN A NANTERRE
ET LA R.N. 136 A VILLENEUVE-LA-GARENNE
CLASSEMENT DANS LA CATÉGORIE DES AUTOROUTES
SOUS L'IMMATRICULATION AUTOROUTE A.86

Le public est informé que par arrêté préfectoral en date du 15 février 1982, il a été prescrit une enquête publique concernant le projet susvisé sur le territoire des communes de NANTERRE, COLOMBES, GENNEVILLIERS et VILLENEUVE-LA-GARENNE.

Les pièces du dossier concernant cette enquête seront déposées pendant 31 JOURS consécutifs, du 22 mars 1982 au 21 avril 1982, à la Préfecture des HAUTS-DE-SEINE — 187, avenue Joliot-Curie, 92015 NANTERRE — Direction départementale de l'équipement — Accueil du public — Niveaux + 1 — où le public pourra se renseigner, du lundi au jeudi de 8 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30, le vendredi de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30. Pendant la même durée, un dossier subsidiaire sera déposé au mairie de NANTERRE, COLOMBES, GENNEVILLIERS et VILLENEUVE-LA-GARENNE, où le public pourra le consulter.

En ce qui concerne NANTERRE :
Du lundi au jeudi inclus de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30, le vendredi de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30.

En ce qui concerne COLOMBES :
Du lundi au vendredi inclus de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30. Permanence assurée le samedi de 8 h 30 à 12 h.

En ce qui concerne GENNEVILLIERS :
Du lundi au vendredi inclus de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30. Permanence assurée le samedi de 8 h 30 à 12 h.

En ce qui concerne VILLENEUVE-LA-GARENNE :
Du lundi au vendredi inclus de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30. Permanence assurée le samedi de 8 h 30 à 12 h.

Les personnes désirant émettre des observations sur le projet pourront, en outre, se rendre à l'adresse ci-dessus, à l'exception de la commune de NANTERRE, à Monsieur P. DOUTREIX, Directeur départemental chargé du Service des Bâtiments de la Direction des Télécommunications de PARIS intra-muros — 34-36, boulevard des Frères-Voisin — 92130 LES-MOULINEAUX, nommée Commissaire-Inspecteur. Une copie de cette enquête, les copies des conclusions du Commissaire-Inspecteur seront, en outre, à la disposition du public au Mairie de NANTERRE, COLOMBES, GENNEVILLIERS et VILLENEUVE-LA-GARENNE, en vertu de l'article R. 11-4 du Code de l'Expropriation pour cause d'Utilité Publique.

All of these Securities have been sold. This announcement appears as a matter of record only.

U. S. \$250,000,000



CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE

Floating Rate Notes 1982/1997

MORGAN STANLEY INTERNATIONAL

GOLDMAN SACHS INTERNATIONAL CORP.

BANK OF AMERICA INTERNATIONAL

BANK OF TOKYO INTERNATIONAL

BANQUE INDOSUEZ

BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS

CREDIT LYONNAIS

CREDIT SUISSE FIRST BOSTON

THE DEVELOPMENT BANK OF SINGAPORE

GULF INTERNATIONAL BANK B.S.C.

LONDON & CONTINENTAL BANKERS

MERRILL LYNCH INTERNATIONAL & CO.

SALOMON BROTHERS INTERNATIONAL

S. G. WARBURG & CO. LTD.

March 21, 1982

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

cde COMPTOIR DES ENTREPRENEURS

Le 24 mars 1982, le conseil d'administration du Comptoir des Entrepreneurs a arrêté les comptes de l'exercice 1981.

Les bénéfices ont été de 15,1 milliards de francs contre 13,9 milliards de francs en 1980. La répartition de la dette de gestion des P.A.P. qui se substituent aux anciens prêts spéciaux, a toutefois entraîné une légère diminution des concours de prêts du secteur public (43 milliards de francs contre 44,3 milliards de francs en 1980).

Le montant des prêts non aidés accordés dans l'année a diminué de

25,8 % (2,3 milliards de francs contre 3,4 milliards de francs) en raison notamment des contraintes sévères de l'encadrement du crédit. Les concours correspondants ont progressé de 6,4 %, passant de 12,6 à 13,4 milliards de francs.

Après dotation des comptes d'amortissements et de provisions et paiement de l'impôt, le bénéfice net s'élève à 17,9 milliards de francs contre 22,6 l'année précédente.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra le 10 juin prochain de distribuer le même dividende que l'année dernière, soit 4,80 F par action, auquel s'ajoutent 4,80 F au titre de l'impôt déjà payé au Trésor.

BANQUE PRIVÉE DE GESTION FINANCIÈRE « B.P.G.F. »

Le conseil d'administration de la Banque Privée de Gestion Financière (B.P.G.F.) s'est réuni, le 24 mars 1982, sous la présidence de M. Jean-Luc Gendry, afin d'examiner les comptes et les résultats de l'exercice 1981.

Le conseil a approuvé les comptes clos le 31 décembre 1981, qui font apparaître un bénéfice de 34 128 687,34 F après amortissements, provisions et impôts contre 42 021 896,23 F pour l'exercice précédent.

Compte tenu du report antérieur de 18 646 638,31 francs, le solde disponible du compte de « pertes et profits » s'élève à 52 775 325,64 F. Sur ce montant, il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire des

actionnaires du 18 mai 1982, les affectations et répartitions suivantes :

Affectation à la réserve spéciale des plus-values à long terme ... 30 968 960,48

Dividende aux actionnaires ... 12 784 150,00

Report à nouveau ... 9 025 615,17

La distribution de 12 784 150 F aux actionnaires, contre 11 525 735 F l'an dernier, représentera un dividende net de 20 F par action, assorti d'un avoir fiscal de 25 F.

Après affectation aux réserves, les fonds propres de la société s'élèveront à 3 565 986,27 F contre 3 211 430,53 F précédemment.

Banque Populaire GROUPE DES BANQUES POPULAIRES

La Caisse centrale des banques populaires a été créée le 29 mars 1982 en remplacement de deux emprunts : l'un à taux fixe de 200 MF, portant intérêt nominal de 17,10 % (taux de rendement actuariel brut, 15,99 %) et l'autre de 250 MF à taux variable, indexé sur les taux des obligations garanties par l'Etat et assimilées.

L'emprunt à taux fixe, émis pour une durée de dix ans et portant sur 200 millions de francs, sera amorti en dix tranches égales.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE 18 bis, rue de Berri 75008 PARIS

AVIS DE TIRAGE

Les porteurs d'obligations « Calme nationale de l'énergie » provenant de l'indemnisation des biens transférés à l'Electricité de France et de Gaz de France, d'une part, et à l'Electricité et Gaz d'Algérie, d'autre part, sont avisés que le trente et unième tirage d'amortissement desdites obligations aura lieu au 18 bis, rue de Berri, à Paris, le

MARDI 4 MAI 1982 à 10 h 30

Les obligations sorties à ce tirage seront remboursables à partir du 1er juin 1982.

les SICAV des Caisses d'Epargne

les assemblées générales des actionnaires ont approuvé les comptes de l'exercice 1981 et décidé la mise en distribution des dividendes suivants :

LE LIVRET PORTEFEUILLE SICAV "DIVERSIFIÉE"	SOCIÉTÉ NOUVELLE FRANCE OBLIGATIONS SICAV "OBLIGATIONS"	LIVRET BOURSE INVESTISSEMENTS SICAV "MONÉY"
• coupon n° 27 net à payer 15,50 F	• coupon n° 25 net à payer 29,00 F	• coupon n° 15 net à payer 13,43 F
avoir fiscal 1,79 F	avoir fiscal 2,48 F	avoir fiscal 2,78 F
brut 17,29 F	brut 31,48 F	brut 16,22 F
*progression en 1 an : 13,1 %	*progression en 1 an : 13,3 %	*progression en 1 an : 27,9 %
(rappel de la valeur liquidative au 31/12/81 : 290,91 F)	(rappel de la valeur liquidative au 31/12/81 : 313,87 F)	(rappel de la valeur liquidative au 31/12/81 : 180,98 F)

Réinvestissez sans frais en actions nouvelles jusqu'au 3 juillet 1982.

LLP mise en paiement le 5 avril 1982

COMPAGNIE GÉNÉRALE D'INDUSTRIE ET DE PARTICIPATIONS

Le conseil d'administration, réuni sous la présidence de M. Pierre Celier, a approuvé les comptes de l'exercice 1981.

Le bénéfice d'exploitation s'élève à 11 469 000 dont 10 738 000 au titre de l'activité de l'ancienne Société GUYARD absorbée le 31 décembre 1981 avec effet au 1er janvier 1981 ; il s'élève après 23 886 000 d'amortissements, dont 17 825 000 au titre des amortissements de l'ancienne Société GUYARD. Le compte de pertes et profits, après déduction de provisions hors exploitation au exceptionnellement pour un montant net de 5 537 000, enregistre de profits nets, exceptionnels ou affectés aux exercices antérieurs, pour 24 240 000 et déduction de l'impôt sur les sociétés, se solde par un bénéfice net de 18 603 000 contre 16 231 000 pour l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a décidé de proposer à l'assemblée générale, qui sera convoquée pour le 24 mars 1982, la distribution d'un dividende de 12 984 976 correspondant à 11,50 F par action, ce qui, augmenté de l'avoir fiscal de 5,75 F, représentera un revenu global de 17,25 F par action contre 15 F l'exercice précédent.

DÉNONCIATION DE CAUTION

Par suite de dénonciation de caution, l'ASCOBATT — Association pour la Caution par les Banques et les Assureurs des Banques et des Travaux temporaires, 28, rue Vernet, 75008 Paris — fait savoir que la garantie constituée depuis le 7 juillet 1981 par la Banque privée pour l'Industrie et le Commerce — 7, rue Treillard, 75008 Paris — pour le compte de la Société S.I.N. Services Industriels du Nord, 1, rue des Foulons, 93200 Valmondois, et au profit d'une part, de la Sécurité sociale et des institutions sociales, et d'autre part, au profit des Travaux temporaires, prendra fin dans un délai de deux jours, suivant la présente publication.

CAISSE NATIONALE DES AUTOMOBILES 58, rue de Lille, 75007 PARIS

EMPRUNT DU 29 MARS 1982 16,90%

Emission au pair de 160 000 obligations de 5 000 F. Durée de l'emprunt : 12 ans.

Amortissement en 10 séries égales à partir de la 3^e année.

Taux de rendement actuariel brut à l'émission

16,81%

Les intérêts de ces titres seront payés par les versements annuels de l'amortissement de 3 000 F par an et par déclaration accordée aux porteurs de ces titres.

Souscriptions reçues aux guichets des Comptes de l'Etat, des Banques des Caisses d'épargne et des Bureaux de Poste. Clôture sans préavis.

souscrivez à l'emprunt de la



CIT - ALCATEL

Au cours de la séance du conseil d'administration tenue le 24 mars 1982, le président Ambroise Roux a rapporté sa décision antérieure de ne pas assumer aucune responsabilité au sein de la Compagnie générale d'Electricité après nationalisation de celle-ci. Dans le même esprit, le président a annoncé aux administrateurs sa décision de démissionner de ses fonctions de président-directeur général et d'administrateur de CIT-Alcatel.

Ambroise Roux se reconnaît responsable pour l'exercice exceptionnel accompli par lui à la tête de la compagnie depuis vingt-cinq ans et qui a permis à CIT-Alcatel de devenir l'un des leaders internationaux de l'industrie des télécommunications. Le conseil d'administration a décidé, à l'unanimité, de lui conférer le titre de président d'honneur de CIT-Alcatel.

Sur la proposition de M. Ambroise Roux et pour lui succéder, le conseil a nommé M. Georges Ferey, président-directeur général de CIT-Alcatel.

SFI société française d'investissement en France et à l'étranger

Lors de sa réunion du 16 Mars 1982 l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Société Française d'Investissement en France et à l'étranger a approuvé les comptes de l'exercice 1981 et décidé la mise en distribution d'une somme de 10.815.330 F soit un dividende par action de 14,60 F.

net à payer	avoir fiscal	brut
14,60	1,33	15,93

(rappel de la valeur liquidative au 31/12/81 : 265,74 F)

Ce dividende, en progression de 32 % sur l'an dernier a été mis en paiement le 22 Mars 1982 aux guichets des Etablissements suivants : Caisse des Dépôts et Consignations, M.M. Alain FERRI, Bernard FERRI, Marc PUJOS S.A., agents de change.

Réinvestissez sans frais en actions nouvelles jusqu'à fin Juin 1982.

PRATIQUE DU JEU DE RÔLE EN SITUATION DE FORMATION

du 10 au 14 Mai 1982 (30 heures)

Renseignements et inscriptions : université paris 8 formation permanente 2, rue de la Liberté 93526 SAINT-DENIS CEDEX 02 Tél. 829.23.00 ou 821.63.64 poste 15.97

UAP SICAV DE L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS EXERCICE 1981

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE	ACTIF A LONG TERME OBLIGATAIRE ALTA	ALTEFI	ACTIONS FRANCE	ACTIONS SÉLECTIONNÉES	EDIFICANDI (UNION SÉQUANNAISE-UNIBAIL)	L'U.A.P. INVESTISSEMENTS
ORIENTATION	Obligations françaises	Obligations françaises et étrangères	60 % min. actions franc. (Lol Monory)	Valeurs françaises éminentes	Placements à caractère bancaire	Valeurs étrangères éminentes
Les SICAV de l'Union des assurances de Paris ont convoqué leurs actionnaires en assemblée générale annuelle, pour approuver les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1981 :	24 mars 1982	23 mars 1982	15 mars 1982	19 mars 1982	16 mars 1982	22 mars 1982
SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 1981 :	2 564 290	782 769	605 459	758 925	687 749	1 727 617
— Nombre d'actions en circulation	361,57	119,15	79,84	136,45	141,47	342,57
— Capital (actif net moins sommes distribuables) (en millions de francs)	160,74	108,61	143,43	156,57	222,71	215,06
— Valeur liquidative en francs	58,29	14,63	6,91	9,27	14,23	23,78
SOMMES DISTRIBUABLES DE L'EXERCICE 1981 (en millions de francs)	F	F	F	F	F	F
— Dividende net distribué par action	30,50	16,80	11,00	12,00	19,10	12,70
+ impôt payé d'avance au Trésor (avoir fiscal)	1,79	0,59	2,29	2,46	1,40	2,00
— Contre remise des coupons n°	18	9 B	4	34	22	78

Les dividendes seront payables à partir du 31 mars 1982 à la Société Séquanaise de Banque, 370, rue Saint-Monory, 75023 Paris cedex 03, et dans ses agences. Les actions souscrites jusqu'au 30 juin 1982 — en réinvestissement des dividendes — seront exonérées de tout droit d'entrée.

Assemblée générale des actionnaires

à tenir le jeudi 22 avril 1982, à 10 h. 30, au Nederlands Congressgebouw, 10 Churchillplein, à La Haye, Pays-Bas.

ORDRE DU JOUR:

1. Proposition d'apporter des modifications aux Statuts et d'autoriser la Direction — conformément aux dispositions de l'article 124, Livre 2, du Code Civil néerlandais — à apporter les modifications que le Ministre néerlandais de la Justice jugerait éventuellement nécessaires.

La proposition d'apporter des modifications aux Statuts pourra être consultée par les actionnaires et sera mise gratuitement à la disposition de ceux-ci aux bureaux de la Société, 30 Carel van Bylandtlaan, à La Haye, et auprès de l'administration centrale de Lazard Frères & Cie, Paris.

Si la partie du capital souscrit, requise en vertu de l'article 40 des Statuts pour une modification des Statuts n'est pas représentée à l'assemblée, une deuxième assemblée générale des actionnaires sera tenue, conformément aux dispositions de cet article, laquelle assemblée pourra adopter à la majorité ordinaire des voix la proposition mentionnée sous l'article 1 de l'ordre du jour, sans qu'il soit tenu compte de la partie du capital souscrit qui se trouvera représentée à l'assemblée en question.

PRÉSENTATION:

A. Les détenteurs de certificats d'action au porteur pourront assister à l'assemblée, y prendre la parole et y exercer le droit de vote, si leurs certificats d'action ou bien l'attestation constatant que ces certificats d'action se trouvent en dépôt libre chez De Nederlandsche Bank N.V., ont été déposés contre quittance, le 16 avril 1982 au plus tard, auprès de la banque suivante:

Lazard Frères & Cie, Paris.

B. Les détenteurs d'actions nominatives pourront assister à l'assemblée, y prendre la parole et y exercer le droit de vote, s'ils avisent par écrit la Société de leur intention à cet effet, le 15 avril 1982 au plus tard:

par rapport aux actions immatriculées au registre de La Haye:

à l'adresse de la Société; par rapport aux actions immatriculées au registre d'Amsterdam: à l'adresse de Algemene Bank Nederland N.V., C.K.E., B.P. 2230, Breda, Pays-Bas; par rapport aux actions immatriculées au registre de New York: à l'adresse de The Chase Manhattan Bank, N.A. à New York.

C. Les détenteurs de certificats de "New York shares", c'est-à-dire de certificats d'actions émises conformément à une convention du 10 septembre 1918, en vertu de laquelle The Chase Manhattan Bank, N.A. agit à présent en dépositaire, pourront assister à l'assemblée et y prendre la parole, si leurs certificats de "New York shares" ont été déposés, le 16 avril 1982 au plus tard, auprès de Algemene Bank Nederland N.V., C.K.E., B.P. 2230, à Breda, Pays-Bas ou auprès de The Chase Manhattan Bank, N.A. à New York.

La disposition ci-dessus, relative à la possibilité de consulter la proposition d'apporter des modifications aux Statuts, ainsi qu'à la mise à la disposition des actionnaires de ce document, s'applique également aux détenteurs de certificats de "New York shares".

MANDATS:

Les actionnaires et les détenteurs de certificats de "New York shares" qui désirent se faire représenter à l'assemblée par un mandataire devront non seulement observer respectivement les dispositions figurant ci-dessus sous A, B et C, mais encore déposer un mandat écrit, le 15 avril 1982 au plus tard, aux bureaux de la Société, 30 Carel van Bylandtlaan, à La Haye. Ceux qui le désirent, pourront utiliser à cet effet une formule qui sera mise gratuitement à leur disposition, à partir d'aujourd'hui, aux bureaux de la Société et auprès de l'administration centrale de Lazard Frères & Cie, Paris.

La Haye, le 29 mars 1982

Le Conseil d'Administration

N.V. Koninklijke Nederlandsche Petroleum Maatschappij (Royal Dutch) Établie à La Haye, Pays-Bas

MARCHÉS

SEAN BOOMADAMME DE LA BANQUE DE FRANCE

Indice de la Bourse de Paris		Indice de la Bourse de Londres		Indice de la Bourse de New York		Indice de la Bourse de Tokyo	
1982	1981	1982	1981	1982	1981	1982	1981
100	100	100	100	100	100	100	100
101	101	101	101	101	101	101	101
102	102	102	102	102	102	102	102
103	103	103	103	103	103	103	103
104	104	104	104	104	104	104	104
105	105	105	105	105	105	105	105
106	106	106	106	106	106	106	106
107	107	107	107	107	107	107	107
108	108	108	108	108	108	108	108
109	109	109	109	109	109	109	109
110	110	110	110	110	110	110	110
111	111	111	111	111	111	111	111
112	112	112	112	112	112	112	112
113	113	113	113	113	113	113	113
114	114	114	114	114	114	114	114
115	115	115	115	115	115	115	115
116	116	116	116	116	116	116	116
117	117	117	117	117	117	117	117
118	118	118	118	118	118	118	118
119	119	119	119	119	119	119	119
120	120	120	120	120	120	120	120
121	121	121	121	121	121	121	121
122	122	122	122	122	122	122	122
123	123	123	123	123	123	123	123
124	124	124	124	124	124	124	124
125	125	125	125	125	125	125	125
126	126	126	126	126	126	126	126
127	127	127	127	127	127	127	127
128	128	128	128	128	128	128	128
129	129	129	129	129	129	129	129
130	130	130	130	130	130	130	130
131	131	131	131	131	131	131	131
132	132	132	132	132	132	132	132
133	133	133	133	133	133	133	133
134	134	134	134	134	134	134	134
135	135	135	135	135	135	135	135
136	136	136	136	136	136	136	136
137	137	137	137	137	137	137	137
138	138	138	138	138	138	138	138
139	139	139	139	139	139	139	139
140	140	140	140	140	140	140	140
141	141	141	141	141	141	141	141
142	142	142	142	142	142	142	142
143	143	143	143	143	143	143	143
144	144	144	144	144	144	144	144
145	145	145	145	145	145	145	145
146	146	146	146	146	146	146	146
147	147	147	147	147	147	147	147
148	148	148	148	148	148	148	148
149	149	149	149	149	149	149	149
150	150	150	150	150	150	150	150
151	151	151	151	151	151	151	151
152	152	152	152	152	152	152	152
153	153	153	153	153	153	153	153
154	154	154	154	154	154	154	154
155	155	155	155	155	155	155	155
156	156	156	156	156	156	156	156
157	157	157	157	157	157	157	157
158	158	158	158	158	158	158	158
159	159	159	159	159	159	159	159
160	160	160	160	160	160	160	160
161	161	161	161	161	161	161	161
162	162	162	162	162	162	162	162
163	163	163	163	163	163	163	163
164	164	164	164	164	164	164	164
165	165	165	165	165	165	165	165
166	166	166	166	166	166	166	166
167	167	167	167	167	167	167	167
168	168	168	168	168	168	168	168
169	169	169	169	169	169	169	169
170	170	170	170	170	170	170	170
171	171	171	171	171	171	171	171
172	172	172	172	172	172	172	172
173	173	173	173	173	173	173	173
174	174	174	174	174	174	174	174
175	175	175	175	175	175	175	175
176	176	176	176	176	176	176	176
177	177	177	177	177	177	177	177
178	178	178	178	178	178	178	178
179	179	179	179	179	179	179	179
180	180	180	180	180	180	180	180
181	181	181	181	181	181	181	181
182	182	182	182	182	182	182	182
183	183	183	183	183	183	183	183
184	184	184	184	184	184	184	184
185	185	185	185	185	185	185	185
186	186	186	186	186	186	186	186
187	187	187	187	187	187	187	187
188	188	188	188	188	188	188	188
189	189	189	189	189	189	189	189
190	190	190	190	190	190	190	190
191	191	191	191	191	191	191	191
192	192	192	192	192	192	192	192
193	193	193	193	193	193	193	193
194	194	194	194	194	194	194	194
195	195	195	195	195	195	195	195
196	196	196	196	196	196	196	196
197	197	197	197	197	197	197	197
198	198	198	198	198	198	198	198
199	199	199	199	199	199	199	199
200	200	200	200	200	200	200	200

MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes en variation (en milliards de francs)

ACTIF	30/3/1982	23/3/1982
1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	311 848	311 848
dont :		
Or	194 681	194 681
Disponibilités à vue à l'étranger	36 228	36 228
EDU	68 228	68 228
Avances au Fonds de stabilisation des changes	14 208	14 208
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	4 928	4 928
dont :		
Créances sur Trésor public	0	0
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	138 764	138 764
dont :		
Financement	75 000	75 000
4) ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE À RECEVOIR OU YCEN	66 708	66 708
5) DIVERS	3 277	3 277
Total	610 519	610 519

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ÉCONOMIQUES

Indice général de base 100 en 1949

Indice	26/3/1982	19/3/1982	12/3/1982
Indice général	132,7	132,7	132,7
Indice des valeurs françaises	104,9	104,9	104,9
Indice des valeurs étrangères	104,9	104,9	104,9
Indice des valeurs françaises à l'étranger	104,9	104,9	104,9
Indice des valeurs étrangères à l'étranger	104,9	104,9	104,9

LA VIE DES SOCIÉTÉS

MIDLAND BANK. - M. Marc Vuillemin, membre du directoire de la Midland Bank France S.A. et spécialiste des financements internationaux, a été nommé à la présidence du directoire de la banque en remplacement de M. Hervé de Camilly, qui reste au directoire.

Celui-ci demeure également président du directoire de la B.C.T. Midland Bank, dont la présidence du conseil de surveillance est assurée par M. René de Lestrade. Outre sa responsabilité générale pour le groupe Midland en Europe, M. de Camilly va se voir confier « des fonctions supplémentaires à la division internationale de la Midland Bank à Londres », fonctions qui restent indéterminées pour l'instant.

Le groupe bancaire Midland Bank, l'un des quatre grands établissements britanniques de banque, dont le titre a été introduit le 2 juin dernier à la Bourse de Paris, dispose de trois filiales en France : la B.C.T. Midland Bank, banque de dépôts et de financement immobilier, également banque cotée en bourse au résultat de l'acquisition en 1979 de la Banque de la construction et des travaux publics (B.C.T.), la Midland Bank France, banque d'affaires, et la Midland Bank Ltd, banque de dépôts, succursale de la banque mère.

INOICES QUOTIDIENNES.
(base 100 = 131 déc. 1981)

Indice	26/3/1982	19/3/1982	12/3/1982
Indice général	132,7	132,7	132,7
Indice des valeurs françaises	104,9	104,9	104,9
Indice des valeurs étrangères	104,9	104,9	104,9
Indice des valeurs françaises à l'étranger	104,9	104,9	104,9
Indice des valeurs étrangères à l'étranger	104,9	104,9	104,9

BANQUE DE L'INDOCHINE ET DE SUEZ. - Le conseil d'administration a décidé de procéder à l'émission d'un emprunt de 500 millions de francs représenté par 100 000 obligations de 5 000 francs nominal d'une durée de huit ans et six mois et à un taux d'intérêt variable.

Les résultats de l'exercice 1981 seront en hausse par rapport à ceux de l'exercice 1980.

BOURSE DE PARIS Comptant

VALEURS	du %	% de coupon	VALEURS	Cours préc.	De
3 %	1 425	Départ. P.A.C.B.	115	111
4 1/4 % 1983	70	2 040	Départ. Seine	348	333
5 % 1983	61	1 950	Départ. Seine-Mar.	180	175
5 % 1984	108	2 703	Départ. Seine-Norm.	188	181
5 % 1985	106	2 703	Départ. Seine-P.	235	230
5 % 1986	107	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 1987	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 1988	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 1989	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 1990	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 1991	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 1992	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 1993	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 1994	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 1995	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 1996	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 1997	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 1998	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 1999	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2000	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2001	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2002	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2003	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2004	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2005	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2006	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2007	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2008	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2009	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2010	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2011	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2012	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2013	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2014	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2015	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2016	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2017	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2018	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2019	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2020	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2021	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2022	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2023	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2024	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2025	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2026	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2027	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2028	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2029	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2030	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2031	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2032	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2033	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2034	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2035	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2036	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2037	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2038	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2039	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2040	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2041	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2042	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2043	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2044	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2045	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2046	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2047	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2048	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2049	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2050	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2051	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2052	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2053	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2054	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2055	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2056	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2057	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2058	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2059	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2060	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2061	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2062	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2063	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2064	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2065	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2066	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2067	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2068	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2069	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2070	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2071	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2072	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2073	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2074	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2075	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2076	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2077	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2078	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2079	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2080	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2081	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2082	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2083	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2084	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2085	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2086	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2087	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2088	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2089	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2090	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2091	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2092	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2093	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2094	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2095	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2096	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2097	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2098	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2099	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2100	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2101	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2102	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2103	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2104	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2105	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2106	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2107	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2108	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2109	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2110	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2111	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2112	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2113	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2114	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2115	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2116	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2117	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2118	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2119	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2120	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2121	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2122	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2123	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2124	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2125	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2126	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2127	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2128	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2129	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2130	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2131	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2132	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2133	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2134	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2135	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2136	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2137	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2138	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2139	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2140	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2141	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2142	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2143	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2144	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2145	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2146	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2147	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2148	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2149	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2150	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2151	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2152	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2153	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2154	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2155	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2156	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2157	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2158	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2159	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2160	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2161	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2162	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2163	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2164	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2165	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2166	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2167	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2168	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2169	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2170	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2171	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2172	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2173	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2174	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2175	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2176	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2177	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2178	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2179	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2180	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2181	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2182	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2183	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2184	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2185	108	2 703	Départ. Seine-S.	235	230
5 % 2186	108	2 703	Départ. Seine		

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. AMÉRIQUE LATINE : « Mais que va devenir le peuple du Salvador ? », par Mgr Daniel Pélissier, par Jean-Claude Bojaret et Laurence Hurbon : « Modération et cohérence », par Artur Montes : « L'exportation du modèle israélien », par Miguel Angel Estrella.

ÉTRANGER

3.-4. AMÉRIQUES
— EL SALVADOR : les élections législatives.
3. DIPLOMATIE
— Les relations entre Pékin, Washington et Moscou.
4. ASIE
— Bangladesh : le général Ershad veut guérir le pays de la corruption.
5. PROCHE-ORIENT
— Les arabes israéliens se joignent au mouvement de protestation contre la répression dans les territoires occupés.
5. EUROPE

POLITIQUE

6-7. Après les élections cantonales : l'U.D.F. : un premier pari gagné ; le M.R.G. attribue l'échec de la gauche à un déséquilibre de l'élection gouvernementale.
6. DÉFENSE

SOCIÉTÉ

8. FAITS DIVERS : dans les Yvelines, le meurtre d'un gendarme.
9. POLICE : la fédération autonome a pû des tensions récentes.
— ÉDUCATION : le congrès du Syndicat des enseignants du technique.
9-10. MÉDECINE

RÉGIONS

12. Ile-de-France : les départements et leur nouveau patron.

ÉQUIPEMENT

13. ENVIRONNEMENT : deux manifestations anti-nucléaires.

SPORTS

16. SKI ALPIN : Phil Moutre détrône Ingemar Stenmark.

CULTURE

14-15. LE SALON DU LIVRE : misère des producteurs.
17. MUSIQUE : Monteverdi à Tourcoing.
— A l'Opéra de Paris : une « Tosca » bien tempérée.
19. RADIO-TELEVISION : la nouvelle redonne.
— VU : quelque chose à redire.
20. PRESSE

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

21. Le déficit des finances publiques en France : vers une politique de « non-budgétisation ».
22. La gestion du plan : robotique, ou l'effort de regroupement.
23. Les viticulteurs de Midi entre la « chouchouerie » et la confiance.
24. Le chômage touche plus de 10 % des salariés dans les départements maritimes.

ÉCONOMIE

42. ÉNERGIE : M. Choleva ou « Grand jury R.T.T. le Monde ».
— SOCIAL : le « Tour de France de la grève » des cadres C.G.C.
43. CONJONCTURE : les projets financiers du gouvernement.

RADIOTELEVISION (191)
INFORMATIONS
SERVICES (41)
Troisième âge : Météorologie ; « Journal officiel » ; Mots croisés.
Annonces classées (26 à 40) ; Programmes spectacles (18) ; Carnet (20) ; Bourse (48).

Le numéro du « Monde » daté 28-29 mars 1982 a été tiré à 486 507 exemplaires.

LATREILLE
SPECIALISTE
DU TRÈS BEAU VÊTEMENT
RAYON SPÉCIAL
POUR PERSONNES FORTES
HOMMES : du 54 au 64
FEMMES : jusqu'à 58
62, St-André des Arts, 6^e
PARKING RÉSERVÉ
CATALOGUE SUR DEMANDE
A B C D E F G I

ÉVASION AU CENTRE PÉNITENTIAIRE DE LIANCOURT

• Les deux malfaiteurs ont disparu • Leur otage n'a pas été retrouvé

Deux détenus, Michel Maksymowicz, quarante-cinq ans, et Raymond Gréin, quarante-deux ans, se sont évadés, dimanche 28 mars, vers dix-sept heures, du centre pénitentiaire et sanitaire de Liancourt (Oise). Ces deux hommes, condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité, qui ont pris une femme en otage dans la forêt de Pont-Sainte-Maxence, Mme Laurence Benoit, trente-trois ans, n'ont toujours pas été retrouvés, ce lundi en fin de matinée, pas plus que Mme Benoit. La police a perdu leur trace dans la soirée de dimanche dans la banlieue parisienne.

C'est grâce à la complicité d'un compère, qui a lancé par dessus le double grillage ceinturant le centre de Liancourt un sac contenant une paire de ciseaux et des armes, que les deux détenus sont parvenus à s'échapper. Surpris par un gardien, alors qu'ils étaient en train de découper le grillage, celui-ci a été frappé avec les ciseaux et légèrement blessé à la tête. Dans leur fuite, les deux malfaiteurs ont échangé des coups de feu avec les surveillants avant d'atteindre une voiture qui les attendait avec, semble-t-il, un complice à bord. Une quinzaine de kilomètres plus loin, à Villers-Saint-Paul, ils ont abandonné ce véhicule et ont continué en automobile domiciliée à Levallois-Perret (Haut-de-Seine), M. Claude Boitrot, a les prendre à bord. A Pont-Sainte-Maxence, ils ont libéré le conducteur, et ont pris en otage une jeune femme âgée de trente-trois ans, Mme Laurence Benoit, qui se promenait en forêt avec son mari. Un important dispositif policier a été mis en place dans la région. Cernés près de Tricot (Oise), Michel Maksymowicz et Raymond Gréin, puissamment armés et en possession de grenades, ont lâché par la fenêtre plusieurs messages dont un écrit par leur otage, suppliant les forces de l'ordre de ne pas intervenir. Sur l'un de ces messages les deux évadés ont écrit : « Nous sommes

condamnés à perpétuité. Nous n'avons rien à faire de mourir. Laissez-nous passer sinon on jette la voiture. »

Le colonel Nicolas, commandant le groupement de gendarmerie a laissé les fugitifs franchir les barrières. Ceux-ci ont été repérés vers 21 heures près de Barrois par un chasseur qui a entendu l'appel de la police, avant de disparaître dans le flot de la circulation parisienne.

Michel Maksymowicz avait été condamné le 20 février 1980 à la réclusion criminelle à perpétuité par la cour d'assises de l'Oise pour cinq hold-up. Le 15 janvier 1980 la cour d'assises de Versailles lui avait infligé cinq ans de réclusion criminelle pour quatre autres hold-up. Son nom est le gangster n°1 de Paris qu'il se présentait au caissier avec écrit sur son cahier d'écouler : « Ne cries pas, passe-moi l'argent ». Michel Maksymowicz est atteint d'un cancer de la gorge.

Quant à Raymond Gréin, condamné à la réclusion criminelle à perpétuité, le 12 février 1980, par la Cour d'assises de Seine-et-Marne pour homicide volontaire et tentative d'homicide volontaire, il souffre d'une tuberculose pulmonaire et avait survécu à une tentative de suicide en 1977. Les deux évadés ont un casier judiciaire très chargé.

UN MOTARD DE LA POLICE GRIÈVEMENT BLESSÉ

Un motard de la police nationale, M. Bruno Goedebuer, a été grièvement blessé par balles dans la nuit du vendredi 26 au samedi 27 mars, alors qu'il rentrait chez lui à La Madeleine dans la banlieue de Lille. Ses jours ne sont pas en danger. Son agresseur, M. Michel Campa, conducteur d'une Ford, dont il avait voulu contrôler les papiers, a été appréhendé grâce à un témoin qui avait relevé le numéro minéralogique de la voiture. M. Campa doit être déferé ce lundi 29 mars au parquet de Lille.

Tour du monde à la voile

FLYER

Le voilier néerlandais Flyer de Cornelius Van Rietsofften a gagné en temps réel la dernière étape du tour du monde de la course autour du monde (le Monde daté 28-29 mars). Déjà vainqueur des trois précédentes étapes, Flyer, un sloop de vingt-deux mètres, est arrivé lundi 29 mars à 9 h 47 dans le port anglais.

Pour l'emporter en temps compensé, qui sert à établir le classement officiel de la course, le Français Charles-Heideck-III d'Alain Gabbay devra atteindre Portsmouth moins de quatre-vingt-douze heures après Flyer.

GRANDE FERMETÉ DU DOLLAR : 6,28 F

Dopé par une nouvelle hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis, où le taux de l'argent sur les eurodollars s'est tendu, atteignant 15 3/4 % à six mois contre 15 1/4 % à un an, le dollar a perdu du terrain. Le franc s'est montré très ferme sur tous les marchés des changes, s'élevant, à Francfort, de 2,375 deutschemarks à 2,41 deutschemarks, et à Paris, de 6,350 F à 6,28 F, battant son record historique.

Le franc est resté relativement faible vis-à-vis des monnaies fortes du système monétaire européen, essentiellement le mark, dont le cours s'est maintenu aux environs de 2,61 F, au voisinage de son cours plafond de 2,62 F. La Banque de France n'a pas eu à intervenir.

LE SOUVENIR DES PREMIÈRES DÉPORTATIONS DE JUIFS

« Il nous poursuit de manière lancinante » déclare, à Royallieu, le grand rabbin de France

De notre correspondant

Beauvais. — Deux cérémonies, au mémorial de Drancy et dans l'ancien camp de Royallieu, ont marqué dimanche 28 mars la quarantème anniversaire des premières déportations de juifs de France vers les camps d'extermination nazis (le Monde du 27 mars).

Un premier train de la mort emportait le 27 mars 1942, mille cent douze juifs de la gare de Compiègne vers Auschwitz-Birkenau. Ce train, qui portait le numéro 797, fut le premier de soixante-sept autres. « Quarante ans après, nous nous interrogeons encore sur le sens de cet holocauste », a déclaré le grand rabbin de France, M. René Samin Sira.

S'interrogeant sur les responsabilités spécifiques des fils et des filles des déportés juifs de France dont il préside l'association, M. Serge Klarsfeld a rappelé : « Nous avons fait fuir et condamné les chefs SS dirigeants de l'appareil policier nazi en France : Lischka, Horgen et Heinrichson ont été emprisonnés de Compiègne à 4 ans et ont eu terme d'un procès mémorable où

nous avons emmené en Allemagne plusieurs milliers de juifs de France. Nous nous sommes sentis responsables de l'appareil policier de Vichy contre les juifs : Leguay a été inculpé pour crime contre l'humanité, Bonquet a été obligé de démissionner, Papou a fui à l'honneur. »

« Nous militons pour que soit enfin inscrite dans les manuels scolaires d'histoire, ou elle est systématiquement passée sous silence la complicité du régime de Vichy qui s'est manifestée par l'arrestation en masse de juifs de France par la police française, y compris en zone libre et par la demande faite par Laval aux Allemands de déporter les enfants français des juifs étrangers. »

« Nous défendons la mémoire des déportés contre tous les falsificateurs de l'histoire. » Ces propos venaient en réponse à ceux tenus par M. Philippe Maréchal, adjoint (R.P.R.) au maire de Compiègne qui avait évoqué « l'unité des Français ».

« A ce rendez-vous du malheur », pour reprendre le mot de Claude Lévi-Strauss, président de l'exécutif du Comité représentatif des institutions juives de France (C.R.I.J.F.) étaient notamment présents le général Simon, représentant le premier ministre, le général Cottereau, pour le ministre de la Défense, M. Jean Leguay, maire de Compiègne (C.N.R.), M. Michel Campa, président du conseil général d'Alsace, Elkan, président du conseil de Paris, ainsi que les parlementaires représentant les tendances de l'Assemblée nationale et du Sénat.

M. L.

M. ENRICO BERLINGUER SERA REÇU

PAR M. FRANÇOIS MITTERRAND LE 31 MARS À 15 HEURES

M. Enrico Berlinguer, secrétaire général du parti communiste italien, accompagné de M. Romano Ledda, responsable de la politique étrangère au comité central, arrive à Paris en fin de soirée ce 28 mars pour un séjour de quarante-huit heures (le Monde daté 28-29 mars).

Ses entretiens avec M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., se dérouleront le 30 mars de 9 heures à 16 h 30 au siège du parti, et seront suivis d'une conférence de presse.

Le président de la République recevra M. Berlinguer mercredi 31 mars à 15 heures à l'Élysée.

M. JEAN-FRANÇOIS CUBY EST NOMMÉ DIRECTEUR DE L'AGENCE POUR L'ÉDUCATION PERMANENTE.

Le dernier conseil des ministres a nommé M. Jean-François Cuby directeur de l'Agence nationale pour le développement de l'éducation permanente (A.N.E.P.). Ce poste était occupé depuis 1975 par M. Guy Bégué.

(Né le 23 janvier 1929 à Paris, M. Jean-François Cuby est administrateur civil, licencié d'histoire, il a occupé les fonctions d'attaché d'administration aux affaires européennes d'EDSA, dont il est sorti en 1970. Chef du bureau de l'enseignement, de la formation et de l'insertion technique au secrétariat d'État à la petite et moyenne entreprise en 1970-1971, il entre ensuite au ministère de l'Éducation nationale, où il occupe différents postes à la formation continue. Sous-préfet de la formation et de l'insertion technique de 1974 à 1977, il revient au ministère de l'Éducation, puis est nommé directeur administratif et financier de l'Agence nationale pour le développement de l'éducation permanente. Depuis 1981, il était sous-directeur de l'information et de la documentation de l'éducation.)

M. Jack Lang devant l'Association de la presse étrangère

La France sera présente dans le monde si elle se montre elle-même accueillante

C'est à une entreprise de séduction que s'est livré M. Jack Lang, le ministre de la culture, devant l'Association de la presse étrangère dont il était l'hôte l'autre vendredi, à l'occasion d'un déjeuner.

La première question, en guise de dessert, a en effet contrainé le ministre à abandonner les périphrases et les périodes qu'il affectionne, surtout lorsqu'il parle du président de la République, pour entrer directement dans le concret : la maison de la presse, cette maison que seule la France, parmi les grands pays, ne possède pas encore ? Qui, le ministre préfère qu'elle ne s'installe pas au Grand Palais, dont les espaces doivent rester libres pour l'exposition universelle de 1989. Pas assez prestigieuse, difficilement aménageable, cette Samaritaine de luxe qu'on vous propose, boulevard des Capucines ?

M. Lang a assuré qu'une solution serait trouvée d'ici l'été, et que le Grand Palais (cette construction exerce une fascination manifeste sur les correspondants étrangers) n'était pas forcément à perdre de vue, dans une seconde étape, après l'exposition.

Les effets du prix unique du livre ? Le ministre reste prudent : une « question controversée », dit-il, mais il a confiance en les éditeurs, rappelle-t-il, le prix des ouvrages augmentait plus vite, sous le précédent gouvernement, que le prix de la vie. La culture dans les régions ? « Un paradoxe », a notamment répondu M. Lang, résumant ainsi lui-même sa réponse, est que, en France, la décentralisation doit passer par la reconnaissance nationale. Mais c'est naturellement la

question des rapports avec les cultures étrangères que le ministre a développée. Il s'est déclaré convaincu que la France n'a de chances d'être présente dans les autres pays que si elle se montre, elle-même, « accueillante pour les autres cultures ». En réponse à une question sur l'« invasion culturelle anglo-saxonne », M. Lang a souhaité dissiper le malentendu qu'avait fait naître ses anciennes critiques à l'égard du cinéma américain. Le ministre s'est défendu d'avoir voulu établir une frontière entre les pays anglo-saxons et les peuples latins.

En ce qui concerne les relations avec les pays d'expression latine, le ministre a indiqué que Gabriel Garcia Marquez jettera prochainement la base du Conseil des peuples latins dont François Mitterrand avait annoncé la création, lors de sa visite à Mexico.

A l'inévitable question sur la télévision et sur la mauvaise « explication » de la politique du gouvernement, M. Lang a répondu notamment : « Il y a un grand malentendu. Lorsque nous étions dans l'opposition, nous ne disions pas que le gouvernement n'avait pas le droit de s'expliquer sur sa politique. Nous demandions le droit pour l'opposition à s'exprimer. Nous n'avons pas changé d'avis. »

Enfin, le ministre de la culture devait estimer que la politique, cette ancienne sinon caduque spécialité française, était « à écouter », abandonnant l'exaltation à son sort. Ainsi devait-il conclure que l'achuel gouvernement avait bien des difficultés à répondre à l'abondant courrier qu'il reçoit. — F. E.

Nombres perturbations dans les transports

- ROUTES : BARRAGES DE CAMIONS SUR LES GRANDS AXES.
- AVIONS : 80 % A 90 % DU TRAFIC EST ASSURÉ.

De nombreux barrages de camions étaient signalés ce lundi matin 29 mars dans le cadre de la « journée nationale de protestation et d'action organisée par les deux organisations patronales : la Fédération nationale de transport routiers (F.N.T.R.) et l'Union nationale des organisations syndicales de transporteurs routiers automobiles (UNOSTRA). Au Centre national d'information de la circulation routière de Rosny-sous-Bois, on indiquait, vers 10 heures, que, parmi les grands axes encore éparpillés par les bouchons, les autoroutes Paris-Bouen et Paris-Orléans-Tours-Bordeaux résistent pratiquement dans le sens Paris-province. Les régions les plus touchées étaient le Nord-Pas-de-Calais, Rhône-Alpes, la Bretagne et l'Alsace. Dans la région parisienne, une série d'opérations, provoquant des difficultés en matière de circulation, se déroulaient sur le boulevard périphérique. On sait que les routiers protestent contre l'augmentation du prix du gazole et demandent de pouvoir déduire la T.V.A. sur les produits pétroliers (le Monde du 19 mars).

D'autre part, les transports aériens continuent d'être perturbés — mais de façon peu importante, semble-t-il — en raison de la grève des officiers mécaniciens et de certains pilotes de ligne.

Air France a pu toutefois assurer, dimanche 28 mars, la totalité de ses vols long-courriers et 75 % de ses vols moyen-courriers. Pour ce lundi 29 mars et le mardi 30 mars, la direction de la compagnie nationale prévoit un trafic pratiquement normal et en tout cas d'au moins 80 %. Mais, pour ce faire, 70 % des avions qu'elle met en vol sont affectés à d'autres sociétés.

Air Inter, pour sa part, a pu assurer ce lundi 80 % de son programme normal, ce qui a permis à toutes les villes habituellement desservies de l'être, avec toutefois des fréquences de vols moins nombreuses qu'à l'accoutumée. Il est vrai qu'Air Inter le Syndicat national du personnel navigant de l'aviation civile (S.N.P.N.A.C.), syndicat minoritaire, a accepté, vendredi 26 mars, au soir, de ne pas s'associer au mouvement de grève.

Perturbations enfin dans les ports, à Calais notamment où, là, ce sont certains employés des chambres de commerce qui sont en grève pour vingt-quatre heures à l'appel de la C.G.T.

Renseignements par téléphone : Air France, 320-15-55 ; en auprès des services de réservation de la région (pour la région parisienne : 535-61-61). Air Inter : 676-13-13.

8 jours en
islande
à partir de :
5000 F
Paris-Paris
42, rue Étienne-Marcel (2^e)
508.81.50

(Publicité)

En direct des meilleures usines européennes des moquettes et des revêtements muraux 1^{er} et 2^e choix 200 000 mètres carrés en stock. 5 % de remise automatique sur présentation de cette annonce.

ARTISANS RÉCUPÉRATEURS
8-16, Impasse Saint-Sébastien
75011 Paris - Tél. : 335-66-50.
Magasin ouvert de 9 h à 18 h 30
Ouverture d'un nouveau dépôt :
« MOQUETTES DE LA REINE »
108 bis, rue de la Reine
92100 BOULOGNE
MO 2

LE PREMIER
MAGASIN DE TISSUS,
A DROITE,
EN REMONTANT LES
CHAMPS-ÉLYSÉES...

LOOK
de
CHARME
TISSUS
COUTURE
PRIX
de
CHOC!
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

TELEVISIONS
PRIX FABULEUX
• Magnifique TV N. B. 3 1500 F
partir de
• Magnifique TV couleur SABA 1800 F
ou THOMSON 2000 F + 250 F
Reprise des anciens téléviseurs
Garantie totale 3 ans
et maind'œuvre jusqu'à 6 mois
Tél. : 641-38-92 74 boulevard de la Chapelle

Chaque jour dans
Le Monde
ventes dans les
5^e, 6^e, 7^e, 8^e, 15^e, 16^e
et 17^e arrondissements
NEUILLY, BOULOGNE
et SAINT-CLOUD

L'explosion
à bord du Capitaine
a fait cinq morts
et vingt-sept blessés

PAGE 46

LES T

Coup de barre
à droite
au Salvador

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T

LES T